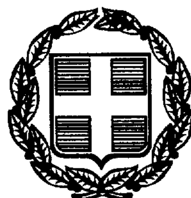




ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ

Αρ. Φύλλου **38**

1 Μαρτίου 1999

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 2686

Κύρωση της Συνθήκης για την πλήρη απογόρευση των πυρηνικών δοκιμών.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Εκδίδομε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

'Αρθρο πρώτο

Κυρώνεται και έχει την ισχύ, που ορίζει το άρθρο 28 παρ.1 του Συντάγματος, η Συνθήκη για την πλήρη απαγόρευση των πυρηνικών δοκιμών που υπογράφηκε στη Νέα Υόρκη στις 10 Σεπτεμβρίου 1996, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στη γαλλική γλώσσα και σε μετάφραση στην ελληνική έχει ως εξής:

TRAITÉ D'INTERDICTION COMPLÈTE DES ESSAIS NUCLÉAIRES

PRÉAMBULE

Les États parties au présent Traité (ci-après dénommés les "États parties"),

Se félicitant des accords internationaux et autres mesures positives qui sont intervenus au cours de ces dernières années dans le domaine du désarmement nucléaire, notamment les réductions des arsenaux nucléaires, ainsi que dans le domaine de la prévention de la prolifération nucléaire sous tous ses aspects,

Soulignant l'importance de la pleine et prompte application de tels accords et mesures,

Convaincus que la situation internationale offre aujourd'hui la possibilité de prendre de nouvelles mesures pour avancer réellement dans la voie du désarmement nucléaire et pour lutter efficacement contre la prolifération des armes nucléaires sous tous ses aspects, et déclarant leur intention de prendre de telles mesures,

Soulignant par conséquent la nécessité d'efforts continus, systématiques et progressifs pour réduire les armes nucléaires à l'échelle mondiale, l'objectif final étant l'élimination de ces armes et un désarmement général et complet sous un contrôle international strict et efficace,

Reconnaissant que la cessation de toutes les explosions expérimentales d'arme nucléaire et de toutes autres explosions nucléaires, en freinant le développement et l'amélioration qualitative des armes nucléaires et en mettant fin au développement de nouveaux types d'arme nucléaire, encore plus évolués, concourra efficacement au désarmement nucléaire et à la non-prolifération sous tous ses aspects,

Reconnaissant également que l'arrêt définitif de toutes les explosions nucléaires de cette nature constituera de ce fait un progrès significatif dans la réalisation graduelle et systématique du désarmement nucléaire,

Convaincus que le moyen le plus efficace de mettre fin aux essais nucléaires est de conclure un traité universel d'interdiction complète de ces essais qui soit internationalement et effectivement vérifiable, ce qui constitue depuis longtemps l'un des objectifs auxquels la communauté internationale accorde la priorité la plus haute dans le domaine du désarmement et de la non-prolifération,

Notant que les Parties au Traité de 1963 interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau ont exprimé le voeu d'assurer l'arrêt de toutes les explosions expérimentales d'arme nucléaire à tout jamais,

Notant aussi les vues exprimées selon lesquelles le présent Traité pourrait contribuer à la protection de l'environnement,

Affirmant le dessein de susciter l'adhésion de tous les États au présent Traité et l'objectif de celui-ci de contribuer efficacement à la prévention de la prolifération des armes nucléaires sous tous ses aspects, au processus de désarmement nucléaire et partant au renforcement de la paix et de la sécurité internationales,

Sont convenus de ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

OBLIGATIONS FONDAMENTALES

1. Chaque État partie s'engage à ne pas effectuer d'explosion expérimentale d'arme nucléaire ou d'autre explosion nucléaire et à interdire et empêcher toute explosion de cette nature en tout lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle.

2. Chaque État partie s'engage en outre à s'abstenir de provoquer ou d'encourager l'exécution – ou de participer de quelque manière que ce soit à l'exécution – de toute explosion expérimentale d'arme nucléaire ou de toute autre explosion nucléaire.

ARTICLE II

L'ORGANISATION

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Les États parties établissent par les présentes l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (ci-après dénommée "l'Organisation"), afin de réaliser l'objet et le but du Traité, d'assurer l'application de ses dispositions, y compris celles qui s'appliquent à la vérification internationale du respect du Traité, et de ménager un cadre dans lequel ils puissent se consulter et coopérer entre eux.

2. Tous les États parties sont membres de l'Organisation. Un État partie ne peut être privé de sa qualité de membre de l'Organisation.

3. L'Organisation a son siège à Vienne (République d'Autriche).

4. Sont créés par les présentes la Conférence des États parties, le Conseil exécutif et le Secrétariat technique, lequel comprend le Centre international de données, qui constituent les organes de l'Organisation.

5. Chaque État partie coopère avec l'Organisation dans l'accomplissement de ses fonctions, conformément au présent Traité. Les États parties tiennent des consultations directement entre eux ou par l'intermédiaire de l'Organisation ou encore suivant d'autres procédures internationales appropriées, notamment des procédures établies dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies et conformément à la Charte des Nations Unies, sur toute question qui serait soulevée touchant l'objet et le but du Traité ou l'exécution de ses dispositions.

6. L'Organisation exécute les activités de vérification prévues par le présent Traité de la manière la moins intrusive possible, compatible avec l'accomplissement de leurs objectifs dans les délais et avec l'efficacité voulus. Elle ne demande que les informations et les données qui lui sont nécessaires pour s'acquitter des responsabilités qui lui sont confiées par le Traité. Elle prend toutes les précautions qui s'imposent pour protéger la confidentialité des informations relatives à des activités et des installations civiles et militaires dont elle a connaissance dans le cadre de l'application du Traité et, en particulier, elle se conforme aux dispositions de celui-ci touchant la confidentialité.

7. Chaque État partie traite d'une façon confidentielle et particulière les informations et les données qu'il reçoit confidentiellement de l'Organisation concernant l'application du présent Traité. Il traite ces informations et ces données exclusivement dans le cadre des droits et obligations qui sont les siens aux termes du Traité.

8. L'Organisation, en tant qu'entité indépendante, s'efforce d'utiliser selon qu'il convient les compétences techniques et les installations existantes et de maximiser le rapport coût-efficacité en prenant des arrangements de coopération avec d'autres organisations internationales telles que l'Agence internationale de l'énergie atomique. Les arrangements pris à cet effet, excepté les arrangements courants d'importance secondaire qui sont de nature purement commerciale ou contractuelle, doivent être stipulés dans des accords qui sont ensuite soumis à la Conférence des États parties pour approbation.

9. Les coûts des activités de l'Organisation sont couverts annuellement par les États parties selon le barème des quotes-parts de l'Organisation des Nations Unies, ajusté compte tenu des différences entre le nombre des États Membres de l'Organisation des Nations Unies et celui des États membres de l'Organisation.

10. Les contributions financières des États parties à la Commission préparatoire sont déduites d'une manière appropriée de leurs contributions au budget ordinaire.

11. Un membre de l'Organisation en retard dans le paiement de sa contribution aux dépenses de celle-ci ne peut pas participer au vote à l'Organisation si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution due par lui pour les deux années complètes écoulées. La Conférence des États parties peut néanmoins autoriser ce membre à voter si elle constate que le manquement est dû à des circonstances indépendantes de sa volonté.

B. CONFÉRENCE DES ÉTATS PARTIES

Composition, procédure et prise de décisions

12. La Conférence des États parties (ci-après dénommée "la Conférence") se compose de tous les États parties. Chaque État partie a un représentant à la Conférence, qui peut être accompagné de suppléants et de conseillers.

13. La session initiale de la Conférence est convoquée par le Dépositaire au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur du présent Traité.

14. La Conférence tient des sessions ordinaires, qui ont lieu chaque année, à moins qu'elle n'en décide autrement.

15. Une session extraordinaire de la Conférence est convoquée :

a) Sur décision de la Conférence;

b) À la demande du Conseil exécutif; ou

c) À la demande de tout État partie appuyée par la majorité des États parties.

La session extraordinaire est convoquée dans les 30 jours qui suivent la décision de la Conférence, la demande du Conseil exécutif ou l'obtention de l'appui requis, sauf indication contraire figurant dans la décision ou la demande.

16. La Conférence peut aussi se réunir en conférence d'amendement, conformément à l'article VII.

17. La Conférence peut aussi se réunir en conférence d'examen, conformément à l'article VIII.

18. Les sessions de la Conférence ont lieu au siège de l'Organisation, à moins que la Conférence n'en décide autrement.

19. La Conférence adopte son règlement intérieur. Au début de chaque session, elle élit son président et d'autres membres du bureau en tant que de besoin. Les membres du bureau exercent leurs fonctions jusqu'à ce qu'un nouveau président et d'autres membres soient élus, lors de la session suivante.

20. Le quorum pour la Conférence est constitué par la majorité des États parties.

21. Chaque État partie dispose d'une voix.

22. La Conférence prend les décisions relatives aux questions de procédure à la majorité des membres présents et votants. Les décisions relatives aux questions de fond doivent être prises autant que possible par consensus. S'il ne se dégage aucun consensus lorsqu'il faut se prononcer sur une telle question, le Président ajourne le vote pendant 24 heures, ne ménage aucun effort entre-temps pour faciliter l'obtention du consensus et fait rapport à la Conférence avant l'expiration du délai d'ajournement. S'il n'est pas possible d'arriver au consensus au terme de ces 24 heures, la Conférence prend la décision à la majorité des deux tiers des membres présents et votants, à moins que le présent Traité n'en dispose autrement. En cas de doute sur le point de savoir s'il s'agit ou non d'une question de fond, la question visée est traitée comme une question de fond, à moins qu'il n'en soit décidé autrement à la majorité requise pour les décisions sur les questions de fond.

23. Dans l'exercice des fonctions qui lui sont attribuées en vertu du paragraphe 26, alinéa k), la Conférence décide de l'inscription du nom de tout État sur la liste qui figure à l'Annexe 1 du présent Traité suivant la procédure énoncée au paragraphe 22 pour la prise de décisions sur les questions de fond. Nonobstant les dispositions du paragraphe 22, la Conférence décide par consensus de toute autre modification à apporter à l'Annexe 1 du Traité.

Pouvoirs et fonctions

24. La Conférence est le principal organe de l'Organisation. Elle examine, conformément au présent Traité, tous points, toutes questions et tous problèmes entrant dans le champ d'application du Traité, y compris ceux qui ont trait aux pouvoirs et fonctions du Conseil exécutif et du Secrétariat technique. Elle peut faire des recommandations et se

prononcer sur tous points, toutes questions et tous problèmes entrant dans le champ d'application du Traité qui seraient soulevés par un État partie ou portés à son attention par le Conseil exécutif.

25. La Conférence supervise l'application du présent Traité, fait le point de la situation en ce qui concerne le respect de ses dispositions et oeuvre à la réalisation de son objet et de son but. En outre, elle supervise les activités du Conseil exécutif et du Secrétariat technique et peut adresser des directives à l'un ou l'autre de ces organes dans l'accomplissement de leurs fonctions.

26. La Conférence :

a) Examine et adopte le rapport de l'Organisation sur l'application du présent Traité ainsi que le budget-programme annuel de l'Organisation, que lui présente le Conseil exécutif, et examine d'autres rapports;

b) Décide du barème des quotes-parts revenant aux États parties conformément au paragraphe 9;

c) Élit les membres du Conseil exécutif;

d) Nomme le Directeur général du Secrétariat technique (ci-après dénommé le "Directeur général");

e) Examine et approuve le règlement intérieur du Conseil exécutif que lui présente ce dernier;

f) Examine et passe en revue les innovations scientifiques et techniques qui pourraient avoir des répercussions sur le fonctionnement du présent Traité. Dans ce contexte, la Conférence peut charger le Directeur général de créer un conseil scientifique consultatif qui permette à celui-ci, dans l'exercice de ses fonctions, de fournir à la Conférence, au Conseil exécutif ou aux États parties des avis spécialisés dans des domaines scientifiques et techniques ayant un rapport avec le Traité. Le conseil scientifique consultatif ainsi créé est composé d'experts indépendants siégeant à titre personnel et désignés conformément au mandat donné par la Conférence, sur la base de leurs compétences et de leur expérience dans les domaines scientifiques particuliers ayant un rapport avec l'application du Traité;

g) Prend les mesures nécessaires pour assurer le respect du présent Traité et pour redresser et corriger toute situation qui contreviendrait aux dispositions de l'instrument, conformément à l'article V;

h) Examine et approuve à sa session initiale tous projets d'accord, d'arrangement, de disposition, de procédure, de manuel opérationnel ou de directive ainsi que tous autres documents élaborés et recommandés par la Commission préparatoire;

i) Examine et approuve les accords ou arrangements que le Secrétariat technique négocie avec des États parties, d'autres États et des organisations internationales et que le Conseil exécutif est appelé à conclure ou à prendre au nom de l'Organisation conformément au paragraphe 38, alinéa h);

j) Établit les organes subsidiaires qu'elle juge nécessaires à l'accomplissement des fonctions qui lui sont attribuées par le présent Traité;

k) Met à jour l'Annexe 1 du présent Traité selon les besoins, conformément au paragraphe 23.

C. LE CONSEIL EXÉCUTIF

Composition, procédure et prise de décisions

27. Le Conseil exécutif se compose de 51 membres. Chaque État partie a le droit, conformément aux dispositions du présent article, de siéger au Conseil.

28. Compte tenu de la nécessité d'une répartition géographique équitable des sièges, le Conseil exécutif comprend :

a) Dix États parties d'Afrique;

b) Sept États parties d'Europe orientale;

c) Neuf États parties d'Amérique latine et des Caraïbes;

d) Sept États parties du Moyen-Orient et d'Asie du Sud;

e) Dix États parties d'Amérique du Nord et d'Europe occidentale:

f) Huit États parties d'Asie du Sud-Est, du Pacifique et d'Extrême-Orient.

Tous les États des régions géographiques susmentionnées sont énumérés dans l'Annexe 1 du présent Traité. L'Annexe 1 est mise à jour par la Conférence selon les besoins, conformément au paragraphe 23 et au paragraphe 26, alinéa k). Il ne peut pas lui être apporté d'amendements ou de modifications suivant les procédures énoncées à l'article VII.

29. Les membres du Conseil exécutif sont élus par la Conférence. Pour cela, chaque groupe régional désigne des États parties de la région considérée aux fins de leur élection au Conseil, comme suit :

a) Au moins un tiers des sièges attribués à chaque région géographique sont pourvus, compte tenu des intérêts politiques et de sécurité, par des États parties de la région considérée qui sont désignés sur la base des capacités nucléaires ayant un rapport avec le Traité telles qu'elles sont déterminées par les données internationales ainsi que de l'ensemble ou d'un quelconque des critères indicatifs ci-après, dans l'ordre de priorité que fixe chaque groupe régional :

i) Le nombre d'installations de surveillance du Système de surveillance international;

ii) Les compétences et l'expérience dans les domaines que recouvrent les techniques de surveillance;

iii) La contribution au budget annuel de l'Organisation;

b) L'un des sièges attribués à chaque région géographique est pourvu suivant le principe de la rotation par l'État partie qui, selon l'ordre alphabétique anglais, vient en tête parmi les États parties de la région considérée qui n'ont pas siégé au Conseil exécutif pendant le plus grand nombre d'années à compter de la date d'expiration de leur dernier mandat ou, à défaut, à compter de la date à laquelle ils sont devenus parties. L'État partie désigné sur cette base peut décider de passer son tour, auquel cas il remet au Directeur général une lettre de renonciation; est alors désigné l'État partie qui occupe le deuxième rang, établi suivant les dispositions du présent alinéa:

c) Le reste des sièges attribués à chaque région géographique sont pourvus par des États parties désignés parmi tous ceux de la région considérée, suivant le principe de la rotation ou par des élections.

30. Chaque membre du Conseil exécutif a un représentant à cet organe, qui peut être accompagné de suppléants et de conseillers.

31. Chaque membre du Conseil exécutif exerce ses fonctions de la fin de la session de la Conférence à laquelle il est élu à la fin de la deuxième session annuelle ordinaire que la Conférence tient par la suite, si ce n'est que, lors de la première élection du Conseil, 26 États parties seront élus qui exerceront leurs fonctions jusqu'à la fin de la troisième session annuelle ordinaire de la Conférence, compte dûment tenu des proportions numériques énoncées au paragraphe 28.

32. Le Conseil exécutif élabore son règlement intérieur et le soumet à l'approbation de la Conférence.

33. Le Conseil exécutif élit son président parmi ses membres.

34. Le Conseil exécutif tient des sessions ordinaires. Entre les sessions ordinaires, il se réunit aussi souvent que l'exige l'exercice de ses pouvoirs et fonctions.

35. Chaque membre du Conseil exécutif dispose d'une voix.

36. Le Conseil exécutif prend les décisions relatives aux questions de procédure à la majorité de l'ensemble de ses membres. Il prend les décisions sur les questions de fond à la majorité des deux tiers de l'ensemble de ses membres, sauf disposition contraire du présent Traité. En cas de doute sur le point de savoir s'il s'agit ou non d'une question de fond, la question visée est traitée comme une question de fond, à moins qu'il n'en soit décidé autrement à la majorité requise pour les décisions sur les questions de fond.

<u>Pouvoirs et fonctions</u>

37. Le Conseil exécutif est l'organe exécutif de l'Organisation. Il relève de la Conférence. Il exerce les pouvoirs et fonctions qui lui sont conférés par le présent Traité. Ce faisant, il agit en conformité avec

les recommandations, les décisions et les directives de la Conférence et veille à ce qu'elles soient appliquées comme il se doit et de manière suivie.

38. Le Conseil exécutif :

a) Oeuvre à l'application effective et au respect des dispositions du présent Traité;

b) Supervise les activités du Secrétariat technique;

c) Fait à la Conférence des recommandations, selon que de besoin, relatives à l'examen de nouvelles propositions visant à la réalisation de l'objet et du but du Traité;

d) Coopère avec l'autorité nationale de chaque État partie;

e) Examine et présente à la Conférence le projet de budget-programme annuel de l'Organisation, le projet de rapport de l'Organisation sur l'application du Traité, le rapport sur l'exécution de ses propres activités et les autres rapports qu'il juge nécessaires ou que la Conférence demanderait;

f) Prend les dispositions nécessaires pour l'organisation des sessions de la Conférence et notamment pour l'établissement du projet d'ordre du jour;

g) Examine des propositions tendant à apporter des modifications d'ordre administratif ou technique au Protocole ou à ses Annexes, en application de l'article VII, et fait aux États parties des recommandations concernant leur adoption;

h) Conclut au nom de l'Organisation, sous réserve de l'approbation préalable de la Conférence, les accords ou arrangements avec les États parties, les autres États et les organisations internationales, hormis ceux qui sont visés à l'alinéa i), et supervise leur application;

i) Approuve les accords ou les arrangements avec les États parties et les autres États concernant l'exécution des activités de vérification et supervise leur fonctionnement;

j) Approuve tous nouveaux manuels opérationnels que proposerait le Secrétariat technique et toutes modifications que celui-ci suggérerait d'apporter aux manuels opérationnels existants.

39. Le Conseil exécutif peut demander la tenue d'une session extraordinaire de la Conférence.

40. Le Conseil exécutif :

a) Facilite, par des échanges d'informations, la coopération entre les États parties, et entre les États parties et le Secrétariat technique, concernant l'application du présent Traité;

b) Facilite la consultation et la clarification entre les États parties conformément à l'article IV;

c) Reçoit et examine les demandes d'inspection sur place ainsi que les rapports d'inspection et arrête son action au sujet des premières et des seconds, conformément à l'article IV.

41. Le Conseil exécutif examine tout motif de préoccupation d'un État partie concernant l'inexécution possible du présent Traité et l'usage abusif des droits établis par celui-ci. Pour ce faire, il consulte les États parties impliqués et, selon qu'il convient, demande à un État partie de prendre des mesures pour redresser la situation dans des délais fixés. Pour autant que le Conseil exécutif juge nécessaire de poursuivre l'affaire, il prend notamment une ou plusieurs des mesures suivantes :

a) Il informe tous les États parties du problème ou de la question;

b) Il porte le problème ou la question à l'attention de la Conférence;

c) Il fait à la Conférence des recommandations ou prend une décision, selon qu'il convient, touchant des mesures pour redresser la situation et assurer le respect des dispositions du Traité conformément à l'article V.

D. LE SECRÉTARIAT TECHNIQUE

42. Le Secrétariat technique aide les États parties à appliquer le présent Traité. Il aide la Conférence et le Conseil exécutif dans l'accomplissement de leurs fonctions. Le Secrétariat technique exerce les fonctions de vérification et les autres fonctions qui lui sont attribuées par le Traité ainsi que celles qui lui sont déléguées par la Conférence ou le Conseil exécutif conformément aux dispositions du Traité. Il comprend le Centre international de données, qui en fait partie intégrante.

43. En ce qui concerne la vérification du respect des dispositions du présent Traité, le Secrétariat technique, conformément à l'article IV et au Protocole, entre autres fonctions :

a) Est chargé de superviser et de coordonner l'exploitation du Système de surveillance international;

b) Exploite le Centre international de données;

c) Reçoit, traite et analyse régulièrement les données du Système de surveillance international et fait régulièrement rapport sur ces données;

d) Fournit une assistance et un appui techniques pour l'installation et l'exploitation de stations de surveillance;

e) Aide le Conseil exécutif à faciliter la consultation et la clarification entre les États parties;

f) Reçoit les demandes d'inspection sur place et les examine, facilite l'examen de ces demandes par le Conseil exécutif, assure la préparation des inspections sur place et fournit un soutien technique pendant qu'elles se déroulent, et fait rapport au Conseil exécutif;

g) Négocie et, sous réserve de l'approbation préalable du Conseil exécutif, conclut avec les États parties, les autres États et les organisations internationales des accords ou des arrangements concernant les activités de vérification;

h) Aide les États parties. par l'intermédiaire de leur autorité nationale, relativement à d'autres problèmes que pose la vérification de l'exécution du Traité.

44. Le Secrétariat technique élabore et tient à jour, sous réserve de l'approbation du Conseil exécutif, des manuels opérationnels conçus pour guider l'exploitation des diverses composantes du régime de vérification, conformément à l'article IV et au Protocole. Lesdits manuels ne font pas partie intégrante du Traité ni du Protocole et peuvent être modifiés par le Secrétariat technique, sous réserve de l'approbation du Conseil exécutif. Le Secrétariat technique informe sans retard les États parties de tous changements apportés aux manuels opérationnels.

45. En ce qui concerne les questions d'ordre administratif, le Secrétariat technique, entre autres fonctions :

a) Établit et présente au Conseil exécutif le projet de budget-programme de l'Organisation;

b) Établit et présente au Conseil exécutif le projet de rapport de l'Organisation sur l'application du Traité et tous autres rapports que la Conférence ou le Conseil exécutif demanderaient;

c) Fournit un appui administratif et technique à la Conférence. au Conseil exécutif et aux organes subsidiaires;

d) Adresse et reçoit au nom de l'Organisation des communications portant sur l'application du Traité;

e) Accomplit les tâches administratives en rapport avec tous accords conclus entre l'Organisation et d'autres organisations internationales.

46. Toutes les demandes et notifications adressées à l'Organisation par les États parties sont envoyées au Directeur général par l'intermédiaire des autorités nationales. Les demandes et notifications doivent être rédigées dans l'une des langues officielles du Traité. La réponse du Directeur général est formulée dans la même langue.

47. Aux fins de l'établissement du projet de budget-programme de l'Organisation et de la présentation de celui-ci au Conseil exécutif, le Secrétariat technique arrête et tient une comptabilité claire de tous les coûts afférents à chaque installation du Système de surveillance international. Il procède d'une manière analogue pour toutes les autres activités de l'Organisation qui sont reflétées dans le projet de budget-programme.

48. Le Secrétariat technique informe sans retard le Conseil exécutif de tous problèmes qu'il a pu rencontrer dans l'exercice de ses fonctions qu'il a constatés dans l'exécution de ses activités et qu'il n'a pu lever par des consultations avec l'État partie intéressé.

49. Le Secrétariat technique comprend un directeur général, qui en est le chef et en dirige l'administration, ainsi qu'un personnel scientifique, technique et autre, selon les besoins. Le Directeur général est nommé par la Conférence sur recommandation du Conseil exécutif pour quatre ans; son mandat peut être renouvelé une seule fois. Le premier directeur général est nommé par la Conférence à sa session initiale sur la recommandation de la Commission préparatoire.

50. Le Directeur général est chargé de la nomination des membres du personnel ainsi que de l'organisation et du fonctionnement du Secrétariat technique, et en répond auprès de la Conférence et du Conseil exécutif. La considération dominante dans le recrutement et la définition des conditions d'emploi du personnel est la nécessité d'assurer les plus hautes qualités de connaissance professionnelle, d'expérience, d'efficacité, de compétence et d'intégrité. Seuls des nationaux des États parties peuvent être nommés directeur général ou engagés comme inspecteurs, cadres ou employés d'administration. Est dûment prise en considération l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible. Aux fins du recrutement, il est tenu compte du principe suivant lequel les effectifs doivent être maintenus au minimum nécessaire pour que le Secrétariat technique puisse s'acquitter convenablement de ses responsabilités.

51. Le Directeur général peut, après consultation du Conseil exécutif, établir à titre temporaire et selon que de besoin des groupes de travail d'experts scientifiques pour faire des recommandations concernant des problèmes particuliers.

52. Dans l'exercice de leurs fonctions, le Directeur général, les inspecteurs, les assistants d'inspection et les membres du personnel ne sollicitent ni ne reçoivent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucune autre entité extérieure à l'Organisation. Ils s'abstiennent de tout acte qui pourrait nuire à leur statut de fonctionnaires internationaux relevant uniquement de l'Organisation. Le Directeur général assume la responsabilité des activités d'une équipe d'inspection.

53. Chaque État partie respecte le caractère exclusivement international des responsabilités confiées au Directeur général, aux inspecteurs, aux assistants d'inspection et aux membres du personnel et ne cherche pas à les influencer dans l'accomplissement de leurs fonctions.

E. PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

54. L'Organisation jouit, sur le territoire et en tout autre lieu placé sous la juridiction ou le contrôle d'un État partie, de la capacité juridique et des privilèges et immunités qui lui sont nécessaires pour exercer ses fonctions.

55. Les représentants des États parties ainsi que leurs suppléants et conseillers, les représentants des membres élus au Conseil exécutif ainsi que leurs suppléants et conseillers, le Directeur général, les inspecteurs, les assistants d'inspection et les membres du personnel de l'Organisation jouissent des privilèges et immunités qui leur sont nécessaires pour exercer en toute indépendance leurs fonctions en rapport avec l'Organisation.

56. La capacité juridique et les privilèges et immunités mentionnés dans le présent article sont définis dans des accords entre l'Organisation et les États parties ainsi que dans un accord entre l'Organisation et le pays dans lequel est situé le siège de l'Organisation. Ces accords sont examinés et approuvés conformément au paragraphe 26, alinéas h) et i).

57. Nonobstant les paragraphes 54 et 55, le Directeur général, les inspecteurs, les assistants d'inspection et les membres du personnel du Secrétariat technique jouissent, durant l'exécution des activités de vérification, des privilèges et immunités énoncés dans le Protocole.

ARTICLE III

MESURES D'APPLICATION NATIONALES

1. Chaque État partie prend, conformément aux procédures prévues par sa Constitution, toutes mesures requises pour s'acquitter des obligations qu'il a contractées en vertu du présent Traité. En particulier, il fait le nécessaire :

a) Pour interdire aux personnes physiques et morales se trouvant en quelque lieu de son territoire ou en tout autre lieu placé sous sa juridiction telle qu'elle est reconnue par le droit international d'entreprendre quelque activité que ce soit qui est interdite à un État partie par le présent Traité;

b) Pour interdire aux personnes physiques et morales d'entreprendre quelque activité de cette nature en quelque lieu qui soit placé sous son contrôle;

c) Pour interdire aux personnes physiques possédant sa nationalité, conformément au droit international, d'entreprendre quelque activité de cette nature en quelque lieu que ce soit.

2. Chaque État partie coopère avec les autres États parties et procure l'assistance juridique voulue pour faciliter l'exécution des obligations énoncées au paragraphe 1.

3. Chaque État partie informe l'Organisation des mesures qu'il a prises en application du présent article.

4. Afin de s'acquitter des obligations qu'il a contractées en vertu du Traité, chaque État partie désigne ou établit une autorité nationale et en avise l'Organisation au moment où le Traité entre en vigueur à son égard. L'autorité nationale sert de centre national en vue d'assurer la liaison avec l'Organisation et les autres États parties.

ARTICLE IV

VÉRIFICATION

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Afin de vérifier le respect des dispositions du présent Traité, il est établi un régime de vérification qui s'appuie sur les éléments suivants :

a) Un système de surveillance international;

b) La consultation et la clarification;

c) Les inspections sur place;

d) Les mesures de confiance.

À l'entrée en vigueur du Traité, le régime de vérification est capable de satisfaire à ses exigences concernant la vérification.

2. Les activités de vérification sont fondées sur des informations objectives, sont limitées à l'objet du présent Traité et sont menées dans le plein respect de la souveraineté des États parties et de la manière la moins intrusive possible, compatible avec la réalisation de leurs objectifs dans les délais et avec l'efficacité voulus. Chaque État partie s'abstient d'abuser de quelque façon que ce soit du droit de vérification.

3. Chaque État partie s'engage, conformément au présent Traité, à coopérer, par l'entremise de l'autorité nationale établie en application du paragraphe 4 de l'article III, avec l'Organisation et d'autres États parties afin de faciliter la vérification du respect du Traité, notamment :

a) En créant les dispositifs nécessaires pour participer à ces mesures de vérification et en établissant les communications nécessaires;

b) En fournissant les données obtenues des stations nationales intégrées au Système de surveillance international;

c) En participant, selon qu'il convient, à un processus de consultation et de clarification;

d) En autorisant les inspections sur place;

e) En participant, selon qu'il convient, à des mesures de confiance.

4. Quels que soient leurs moyens techniques et financiers, les États parties ont tous, dans des conditions d'égalité, un droit de vérification et l'obligation d'accepter la vérification.

5. Aux fins du présent Traité, il n'est interdit à aucun État partie d'utiliser l'information obtenue par les moyens techniques nationaux de vérification d'une manière compatible avec les principes généralement reconnus du droit international, y compris celui du respect de la souveraineté des États.

6. Sans préjudice du droit des États parties à protéger des installations, des activités ou des lieux sensibles sans rapport avec le présent Traité, les États parties ne font pas obstacle à des éléments du régime de vérification du Traité ni aux moyens techniques nationaux de vérification qui sont exploités conformément au paragraphe 5.

7. Chaque État partie a le droit de prendre des mesures pour protéger des installations sensibles et empêcher la divulgation d'informations et de données confidentielles sans rapport avec le présent Traité.

8. En outre, toutes les mesures voulues sont prises pour protéger la confidentialité de toute information concernant les activités et les installations civiles et militaires qui a été obtenue au cours des activités de vérification.

9. Sous réserve du paragraphe 8, les informations obtenues par l'Organisation dans le cadre du régime de vérification établi par le présent Traité sont mises à la disposition de tous les États parties conformément aux dispositions pertinentes du Traité et du Protocole.

10. Les dispositions du présent Traité ne doivent pas être interprétées comme restreignant l'échange international de données à des fins scientifiques.

11. Chaque État partie s'engage à coopérer avec l'Organisation et d'autres États parties à l'amélioration du régime de vérification et à l'étude des possibilités qu'offrent d'autres techniques de surveillance sur le plan de la vérification, comme la détection de l'impulsion électromagnétique ou la surveillance par satellite, en vue de mettre au point, le cas échéant, des mesures spécifiques visant à renforcer l'efficacité et la rentabilité des opérations de vérification de l'exécution du Traité. Lorsqu'elles sont convenues, ces mesures sont incorporées dans les dispositions existantes du Traité et dans celles du Protocole ou font l'objet de nouvelles sections du Protocole, conformément à l'article VII, ou encore, s'il y a lieu, sont reflétées dans les manuels opérationnels conformément au paragraphe 44 de l'article II.

12. Les États parties s'engagent à promouvoir une coopération entre eux-mêmes pour aider et participer à l'échange le plus complet possible concernant les technologies utilisées dans la vérification du présent Traité afin de permettre à tous les États parties de renforcer leur mise en oeuvre nationale des mesures de vérification et de bénéficier de l'application de ces technologies à des fins pacifiques.

13. Les dispositions du présent Traité doivent être mises en oeuvre de façon à éviter d'entraver le développement économique et technologique des États parties en vue du développement des applications de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

Tâches du Secrétariat technique en matière de vérification

14. Pour s'acquitter de ses tâches en matière de vérification telles qu'elles sont spécifiées dans le présent Traité et le Protocole, le Secrétariat technique, en coopération avec les États parties et pour les besoins du Traité :

a) Prend des arrangements pour recevoir et distribuer les données et rapports intéressant la vérification de l'exécution du Traité, conformément à celui-ci, et pour disposer d'une infrastructure de télécommunications mondiale adaptée à cette tâche;

b) Dans le cadre de ses activités régulières et par l'intermédiaire de son Centre international de données, qui est en principe l'élément central du Secrétariat technique pour le stockage des données et le traitement des données :

i) Reçoit et présente des demandes de données issues du Système de surveillance international;

ii) Reçoit, selon qu'il convient, les données résultant du processus de consultation et de clarification, des inspections sur place et des mesures de confiance;

iii) Reçoit d'autres données pertinentes des États parties et des organisations internationales conformément au Traité et au Protocole;

c) Supervise, coordonne et assure l'exploitation du Système de surveillance international et de ses composantes, ainsi que du Centre international de données, conformément aux manuels opérationnels pertinents;

d) Dans le cadre de ses activités régulières, traite et analyse les données issues du Système de surveillance international et fait rapport à leur sujet selon les procédures convenues, afin de permettre une vérification internationale efficace de l'exécution du Traité et de faciliter la dissipation rapide des préoccupations quant au respect des dispositions du Traité:

e) Met toutes les données, tant brutes que traitées, ainsi que tous rapports établis, à la disposition de tous les États parties, chaque État partie prenant la responsabilité de l'usage des données du Système de surveillance international conformément au paragraphe 7 de l'article II, et aux paragraphes 8 et 13 de cet article;

f) Assure à tous les États parties, dans des conditions d'égalité et à temps, un accès libre et commode à toutes les données stockées;

g) Stocke toutes les données, tant brutes que traitées, ainsi que tous les documents et rapports;

h) Coordonne et facilite les demandes de données supplémentaires issues du Système de surveillance international:

i) Coordonne les demandes de données supplémentaires adressées par un État partie à un autre État partie;

j) Fournit à l'État qui les requiert une assistance et un appui techniques pour l'installation et l'exploitation des installations de surveillance et des moyens de communication correspondants;

k) Met à la disposition de tout État partie qui le demande les techniques que lui-même et son centre international de données utilisent pour rassembler, stocker, traiter et analyser les données recueillies dans le cadre du régime de vérification et faire rapport à leur sujet;

l) Surveille et évalue le fonctionnement global du Système de surveillance international et du Centre international de données et fait rapport à ce sujet.

15. Les procédures convenues que doit suivre le Secrétariat technique pour s'acquitter des tâches de vérification visées au paragraphe 14 et détaillées dans le Protocole sont précisées dans les manuels opérationnels pertinents.

B. LE SYSTÈME DE SURVEILLANCE INTERNATIONAL

16. Le Système de surveillance international comprend des installations pour la surveillance sismologique, pour la surveillance des radionucléides, y compris des laboratoires homologués, pour la surveillance hydroacoustique et pour la surveillance par détection des infrasons, ainsi que les moyens de communication correspondants; il est appuyé par le Centre international de données du Secrétariat technique.

17. Le Système de surveillance international est placé sous l'autorité du Secrétariat technique. Toutes les installations de surveillance de ce système sont la propriété des États qui en sont les hôtes ou en assument la responsabilité d'une autre manière et sont exploitées par eux, conformément au Protocole.

18. Chaque État partie a le droit de participer à l'échange international de données et d'avoir accès à toutes les données mises à la disposition du Centre international de données. Chaque État partie coopère avec le Centre international de données par l'entremise de son autorité nationale.

Financement du Système de surveillance international

19. En ce qui concerne les installations incorporées dans le Système de surveillance international et inscrites aux tableaux 1-A, 2-A, 3 et 4 de l'Annexe 1 du Protocole ainsi que leur fonctionnement, dans la mesure où l'État concerné et l'Organisation sont convenus qu'elles fourniraient des données au Centre international de données conformément aux exigences techniques énoncées dans le Protocole et les manuels pertinents, l'Organisation, comme il est spécifié dans les accords conclus ou les arrangements pris en application du paragraphe 4 de la première partie du Protocole, prend à sa charge le coût des opérations suivantes :

a) L'établissement de toutes nouvelles installations et la mise à niveau des installations existantes à moins que l'État qui en est responsable ne prenne lui-même à sa charge les coûts correspondants;

b) L'exploitation et l'entretien des installations du Système de surveillance international, y compris le maintien de leur sécurité matérielle, le cas échéant, et l'application des procédures convenues d'authentification des données;

c) La transmission des données (brutes ou traitées) issues du Système de surveillance international au Centre international de données par les moyens les plus directs et les plus rentables disponibles, notamment, si nécessaire, via des noeuds de communication appropriés, à partir des stations de surveillance, des laboratoires, des installations d'analyse ou des centres nationaux de données; ou la transmission de ces données (y compris des échantillons, le cas échéant) aux laboratoires et installations d'analyse à partir des installations de surveillance;

d) L'analyse d'échantillons pour le compte de l'Organisation.

20. En ce qui concerne les stations sismiques du réseau auxiliaire inscrites au tableau 1-B de l'Annexe 1 du Protocole, l'Organisation, comme il est spécifié dans les accords conclus ou les arrangements pris en application du paragraphe 4 de la première partie du Protocole, ne prend à sa charge que le coût des opérations suivantes :

a) La transmission des données au Centre international de données;

b) L'authentification des données provenant de ces stations;

c) La mise à niveau des stations afin que celles-ci satisfassent aux normes techniques requises, à moins que l'État qui en est responsable ne prenne lui-même à sa charge les coûts correspondants;

d) Si nécessaire, l'établissement de nouvelles stations aux fins du Traité là où il n'en existe pas encore qui conviennent, à moins que l'État qui est appelé à en être responsable ne prenne lui-même à sa charge les coûts correspondants;

e) Toutes autres dépenses relatives à la fourniture des données requises par l'Organisation comme il est spécifié dans les manuels opérationnels pertinents.

21. En outre, l'Organisation prend à sa charge le coût de la fourniture, à chaque État partie, des rapports et services que celui-ci a choisis dans la gamme standard du Centre international de données, conformément à la section F de la première partie du Protocole. Le coût de la préparation et de la transmission de tous produits ou données supplémentaires est à la charge de l'État partie qui les demande.

22. Les accords conclus ou, le cas échéant, les arrangements pris avec des États parties ou avec les États qui sont les hôtes d'installations du Système de surveillance international ou en assument la responsabilité d'une autre manière contiennent des dispositions relatives à la prise en charge de ces coûts. Ces dispositions peuvent prévoir des modalités au titre desquelles un État partie prend à sa charge une partie quelconque des coûts visés au paragraphe 19, alinéa a), et au paragraphe 20, alinéas c) et d), pour des installations dont il est l'hôte ou dont il est responsable et bénéficie en échange d'une réduction appropriée de la contribution financière qu'il doit à l'Organisation. Le montant de cette réduction ne peut pas être supérieur à la moitié de celui de la contribution financière annuelle due par cet État, mais peut être réparti sur plusieurs années consécutives. Un État partie peut partager une telle réduction avec un autre État partie par accord ou arrangement avec celui-ci et avec l'assentiment du Conseil exécutif.

Les accords ou arrangements visés au présent paragraphe sont approuvés conformément au paragraphe 26, alinéa h), et au paragraphe 38, alinéa i), de l'article II.

Modifications apportées au Système de surveillance international

23. Toute mesure visée au paragraphe 11 qui a une incidence sur le Système de surveillance international du fait qu'elle consiste à compléter celui-ci par d'autres techniques de surveillance ou à éliminer une ou plusieurs des techniques utilisées est incorporée. une fois convenue, dans les dispositions du présent Traité et du Protocole suivant la procédure énoncée aux paragraphes 1 à 6 de l'article VII.

24. Les modifications suivantes qu'il serait proposé d'apporter au Système de surveillance international sont considérées, sous réserve de l'accord des États directement visés, comme se rapportant à des questions d'ordre administratif ou technique aux fins des paragraphes 7 et 8 de l'article VII :

a) Les modifications du nombre d'installations utilisant une technique de surveillance donnée, tel qu'il est fixé dans le Protocole;

b) Les modifications à apporter à d'autres indications concernant une installation donnée, telles qu'elles figurent dans les tableaux de l'Annexe 1 du Protocole (notamment l'État responsable de l'installation, l'emplacement de l'installation, son nom ou son type, ainsi que son affectation au réseau sismologique primaire ou auxiliaire).

En principe, s'il recommande, conformément au paragraphe 8, alinéa d), de l'article VII, que de telles modifications soient adoptées, le Conseil exécutif recommande également que ces modifications entrent en vigueur dès que le Directeur général a donné notification de leur approbation, conformément au paragraphe 8, alinéa g), de cet article.

25. En ce qui concerne toute proposition visée au paragraphe 24, le Directeur général remet au Conseil exécutif et aux États parties, outre les informations et l'évaluation prévues au paragraphe 8, alinéa b), de l'article VII :

a) Une évaluation technique de la proposition;

b) Un état des incidences administratives et financières de la proposition;

c) Un rapport sur les consultations qu'il a tenues avec les États directement visés par la proposition, où est indiqué notamment l'accord éventuel de ceux-ci.

Arrangements provisoires

26. En cas de panne importante dans une installation de surveillance inscrite aux tableaux de l'Annexe 1 du Protocole ou de détérioration irrémédiable d'une telle installation, ou encore afin de compenser la réduction temporaire du champ couvert par les installations de surveillance, le Directeur général prend, après consultation et avec l'accord des États directement visés ainsi qu'avec l'approbation du Conseil exécutif, des arrangements provisoires qui ne durent pas au-delà d'une année, mais qui peuvent être reconduits une seule fois au besoin, avec l'accord du Conseil exécutif et des États directement visés. Le nombre d'installations du Système de surveillance international en exploitation ne doit pas, du fait de tels arrangements, dépasser le chiffre fixé pour le réseau considéré. De tels arrangements satisfont autant que faire se peut aux exigences techniques et opérationnelles précisées dans le manuel opérationnel pour le réseau en question; ils sont exécutés sans dépassement des crédits budgétaires de l'Organisation. En outre, le Directeur général prend des mesures afin de redresser la situation et fait des propositions en vue de la régler définitivement. Il notifie à tous les États parties toute décision prise conformément au présent paragraphe.

Installations nationales coopérantes

27. Les États parties peuvent aussi prendre séparément des arrangements de coopération avec l'Organisation afin de mettre à la disposition du Centre international de données des données complémentaires provenant de stations de surveillance nationales qui ne font pas officiellement partie du Système de surveillance international.

28. Ces arrangements de coopération peuvent être établis comme suit :

a) Sur demande d'un État partie et aux frais de celui-ci, le Secrétariat technique fait le nécessaire pour certifier qu'une installation de surveillance donnée satisfait aux exigences techniques et opérationnelles précisées dans les manuels opérationnels pertinents pour les installations du Système de surveillance international et prend des dispositions pour l'authentification de ses données. Sous réserve de

l'accord du Conseil exécutif, il désigne alors officiellement cette installation comme installation nationale coopérante. Il fait le nécessaire pour reconfirmer, s'il y a lieu, sa certification;

b) Le Secrétariat technique tient à jour une liste des installations nationales coopérantes et la communique à tous les États parties;

c) Si un État partie le lui demande, le Centre international de données a recours aux données provenant d'installations nationales coopérantes pour faciliter les consultations et la clarification ainsi que l'examen des demandes d'inspection sur place, les coûts de transmission des données étant pris en charge par ledit État partie.

Les conditions dans lesquelles les données complémentaires provenant de ces installations sont mises à la disposition du Centre et dans lesquelles celui-ci peut demander communication de telles données ou leur transmission accélérée ou une clarification sont précisées dans le manuel opérationnel pour le réseau de surveillance correspondant.

C. CONSULTATION ET CLARIFICATION

29. Sans préjudice du droit de tout État partie de demander une inspection sur place, les États parties devraient, chaque fois que possible, commencer par tout mettre en oeuvre pour clarifier et régler entre eux ou avec l'Organisation ou encore par l'intermédiaire de celle-ci toute question qui susciterait des préoccupations au sujet d'une inexécution possible des obligations fondamentales établies par le présent Traité.

30. L'État partie qui reçoit directement d'un autre État partie une demande en application du paragraphe 29 fournit des éclaircissements à l'État partie requérant dès que possible et en tout état de cause au plus tard 48 heures après réception de la demande. L'État partie requérant et l'État partie requis peuvent tenir le Conseil exécutif et le Directeur général informés de la demande et de la suite qui y a été donnée.

31. L'État partie a le droit de demander au Directeur général de l'aider à clarifier toute question qui susciterait des préoccupations au sujet d'une inexécution possible des obligations fondamentales établies par le présent Traité. Le Directeur général fournit les informations pertinentes

que le Secrétariat technique possède à ce sujet. Il fait part au Conseil exécutif de la demande, ainsi que des informations fournies pour y donner suite, si l'État partie requérant le demande.

32. L'État partie a le droit de demander au Conseil exécutif d'obtenir d'un autre État partie une clarification de toute question qui susciterait des préoccupations au sujet d'une inexécution possible des obligations fondamentales établies par le présent Traité. En pareil cas, les dispositions suivantes s'appliquent :

a) Le Conseil exécutif transmet la demande de clarification à l'État partie requis par l'intermédiaire du Directeur général au plus tard 24 heures après sa réception;

b) L'État partie requis fournit des éclaircissements au Conseil exécutif dès que possible et en tout état de cause au plus tard 48 heures après réception de la demande;

c) Le Conseil exécutif prend note des éclaircissements et les transmet à l'État partie requérant au plus tard 24 heures après leur réception;

d) S'il juge ces éclaircissements insuffisants, l'État partie requérant a le droit de demander au Conseil exécutif d'obtenir de l'État partie requis des précisions supplémentaires.

Le Conseil exécutif informe sans retard tous les autres États parties de toute demande de clarification faite conformément au présent paragraphe ainsi que de toute réponse apportée par l'État partie requis.

33. Si l'État partie requérant estime que les précisions obtenues au titre du paragraphe 32, alinéa d), ne sont pas satisfaisantes, il a le droit de demander la convocation d'une réunion du Conseil exécutif, à laquelle les États parties impliqués qui ne sont pas membres du Conseil exécutif ont le droit de participer. À cette réunion, le Conseil exécutif examine la question et peut recommander toute mesure prévue à l'article V.

D. INSPECTIONS SUR PLACE

Demande d'inspection sur place

34. Chaque État partie a le droit, conformément aux dispositions du présent article et à la deuxième partie du Protocole, de demander une inspection sur place sur le territoire ou en tout autre lieu placé sous la juridiction ou le contrôle de tout autre État partie, ou dans une zone ne relevant de la juridiction ou du contrôle d'aucun État.

35. L'inspection sur place a pour seul but de déterminer si une explosion expérimentale d'arme nucléaire ou toute autre explosion nucléaire a été réalisée en violation des dispositions de l'article premier et, dans la mesure du possible, de recueillir toutes données factuelles susceptibles de concourir à l'identification d'un contrevenant éventuel.

36. L'État partie requérant est tenu de veiller à ce que la demande d'inspection sur place ne sorte pas du cadre du présent Traité et de fournir dans cette demande les renseignements visés au paragraphe 37. Il s'abstient de demandes d'inspection sans fondement ou abusives.

37. La demande d'inspection sur place repose sur les données recueillies par le Système de surveillance international, sur tous renseignements techniques pertinents obtenus d'une manière conforme aux principes de droit international généralement reconnus par des moyens de vérification techniques nationaux, ou sur une combinaison de ces deux types d'informations. La demande d'inspection sur place contient les renseignements visés au paragraphe 41 de la deuxième partie du Protocole.

38. L'État partie requérant présente sa demande d'inspection sur place au Conseil exécutif et, simultanément, au Directeur général afin que ce dernier y donne immédiatement suite.

Suite donnée à la demande d'inspection sur place

39. Le Conseil exécutif commence son examen dès réception de la demande d'inspection sur place.

40. Le Directeur général accuse réception de la demande d'inspection sur place adressée par l'État partie requérant dans les deux heures et transmet celle-ci dans les six heures à l'État partie dont on requiert

l'inspection. Il s'assure que la demande satisfait aux conditions énoncées au paragraphe 41 de la deuxième partie du Protocole et aide au besoin l'État partie requérant à présenter la demande en conséquence: il transmet celle-ci au Conseil exécutif et à tous les autres États parties dans les 24 heures.

41. Lorsque la demande d'inspection satisfait à ces conditions, le Secrétariat technique commence sans tarder les préparatifs de l'inspection sur place.

42. Lorsqu'il reçoit une demande d'inspection sur place visant une zone placée sous la juridiction ou le contrôle d'un État partie, le Directeur général demande immédiatement une clarification à ce dernier en vue d'élucider les faits et de dissiper les préoccupations qui sont exprimées dans la demande.

43. L'État partie qui reçoit une demande de clarification en application du paragraphe 42 fournit au Directeur général des explications et tous autres éléments d'information pertinents disponibles dès que possible et au plus tard 72 heures après réception de ladite demande.

44. Avant que le Conseil exécutif ne se prononce sur la demande d'inspection sur place, le Directeur général lui transmet immédiatement tous renseignements supplémentaires disponibles auprès du Système de surveillance international ou fournis par un État partie quel qu'il soit au sujet de l'événement indiqué dans la demande, notamment tous éclaircissements fournis conformément aux paragraphes 42 et 43, ainsi que toutes autres informations provenant du Secrétariat technique qu'il juge utiles ou qui sont demandées par le Conseil exécutif.

45. À moins que l'État partie requérant ne considère que les préoccupations exprimées dans la demande d'inspection sur place ont été dissipées et ne retire celle-ci, le Conseil exécutif se prononce sur la demande conformément au paragraphe 46.

Décisions du Conseil exécutif

46. Le Conseil exécutif se prononce sur la demande d'inspection sur place au plus tard 96 heures après l'avoir reçue de l'État partie requérant. Il prend la décision d'approuver l'inspection sur place par 30 voix au moins. Si le Conseil exécutif n'approuve pas l'inspection, les préparatifs sont interrompus et il n'est donné aucune autre suite à la demande.

47. Au plus tard 25 jours après que l'inspection sur place a été approuvée conformément au paragraphe 46, l'équipe d'inspection fait rapport au Conseil exécutif par l'intermédiaire du Directeur général sur la marche de l'inspection. La poursuite de l'inspection est réputée approuvée à moins que le Conseil exécutif, au plus tard 72 heures après réception du rapport intérimaire, décide à la majorité de l'ensemble de ses membres que l'inspection ne doit pas continuer. Si le Conseil exécutif décide qu'elle ne doit pas continuer, il y est mis fin et l'équipe d'inspection quitte la zone d'inspection et le territoire de l'État partie inspecté, dès que faire se peut conformément aux paragraphes 109 et 110 de la deuxième partie du Protocole.

48. Au cours de l'inspection sur place, l'équipe d'inspection peut proposer au Conseil exécutif par l'intermédiaire du Directeur général d'effectuer des forages. Le Conseil exécutif se prononce sur une telle proposition au plus tard 72 heures après l'avoir reçue. Il prend la décision d'approuver des forages à la majorité de l'ensemble de ses membres.

49. L'équipe d'inspection peut demander au Conseil exécutif par l'intermédiaire du Directeur général de prolonger l'inspection de 70 jours au maximum au-delà du délai de 60 jours fixé au paragraphe 4 de la deuxième partie du Protocole, si elle juge que cela est indispensable à l'exécution de son mandat. L'équipe d'inspection indique dans sa demande celles des activités et techniques énumérées au paragraphe 69 de la deuxième partie du Protocole qu'elle entend mener ou mettre en oeuvre pendant la période de prolongation. Le Conseil exécutif se prononce sur la demande de prolongation au plus tard 72 heures après l'avoir reçue. Il prend la décision d'approuver une prolongation de l'inspection à la majorité de l'ensemble de ses membres.

50. À tout moment après que la poursuite de l'inspection sur place a été approuvée conformément au paragraphe 47, l'équipe d'inspection peut recommander au Conseil exécutif par l'intermédiaire du Directeur général de mettre fin à l'inspection. Cette recommandation est réputée approuvée à moins que le Conseil exécutif, au plus tard 72 heures après l'avoir reçue, décide à la majorité des deux tiers de l'ensemble de ses membres qu'il ne doit pas être mis fin à l'inspection. S'il est mis fin à l'inspection, l'équipe d'inspection quitte la zone d'inspection et le territoire de l'État partie inspecté dès que faire se peut conformément aux paragraphes 109 et 110 de la deuxième partie du Protocole.

51. L'État partie requérant et l'État partie dont on requiert l'inspection peuvent participer aux délibérations du Conseil exécutif relatives à la demande d'inspection sur place sans prendre part au vote. L'État partie requérant et l'État partie inspecté peuvent aussi participer sans prendre part au vote à toutes délibérations ultérieures du Conseil exécutif relatives à l'inspection.

52. Le Directeur général informe dans les 24 heures tous les États parties de toute décision prise par le Conseil exécutif conformément aux paragraphes 46 à 50 et de tous rapports, propositions, demandes et recommandations adressés à celui-ci conformément à ces mêmes paragraphes.

Suite donnée à l'approbation par le Conseil exécutif d'une inspection sur place

53. Une inspection sur place approuvée par le Conseil exécutif est réalisée sans retard et conformément aux dispositions du présent Traité et du Protocole par une équipe d'inspection désignée par le Directeur général. L'équipe d'inspection arrive au point d'entrée au plus tard six jours après que le Conseil exécutif a reçu de l'État partie requérant la demande d'inspection.

54. Le Directeur général délivre un mandat pour la conduite de l'inspection sur place. Ce mandat contient les renseignements visés au paragraphe 42 de la deuxième partie du Protocole.

55. Le Directeur général donne notification de l'inspection à l'État partie à inspecter au moins 24 heures avant l'arrivée prévue de l'équipe d'inspection au point d'entrée, conformément au paragraphe 43 de la deuxième partie du Protocole.

Conduite de l'inspection sur place

56. Chaque État partie autorise l'Organisation à procéder à une inspection sur place sur son territoire ou en des lieux placés sous sa juridiction ou son contrôle, conformément aux dispositions du présent Traité et du Protocole. Toutefois, aucun État partie n'est tenu d'accepter des inspections simultanées sur son territoire ou en de tels lieux.

57. L'État partie inspecté a, conformément aux dispositions du présent Traité et du Protocole :

a) Le droit et l'obligation de faire tout ce qui lui est raisonnablement possible pour démontrer qu'il respecte le Traité et, à cette fin, de permettre à l'équipe d'inspection de remplir son mandat;

b) Le droit de prendre les mesures qu'il juge nécessaires pour protéger des intérêts relevant de sa sécurité nationale et empêcher la divulgation d'informations confidentielles sans rapport avec le but de l'inspection;

c) L'obligation de donner accès à l'intérieur de la zone d'inspection à seule fin d'établir les faits en rapport avec le but de l'inspection compte tenu des dispositions de l'alinéa b) et de toutes obligations constitutionnelles auxquelles il aurait à satisfaire en matière de droits exclusifs ou en matière de perquisition et de saisie;

d) L'obligation de ne pas invoquer les dispositions du présent paragraphe ou du paragraphe 88 de la deuxième partie du Protocole pour couvrir un manquement quelconque aux obligations qui sont les siennes en vertu de l'article premier;

e) L'obligation de ne pas empêcher l'équipe d'inspection de se déplacer à l'intérieur de la zone d'inspection et de mener des activités d'inspection conformément au présent Traité et au Protocole.

Dans le contexte d'une inspection sur place, on entend par "accès" à la fois l'accès proprement dit de l'équipe d'inspection et de son matériel à la zone d'inspection et la conduite des activités d'inspection à l'intérieur de ladite zone.

58. L'inspection sur place est effectuée de la manière la moins intrusive possible, compatible avec l'exécution du mandat d'inspection dans les délais et avec l'efficacité voulus et conformément aux procédures établies dans le Protocole. Chaque fois que possible, l'équipe d'inspection commence par les procédures les moins intrusives et ne passe à des procédures plus intrusives que dans la mesure où elle le juge nécessaire pour recueillir suffisamment de renseignements afin de dissiper les préoccupations quant à une inexécution possible du présent Traité. Les inspecteurs ne recherchent que les renseignements et données requis aux fins de l'inspection et s'efforcent de perturber le moins possible les opérations normales de l'État partie inspecté.

59. L'État partie inspecté prête son concours à l'équipe d'inspection tout au long de l'inspection et facilite sa tâche.

60. Si l'État partie inspecté, agissant conformément aux paragraphes 86 à 96 de la deuxième partie du Protocole, restreint l'accès à l'intérieur de la zone d'inspection, il fait tout ce qui lui est raisonnablement possible, en consultation avec l'équipe d'inspection, pour démontrer par d'autres moyens qu'il respecte le présent Traité.

Observateur

61. La participation d'un observateur est régie par les dispositions suivantes :

a) Sous réserve de l'accord de l'État partie inspecté, l'État partie requérant peut envoyer un représentant observer le déroulement de l'inspection sur place; celui-ci est un ressortissant soit de l'État partie requérant, soit d'un État partie tiers;

b) L'État partie inspecté fait part au Directeur général, dans un délai de 12 heures à compter de l'approbation de l'inspection sur place par le Conseil exécutif, de son acceptation ou de son refus de l'observateur proposé;

c) En cas d'acceptation, l'État partie inspecté accorde à l'observateur l'accès, conformément au Protocole;

d) En principe, l'État partie inspecté accepte l'observateur proposé, mais si cet État oppose son refus, le fait est consigné dans le rapport d'inspection.

Lorsque les États parties sont plusieurs à demander l'inspection, les observateurs qui y participent ne sont pas plus de trois.

Rapports de l'inspection sur place

62. Les rapports d'inspection comprennent :

a) Une description des activités réalisées par l'équipe d'inspection;

b) Les faits ayant un rapport avec le but de l'inspection qui ont été constatés par l'équipe d'inspection;

c) Un compte rendu du concours prêté pendant l'inspection sur place;

d) Une description factuelle de l'étendue de l'accès accordé, notamment les autres moyens donnés à l'équipe, pendant l'inspection sur place;

e) Tous autres détails ayant un rapport avec le but de l'inspection.

S'il y a des observations divergentes de la part des inspecteurs, celles-ci peuvent être reproduites dans une annexe du rapport.

63. Le Directeur général met les projets de rapport d'inspection à la disposition de l'État partie inspecté. L'État partie inspecté a le droit de communiquer au Directeur général, dans un délai de 48 heures, ses observations et explications et d'indiquer tous renseignements et données qui, à son avis, sont sans rapport avec le but de l'inspection et ne devraient pas être diffusés en dehors du Secrétariat technique. Le Directeur général examine les propositions de modification d'un projet de rapport faites par l'État partie inspecté et, autant que possible, les intègre au projet. Il fait aussi figurer les observations et explications communiquées par l'État partie inspecté dans une annexe du rapport d'inspection.

64. Le Directeur général transmet sans retard le rapport d'inspection à l'État partie requérant, à l'État partie inspecté, au Conseil exécutif et à tous les autres États parties. En outre, il transmet sans retard au Conseil exécutif et à tous les autres États parties les résultats de toutes analyses d'échantillons faites par des laboratoires désignés, conformément au paragraphe 104 de la deuxième partie du Protocole, les données pertinentes provenant du Système de surveillance international, l'évaluation de l'État partie requérant et celle de l'État partie inspecté, ainsi que tous autres renseignements qu'il jugerait pertinents. Le Directeur général transmet le rapport intérimaire dont il est fait mention au paragraphe 47 au Conseil exécutif dans les délais indiqués dans ce même paragraphe.

65. Le Conseil exécutif, agissant conformément à ses pouvoirs et fonctions, examine le rapport d'inspection et tout document fourni en application du paragraphe 64, et traite tout motif de préoccupation afin de déterminer :

a) S'il y a eu inexécution du Traité;

b) S'il y a eu abus du droit de demander une inspection sur place.

66. Si le Conseil exécutif, agissant en conformité avec ses pouvoirs et fonctions, parvient à la conclusion qu'il peut être nécessaire de poursuivre l'affaire eu égard au paragraphe 65, il prend les mesures qui s'imposent conformément à l'article V.

Demande d'inspection sur place téméraire ou abusive

67. S'il n'approuve pas l'inspection sur place au motif que la demande d'inspection est téméraire ou abusive, ou s'il met fin à l'inspection pour les mêmes raisons, le Conseil exécutif se penche et se prononce sur le point de savoir s'il convient de prendre des mesures en vue de redresser la situation et notamment :

a) D'exiger de l'État partie requérant qu'il prenne à sa charge le coût de tous préparatifs qu'aurait faits le Secrétariat technique;

b) De suspendre, pour la période qu'il fixe lui-même, l'exercice par l'État partie requérant du droit de demander une inspection;

c) De suspendre, pour une période déterminée, l'exercice par l'État partie requérant du droit de siéger au Conseil.

E. MESURES DE CONFIANCE

68. Afin :

a) D'aider à dissiper rapidement toutes préoccupations au sujet du respect du Traité que pourrait faire naître une interprétation erronée de données enregistrées par les moyens de vérification, concernant les explosions chimiques;

b) D'aider à l'étalonnage des stations qui font partie des réseaux constituant le Système de surveillance international;

chaque État partie s'engage à coopérer avec l'Organisation et avec d'autres États parties à l'exécution des mesures voulues telles qu'elles sont énoncées dans la troisième partie du Protocole.

ARTICLE V

MESURES PROPRES À REDRESSER UNE SITUATION ET À GARANTIR LE RESPECT DES DISPOSITIONS DU TRAITÉ, Y COMPRIS LES SANCTIONS

1. La Conférence, tenant compte notamment des recommandations du Conseil exécutif, prend les mesures nécessaires, ainsi qu'il est prévu aux paragraphes 2 et 3, pour assurer le respect des dispositions du présent Traité et pour redresser et corriger toute situation contrevenant aux dispositions du Traité.

2. Dans les cas où un État partie auquel la Conférence ou le Conseil exécutif a demandé de redresser une situation qui soulève des problèmes concernant son respect du présent Traité ne satisfait pas à cette demande dans les délais fixés, la Conférence peut notamment décider de restreindre ou suspendre l'exercice, par cet État, des droits et privilèges dont il jouit en vertu du Traité jusqu'à ce que la Conférence en décide autrement.

3. Dans les cas où un préjudice risque d'être porté à l'objet et au but du présent Traité du fait d'un manquement aux obligations fondamentales établies par celui-ci, la Conférence peut recommander aux États parties des mesures collectives qui sont conformes au droit international.

4. La Conférence ou, s'il y a urgence, le Conseil exécutif peut porter la question, y compris les informations et les conclusions pertinentes, à l'attention de l'Organisation des Nations Unies.

ARTICLE VI

RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

1. Les différends qui naîtraient au sujet de l'application ou de l'interprétation du présent Traité sont réglés suivant les dispositions pertinentes du Traité et d'une manière conforme aux dispositions de la Charte des Nations Unies.

2. En cas de différend entre deux ou plusieurs États parties, ou entre un ou plusieurs États parties et l'Organisation, quant à l'application ou à l'interprétation du présent Traité, les parties concernées se consultent en vue de régler rapidement ce différend par la voie de négociations ou par un autre moyen pacifique qui leur agrée, notamment en ayant recours aux organes appropriés du Traité et, par consentement mutuel, en saisissant la Cour internationale de Justice conformément au Statut de cette dernière. Les parties impliquées tiennent le Conseil exécutif informé des mesures prises.

3. Le Conseil exécutif peut contribuer au règlement d'un différend portant sur l'application ou l'interprétation du présent Traité par tout moyen qu'il juge approprié, notamment en offrant ses bons offices, en invitant les États qui sont parties au différend à rechercher un règlement par la voie qui leur agrée, en portant la question à l'attention de la Conférence et en recommandant un délai d'exécution de toute procédure convenue.

4. La Conférence examine, quant aux différends, les points qui sont soulevés par des États parties ou qui sont portés à son attention par le Conseil exécutif. Si elle le juge nécessaire, la Conférence crée des organes chargés de contribuer au règlement des différends ou confie cette tâche à des organes existants, conformément au paragraphe 26, alinéa j), de l'article II.

5. La Conférence et le Conseil exécutif sont habilités séparément, sous réserve de l'autorisation de l'Assemblée générale des Nations Unies, à demander à la Cour internationale de Justice de donner un avis consultatif sur tout point de droit entrant dans le cadre des activités de l'Organisation. L'Organisation conclut un accord avec l'Organisation des Nations Unies à cette fin, conformément au paragraphe 38, alinéa h), de l'article II.

6. Les dispositions du présent article sont sans préjudice de celles des articles IV et V.

ARTICLE VII

AMENDEMENTS

1. À tout moment suivant l'entrée en vigueur du présent Traité, tout État partie peut proposer d'apporter des amendements au Traité, au Protocole ou aux Annexes du Protocole. Tout État partie peut aussi proposer d'apporter des modifications au Protocole ou aux Annexes y relatives en application du paragraphe 7. Les propositions d'amendement sont régies par la procédure énoncée aux paragraphes 2 à 6. Les propositions de modification faites en application du paragraphe 7 sont régies par la procédure énoncée au paragraphe 8.

2. L'amendement proposé ne peut être examiné et adopté que par une conférence d'amendement.

3. Toute proposition d'amendement est communiquée au Directeur général, qui la transmet à tous les États parties ainsi qu'au Dépositaire et demande aux États parties s'il y a lieu selon eux de convoquer une conférence d'amendement pour l'examiner. Si une majorité des États parties avisent le Directeur général, au plus tard 30 jours après la distribution du texte de la proposition, qu'ils sont favorables à la poursuite de l'examen de celle-ci, le Directeur général convoque une conférence d'amendement à laquelle tous les États parties sont invités.

4. La conférence d'amendement se tient immédiatement après une session ordinaire de la Conférence, à moins que tous les États parties favorables à la convocation d'une conférence d'amendement ne demandent qu'elle se tienne à une date plus rapprochée. La conférence d'amendement ne se tient en aucun cas moins de 60 jours après la distribution du texte de l'amendement proposé.

5. Les amendements sont adoptés par la conférence d'amendement par un vote positif d'une majorité des États parties, sans vote négatif d'aucun État partie.

6. Les amendements entrent en vigueur à l'égard de tous les États parties le trentième jour qui suit le dépôt des instruments de ratification ou d'acceptation par tous les États ayant exprimé un vote positif lors de la conférence d'amendement.

7. Pour maintenir la viabilité et l'efficacité du présent Traité, les première et troisième parties du Protocole et les Annexes 1 et 2 du Protocole sont susceptibles d'être modifiées conformément au paragraphe 8 si les modifications proposées se rapportent uniquement à des questions d'ordre administratif ou technique. Aucune autre disposition du Protocole ou des Annexes y relatives n'est susceptible d'être modifiée en vertu du paragraphe 8.

8. Les propositions de modification visées au paragraphe 7 suivent la procédure ci-après :

a) Le texte de la proposition de modification est transmis au Directeur général accompagné des renseignements nécessaires. Tout État partie et le Directeur général peuvent fournir un complément d'information aux fins de l'examen de la proposition. Le Directeur général transmet sans retard à tous les États parties, au Conseil exécutif et au Dépositaire cette proposition et ces informations;

b) Au plus tard 60 jours après réception de la proposition, le Directeur général l'examine pour déterminer toutes les conséquences qu'elle pourrait avoir sur les dispositions du présent Traité et leur application et communique toutes informations à ce sujet à tous les États parties et au Conseil exécutif;

c) Le Conseil exécutif étudie la proposition à la lumière de toutes les informations à sa disposition et détermine notamment si elle remplit les conditions énoncées au paragraphe 7. Au plus tard 90 jours après réception de la proposition, il notifie à tous les États parties sa recommandation, assortie des explications voulues, pour examen. Les États parties en accusent réception dans les 10 jours;

d) Si le Conseil exécutif recommande à tous les États parties d'adopter la proposition, celle-ci est réputée approuvée si aucun État partie ne s'y oppose dans un délai de 90 jours à compter de la réception de la recommandation. Si le Conseil exécutif recommande de rejeter la proposition, celle-ci est réputée rejetée si aucun État partie ne s'oppose à son rejet dans un délai de 90 jours à compter de la réception de la recommandation;

e) Si une recommandation du Conseil exécutif ne recueille pas l'approbation requise conformément aux dispositions de l'alinéa d), la Conférence se prononce à sa session suivante sur cette proposition quant au fond, notamment sur le point de savoir si elle satisfait aux conditions énoncées au paragraphe 7;

f) Le Directeur général notifie à tous les États parties et au Dépositaire toute décision prise en vertu du présent paragraphe;

g) Les modifications qui ont été approuvées conformément à la procédure énoncée ci-dessus entrent en vigueur à l'égard de tous les États parties le cent quatre-vingtième jour qui suit la date à laquelle le Directeur général a donné notification de leur approbation, à moins qu'un autre délai ne soit recommandé par le Conseil exécutif ou arrêté par la Conférence.

ARTICLE VIII

EXAMEN DU TRAITÉ

1. Sauf si une majorité des États parties en décide autrement, 10 ans après l'entrée en vigueur du présent Traité, une conférence des États parties a lieu pour examiner le fonctionnement et l'efficacité du Traité, en vue de s'assurer que les objectifs et les buts énoncés dans le préambule et les dispositions du Traité sont en voie de réalisation. Cet examen tient compte de toutes innovations scientifiques et technologiques ayant un rapport avec le Traité. Sur la base d'une demande présentée par l'un quelconque des États parties, la conférence d'examen envisage la possibilité d'autoriser la réalisation d'explosions nucléaires souterraines à des fins pacifiques. Si la conférence d'examen décide par consensus que de telles explosions nucléaires peuvent être autorisées, elle commence sans attendre ses travaux en vue de recommander aux États parties un amendement approprié du Traité, qui empêche que des avantages militaires ne soient retirés de ces explosions nucléaires. Toute proposition d'amendement à cet effet est communiquée au Directeur général par l'un quelconque des États parties et suit la procédure énoncée dans les dispositions correspondantes de l'article VII.

2. Par la suite, à des intervalles de 10 ans, d'autres conférences d'examen ayant le même objet peuvent être convoquées si la Conférence en décide ainsi l'année précédente à la majorité requise pour les questions de procédure. Une conférence ayant cet objet peut être convoquée après un intervalle de moins de 10 ans si la Conférence en décide ainsi selon la procédure prévue pour les questions de fond.

3. Les conférences d'examen se tiennent normalement immédiatement après la session annuelle ordinaire de la Conférence prévue à l'article II.

ARTICLE IX

DURÉE ET RETRAIT

1. Le présent Traité a une durée illimitée.

2. Chaque État partie, dans l'exercice de sa souveraineté nationale, a le droit de se retirer du présent Traité s'il juge que des événements extraordinaires en rapport avec l'objet du Traité ont compromis ses intérêts suprêmes.

3. Le retrait s'effectue en adressant avec un préavis de six mois une notification à tous les autres États parties, au Conseil exécutif, au Dépositaire et au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies. Ladite notification contient un exposé de l'événement ou des événements extraordinaires que l'État partie considère comme ayant compromis ses intérêts suprêmes.

ARTICLE X

STATUT DU PROTOCOLE ET DES ANNEXES

Les Annexes du présent Traité, le Protocole et les Annexes du Protocole font partie intégrante du Traité. Toute référence au Traité renvoie également aux Annexes du Traité, au Protocole et aux Annexes du Protocole.

ARTICLE XI

SIGNATURE

Le présent Traité est ouvert à la signature de tous les États avant son entrée en vigueur.

ARTICLE XII

RATIFICATION

Le présent Traité est soumis à ratification par les États signataires suivant leurs règles constitutionnelles respectives.

ARTICLE XIII

ADHÉSION

Tout État qui n'a pas signé le présent Traité avant son entrée en vigueur peut y adhérer à tout moment par la suite.

ARTICLE XIV

ENTRÉE EN VIGUEUR

1. Le présent Traité entre en vigueur le cent quatre-vingtième jour qui suit la date de dépôt des instruments de ratification de tous les États indiqués à l'Annexe 2 du Traité, mais en aucun cas avant l'expiration d'un délai de deux ans à compter de la date de son ouverture à la signature.

2. Si le présent Traité n'est pas entré en vigueur trois ans après la date de l'anniversaire de son ouverture à la signature, le Dépositaire convoque, à la demande de la majorité des États ayant déjà déposé leur instrument de ratification, une conférence desdits États. Ceux-ci déterminent à cette conférence dans quelle mesure la condition énoncée au paragraphe 1 a été remplie, puis se penchent et se prononcent par consensus sur les mesures qui pourraient être prises suivant le droit international en vue d'accélérer le processus de ratification et de faciliter ainsi l'entrée en vigueur du Traité à une date rapprochée.

3. À moins qu'il n'en soit décidé autrement à la conférence visée au paragraphe 2 ou lors d'autres conférences de cette nature, cette procédure est engagée de nouveau à l'occasion des anniversaires ultérieurs de l'ouverture du présent Traité à la signature, jusqu'à ce que celui-ci entre en vigueur.

4. Tous les États signataires sont invités à assister en qualité d'observateur à la conférence visée au paragraphe 2 et à toutes conférences ultérieures qui seraient tenues conformément au paragraphe 3.

5. À l'égard des États dont l'instrument de ratification ou d'adhésion est déposé après l'entrée en vigueur du présent Traité, celui-ci entre en vigueur le trentième jour qui suit la date de dépôt de cet instrument.

ARTICLE XV

RÉSERVES

Les articles et les Annexes du présent Traité ne peuvent pas donner lieu à des réserves. Les dispositions du Protocole et les Annexes du Protocole ne peuvent pas donner lieu à des réserves qui sont incompatibles avec l'objet et le but du Traité.

ARTICLE XVI

DÉPOSITAIRE

1. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies est le dépositaire du présent Traité; il enregistre les signatures et reçoit les instruments de ratification ou d'adhésion.

2. Le Dépositaire informe sans retard tous les États qui ont signé le présent Traité ou qui y ont adhéré de la date de chaque signature, de la date de dépôt de chaque instrument de ratification ou d'adhésion et de la date d'entrée en vigueur du Traité et de tous amendements ou modifications y relatifs, ainsi que de la réception de toutes autres notifications.

3. Le Dépositaire fait tenir aux gouvernements des États qui ont signé le présent Traité ou qui y ont adhéré des copies certifiées conformes du texte du Traité.

4. Le présent Traité est enregistré par le Dépositaire en application de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

ARTICLE XVII

TEXTES FAISANT FOI

Le présent Traité, dont les textes anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe font également foi, est déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

ANNEXE 1 DU TRAITÉ

LISTE D'ÉTATS ÉTABLIE EN APPLICATION DU PARAGRAPHE 28
DE L'ARTICLE II

Afrique

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Jamahiriya arabe libyenne, Kenya, Lesotho, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, République centrafricaine, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tchad, Togo, Tunisie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Europe orientale

Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Croatie, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Géorgie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Slovaquie, Slovénie, Ukraine, Yougoslavie.

Amérique latine et Caraïbes

Antigua-et-Barbuda, Argentine, Bahamas, Barbade, Belize, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Équateur, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Sainte-Lucie, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela.

Moyen-Orient et Asie du Sud

Afghanistan, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Bhoutan, Émirats arabes unis, Inde, Iran (République islamique d'), Iraq, Israël, Jordanie, Kazakstan, Kirghizistan, Koweït, Liban, Maldives, Népal, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Qatar, République arabe syrienne, Sri Lanka, Tadjikistan, Turkménistan, Yémen.

Amérique du Nord et Europe occidentale

Allemagne, Andorre, Autriche, Belgique, Canada, Chypre, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Monaco, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Saint-Siège, Suède, Suisse, Turquie.

Asie du Sud-Est, Pacifique et Extrême-Orient

Australie, Brunéi Darussalam, Cambodge, Chine, Fidji, Îles Cook, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Japon, Kiribati, Malaisie, Micronésie (États fédérés de), Mongolie, Myanmar, Nauru, Nioué, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, République de Corée, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Samoa, Singapour, Thaïlande, Tonga, Tuvalu, Vanuatu, Viet Nam.

ANNEXE 2 DU TRAITÉ

LISTE D'ÉTATS ÉTABLIE EN APPLICATION DE L'ARTICLE XIV

Liste des États membres de la Conférence du désarmement au 18 juin 1996 qui ont participé officiellement aux travaux de la session de 1996 de cette instance et dont le nom figure au tableau 1 de la publication de l'Agence internationale de l'énergie atomique consacrée aux réacteurs de puissance nucléaires dans le monde ("Nuclear Power Reactors in the World") (édition d'avril 1996), ainsi que des États membres de la Conférence du désarmement au 18 juin 1996 qui ont participé officiellement aux travaux de la session de 1996 de cette instance et dont le nom figure au tableau 1 de la publication de l'Agence internationale de l'énergie atomique consacrée aux réacteurs de recherche nucléaires dans le monde ("Nuclear Research Reactors in the World") (édition de décembre 1995) :

Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bangladesh, Belgique, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chine, Colombie, Égypte, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Israël, Italie, Japon, Mexique, Norvège, Pakistan, Pays-Bas, Pérou, Pologne, République de Corée, République populaire démocratique de Corée, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine, Viet Nam, Zaïre.

PROTOCOLE SE RAPPORTANT AU TRAITÉ D'INTERDICTION COMPLÈTE DES ESSAIS NUCLÉAIRES

PREMIÈRE PARTIE

LE SYSTÈME DE SURVEILLANCE INTERNATIONAL ET LES FONCTIONS DU CENTRE INTERNATIONAL DE DONNÉES

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Le Système de surveillance international comprend les installations de surveillance visées au paragraphe 16 de l'article IV ainsi que les moyens de communication correspondants.

2. Les installations de surveillance incorporées dans le Système de surveillance international sont celles qui sont indiquées à l'Annexe 1 du présent Protocole. Le Système de surveillance international satisfait aux exigences techniques et opérationnelles précisées dans les manuels opérationnels pertinents.

3. Conformément à l'article II, l'Organisation, agissant en coopération et en consultation avec les États parties, avec d'autres États et avec d'autres organisations internationales, selon les besoins, établit le Système de surveillance international, en coordonne l'exploitation et la maintenance et y fait apporter ultérieurement tout changement ou aménagement convenu.

4. Conformément aux accords ou arrangements et procédures pertinents, l'État – partie ou non – qui est l'hôte d'installations du Système de surveillance international ou en assume la responsabilité d'une autre manière se met d'accord et coopère avec le Secrétariat technique pour établir, exploiter, mettre à niveau, financer et entretenir les installations de surveillance, les laboratoires homologués pertinents et les moyens de communication correspondants dans des zones placées sous sa juridiction ou son contrôle, ou ailleurs, conformément au droit international. Cette coopération doit être conforme aux prescriptions touchant la sécurité et l'authentification comme aux spécifications techniques énoncées dans les manuels opérationnels pertinents. Cet État donne au Secrétariat technique un droit d'accès à une installation de surveillance pour vérifier le matériel et les liaisons de communication et accepte d'apporter au matériel et aux procédures d'exploitation les

modifications nécessaires pour satisfaire aux spécifications convenues. Le Secrétariat technique fournit à cet État l'assistance technique que le Conseil exécutif juge nécessaire au bon fonctionnement de l'installation dans le cadre du Système de surveillance international.

5. Les modalités de cette coopération entre l'Organisation et l'État – partie ou non – qui est l'hôte d'installations du Système de surveillance international ou en assume la responsabilité d'une autre manière sont énoncées dans des accords ou arrangements selon qu'il convient dans chaque cas.

B. SURVEILLANCE SISMOLOGIQUE

6. Chaque État partie s'engage à coopérer à un échange international de données sismologiques afin d'aider à la vérification du respect du Traité. Cette coopération comprend l'établissement et l'exploitation d'un réseau mondial de stations de surveillance sismologique primaires et auxiliaires. Ces stations fournissent des données au Centre international de données conformément à des procédures convenues.

7. Le réseau de stations primaires se compose des 50 stations indiquées au tableau 1-A de l'Annexe 1 du présent Protocole. Ces stations satisfont aux exigences techniques et opérationnelles précisées dans le Manuel opérationnel pour la surveillance sismologique et l'échange international de données sismologiques. Les données fournies sans interruption par les stations primaires sont transmises en ligne au Centre international de données, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un centre national de données.

8. Pour compléter le réseau primaire, un réseau auxiliaire comptant 120 stations fournit des données au Centre international de données, à la demande de ce dernier, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un centre national de données. Les stations auxiliaires à utiliser sont énumérées au tableau 1-B de l'Annexe 1 du présent Protocole. Les stations auxiliaires satisfont aux exigences techniques et opérationnelles précisées dans le Manuel opérationnel pour la surveillance sismologique et l'échange international de données sismologiques. Les données des stations auxiliaires peuvent être demandées à tout moment par le Centre international de données et sont immédiatement disponibles au moyen de liaisons interordinateurs directes.

C. SURVEILLANCE DES RADIONUCLÉIDES

9. Chaque État partie s'engage à coopérer à un échange international de données sur les radionucléides dans l'atmosphère afin d'aider à la vérification du respect du Traité. Cette coopération comprend l'établissement et l'exploitation d'un réseau mondial de stations de surveillance des radionucléides et de laboratoires homologués. Le réseau fournit des données au Centre international de données conformément à des procédures convenues.

10. Le réseau de stations servant à mesurer les radionucléides dans l'atmosphère comprend un réseau global de 80 stations ainsi qu'indiqué au tableau 2-A de l'Annexe 1 du présent Protocole. Toutes les stations ont la capacité nécessaire pour détecter la présence de particules pertinentes dans l'atmosphère. Quarante d'entre elles ont également, au moment de l'entrée en vigueur du Traité, la capacité requise pour détecter la présence de gaz rares pertinents. À cette fin, la Commission préparatoire soumet à l'approbation de la Conférence, lors de sa session initiale, une recommandation touchant ces 40 stations, choisies parmi celles qui sont indiquées au tableau 2-A de l'Annexe 1 du présent Protocole. Lors de sa première session annuelle ordinaire, la Conférence se penche et se prononce sur un plan de mise en oeuvre de capacités de détection des gaz rares dans l'ensemble du réseau. Le Directeur général établit à l'intention de la Conférence un rapport sur les modalités de la mise en oeuvre de telles capacités. Toutes les stations satisfont aux exigences techniques et opérationnelles précisées dans le Manuel opérationnel pour la surveillance des radionucléides et l'échange international de données sur les radionucléides.

11. Le réseau de stations de surveillance des radionucléides est appuyé par des laboratoires qui sont homologués par le Secrétariat technique, conformément au manuel opérationnel pertinent, aux fins de l'analyse, par contrat passé avec l'Organisation et à titre onéreux, des échantillons provenant des stations de surveillance des radionucléides. Les laboratoires, convenablement équipés, qui sont indiqués au tableau 2-B de l'Annexe 1 du présent Protocole sont aussi, selon qu'il convient, chargés par le Secrétariat technique d'effectuer des analyses complémentaires d'échantillons provenant des stations de surveillance des radionucléides. Avec l'accord du Conseil exécutif, d'autres laboratoires peuvent être homologués par le Secrétariat technique, si besoin est, aux fins de l'analyse régulière des échantillons provenant de stations de surveillance

fonctionnant en mode manuel. Tous les laboratoires homologués fournissent les résultats de leurs analyses au Centre international de données en satisfaisant aux exigences techniques et opérationnelles précisées dans le Manuel opérationnel pour la surveillance des radionucléides et l'échange international de données sur les radionucléides.

D. SURVEILLANCE HYDROACOUSTIQUE

12. Chaque État partie s'engage à coopérer à un échange international de données hydroacoustiques afin d'aider à la vérification du respect du Traité. Cette coopération comprend l'établissement et l'exploitation d'un réseau mondial de stations de surveillance hydroacoustique. Ces stations fournissent des données au Centre international de données conformément à des procédures convenues.

13. Le réseau de stations hydroacoustiques se compose des stations indiquées au tableau 3 de l'Annexe 1 du présent Protocole et comprend en tout six stations à hydrophones et cinq stations de détection des phases T. Ces stations satisfont aux exigences techniques et opérationnelles précisées dans le Manuel opérationnel pour la surveillance hydroacoustique et l'échange international de données hydroacoustiques.

E. SURVEILLANCE DES INFRASONS

14. Chaque État partie s'engage à coopérer à un échange international de données infrasonores afin d'aider à la vérification du respect du Traité. Cette coopération comprend l'établissement et l'exploitation d'un réseau mondial de stations de détection des infrasons. Ces stations fournissent des données au Centre international de données conformément à des procédures convenues.

15. Le réseau de stations de détection des infrasons se compose des stations indiquées au tableau 4 de l'Annexe 1 du présent Protocole et comprend en tout 60 stations. Ces stations satisfont aux exigences techniques et opérationnelles précisées dans le Manuel opérationnel pour la surveillance des infrasons et l'échange international de données infrasonores.

F. FONCTIONS DU CENTRE INTERNATIONAL DE DONNEES

16. Le Centre international de données reçoit, collecte, traite, analyse et archive les données provenant des installations du Système de surveillance international, y compris les résultats des analyses effectuées dans les laboratoires homologués, et rend compte de ces données et résultats.

17. Les procédures et les critères de filtrage standard des événements que doit suivre le Centre international de données afin de remplir les fonctions qu'il a été convenu de lui attribuer, en particulier afin de produire des données et documents standard et de fournir aux États parties un éventail de services standard, sont énoncés dans le Manuel opérationnel pour le Centre international de données et progressivement développés. Les procédures et critères élaborés initialement par la Commission préparatoire sont soumis à l'approbation de la Conférence lors de sa session initiale.

Produits standard du Centre international de données

18. Le Centre international de données applique régulièrement aux données brutes provenant du Système de surveillance international des méthodes de traitement automatique et d'analyse interactive avec intervention humaine afin de produire et d'archiver ses données et documents standard pour le compte de tous les États parties. Ces produits, qui sont fournis sans qu'il en coûte aux États parties et ne préjugent pas des décisions prises en définitive quant à la nature de tout événement – lesquelles restent du ressort des États parties – comprennent :

a) Des listes intégrées de tous les signaux détectés par le Système de surveillance international, ainsi que des listes et bulletins standard des événements, où sont indiquées les valeurs et incertitudes associées, calculées pour chaque événement que le Centre international de données a localisé en se fondant sur un ensemble de paramètres standard;

b) Des bulletins standard des événements filtrés, résultant de l'application de critères de filtrage standard à chaque événement par le Centre international de données, qui s'aide en cela des paramètres de caractérisation indiqués à l'Annexe 2 du présent Protocole, l'objectif étant de caractériser, de mettre en évidence dans le bulletin standard et, ainsi, d'écarter les événements considérés comme correspondant à des

phénomènes naturels ou des phénomènes artificiels non nucléaires. Le bulletin standard des événements indique par des chiffres le degré auquel chaque événement répond ou ne répond pas aux critères de filtrage des événements. Aux fins du filtrage standard des événements, le Centre international de données applique des critères valables à l'échelle mondiale, et des critères complémentaires afin de tenir compte de variations régionales là où cela est possible. Il améliore ses capacités techniques à mesure qu'il acquiert une expérience de l'exploitation du Système de surveillance international;

c) Des résumés récapitulant les données acquises et archivées par le Centre international de données, les produits du Centre, ainsi que le fonctionnement et la capacité opérationnelle du Système de surveillance international et du Centre;

d) Des extraits ou sous-ensembles des produits standard du Centre visés aux alinéas a) à c), selon la demande de tel ou tel État partie.

19. Le Centre international de données réalise des études spéciales, à la demande de l'Organisation ou d'un État partie, sans qu'il en coûte aux États parties, pour parvenir, grâce à l'analyse technique approfondie que des experts font des données issues du Système de surveillance international, à une définition plus précise des valeurs attribuées aux paramètres standard pour des signaux et des événements donnés.

<u>Services fournis aux États parties par le Centre international de données</u>

20. Le Centre international de données assure aux États parties, dans des conditions d'égalité et en temps utile, un accès libre et commode à toutes les données issues du Système de surveillance international, brutes ou traitées, à tous ses produits et à toutes les autres données issues du Système de surveillance international qui se trouvent dans ses archives, ou sert d'intermédiaire, pour l'accès dans ces mêmes conditions, à celles qui se trouvent dans les archives des installations du Système de surveillance international. Les services visant à faciliter l'accès aux données et la fourniture des données sont notamment les suivants :

a) La transmission automatique et régulière à l'État partie des produits du Centre international de données ou de ceux de ces produits que l'État partie a choisis, et, sur demande, des données du Système de surveillance international que l'État partie a choisies;

b) La fourniture des données ou produits générés à l'intention d'États parties qui demandent spécialement que des données et produits soient extraits des archives du Centre international de données et des installations du Système de surveillance international, y compris par un accès électronique interactif à la base de données du Centre;

c) L'analyse technique par des experts pour un État partie, sans qu'il en coûte au demandeur pour des efforts raisonnables, des données issues du Système de surveillance international et d'autres données pertinentes apportées par le demandeur, afin d'aider celui-ci à identifier la source d'événements précis. Le résultat de toute analyse technique de ce genre est considéré comme étant un produit de l'État partie demandeur, mais est à la disposition de tous les États parties.

Les services du Centre international de données visés aux alinéas a) et b) sont offerts gratuitement à chaque État partie. Les volumes de données à mettre à disposition et leurs modes de présentation sont indiqués dans le Manuel opérationnel pour le Centre international de données.

Filtrage national des événements

21. Si un État partie le lui demande, le Centre international de données applique régulièrement et automatiquement à l'un quelconque de ses produits standard des critères de filtrage nationaux définis par cet État et fournit à celui-ci les résultats de cette analyse. Ce service est assuré sans qu'il en coûte à l'État partie demandeur. Le résultat de ce filtrage national des événements est considéré comme un produit de l'État partie demandeur.

Assistance technique

22. Le Centre international de données fournit individuellement et sur demande une assistance technique aux États parties :

a) En les aidant à définir leurs propres besoins en matière de sélection et de filtrage des données et produits;

b) En installant au Centre international de données, sans qu'il en coûte à l'État partie demandeur pour des efforts raisonnables, des algorithmes informatiques ou des logiciels fournis par cet État pour calculer, en ce qui concerne les signaux et les événements, des paramètres qui ne sont pas indiqués dans le Manuel opérationnel pour le Centre international de données, les résultats étant considérés comme des produits de l'État partie demandeur;

c) En aidant les États parties à développer, dans un centre national de données, la capacité de recevoir, de traiter et d'analyser les données issues du Système de surveillance international.

23. Le Centre international de données surveille et fait connaître en permanence l'état de fonctionnement des installations du Système de surveillance international, des liaisons de communication et de ses propres systèmes de traitement. Il informe immédiatement les responsables dans le cas où une composante quelconque ne fonctionne pas au niveau convenu indiqué dans le manuel opérationnel pertinent.

DEUXIÈME PARTIE

INSPECTIONS SUR PLACE

A. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Les procédures énoncées dans la présente partie sont appliquées conformément aux dispositions relatives aux inspections sur place qui figurent à l'article IV.

2. L'inspection sur place est effectuée dans la zone où s'est produit l'événement qui a déclenché la demande d'inspection sur place.

3. La zone d'une inspection sur place doit être d'un seul tenant et sa superficie ne pas dépasser 1 000 kilomètres carrés. Il ne doit pas y avoir de distance linéaire supérieure à 50 kilomètres dans une direction quelconque.

4. L'inspection sur place ne dure pas plus de 60 jours à compter de la date à laquelle il est fait droit à la demande d'inspection sur place conformément au paragraphe 46 de l'article IV, mais peut être prolongée de 70 jours au maximum conformément au paragraphe 49 de l'article IV.

5. Si la zone d'inspection spécifiée dans le mandat d'inspection s'étend au territoire ou à un autre lieu placé sous la juridiction ou le contrôle de plusieurs États parties, les dispositions relatives aux inspections sur place s'appliquent, selon les besoins, à chacun des États parties visés.

6. Dans les cas où la zone d'inspection est sous la juridiction ou le contrôle de l'État partie inspecté mais est située sur le territoire d'un autre État partie ou s'il faut passer par le territoire d'un autre État partie pour accéder à la zone d'inspection à partir du point d'entrée, l'État partie inspecté exerce les droits et s'acquitte des obligations concernant ces inspections conformément au présent Protocole. En pareil cas, l'État partie sur le territoire duquel est située la zone d'inspection facilite l'inspection et fournit l'appui nécessaire pour permettre à l'équipe d'inspection d'accomplir ses tâches dans les délais et avec l'efficacité voulus. Les États parties par le territoire desquels il faut passer pour atteindre la zone d'inspection facilitent ce passage.

7. Dans les cas où la zone d'inspection est sous la juridiction ou le contrôle de l'État partie inspecté mais est située sur le territoire d'un État qui n'est pas partie au Traité, l'État partie inspecté prend toutes les mesures nécessaires pour que l'inspection puisse être réalisée conformément au présent Protocole. Un État partie qui a sous sa juridiction ou son contrôle une ou plusieurs zones situées sur le territoire d'un État non partie au Traité prend toutes les mesures nécessaires pour assurer l'acceptation, par l'État sur le territoire duquel est située la zone d'inspection, des inspecteurs et assistants d'inspection désignés à cet État partie. Si un État partie inspecté est dans l'impossibilité d'assurer l'accès, il démontre qu'il a pris toutes les mesures nécessaires pour y parvenir.

8. Dans les cas où la zone d'inspection est située sur le territoire d'un État partie mais est sous la juridiction ou le contrôle d'un État qui n'est pas partie au Traité, l'État partie prend toutes les mesures nécessaires requises d'un État partie inspecté et d'un État partie sur le territoire duquel est située la zone d'inspection, sans préjudice des règles et pratiques du droit international, pour que l'inspection sur place puisse être effectuée conformément au présent Protocole. Si l'État partie est dans l'impossibilité d'assurer l'accès à la zone d'inspection, il démontre qu'il a pris toutes les mesures nécessaires pour y parvenir, sans préjudice des règles et pratiques du droit international.

9. L'effectif de l'équipe d'inspection est limité au minimum requis pour que le mandat d'inspection soit exécuté comme il se doit. Le nombre total des membres de l'équipe d'inspection présents au même moment sur le territoire de l'État partie inspecté ne doit pas dépasser 40, hormis pendant les opérations de forage. Aucun ressortissant de l'État partie requérant ou de l'État partie inspecté n'est membre de l'équipe d'inspection.

10. Le Directeur général détermine l'effectif de l'équipe d'inspection et en choisit les membres parmi les inspecteurs et assistants d'inspection figurant sur la liste, eu égard aux circonstances d'une demandé particulière.

11. L'État partie inspecté fournit ou fait le nécessaire pour que soient fournies à l'équipe d'inspection les commodités dont elle a besoin, notamment des moyens de communication, des services d'interprétation, des moyens de transport, des locaux, le logement, les repas et les soins médicaux.

12. L'Organisation rembourse à l'État partie inspecté, dans un délai raisonnable après l'achèvement de l'inspection, toutes les dépenses entraînées par le séjour de l'équipe d'inspection et l'exécution des activités officielles de celle-ci sur le territoire de cet État, y compris par les facilités visées aux paragraphes 11 et 49.

13. Les procédures d'exécution des inspections sur place sont détaillées dans le Manuel opérationnel pour les inspections sur place.

B. ARRANGEMENTS PERMANENTS

Désignation des inspecteurs et des assistants d'inspection

14. L'équipe d'inspection peut être composée d'inspecteurs et d'assistants d'inspection. L'inspection sur place n'est effectuée que par des inspecteurs qualifiés, spécialement désignés pour cette fonction. Ils peuvent être secondés par des assistants d'inspection spécialement désignés, par exemple du personnel technique et administratif, des membres d'équipage et des interprètes.

15. Les inspecteurs et assistants d'inspection sont proposés pour désignation par les États parties ou, dans le cas de personnel du Secrétariat technique, par le Directeur général, sur la base de leurs compétences et de leur expérience en rapport avec l'objet et les fonctions des inspections sur place. La désignation des personnes pressenties est approuvée à l'avance par les États parties conformément au paragraphe 18.

16. Au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur du Traité à son égard, chaque État partie informe le Directeur général du nom, de la date de naissance, du sexe, du rang, ainsi que des qualifications et de l'expérience professionnelle des personnes qu'il propose de désigner comme inspecteurs et assistants d'inspection.

17. Au plus tard 60 jours après l'entrée en vigueur du Traité, le Secrétariat technique communique par écrit à tous les États parties une liste initiale donnant le nom, la nationalité, la date de naissance, le sexe et le rang des inspecteurs et assistants d'inspection dont la désignation est proposée par le Directeur général et les États parties, et indique aussi leurs qualifications et leur expérience professionnelle.

18. Chaque État partie accuse immédiatement réception de la liste initiale d'inspecteurs et assistants d'inspection dont la désignation est proposée. Tout inspecteur ou assistant d'inspection qui y figure est réputé accepté si l'État partie n'a pas manifesté son refus par écrit au plus tard 30 jours après avoir accusé réception de cette liste. L'État partie peut indiquer la raison de son opposition. En cas de refus, l'inspecteur ou assistant d'inspection proposé ne doit pas procéder ni participer à des activités d'inspection sur place sur le territoire de l'État partie qui a opposé son refus, ni en aucun autre lieu placé sous la juridiction ou le contrôle de cet État. Le Secrétariat technique accuse immédiatement réception de la notification d'opposition.

19. Chaque fois que le Directeur général ou un État partie propose d'apporter des additions ou des modifications à la liste des inspecteurs et assistants d'inspection, les inspecteurs et assistants d'inspection désignés à leur place le sont de la même manière que dans le cas des personnes figurant sur la liste initiale. Si un inspecteur ou un assistant d'inspection pressenti par un État partie ne peut plus remplir les fonctions d'inspecteur ou d'assistant d'inspection, l'État partie en informe promptement le Secrétariat technique.

20. Le Secrétariat technique tient à jour la liste des inspecteurs et assistants d'inspection et informe tous les États parties de toutes additions ou modifications apportées à la liste.

21. L'État partie qui demande une inspection sur place peut proposer qu'un inspecteur dont le nom figure sur la liste des inspecteurs et assistants d'inspection fasse office d'observateur de cet État conformément au paragraphe 61 de l'article IV.

22. Sous réserve des dispositions du paragraphe 23, un État partie a le droit de formuler à tout moment une objection contre un inspecteur ou un assistant d'inspection qui a déjà été accepté. Il fait connaître par écrit son opposition au Secrétariat technique et peut exposer les raisons

qui la motivent. L'opposition prend effet 30 jours après réception de l'avis par le Secrétariat technique. Le Secrétariat technique accuse immédiatement réception de la notification de l'objection et informe l'État partie qui a opposé son refus comme l'État partie qui a proposé la désignation de l'intéressé de la date à laquelle l'inspecteur ou l'assistant d'inspection cessera d'être désigné pour cet État-là.

23. L'État partie auquel une inspection a été notifiée ne cherche pas à écarter de l'équipe d'inspection l'un quelconque des inspecteurs ou assistants d'inspection nommés dans le mandat d'inspection.

24. Le nombre d'inspecteurs et assistants d'inspection acceptés par un État partie doit être suffisant pour permettre de disposer d'un nombre approprié d'inspecteurs et assistants d'inspection. Si le Directeur général estime que le refus par un État partie d'inspecteurs ou assistants d'inspection proposés empêche la désignation d'un nombre suffisant d'inspecteurs et assistants d'inspection ou fait obstacle de quelque autre manière à la réalisation effective des buts d'une inspection sur place, il saisit le Conseil exécutif de la question.

25. Chaque inspecteur dont le nom figure sur la liste d'inspecteurs et assistants d'inspection suit une formation adéquate. Cette formation est dispensée par le Secrétariat technique, conformément aux procédures spécifiées dans le Manuel opérationnel pour les inspections sur place. Le Secrétariat technique coordonne, en accord avec les États parties, un programme de formation pour les inspecteurs.

Privilèges et immunités

26. Après avoir accepté la liste initiale d'inspecteurs et assistants d'inspection comme prévu au paragraphe 18 ou la liste modifiée ultérieurement conformément au paragraphe 19, chaque État partie est tenu de délivrer, selon ses procédures nationales et sur demande d'un inspecteur ou assistant d'inspection, des visas d'entrées/sorties multiples ou de transit et tout autre document pertinent permettant à chacun des inspecteurs ou assistants d'inspection d'entrer et de séjourner sur son territoire aux seules fins de la réalisation des activités d'inspection. Chaque État partie délivre les visas ou documents de voyage nécessaires à ces fins au plus tard 48 heures après réception de la demande ou immédiatement à l'arrivée de l'équipe d'inspection au point d'entrée sur son territoire. La durée de validité de ces documents doit

être aussi longue qu'il est nécessaire pour que l'inspecteur ou assistant d'inspection puisse rester sur le territoire de l'État partie inspecté aux seules fins de la réalisation des activités d'inspection.

27. Afin de pouvoir exercer efficacement leurs fonctions, les membres de l'équipe d'inspection jouissent des privilèges et immunités énoncés aux alinéas a) à i). Les privilèges et immunités sont accordés aux membres de l'équipe d'inspection dans l'intérêt du Traité et non à leur avantage personnel. Les membres de l'équipe d'inspection en bénéficient durant toute la période qui s'écoule entre le moment où ils arrivent sur le territoire de l'État partie inspecté et celui où ils le quittent et, ultérieurement, pour les actes qu'ils ont accomplis précédemment dans l'exercice de leurs fonctions officielles.

a) Les membres de l'équipe d'inspection jouissent de l'inviolabilité accordée aux agents diplomatiques conformément à l'article 29 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, du 18 avril 1961;

b) Les lieux d'habitation et les bureaux occupés par l'équipe d'inspection qui procède à des activités d'inspection conformément au Traité jouissent de l'inviolabilité et de la protection accordées aux demeures privées des agents diplomatiques conformément à l'article 30, paragraphe 1, de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques;

c) Les documents et la correspondance de l'équipe d'inspection, y compris ses enregistrements, jouissent de l'inviolabilité accordée à tous les documents et à la correspondance des agents diplomatiques conformément à l'article 30, paragraphe 2, de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. L'équipe d'inspection a le droit de faire usage de codes pour ses communications avec le Secrétariat technique;

d) Les échantillons et le matériel approuvé que transportent les membres de l'équipe d'inspection sont inviolables sous réserve des dispositions du Traité et sont exemptés de tous droits de douane. Les échantillons dangereux sont transportés conformément à la réglementation pertinente;

e) Les membres de l'équipe d'inspection jouissent des immunités accordées aux agents diplomatiques conformément à l'article 31, paragraphes 1, 2 et 3, de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques;

f) Les membres de l'équipe d'inspection menant les activités qui leur incombent conformément au Traité bénéficient de l'exemption de tous impôts et taxes accordée aux agents diplomatiques conformément à l'article 34 de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques;

g) Les membres de l'équipe d'inspection sont autorisés à apporter sur le territoire de l'État partie inspecté, sans droits de douane ni autres redevances, les objets destinés à leur usage personnel, à l'exception des articles dont l'importation ou l'exportation est interdite par la loi ou régie par des règlements de quarantaine;

h) Les membres de l'équipe d'inspection bénéficient des mêmes facilités, en matière monétaire et de change, que celles qui sont accordées aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire;

i) Les membres de l'équipe d'inspection ne doivent pas exercer d'activité professionnelle ou commerciale en vue d'un gain personnel sur le territoire de l'État partie inspecté.

28. Lorsqu'ils passent par le territoire d'autres États parties que l'État partie inspecté, les membres de l'équipe d'inspection jouissent des privilèges et immunités accordés aux agents diplomatiques conformément à l'article 40, paragraphe 1, de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques. Les documents et la correspondance, y compris les enregistrements, les échantillons et le matériel approuvé qu'ils transportent jouissent de l'inviolabilité et de l'exemption stipulées aux alinéas c) et d) du paragraphe 27.

29. Sans préjudice de leurs privilèges et immunités, les membres de l'équipe d'inspection sont tenus de respecter les lois et règlements de l'État partie inspecté et, dans la mesure où cela est compatible avec le mandat d'inspection, sont tenus de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de cet État. Si l'État partie inspecté estime qu'il y a eu abus des privilèges et immunités spécifiés dans le présent Protocole, des consultations sont engagées entre l'État partie en question et le Directeur général afin d'établir s'il y a effectivement eu abus et, si tel est le cas, d'empêcher que cela ne se reproduise.

30. Le Directeur général peut lever l'immunité de juridiction accordée aux membres de l'équipe d'inspection lorsque, à son avis, cette immunité entraverait le cours de la justice et qu'elle peut être levée sans nuire à l'application des dispositions du Traité. La levée de l'immunité doit toujours être expresse.

31. Les observateurs bénéficient des mêmes privilèges et immunités que ceux qui sont accordés aux membres de l'équipe d'inspection conformément à la présente section, à l'exception de ceux qui sont accordés conformément à l'alinéa d) du paragraphe 27.

Points d'entrée

32. Chaque État partie fixe ses points d'entrée et fournit au Secrétariat technique les informations nécessaires au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur du Traité à son égard. Ces points d'entrée sont choisis de telle manière que l'équipe d'inspection puisse, de l'un d'entre eux au moins, atteindre toute zone d'inspection dans les 24 heures. Le Secrétariat technique indique à tous les États parties où se trouvent les points d'entrée. Les points d'entrée peuvent aussi servir de points de sortie.

33. Tout État partie peut modifier les points d'entrée à condition d'en aviser le Secrétariat technique. Ces modifications prennent effet 30 jours après que le Secrétariat technique en a été avisé, de sorte qu'il puisse en informer dûment tous les États parties.

34. Si le Secrétariat technique estime qu'il n'y a pas suffisamment de points d'entrée pour assurer la réalisation des inspections en temps voulu, ou que les modifications des points d'entrée proposées par un État partie risquent d'empêcher leur réalisation en temps voulu, il engage des consultations avec l'État partie intéressé afin de régler le problème.

Arrangements concernant l'utilisation d'appareils effectuant des vols non réguliers

35. Dans les cas où l'équipe d'inspection n'est pas en mesure de se rendre au point d'entrée en temps voulu au moyen de vols commerciaux réguliers, elle peut utiliser des appareils effectuant des vols non réguliers. Au plus tard 30 jours après l'entrée en vigueur du Traité à son égard, chaque État partie communique au Secrétariat technique un

numéro permanent d'autorisation diplomatique pour les vols non réguliers d'appareils transportant une équipe d'inspection et le matériel nécessaire à l'inspection. L'itinéraire suivi emprunte les routes aériennes internationales établies dont sont convenus l'État partie et le Secrétariat technique comme base de l'autorisation diplomatique délivrée.

Matériel d'inspection approuvé

36. La Conférence examine et approuve à sa session initiale une liste de matériel destiné à être utilisé pendant les inspections sur place. Chaque État partie peut soumettre des propositions concernant l'inclusion de matériel dans la liste. Les spécifications d'emploi du matériel, détaillées dans le Manuel opérationnel pour les inspections sur place, tiennent compte des considérations de sécurité et de confidentialité eu égard aux endroits où ce matériel est susceptible d'être utilisé.

37. Le matériel destiné à être utilisé pendant les inspections sur place se compose du matériel de base pour les activités et techniques d'inspection spécifiées au paragraphe 69 et du matériel auxiliaire nécessaire pour effectuer les inspections sur place efficacement et dans les délais.

38. Le Secrétariat technique veille à ce que tous les types de matériel approuvé soient disponibles pour les inspections sur place au moment voulu. Quand du matériel est requis pour une inspection sur place, le Secrétariat technique doit dûment certifier que le matériel a été étalonné, entretenu et protégé. Afin de faciliter la vérification du matériel au point d'entrée par l'État partie inspecté, le Secrétariat technique fournit une documentation et appose des scellés pour authentifier la certification.

39. Tout matériel détenu en permanence est sous la garde du Secrétariat technique. Le Secrétariat technique est responsable de l'entretien et de l'étalonnage de ce matériel.

40. Selon que de besoin, le Secrétariat technique passe des arrangements avec les États parties pour qu'ils fournissent du matériel mentionné dans la liste. Ces États parties sont responsables de l'entretien et de l'étalonnage du matériel en question.

C. DEMANDE D'INSPECTION SUR PLACE, MANDAT D'INSPECTION ET NOTIFICATION D'UNE INSPECTION

Demande d'inspection sur place

41. Conformément au paragraphe 37 de l'article IV, la demande d'inspection sur place contient au moins les renseignements suivants :

a) Les coordonnées géographiques et verticales estimées du lieu de l'événement qui a déclenché la demande, avec une indication de la marge d'erreur possible;

b) Les limites proposées de la zone à inspecter, tracées sur une carte et en conformité avec les paragraphes 2 et 3;

c) L'État partie ou les États parties à inspecter ou l'indication que la zone à inspecter ou une partie de cette zone n'est placée sous la juridiction ou le contrôle d'aucun État;

d) Le milieu probable de l'événement qui a déclenché la demande;

e) Le moment estimé de l'événement qui a déclenché la demande, avec une indication de la marge d'erreur possible;

f) Toutes les données sur lesquelles est fondée la demande;

g) Tous renseignements utiles sur la personne de l'observateur proposé;

h) Les résultats de toute procédure de consultation et de clarification engagée conformément à l'article IV ou, s'il y a lieu, l'exposé des motifs pour lesquels il n'a pas été engagé de procédure de ce genre.

Mandat d'inspection

42. Le mandat d'une inspection sur place contient les renseignements suivants :

a) La décision du Conseil exécutif sur la demande d'inspection sur place;

b) Le nom de l'État partie ou des États parties à inspecter ou l'indication que la zone d'inspection ou une partie de cette zone n'est sous la juridiction ou le contrôle d'aucun État;

c) Le lieu et les limites de la zone d'inspection indiqués sur une carte compte tenu de tous les renseignements sur lesquels la demande a été fondée et de toutes les autres données d'information techniques disponibles, après consultation de l'État partie requérant;

d) Les types d'activité prévus de l'équipe d'inspection dans la zone d'inspection;

e) Le point d'entrée à utiliser par l'équipe d'inspection;

f) Les points de passage ou les bases, selon que de besoin;

g) Le nom du chef de l'équipe d'inspection;

h) Les noms des membres de l'équipe d'inspection;

i) Le nom de l'observateur proposé, le cas échéant;

j) La liste du matériel à utiliser dans la zone d'inspection.

Si une décision prise par le Conseil exécutif en application des paragraphes 46 à 49 de l'article IV nécessite une modification du mandat d'inspection, le Directeur général peut actualiser le mandat en ce qui concerne les alinéas d), h) et j), selon que de besoin. Le Directeur général informe immédiatement l'État partie inspecté de cette modification.

Notification d'une inspection

43. La notification faite par le Directeur général en application du paragraphe 55 de l'article IV comprend les renseignements suivants :

a) Le mandat d'inspection:

b) La date et l'heure d'arrivée prévues de l'équipe d'inspection au point d'entrée;

c) Les moyens de transport au point d'entrée;

d) Le cas échéant, le numéro permanent d'autorisation diplomatique délivré pour des vols non réguliers;

e) La liste de tout matériel que le Directeur général demande à l'État partie inspecté de mettre à la disposition de l'équipe d'inspection aux fins d'utilisation dans la zone d'inspection.

44. L'État partie inspecté accuse réception de la notification faite par le Directeur général au plus tard 12 heures après réception de ladite notification.

D. ACTIVITÉS PRÉCÉDANT L'INSPECTION

Entrée sur le territoire de l'État partie inspecté, activités au point d'entrée et transfert jusqu'à la zone d'inspection

45. L'État partie inspecté qui a été avisé de l'arrivée d'une équipe d'inspection fait le nécessaire pour qu'elle puisse pénétrer immédiatement sur son territoire.

46. En cas d'utilisation d'un appareil effectuant des vols non réguliers pour assurer le déplacement jusqu'au point d'entrée, le Secrétariat technique fournit à l'État partie inspecté, par l'intermédiaire de l'autorité nationale, un plan de vol de l'aéronef entre le dernier aéroport avant la pénétration dans l'espace aérien de cet État partie et le point d'entrée, au moins six heures avant l'heure prévue pour le départ de cet aéroport. Ce plan est enregistré conformément aux procédures de l'Organisation de l'aviation civile internationale s'appliquant aux aéronefs civils. Le Secrétariat technique indique dans la section de chaque plan de vol consacrée aux observations le numéro permanent d'autorisation diplomatique et l'annotation appropriée désignant l'appareil comme appareil d'inspection. S'il est utilisé un appareil militaire, le Secrétariat technique demande au préalable à l'État partie inspecté d'accorder l'autorisation de pénétrer dans son espace aérien.

47. Au moins trois heures avant le départ prévu de l'équipe d'inspection du dernier aéroport qui précède la pénétration dans l'espace aérien de l'État partie inspecté, ce dernier fait le nécessaire pour que le plan de

vol déposé conformément aux dispositions du paragraphe 46 soit approuvé, de sorte que l'équipe d'inspection puisse arriver au point d'entrée à l'heure prévue.

48. Au besoin, le chef de l'équipe d'inspection et le représentant de l'État partie inspecté conviennent d'établir une base et un plan de vol depuis le point d'entrée jusqu'à cette base et, s'il y a lieu, jusqu'à la zone d'inspection.

49. L'État partie inspecté fournit ou prend les dispositions nécessaires pour assurer, au point d'entrée et, au besoin, à la base ainsi que dans la zone d'inspection, les facilités requises par le Secrétariat technique pour le stationnement, la sécurité, l'entretien courant et le ravitaillement en carburant des aéronefs de l'équipe d'inspection. Ces appareils ne sont pas assujettis à des taxes d'atterrissage ou de départ et autres redevances similaires. Les dispositions du présent paragraphe s'appliquent également aux aéronefs utilisés pour le survol lors de l'inspection sur place.

50. Sous réserve des dispositions du paragraphe 51, l'État partie inspecté n'impose aucune restriction à l'équipe d'inspection quant au fait d'apporter sur le territoire de cet État du matériel approuvé qui est conforme au mandat d'inspection, ou de l'utiliser conformément aux dispositions du Traité et du présent Protocole.

51. L'État partie inspecté a le droit, sans préjudice des délais fixés au paragraphe 54, de vérifier en présence des membres de l'équipe d'inspection au point d'entrée que le matériel a été approuvé et homologué conformément aux dispositions du paragraphe 38. L'État partie inspecté peut refuser le matériel qui n'est pas conforme au mandat d'inspection ou qui n'a pas été approuvé et homologué conformément aux dispositions du paragraphe 38.

52. Dès son arrivée au point d'entrée et sans préjudice des délais fixés au paragraphe 54, le chef de l'équipe d'inspection présente au représentant de l'État partie inspecté le mandat d'inspection et un plan d'inspection initial établi par l'équipe d'inspection dans lequel sont précisées les activités que celle-ci doit mener. Les représentants de l'État partie inspecté donnent à l'équipe d'inspection, à l'aide de cartes ou d'autres documents, selon qu'il convient, des informations générales quant aux caractéristiques pertinentes du terrain naturel, aux questions

de sécurité et de confidentialité et aux arrangements logistiques en vue de l'inspection. L'État partie inspecté peut indiquer les lieux situés dans la zone d'inspection qui, à son avis, n'ont pas de rapports avec l'objet de l'inspection.

53. Après l'exposé d'information précédant l'inspection, l'équipe d'inspection modifie, selon qu'il convient, le plan d'inspection initial en tenant compte de toutes observations formulées par l'État partie inspecté. Le plan d'inspection modifié est mis à la disposition du représentant de l'État partie inspecté.

54. L'État partie inspecté fait tout ce qui est en son pouvoir pour prêter assistance à l'équipe d'inspection et assurer la sécurité du transport de celle-ci, du matériel approuvé spécifié aux paragraphes 50 et 51 ainsi que des bagages, du point d'entrée jusqu'à la zone d'inspection, au plus tard 36 heures après l'arrivée au point d'entrée, à moins qu'il n'ait été convenu d'une autre échéance dans les délais indiqués au paragraphe 57.

55. Pour confirmer que le lieu où elle a été conduite correspond bien à la zone d'inspection spécifiée dans le mandat d'inspection, l'équipe d'inspection a le droit d'utiliser un matériel de localisation approuvé. L'État partie inspecté l'aide dans cette tâche.

E. CONDUITE DES INSPECTIONS

Règles générales

56. L'équipe d'inspection accomplit ses fonctions en se conformant aux dispositions du Traité et du présent Protocole.

57. L'équipe d'inspection commence ses activités dans la zone d'inspection dès que possible et, en tout état de cause, au plus tard 72 heures après son arrivée au point d'entrée.

58. Les activités de l'équipe d'inspection sont organisées de sorte que ses membres puissent accomplir leurs fonctions dans les délais et avec l'efficacité voulus et qu'elles gênent le moins possible l'État partie inspecté et perturbent au minimum la zone inspectée.

59. S'il a été demandé à l'État partie inspecté, en application de l'alinéa e) du paragraphe 43 ou au cours de l'inspection, de mettre à la disposition de l'équipe d'inspection tout matériel utile dans la zone d'inspection, l'État partie inspecté accède à cette demande autant que faire se peut.

60. Durant l'inspection sur place, l'équipe d'inspection a, notamment :

a) Le droit de déterminer comment l'inspection se déroulera, eu égard au mandat d'inspection et en tenant compte de toutes mesures prises par l'État partie inspecté conformément aux dispositions relatives à l'accès réglementé;

b) Le droit de modifier le plan d'inspection, si cela est nécessaire, pour garantir la bonne exécution de l'inspection;

c) L'obligation de prendre en considération les recommandations que fait l'État partie inspecté quant au plan d'inspection ainsi que les modifications qu'il propose d'y apporter;

d) Le droit de demander des éclaircissements au sujet d'ambiguïtés qui pourraient apparaître durant l'inspection;

e) L'obligation de recourir uniquement aux techniques prévues au paragraphe 69 et de s'abstenir d'activités n'ayant pas de rapports avec l'objet de l'inspection. L'équipe recueille et établit les faits matériels ayant un rapport avec l'objet de l'inspection mais ne recherche pas ni établit de données d'information matérielles qui sont manifestement sans rapport avec celui-ci. Tout matériel qui serait recueilli et considéré par la suite comme n'étant pas pertinent est restitué à l'État partie inspecté;

f) L'obligation de tenir compte des données et explications sur la nature de l'événement ayant déclenché la demande que l'État partie inspecté a fournies en faisant appel à ses réseaux de surveillance nationaux ou à d'autres sources, et d'incorporer ces données et explications dans son rapport;

g) L'obligation de donner à l'État partie inspecté, à sa demande, copie des informations et des données recueillies dans la zone d'inspection;

h) L'obligation de respecter les règlements de l'État partie inspecté en matière de confidentialité ainsi que de sécurité et de santé.

61. Durant l'inspection sur place, l'État partie inspecté a, notamment :

a) Le droit de faire à tout moment des recommandations à l'équipe d'inspection concernant la modification possible du plan d'inspection;

b) Le droit et l'obligation de désigner un représentant afin d'assurer la liaison avec l'équipe d'inspection;

c) Le droit de faire accompagner l'équipe d'inspection par des représentants pendant l'accomplissement de ses tâches et de faire observer par ces représentants toutes les activités d'inspection menées par l'équipe. Cela ne doit ni retarder ni gêner de quelque autre manière l'équipe d'inspection dans l'exercice de ses fonctions;

d) Le droit de fournir de nouveaux éléments d'information et de demander que soient recueillis et établis des faits matériels supplémentaires qu'il estime utiles à l'inspection;

e) Le droit d'examiner tous les produits photographiques et métrologiques ainsi que les échantillons et de conserver toutes photographies ou parties de photographie montrant des sites sensibles qui sont sans rapport avec le but de l'inspection. L'État partie inspecté a le droit de recevoir un double de tous les produits photographiques et métrologiques. Il a le droit de conserver les originaux et les produits de première génération des photographies prises et de mettre des photographies ou des parties de photographie sous scellé commun dans un endroit situé sur son territoire. Il a le droit de fournir son propre opérateur de prise de vues pour prendre les photographies ou les images vidéo demandées par l'équipe d'inspection. S'il ne le fait pas, ces fonctions sont accomplies par des membres de l'équipe d'inspection;

f) Le droit de fournir à l'équipe d'inspection des données et des explications sur la nature de l'événement ayant déclenché la demande, pour lesquelles il a fait appel à ses réseaux de surveillance nationaux ou à d'autres sources;

g) L'obligation de fournir à l'équipe d'inspection tous les éclaircissements nécessaires pour lever toutes ambiguïtés qui apparaîtraient durant l'inspection.

Communications

62. Les membres de l'équipe d'inspection ont le droit de communiquer entre eux et avec le Secrétariat technique à tout moment pendant l'inspection sur place. À cette fin, ils peuvent se servir de leur propre matériel, dûment approuvé et homologué, avec le consentement de l'État partie inspecté, pour autant que celui-ci ne leur donne pas accès à d'autres moyens de télécommunications.

Observateur

63. En application des dispositions du paragraphe 61 de l'article IV, l'État partie requérant assure la liaison avec le Secrétariat technique afin de coordonner l'arrivée de l'observateur au même point d'entrée ou à la même base que l'équipe d'inspection dans un délai raisonnable par rapport à l'arrivée de l'équipe.

64. L'observateur a le droit, tout au long de l'inspection, d'être en communication avec l'ambassade de l'État partie requérant située dans l'État partie inspecté ou, en l'absence d'ambassade, avec l'État partie requérant lui-même.

65. L'observateur a le droit d'arriver dans la zone d'inspection et d'avoir accès à celle-ci et à l'intérieur de celle-ci ainsi que cela a été accordé par l'État partie inspecté.

66. L'observateur a le droit de faire des recommandations à l'équipe d'inspection tout au long de l'inspection.

67. Tout au long de l'inspection, l'équipe d'inspection tient l'observateur informé de la conduite de l'inspection et des résultats.

68. Tout au long de l'inspection, l'État partie inspecté fournit ou prend les dispositions nécessaires pour assurer à l'observateur des facilités analogues à celles dont bénéficie l'équipe d'inspection et qui sont décrites au paragraphe 11. Tous les frais de séjour de l'observateur sur le territoire de l'État partie inspecté sont à la charge de l'État partie requérant.

Activités et techniques d'inspection

69. Les activités d'inspection indiquées ci-après peuvent être exécutées et les techniques appliquées conformément aux dispositions relatives à l'accès réglementé, au prélèvement, à la manipulation et à l'analyse des échantillons, ainsi qu'aux survols :

a) Positionnement à partir de l'air ou à la surface aux fins de la confirmation des limites de la zone d'inspection et de l'établissement des coordonnées des sites qui s'y trouvent, à l'appui des activités d'inspection;

b) Observation visuelle, prise de vues photographiques et vidéo et imagerie multispectrale, notamment mesures dans l'infrarouge, à la surface, sous la surface ou à partir de l'air, aux fins de la recherche d'anomalies ou d'artéfacts;

c) Mesure des niveaux de radioactivité au-dessus de la surface, à la surface ou sous la surface, par contrôle du rayonnement gamma et analyse avec résolution en énergie à partir de l'air, à la surface ou sous la surface, aux fins de la recherche et de l'identification d'anomalies de rayonnement;

d) Prélèvement d'échantillons dans le milieu et analyse de solides, de liquides et de gaz au-dessus de la surface, à la surface ou sous la surface aux fins de la détection d'anomalies;

e) Surveillance sismologique passive des répliques, exécutée afin de localiser la zone de recherche et de faciliter la détermination de la nature de l'événement;

f) Sismométrie de résonance et prospection sismique active aux fins de la recherche et de la localisation d'anomalies souterraines, notamment de cavités et de zones de décombres;

g) Cartographie du champ magnétique et du champ gravitationnel, mesures au moyen de radar à pénétration de sol et mesures de la conductivité électrique à la surface et à partir de l'air, selon qu'il convient, aux fins de la détection d'anomalies ou d'artéfacts;

h) Forages aux fins de l'obtention d'échantillons radioactifs.

70. Dans les 25 jours qui suivent l'approbation de l'inspection sur place conformément au paragraphe 46 de l'article IV, l'équipe d'inspection a le droit d'exécuter toutes les activités et d'appliquer toutes les techniques indiquées aux alinéas a) à e) du paragraphe 69. Une fois que la poursuite de l'inspection a été approuvée conformément au paragraphe 47 de l'article IV, l'équipe d'inspection a le droit d'exécuter toutes les activités et d'appliquer toutes les techniques indiquées aux alinéas a) à g) du paragraphe 69. L'équipe d'inspection ne peut effectuer de forages qu'après que le Conseil exécutif a donné son accord conformément au paragraphe 48 de l'article IV. Si l'équipe d'inspection demande que l'inspection soit prolongée conformément au paragraphe 49 de l'article IV, elle précise dans sa demande quelles activités elle a l'intention d'exécuter et quelles techniques elle entend appliquer, parmi celles qui sont indiquées au paragraphe 69, afin de pouvoir s'acquitter de son mandat.

Survols

71. L'équipe d'inspection a le droit de procéder, durant l'inspection sur place, à un survol de la zone d'inspection pour faire un repérage général de la zone, limiter et mieux cibler les lieux d'activités d'inspection au sol et faciliter la collecte de preuves factuelles, en utilisant le matériel indiqué au paragraphe 79.

72. Le survol de la zone d'inspection est réalisé dès que possible compte tenu des circonstances. Il ne dure pas plus de 12 heures au total.

73. Des survols supplémentaires au cours desquels est utilisé le matériel indiqué aux paragraphes 79 et 80 peuvent être réalisés sous réserve de l'accord de l'État partie inspecté.

74. La zone couverte par les survols ne s'étend pas au-delà de la zone d'inspection.

75. L'État partie inspecté a le droit de restreindre ou, exceptionnellement et avec juste raison, d'interdire le survol de sites sensibles qui n'ont pas de rapports avec le but de l'inspection. Peuvent être restreints l'altitude de vol, le nombre de passes et de passages circulaires, la durée de vol stationnaire, le type d'appareil utilisé, le nombre d'inspecteurs à bord et le type de mesure ou d'observation faite. Si l'équipe d'inspection estime que la restriction ou l'interdiction du

survol de sites sensibles sont de nature à entraver l'exécution de son mandat, l'État partie inspecté fait tout ce qui lui est raisonnablement possible pour fournir d'autres moyens d'inspection.

76. Les survols sont réalisés selon un plan de vol dûment communiqué et approuvé conformément aux règles et règlements de l'État partie inspecté en matière de circulation aérienne. Les règlements de cet État en matière de sécurité de la navigation aérienne sont rigoureusement respectés tout au long des opérations de vol.

77. Lors des opérations de survol, l'atterrissage ne devrait normalement être autorisé qu'aux fins d'escale ou de ravitaillement.

78. Les survols sont réalisés aux altitudes demandées par l'équipe d'inspection, conformément aux activités à exécuter et aux conditions de visibilité ainsi qu'aux règlements de l'État partie inspecté en matière de circulation aérienne et de sécurité et au droit qui est le sien de protéger des données d'information sensibles sans rapport avec les buts de l'inspection. Les survols sont réalisés jusqu'à une altitude maximale de 1 500 mètres au-dessus de la surface.

79. S'agissant des survols réalisés en application des paragraphes 71 et 72, le matériel ci-après peut être utilisé à bord de l'appareil :

a) Jumelles;

b) Matériel de localisation passive;

c) Caméras vidéo;

d) Appareils photographiques à main.

80. S'agissant de survols supplémentaires réalisés en application du paragraphe 73, les inspecteurs se trouvant à bord de l'appareil peuvent également utiliser un matériel portatif d'installation facile pour faire :

a) De l'imagerie multispectrale (notamment dans l'infrarouge);

b) De la spectroscopie gamma;

c) De la cartographie de champ magnétique.

81. Les survols sont réalisés avec un appareil relativement lent à voilure fixe ou tournante. L'appareil doit permettre une vision large et dégagée de la surface survolée.

82. L'État partie inspecté a le droit de fournir son propre appareil convenablement équipé au préalable, conformément aux exigences techniques énoncées dans le manuel pertinent, ainsi que l'équipage. À défaut, l'appareil est fourni ou loué par le Secrétariat technique.

83. Si l'appareil est fourni ou loué par le Secrétariat technique, l'État partie inspecté a le droit de le contrôler afin de s'assurer qu'il est équipé d'un matériel d'inspection approuvé. Ce contrôle se fait dans le délai indiqué au paragraphe 57.

84. Le personnel se trouvant à bord de l'appareil comprend :

a) Le nombre minimum de membres d'équipage requis pour que l'appareil fonctionne en toute sécurité;

b) Jusqu'à quatre membres de l'équipe d'inspection;

c) Jusqu'à deux représentants de l'État partie inspecté;

d) Un observateur, s'il y en a un, sous réserve de l'accord de l'État partie inspecté;

e) Un interprète, si besoin est.

85. Les procédures d'exécution des survols sont détaillées dans le Manuel pour les inspections sur place.

Accès réglementé

86. L'équipe d'inspection a le droit d'accéder à la zone d'inspection conformément aux dispositions du Traité et du présent Protocole.

87. L'État partie inspecté assure l'accès à l'intérieur de la zone d'inspection dans le délai fixé au paragraphe 57.

88. Conformément au paragraphe 57 de l'article IV et au paragraphe 86 ci-dessus, l'État partie inspecté a notamment les droits et obligations suivants :

a) Le droit de prendre des mesures pour protéger les installations et lieux sensibles, conformément au présent Protocole;

b) L'obligation, lorsque l'accès à l'intérieur de la zone d'inspection est restreint, de faire tout ce qui lui est raisonnablement possible pour satisfaire aux exigences du mandat d'inspection par d'autres moyens. Le règlement de toutes questions concernant une ou plusieurs opérations d'inspection ne doit pas retarder ni entraver l'exécution d'autres activités d'inspection;

c) Le droit de décider en définitive de tout accès accordé à l'équipe d'inspection, eu égard aux obligations qui sont les siennes en vertu du Traité et aux dispositions relatives à l'accès réglementé.

89. Conformément au paragraphe 57, alinéa b), de l'article IV et au paragraphe 88, alinéa a), ci-dessus, l'État partie inspecté a le droit de prendre dans toute la zone d'inspection des mesures pour protéger les installations et lieux sensibles et empêcher la divulgation d'informations confidentielles sans rapport avec le but de l'inspection. Ces mesures peuvent consister notamment :

a) À recouvrir des panneaux d'affichage, des stocks et du matériel sensibles;

b) À limiter les mesures d'activité des radionucléides et de rayonnement nucléaire à la détermination de la présence ou de l'absence des types et énergies de rayonnement en rapport avec le but de l'inspection;

c) À limiter le prélèvement et l'analyse d'échantillons à la détermination de la présence ou de l'absence de produits radioactifs ou autres en rapport avec le but de l'inspection;

d) À réglementer l'accès aux bâtiments et autres structures, conformément aux paragraphes 90 et 91;

e) À déclarer des sites d'accès restreint, conformément aux dispositions des paragraphes 92 à 96.

90. L'accès aux bâtiments et autres structures est différé jusqu'à ce que la poursuite de l'inspection sur place soit approuvée conformément au paragraphe 47 de l'article IV, excepté l'accès à des bâtiments et à d'autres structures abritant l'entrée d'une mine, d'autres excavations ou de cavernes de grand volume qui ne sont pas accessibles autrement. L'équipe d'inspection ne fait que passer par ces bâtiments et structures en suivant les instructions de l'État partie inspecté, pour pénétrer dans les mines, cavernes ou autres excavations.

91. Si, après que la poursuite de l'inspection a été approuvée conformément au paragraphe 47 de l'article IV, l'équipe d'inspection démontre plausiblement à l'État partie inspecté qu'il lui est nécessaire d'avoir accès à des bâtiments et autres structures pour accomplir le mandat d'inspection et que les activités requises et autorisées par le mandat ne peuvent pas être exécutées de l'extérieur, elle a le droit d'accéder aux bâtiments et structures considérés. Le chef de l'équipe d'inspection demande l'accès à un bâtiment ou une structure précis en indiquant le but visé, le nombre exact d'inspecteurs, ainsi que les activités envisagées. Les modalités d'accès sont négociées par l'équipe d'inspection avec l'État partie inspecté. Ce dernier a le droit de restreindre ou, exceptionnellement et avec juste raison, d'interdire l'accès à des bâtiments et autres structures.

92. Aucun des sites d'accès restreint qui seraient déclarés conformément au paragraphe 89, alinéa e), ne doit mesurer plus de 4 kilomètres carrés. L'État partie inspecté a le droit de déclarer jusqu'à 50 kilomètres carrés de sites d'accès restreint. Si plus d'un site d'accès restreint est déclaré, chaque site doit être séparé d'un autre site par une distance minimale de 20 mètres. Chaque site d'accès restreint a des limites clairement définies et accessibles.

93. La superficie, l'emplacement et les limites des sites d'accès restreint sont indiqués au chef de l'équipe d'inspection au plus tard lorsque l'équipe demande accès à un lieu qui inclut un tel site ou qui en comprend une partie.

94. L'équipe d'inspection a le droit de placer du matériel et de prendre les autres mesures nécessaires à la conduite de l'inspection en allant jusqu'à la limite d'un site d'accès restreint.

95. L'équipe d'inspection est autorisée à observer visuellement tous les lieux ouverts à l'intérieur du site d'accès restreint depuis la limite de ce dernier.

96. L'équipe d'inspection fait tout ce qui lui est raisonnablement possible pour accomplir le mandat d'inspection en dehors des sites déclarés d'accès restreint avant de demander accès à ces sites. Si, à quelque moment que ce soit, l'équipe d'inspection démontre plausiblement à l'État partie inspecté que les activités requises et autorisées par le mandat ne peuvent pas être exécutées de l'extérieur et qu'il lui est nécessaire, pour accomplir le mandat, d'avoir accès à un site d'accès restreint, l'accès est accordé à des membres de l'équipe d'inspection pour qu'ils exécutent des tâches précises à l'intérieur du site. L'État partie inspecté a le droit de recouvrir ou de protéger d'une autre façon du matériel, des équipements et des objets sensibles sans rapport avec le but de l'inspection. Le nombre d'inspecteurs est limité au minimum nécessaire à l'accomplissement des tâches liées à l'inspection. Les modalités de l'accès sont négociées par l'équipe d'inspection avec l'État partie inspecté.

Prélèvement, manipulation et analyse des échantillons

97. Sous réserve des dispositions des paragraphes 86 à 96 et 98 à 100, l'équipe d'inspection a le droit de prélever dans la zone d'inspection des échantillons appropriés et de les sortir de la zone.

98. Chaque fois que possible, l'équipe d'inspection analyse les échantillons sur place. Des représentants de l'État partie inspecté ont le droit d'être présents lorsque des échantillons sont analysés sur place. À la demande de l'équipe d'inspection, l'État partie inspecté fournit, suivant les procédures convenues, une assistance pour l'analyse des échantillons sur place. L'équipe d'inspection a le droit d'envoyer des échantillons aux fins d'analyse hors site à des laboratoires désignés par l'Organisation uniquement si elle démontre que l'analyse requise ne peut pas être effectuée sur place.

99. L'État partie inspecté a le droit de conserver une partie de tous les échantillons prélevés quand ces échantillons sont analysés et peut prendre des doubles des échantillons.

100. L'État partie inspecté a le droit de demander que tout échantillon ou partie d'échantillon non utilisé lui soit restitué.

101. Les laboratoires désignés effectuent l'analyse chimique et physique des échantillons envoyés hors site pour analyse. Les modalités de cette analyse sont détaillées dans le Manuel opérationnel pour les inspections sur place.

102. Le Directeur général est responsable au premier chef de la sécurité, de l'intégrité et de la conservation des échantillons. Il lui incombe aussi de veiller à ce que soit protégée la confidentialité des échantillons envoyés hors du site pour analyse. À cet égard, le Directeur général se conforme aux procédures incorporées dans le Manuel opérationnel pour les inspections sur place. Il lui revient en tout état de cause :

a) D'établir un régime rigoureux concernant le prélèvement, la manipulation, le transport et l'analyse des échantillons;

b) D'homologuer les laboratoires désignés pour effectuer les divers types d'analyse;

c) De superviser la normalisation du matériel et des méthodes employés dans les laboratoires désignés, ainsi que du matériel d'analyse mobile et des méthodes employées en liaison avec ce matériel mobile;

d) De suivre le contrôle de la qualité et l'application générale des normes en ce qui concerne l'homologation de ces laboratoires et en ce qui concerne le matériel mobile et les méthodes employées;

e) De choisir parmi les laboratoires désignés ceux qui sont appelés à effectuer des analyses ou d'autres tâches liées à des investigations déterminées.

103. Quand une analyse doit être effectuée hors site, les échantillons doivent être analysés dans au moins deux laboratoires désignés. Il incombe au Secrétariat technique de veiller à ce que les analyses soient effectuées rapidement. Les échantillons doivent être comptabilisés par le Secrétariat technique et tout échantillon ou partie d'échantillon non utilisé doit être renvoyé au Secrétariat technique.

104. Le Secrétariat technique rassemble les résultats des analyses d'échantillons ayant un rapport avec le but de l'inspection. Conformément au paragraphe 63 de l'article IV, le Directeur général transmet rapidement ces résultats à l'État partie inspecté pour que celui-ci formule des observations, puis au Conseil exécutif et à tous les autres États parties en fournissant des données détaillées sur le matériel et les méthodes employés par les laboratoires désignés qui ont fait ces analyses.

Conduite d'inspections dans des zones qui ne sont placées sous la juridiction ou le contrôle d'aucun État

105. Lorsque l'inspection doit avoir lieu dans une zone qui n'est placée sous la juridiction ou le contrôle d'aucun État, le Directeur général procède à des consultations avec les États parties voulus pour convenir de tous points de passage et bases qui permettent à l'équipe d'inspection d'arriver rapidement dans la zone d'inspection.

106. Les États parties sur le territoire desquels sont situés les points de passage et les bases apportent autant que possible leur concours pour faciliter l'inspection, notamment en acheminant l'équipe d'inspection, ses bagages et son matériel jusqu'à la zone d'inspection et en offrant les facilités voulues, visées au paragraphe 11. L'Organisation rembourse aux États parties qui ont prêté leur concours tous les frais encourus par eux.

107. Sous réserve de l'approbation du Conseil exécutif, le Directeur général peut négocier des arrangements permanents avec les États parties de manière à faciliter la fourniture d'une assistance dans le cas d'une inspection sur place dans une zone qui n'est placée sous la juridiction ou le contrôle d'aucun État.

108. Si un ou plusieurs États parties ont mené des investigations sur un événement ambigu dans une zone qui n'est placée sous la juridiction ou le contrôle d'aucun État avant qu'une demande d'inspection dans ladite zone n'ait été présentée, le Conseil exécutif peut tenir compte de tous résultats de leurs investigations aux fins de ses délibérations, conformément à l'article IV.

Procédure à suivre à l'issue de l'inspection

109. Au terme d'une inspection, l'équipe d'inspection se réunit avec le représentant de l'État partie inspecté pour passer en revue les résultats préliminaires obtenus par l'équipe et lever d'éventuelles ambiguïtés. L'équipe d'inspection communique par écrit au représentant de l'État partie inspecté les résultats préliminaires qu'elle a obtenus, en se conformant à un modèle de présentation donné; elle lui fournit aussi une liste de tous échantillons prélevés et autres éléments retirés de la zone d'inspection conformément au paragraphe 98. Ce document est signé par le chef de l'équipe d'inspection. Le représentant de l'État partie inspecté le contresigne pour indiquer qu'il a pris note de son contenu. La réunion s'achève au plus tard 24 heures après la fin de l'inspection.

Départ

110. Une fois achevée la procédure suivie à l'issue de l'inspection, l'équipe d'inspection et l'observateur quittent le territoire de l'État partie inspecté dès que faire se peut. L'État partie inspecté fait tout ce qui est en son pouvoir pour prêter assistance à l'équipe d'inspection et pour assurer la sécurité du transport de celle-ci, du matériel et des bagages au point de sortie. Sauf accord contraire entre l'État partie inspecté et l'équipe d'inspection, le point utilisé pour la sortie est celui qui a été utilisé pour l'entrée.

TROISIÈME PARTIE

MESURES DE CONFIANCE

1. En application du paragraphe 63 de l'article IV, chaque État partie notifie librement au Secrétariat technique toute explosion chimique utilisant 300 tonnes d'explosif ou plus, en équivalent TNT, effectuée en un tir unique, qui serait réalisée en quelque endroit de son territoire ou en un lieu placé sous sa juridiction ou son contrôle. Notification en est donnée à l'avance, si possible. L'État partie fournit à ce titre des précisions sur le lieu, l'heure et la date du tir, sur la quantité et le type d'explosif utilisés, ainsi que sur la configuration du tir et le but dans lequel celui-ci est censé être ou avoir été effectué.

2. Chaque État partie fournit librement au Secrétariat technique, aussitôt que possible après l'entrée en vigueur du Traité, des renseignements concernant toutes les autres explosions chimiques utilisant plus de 300 tonnes d'équivalent TNT, qui sont normalement effectuées sur le plan national, cette première communication étant suivie de mises à jour annuelles. En particulier, l'État partie s'efforce de lui faire tenir les renseignements suivants :

a) Les coordonnées géographiques des sites dans lesquels les tirs ont lieu;

b) La nature des activités dans le cadre desquelles les tirs sont effectués ainsi que le profil général et la fréquence de ces tirs;

c) Tout autre élément d'information pertinent dont il disposerait;

Il s'efforce aussi d'aider le Secrétariat technique à élucider l'origine de tout événement de cette nature qui serait détecté par le Système de surveillance international.

3. L'État partie peut inviter librement et suivant des modalités mutuellement acceptables des représentants du Secrétariat technique ou d'autres États parties à visiter les sites visés aux paragraphes 1 et 2 qui se trouvent sur son territoire.

4. Aux fins de l'étalonnage du Système de surveillance international, les États parties peuvent se mettre en rapport avec le Secrétariat technique afin de réaliser des explosions chimiques d'étalonnage ou de fournir des renseignements pertinents sur les explosions chimiques répondant à un autre objectif.

ANNEXE 1 DU PROTOCOLE

Tableau 1-A

Liste des stations sismologiques constituant le réseau primaire

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
1	Argentine	PLCA Paso Flores	40,7 S	70,8 O	3-C
2	Australie	WRA Warramunga, NT	19,9 S	134,3 E	Miniréseau
3	Australie	ASAR Alice Springs, NT	23,7 S	133,9 E	Miniréseau
4	Australie	STKA Stephens Creek, SA	31,9 S	141,6 E	3-C
5	Australie	MAW Mawson, Antarctique	67,6 S	62,9 E	3-C
6	Bolivie	LPAZ La Paz	16,3 S	68,1 O	3-C
7	Brésil	BDFB Brasilia	15,6 S	48,0 O	3-C
8	Canada	ULMC Lac du Bonnet, Man.	50,2N	95,3 O	3-C
9	Canada	YKAC Yellowknife, T.N.-O.	62,5 N	114,6 O	Miniréseau
10	Canada	SCH Schefferville, Québec	54,3 N	66,9 O	3-C
11	République centrafricaine	BGCA Bangui	05,2 N	18,4 E	3-C
12	Chine	HAI Hailar	49,3 N	119,7 E	3-C > Miniréseau
13	Chine	LZH Lanzhou	36,1 N	103,8 E	3-C > Miniréseau
14	Colombie	XSA El Rosal	04,9 N	74,3 O	3-C
15	Côte d'Ivoire	DBIC Dimbroko	06,7 N	04,9 O	3-C
16	Égypte	LXEG Louqsor	25,0 N	33,0 E	Miniréseau

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
17	Finlande	FINES Lahti	61,4 N	26,1 E	Miniréseau
18	France	PPT Tahiti	17,6 S	149,6 O	3-C
19	Allemagne	GEC2 Freyung	48,9 N	13,7 E	Miniréseau
20	À déterminer	À déterminer	À déterminer	À déterminer	À déterminer
21	Iran (Rép. islamique d')	THR Téhéran	35,8 N	51,4 E	3-C
22	Japon	MJAR Matsushiro	36,5 N	138,2 E	Miniréseau
23	Kazakstan	MAK Makantchi	46,8 N	82,0 E	Miniréseau
24	Kenya	KMBO Kilimambogo	01,1 S	37,2 E	3-C
25	Mongolie	JAVH Javhlant	48,0 N	106,3 E	3-C > Miniréseau
26	Niger	Nouveau site	À déterminer	À déterminer	3-C > Miniréseau
27	Norvège	NAO Hamar	60,8 N	10,8 E	Miniréseau
28	Norvège	ARAO Karasjok	69,5 N	25,5 E	Miniréseau
29	Pakistan	PRPK Pari	33,7 N	73,3 E	Miniréseau
30	Paraguay	CPUP Villa Florida	26,3 S	57,3 O	3-C
31	République de Corée	KSRS Wonju	37,5 N	127,9 E	Miniréseau
32	Fédération de Russie	KBZ Khabaz	43,7 N	42,9 E	3-C
33	Fédération de Russie	ZAL Zalessovo	53,9 N	84,3 E	3-C > Miniréseau
34	Fédération de Russie	NRI Norilsk	69,0 N	88,0 E	3-C
35	Fédération de Russie	PDY Peledouy	59,5 N	112,6 E	3-C > Miniréseau

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
36	Fédération de Russie	PET Petropavlovsk-Kamtchatsky	53,1 N	157,8 E	3-C > Miniréseau
37	Fédération de Russie	USK Oussouriïsk	44,2 N	132,0 E	3-C > Miniréseau
38	Arabie saoudite	Nouveau site	À déterminer	À déterminer	Miniréseau
39	Afrique du Sud	BOSA Boshof	28,6 S	25,6 E	3-C
40	Espagne	ESDC Sonseca	39,7 N	04,0 O	Miniréseau
41	Thaïlande	CHTO Chiang Mai	18,8 N	99,0 E	Miniréseau
42	Tunisie	THA Thala	35,6 N	08,7 E	3-C
43	Turquie	BRTR Belbashi Le miniréseau pourra être redéployé à Keskin	39,9 N	32,3 E	Miniréseau
44	Turkménistan	GEYT Alibeck	37,9 N	58,1 E	Miniréseau
45	Ukraine	AKASG Maline	50,4 N	29,1 E	Miniréseau
46	États-Unis d'Amérique	LJTX Lajitas, TX	29,3 N	103,7 O	Miniréseau
47	États-Unis d'Amérique	MNV Mina, NV	38,4 N	118,2 O	Miniréseau
48	États-Unis d'Amérique	PIWY Pinedale, WY	42,8 N	109,6 O	Miniréseau
49	États-Unis d'Amérique	ELAK Eielson, AK	64,8 N	146,3 O	Miniréseau
50	États-Unis d'Amérique	VNDA Vanda, Antarctique	77,5 S	161,9 E	3-C

Légende : 3-C > miniréseau : Cette mention indique que la station pourrait commencer à fonctionner dans le Système de surveillance international en tant que station à trois composantes et être ultérieurement mise à niveau pour devenir un miniréseau.

Tableau 1-B

Liste des stations sismologiques constituant le réseau auxiliaire

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
1	Argentine	CFA Coronel Fontana	31,6 S	68,2 O	3-C
2	Argentine	USHA Ushuaia	55,0 S	68,0 O	3-C
3	Arménie	GNI Garni	40,1 N	44,7 E	3-C
4	Australie	CTA Charters Towers, QLD	20,1 S	146,3 E	3-C
5	Australie	FITZ Fitzroy Crossing, WA	18,1 S	125,6 E	3-C
6	Australie	NWAO Narrogin, WA	32,9 S	117,2 E	3-C
7	Bangladesh	CHT Chittagong	22,4 N	91,8 E	3-C
8	Bolivie	SIV San Ignacio	16,0 S	61,1 O	3-C
9	Botswana	LBTB Lobatse	25,0 S	25,6 E	3-C
10	Brésil	PTGA Pitinga	0,7 S	60,0 O	3-C
11	Brésil	RGNB Rio Grande do Norte	6,9 S	37,0 O	3-C
12	Canada	FRB Iqaluit, T.N.-O.	63,7 N	68,5 O	3-C
13	Canada	DLBC Dease Lake, C.-B.	58,4 N	130,0 O	3-C
14	Canada	SADO Sadowa, Ont.	44,8 N	79,1 O	3-C
15	Canada	BBB Bella Bella, C.-B.	52,2 N	128,1 O	3-C
16	Canada	MBC Mould Bay, T.N.-O.	76,2 N	119,4 O	3-C
17	Canada	INK Inuvik, T.N.-O.	68,3 N	133,5 O	3-C

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
18	Chili	RPN Île de Pâques	27,2 S	109,4 O	3-C
19	Chili	LVC Limon Verde	22,6 S	68,3 O	3-C
20	Chine	BJT Baijiatuan	40,0 N	116,2 E	3-C
21	Chine	KMI Kunming	25,2 N	102,8 E	3-C
22	Chine	SSE Sheshan	31,1 N	121,2 E	3-C
23	Chine	XAN Xi'an	34,0 N	108,3 E	3-C
24	Îles Cook	RAR Rarotonga	21,2 S	159,3 O	3-C
25	Costa Rica	JTS Las Juntas de Abangares	10,3 N	85,0 O	3-C
26	République tchèque	VRAC Vranov	49,3 N	16,5 E	3-C
27	Danemark	SFJ Sondre Stromfjord, Groenland	67,0 N	50,6 O	3-C
28	Djibouti	ATD Arta Tunnel	11,5 N	42,9 E	3-C
29	Égypte	KEG Kottamya	29,9 N	31,8 E	3-C
30	Éthiopie	FURI Furi	8,9 N	38,7 E	3-C
31	Fidji	MSVF Monasavu, Viti Levu	17,8 S	178,1 E	3-C
32	France	NOUC Port Laguerre, Nouvelle-Calédonie	22,1 S	166,3 E	3-C
33	France	KOG Kourou, Guyane française	5,2 N	52,7 O	3-C
34	Gabon	BAMB Baabay	1,7 S	13,6 E	3-C
35	Allemagne/ Afrique du Sud	--- Station SANAE, Antarctique	71,7 S	2,3 O	3-C

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
36	Grèce	IDI Anógia, Crète	35,3 N	24,9 E	3-C
37	Guatemala	RDG Rabir	15,0 N	90,5 O	3-C
38	Islande	BORG Borgarnes	64,8 N	21,3 O	3-C
39	À déterminer	À déterminer	À déterminer	À déterminer	À déterminer
40	Indonésie	PACI Cibinong, Jawa Barat	6,5 S	107,0 E	3-C
41	Indonésie	JAY Jayapura, Irian Jaya	2,5 S	140,7 E	3-C
42	Indonésie	SWI Sorong, Irian Jaya	0,9 S	131,3 E	3-C
43	Indonésie	PSI Parapat, Sumatera	2,7 N	98,9 E	3-C
44	Indonésie	KAPI Kappang, Sulawesi Selatan	5,0 S	119,3 E	3-C
45	Indonésie	KUG Kupang, Nusatenggara Timur	10,2 S	123,6 E	3-C
46	Iran (Rép. islamique d')	KRH Kerman	30,3 N	57,1 E	3-C
47	Iran (Rép. islamique d')	MSN Masjed-e-Soleyman	31,9 N	49,3 E	3-C
48	Israël	MBH Eilat	29,8 N	34,9 E	3-C
49	Israël	PARD Parod	32,6 N	35,3 E	Miniréseau
50	Italie	ENAS Enna, Sicile	37,5 N	14,3 E	3-C
51	Japon	JNU Ohita, Kyushu	33,1 N	130,9 E	3-C
52	Japon	JOW Kunigami, Okinawa	26,3 N	128,3 E	3-C

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
53	Japon	JHJ Hachijojima, Iles Izu	33,1 N	139,3 E	3-C
54	Japon	JKA Kamikawa-asahi, Hokkaido	44,1 N	142,6 E	3-C
55	Japon	JCJ Chichijima, Ogasawara	27,1 N	142,2 E	3-C
56	Jordanie	--- Ashqof	32,5 N	37,6 E	3-C
57	Kazakstan	BRVK Borovoye	53,1 N	70,3 E	Miniréseau
58	Kazakstan	KURK Kourtchatov	50,7 N	78,6 E	Miniréseau
59	Kazakstan	AKTO Aktyoubinsk	50,4 N	58,0 E	3-C
60	Kirghizistan	AAK Ala-Archa	42,5 N	74,5 E	3-C
61	Madagascar	TAN Antananarive	18,9 S	47,5 E	3-C
62	Mali	KOWA Kowa	14,5 N	4,0 O	3-C
63	Mexique	TEYM Tepich, Yucatan	20,2 N	88,3 O	3-C
64	Mexique	TUVM Tuzandepeti, Veracruz	18,0 N	94,4 O	3-C
65	Mexique	LPBM La Paz, Baja California Sur	24,2 N	110,2 O	3-C
66	Maroc	MDT Midelt	32,8 N	4,6 O	3-C
67	Namibie	TSUM Tsumeb	19,1 S	17,4 E	3-C
68	Népal	EVN Everest	28,0 N	86,3 E	3-C
69	Nouvelle-Zélande	EWZ Erewhon, Ile du Sud	43,5 S	170,9 E	3-C
70	Nouvelle-Zélande	RAO Ile Raoul	29,2 S	177,9 O	3-C

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
71	Nouvelle-Zélande	URZ Urewera, Ile du Nord	38,3 S	177,1 E	3-C
72	Norvège	SPITS Spitsberg	78,2 N	16,4 E	Miniréseau
73	Norvège	JMI Jan Mayen	70,9 N	8,7 O	3-C
74	Oman	WSAR Wadi Sarin	23,0 N	58,0 E	3-C
75	Papouasie-Nouvelle-Guinée	PMG Port Moresby	9,4 S	147,2 E	3-C
76	Papouasie-Nouvelle-Guinée	BIAL Bialla	5,3 S	151,1 E	3-C
77	Pérou	CAJP Cajamarca	7,0 S	78,0 O	3-C
78	Pérou	NNA Nana	12,0 S	76,3 O	3-C
79	Philippines	DAV Davao, Mindanao	7,1 N	125,6 E	3-C
80	Philippines	TGY Tagaytay, Luçon	14,1 N	120,9 E	3-C
81	Roumanie	MLR Muntele Rosu	45,5 N	25,3 E	3-C
82	Fédération de Russie	KIRV Kirov	58,6 N	49,4 E	3-C
83	Fédération de Russie	KIVO Kislovodsk	44,0 N	42,7 E	Miniréseau
84	Fédération de Russie	OBN Obninsk	55,1 N	36,6 E	3-C
85	Fédération de Russie	ARU Arti	56,4 N	58,6 E	3-C
86	Fédération de Russie	SEY Seymtchan	62,9 N	152,4 E	3-C
87	Fédération de Russie	TLY Talaya	51,7 N	103,6 E	3-C
88	Fédération de Russie	YAK Yakoutsk	62,0 N	129,7 E	3-C
89	Fédération de Russie	URG Ourgal	51,1 N	132,3 E	3-C

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
90	Fédération de Russie	BIL Bilibino	68,0 N	166,4 E	3-C
91	Fédération de Russie	TIXI Tiksi	71,6 N	128,3 E	3-C
92	Fédération de Russie	YSS Youjno-Sakhalinsk	47,0 N	142,8 E	3-C
93	Fédération de Russie	MA2 Magadan	59,6 N	150,8 E	3-C
94	Fédération de Russie	ZIL Zilime	53,3 N	57,0 E	3-C
95	Samoa	AFI Afiamalu	13,9 S	171,8 O	3-C
96	Arabie saoudite	RAYN Ar Rayn	23,5 N	45,5 E	3-C
97	Sénégal	MBO M'Bour	14,4 N	17,0 O	3-C
98	Iles Salomon	HNR Honiara, Guadalcanal	9,4 S	160,0 E	3-C
99	Afrique du Sud	SUR Sutherland	32,4 S	20,3 E	3-C
100	Sri Lanka	COC Colombo	6,3 N	79,9 E	3-C
101	Suède	HFS Hagfors	60,1 N	13,7 E	Miniréseau
102	Suisse	DAVOS Davos	46,3 N	9,8 E	3-C
103	Ouganda	MBRU Mbarara	0,4 S	30,4 E	3-C
104	Royaume-Uni	EKA Eskdalemuir	55,3 N	3,2 O	Miniréseau
105	États-Unis d'Amérique	GUMO Guam, Iles Mariannes	13,5 N	144,9 E	3-C
106	États-Unis d'Amérique	PMSA Palmer Station, Antarctique	64,3 S	64,1 O	3-C
107	États-Unis d'Amérique	TXL Tuckaleechee Caverns, TN	35,7 N	83,3 O	3-C

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
108	États-Unis d'Amérique	PFCA Pinon Flat, CA	33,6 N	116,5 O	3-C
109	États-Unis d'Amérique	YBH Yreka, CA	41,7 N	122,7 O	3-C
110	États-Unis d'Amérique	KDC Île Kodiak, AK	57,8 N	152,5 O	3-C
111	États-Unis d'Amérique	ALQ Albuquerque, NM	35,0 N	106,5 O	3-C
112	États-Unis d'Amérique	ATTU Île Attu, AK	52,9 N	172,7 E	3-C
113	États-Unis d'Amérique	ELK Elko, NV	40,7 N	115,2 O	3-C
114	États-Unis d'Amérique	SPA Pôle Sud, Antarctique	90,0 S	--	3-C
115	États-Unis d'Amérique	NEW Newport, WA	48,3 N	117,1 O	3-C
116	États-Unis d'Amérique	SJG San Juan, PR	18,1 N	66,2 O	3-C
117	Venezuela	SDV Santo Domingo	8,9 N	70,6 O	3-C
118	Venezuela	PCRV Puerto la Cruz	10,2 N	64,6 O	3-C
119	Zambie	LSZ Lusaka	15,3 S	28,2 E	3-C
120	Zimbabwe	BUL Bulawayo	À indiquer	À indiquer	3-C

Tableau 2-A

Liste des stations de surveillance des radionucléides

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude
1	Argentine	Buenos Aires	34,0 S	58.0 O
2	Argentine	Salta	24.0 S	65.0 O
3	Argentine	Bariloche	41,1 S	71,3 O
4	Australie	Melbourne, VIC	37,5 S	144,8 O
5	Australie	Mawson, Antarctique	67,6 S	62.5 E
6	Australie	Townsville, QLD	19.2 S	146,3 E
7	Australie	Ile Macquarie	54.0 S	159,0 E
8	Australie	Iles des Cocos	12.0 S	97,0 E
9	Australie	Darwin, NT	12,4 S	130,7 E
10	Australie	Perth, WA	31,3 S	116.0 E
11	Brésil	Rio de Janeiro	22.5 S	43,1 O
12	Brésil	Recife	8,0 S	35.0 O
13	Cameroun	Douala	4.2 N	9.3 E
14	Canada	Vancouver, C.-B.	49.3 N	123.2 O
15	Canada	Resolute, T.N.-O.	74,7 N	94.3 O
16	Canada	Yellowknife, T.N.-O.	62.5 N	114.5 O
17	Canada	St. John's, T.-N.	47,0 N	53.0 O
18	Chili	Punta Arenas	53.1 S	70.9 O
19	Chili	Hanga-Roa, Ile de Pâques	27,1 S	109.4 O
20	Chine	Beijing	39.9 N	116,2 E
21	Chine	Lanzhou	35.3 N	103.3 E
22	Chine	Guangzhou	23.0 N	113.3 E
23	Iles Cook	Rarotonga	21,2 S	153.3 O
24	Équateur	Ile San Cristobal, Galapagos	1,0 S	89.2 O
25	Éthiopie	Filtu	5,5 N	42,7 E
26	Fidji	Nandi	18.0 S	177,5 E
27	France	Papeete, Tahiti	17.0 S	150.0 O
28	France	Pointe-à-Pitre, Guadeloupe	17,0 N	62.0 O
29	France	Réunion	21,1 S	55.5 E
30	France	Port-aux-Français, Kerguelen	49,0 S	70,0 E

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude
31	France	Cayenne, Guyane française	5,0 N	52,0 O
32	France	Dumont d'Urville, Antarctique	66,0 S	140,0 E
33	Allemagne	Schauinsland/Fribourg	47,9 N	7,9 E
34	Islande	Reykjavik	64,4 N	21,9 O
35	À déterminer	À déterminer	À déterminer	À déterminer
36	Iran (Rép. islamique d')	Téhéran	35,0 N	52,0 E
37	Japon	Okinawa	26,5 N	127,9 E
38	Japon	Takasaki, Gunma	36,3 N	139,0 E
39	Kiribati	Kiritimati	2,0 N	157,0 O
40	Koweit	Koweit City	29,3 N	48,0 E
41	Libye	Misratah	32,5 N	15,0 E
42	Malaisie	Kuala Lumpur	2,5 N	101,5 E
43	Mauritanie	Nouakchott	18,0 N	17,0 O
44	Mexique	Baja California	29,0 N	113,0 O
45	Mongolie	Ulaanbaatar	47,5 N	107,0 E
46	Nouvelle-Zélande	Ile Chatham	44,0 S	176,5 O
47	Nouvelle-Zélande	Kaitaia	35,1 S	173,3 E
48	Niger	Bilma	18,0 N	13,0 E
49	Norvège	Spitsberg	78,2 N	16,4 E
50	Panama	Panama	8,3 N	79,6 O
51	Papousie-Nouvelle-Guinée	New Hanover	3,0 S	150,0 E
52	Philippines	Quezon City	14,5 N	121,0 E
53	Portugal	Ponta Delgada, São Miguel, Açores	37,4 N	25,4 O
54	Fédération de Russie	Kirov	58,5 N	49,4 E
55	Fédération de Russie	Norilsk	69,0 N	88,0 E
56	Fédération de Russie	Peledouy	53,5 N	112,5 E
57	Fédération de Russie	Bilibino	68,0 N	166,4 E
58	Fédération de Russie	Oussouriisk	43,7 N	131,9 E
59	Fédération de Russie	Zalessovo	53,3 N	84,3 E
60	Fédération de Russie	Petropavlovsk-Kamtchatsky	53,1 N	158,9 E
61	Fédération de Russie	Doubna	55,7 N	37,3 E
62	Afrique du Sud	Ile Marion	46,5 S	37,0 E

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude
63	Suède	Stockholm	59,4 N	18,0 E
64	Tanzanie	Dar es-Salaam	6,0 S	39,0 E
65	Thaïlande	Bangkok	13,8 N	100,5 E
66	Royaume-Uni	BIOT/Arch. de Chagos	7,0 S	72,0 E
67	Royaume-Uni	Sainte-Hélène	16,0 S	6,0 O
68	Royaume-Uni	Tristan da Cunha	37,0 S	12,3 O
69	Royaume-Uni	Halley, Antarctique	76,0 S	28,0 O
70	États-Unis d'Amérique	Sacramento, CA	38,7 N	121,4 O
71	États-Unis d'Amérique	Sand Point, AK	55,0 N	160,0 O
72	États-Unis d'Amérique	Melbourne, FL	28,3 N	80,6 O
73	États-Unis d'Amérique	Palmer Station, Antarctique	64,5 S	64,0 O
74	États-Unis d'Amérique	Ashland, KS	37,2 N	99,8 O
75	États-Unis d'Amérique	Charlottesville, VA	38,0 N	78,0 O
76	États-Unis d'Amérique	Salchaket, AK	64,4 N	147,1 O
77	États-Unis d'Amérique	Île de Wake	19,3 N	166,5 E
78	États-Unis d'Amérique	Îles de Midway	28,0 N	177,0 O
79	États-Unis d'Amérique	Oahu, HI	21,5 N	158,0 O
80	États-Unis d'Amérique	Upi, Guam	13,7 N	144,9 E

Tableau 2-B

Liste des laboratoires radionucléides

	État responsable du laboratoire	Nom et lieu du laboratoire
1	Argentine	Office national de la réglementation nucléaire Buenos Aires
2	Australie	Australian Radiation Laboratory Melbourne, VIC
3	Autriche	Centre de recherche autrichien Seibersdorf
4	Brésil	Institut de protection contre les rayonnements et de dosimétrie Rio de Janeiro
5	Canada	Santé-Canada Ottawa, Ont.
6	Chine	Beijing
7	Finlande	Centre pour la sécurité radiologique et nucléaire Helsinki
8	France	Commissariat à l'énergie atomique Montlhéry
9	Israël	Centre de recherche nucléaire de Soreq Yavne
10	Italie	Laboratoire de l'Agence nationale pour la protection de l'environnement Rome
11	Japon	Institut japonais de recherche sur l'énergie nucléaire Tokai, Ibaraki
12	Nouvelle-Zélande	National Radiation Laboratory Christchurch
13	Fédération de Russie	Laboratoire central de contrôle des rayonnements Service spécial de vérification du Ministère de la défense Moscou
14	Afrique du Sud	Atomic Energy Corporation Pelindaba
15	Royaume-Uni	AWE Blacknest Chilton
16	États-Unis d'Amérique	McClellan Central Laboratories Sacramento, CA

Tableau 3

Liste des stations hydroacoustiques

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude	Type
1	Australie	Cape Leeuwin, WA	34,4 S	115,1 E	Hydrophones
2	Canada	Île de la Reine Charlotte, C.-B.	53,3 N	132,5 O	Phases T
3	Chili	Îles Juan Fernández	33,7 S	78,3 O	Hydrophones
4	France	Îles Crozet	46,5 S	52,2 E	Hydrophones
5	France	Guadeloupe	16,3 N	61,1 O	Phases T
6	Mexique	Île de Clarión	18,2 N	114,5 O	Phases T
7	Portugal	Flores	39,3 N	31,3 O	Phases T
8	Royaume-Uni	BIOT/Archipel des Tchagos	7,3 S	72,4 E	Hydrophones
9	Royaume-Uni	Tristan da Cunha	37,2 S	12,5 O	Phases T
10	États-Unis d'Amérique	Ascension	8,0 S	14,4 O	Hydrophones
11	États-Unis d'Amérique	Île de Wake	19,3 N	166,5 E	Hydrophones

Tableau 4

Liste des stations de détection des infrasons

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude
1	Argentine	Paso Flores	40,7 S	70,6 O
2	Argentine	Ushuaia	55,0 S	68,0 O
3	Australie	Davis Base, Antarctique	68,4 S	77,6 E
4	Australie	Narrogin	32,9 S	117,2 E
5	Australie	Hobart, TAS	42,1 S	147,2 E
6	Australie	Iles Cocos	12,3 S	97,0 E
7	Australie	Warramunga, NT	19,9 S	134,3 E
8	Bolivie	La Paz	16,3 S	68,1 O
9	Brésil	Brasilia	15,8 S	48,0 O
10	Canada	Lac du Bonnet, Man.	50,2 N	95,9 O
11	Cap-Vert	Iles du Cap-Vert	16,0 N	24,0 O
12	Rép. centrafricaine	Bangui	5,2 N	18,4 E
13	Chili	Ile de Pâques	27,0 S	109,2 O
14	Chili	Iles Juan Fernández	33,8 S	80,7 O
15	Chine	Beijing	40,0 N	116,0 E
16	Chine	Kunming	25,0 N	102,8 E
17	Côte d'Ivoire	Dimbokro	6,7 N	4,9 O
18	Danemark	Dundas, Groenland	76,5 N	68,7 O
19	Djibouti	Djibouti	11,3 N	43,5 E
20	Équateur	Iles Galapagos	0,0 N	91,7 O
21	France	Iles Marquises	10,0 S	140,0 O
22	France	Port Laguerre, Nouvelle-Calédonie	22,1 S	166,3 E
23	France	Kerguelen	49,2 S	69,1 E
24	France	Tahiti	17,6 S	149,6 O
25	France	Kourou, Guyane française	5,2 N	52,7 O
26	Allemagne	Freyung	48,9 N	13,7 E

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude
27	Allemagne	Georg von Neumayer, Ant.	70,6 S	8,4 O
28	À déterminer	À déterminer	À déterminer	À déterminer
29	Iran (Rép. islamique d')	Téhéran	35,7 N	51,4 E
30	Japon	Tsukuba	36,0 N	140,1 E
31	Kazakstan	Aktyoubinsk	50,4 N	58,0 E
32	Kenya	Kilimanbogo	1,3 S	36,8 E
33	Madagascar	Antananarive	18,8 S	47,5 E
34	Mongolie	Javhlant	48,0 N	106,8 E
35	Namibie	Tsumeb	19,1 S	17,4 E
36	Nouvelle-Zélande	Iles Chatham	44,0 S	176,5 O
37	Norvège	Karasjok	69,5 N	25,5 E
38	Pakistan	Rahimyar Khan	28,2 N	70,3 E
39	Palaos	Palaos	7,5 N	134,5 E
40	Papouasie-Nouvelle-Guinée	Rabaul	4,1 S	152,1 E
41	Paraguay	Villa Florida	26,3 S	57,3 O
42	Portugal	Açores	37,8 N	25,5 O
43	Fédération de Russie	Doubna	56,7 N	37,3 E
44	Fédération de Russie	Petropavlovsk-Kamtchatsky	53,1 N	158,8 E
45	Fédération de Russie	Oussouriïsk	43,7 N	131,9 E
46	Fédération de Russie	Zalessovo	53,9 N	84,8 E
47	Afrique du Sud	Boshof	28,6 S	25,4 E
48	Tunisie	Thala	35,6 N	8,7 E
49	Royaume-Uni	Tristan da Cunha	37,0 S	12,3 O
50	Royaume-Uni	Ascension	8,0 S	14,3 O
51	Royaume-Uni	Bermudes	32,0 N	64,5 O
52	Royaume-Uni	BIOT/Arch. des Tchagos	5,0 S	72,0 E
53	États-Unis	Eielson, AK	64,8 N	146,9 O
54	États-Unis	Base de Siple, Ant.	75,5 S	83,5 O

	État responsable de la station	Lieu	Latitude	Longitude
55	États-Unis	Windless Bight, Ant.	77,5 S	161,8 E
56	États-Unis	Newport, WA	48,3 N	117,1 O
57	États-Unis	Piñon Flats, CA	33,6 N	116,5 O
58	États-Unis	Îles de Midway	28,1 N	177,2 O
59	États-Unis	Hawaii, HI	19,6 N	155,3 O
60	États-Unis	Île de Wake	19,3 N	166,6 E

ANNEXE 2 DU PROTOCOLE

Liste des paramètres de caractérisation pour le filtrage standard des événements au Centre international de données

1. Les critères de filtrage standard des événements au Centre international de données sont basés sur les paramètres standard de caractérisation des événements qui sont établis pendant le traitement combiné des données issues de toutes les technologies participant au Système de surveillance international. Aux fins du filtrage standard des événements, le Centre applique des critères valables à l'échelle mondiale, et des critères complémentaires pour tenir compte de variations régionales là où cela est possible.

2. Pour les événements détectés par la composante sismologique du Système de surveillance international, les critères suivants, entre autres, peuvent être appliqués :

- Lieu de l'événement;
- Profondeur de l'événement;
- Rapport entre la magnitude des ondes de surface et la magnitude des ondes de volume;
- Contenu fréquentiel des signaux;
- Rapports spectraux des phases;
- Rebonds spectraux;
- Premier mouvement de l'onde P;
- Mécanisme au foyer;
- État d'excitation relative des phases sismiques;
- Mesures comparatives avec d'autres événements et groupes d'événements;
- Discriminants régionaux, là où ils sont applicables.

3. Pour les événements détectés par la composante hydroacoustique du Système de surveillance international, les critères suivants, entre autres, peuvent être appliqués :

- Contenu fréquentiel des signaux, y compris la fréquence-coin, énergie large bande, fréquence centrale moyenne et largeur de bande;

- Durée du signal en fonction de la fréquence;

- Rapport spectral;

- Indications de signaux de pulsations de bulle et retard des pulsations de bulle.'

4. Pour les événements détectés par la composante infrasons du Système de surveillance international, les critères suivants, entre autres, peuvent être appliqués :

- Contenu fréquentiel des signaux et dispersion;

- Durée des signaux;

- Amplitude des crêtes.

5. Pour les événements détectés par la composante radionucléides du Système de surveillance international, les critères suivants, entre autres, peuvent être appliqués :

- Concentration des radionucléides naturels et artificiels dans le bruit de fond;

- Concentration de produits de fission et d'activation spécifiques en dehors des observations courantes;

- Rapport d'un produit de fission et d'activation spécifique à un autre.

ΣΥΝΘΗΚΗ ΓΙΑ ΤΗΝ ΠΛΗΡΗ ΑΠΑΓΟΡΕΥΣΗ ΤΩΝ ΠΥΡΗΝΙΚΩΝ ΔΟΚΙΜΩΝ

ΠΡΟΟΙΜΙΟ

Τα Κράτη μέρη της παρούσας Συνθήκης (εφεξής αποκαλούμενα "Κράτη μέρη"),

ΙΚΑΝΟΠΟΙΗΜΕΝΑ από τις διεθνείς συμφωνίες και τα άλλα θετικά μέτρα που ελήφθησαν στη διάρκεια των τελευταίων ετών στον τομέα του πυρηνικού αφοπλισμού, ιδιαίτερα τη μείωση των πυρηνικών οπλοστασίων, καθώς και στον τομέα της πρόληψης του πυρηνικού πολλαπλασιασμού κάθε είδους,

ΥΠΟΓΡΑΜΜΙΖΟΝΤΑΣ τη σημασία της πλήρους και άμεσης εφαρμογής των εν λόγω συμφωνιών και μέτρων,

ΠΕΠΕΙΣΜΕΝΑ ότι η διεθνής κατάσταση προσφέρει σήμερα τη δυνατότητα λήψης νέων μέτρων για την πραγματική προώθηση του πυρηνικού αφοπλισμού και για την αποτελεσματική μάχη κατά του πολλαπλασιασμού των πυρηνικών όπλων κάθε είδους, και δηλώνοντας την πρόθεσή τους να λάβουν τέτοια μέτρα,

ΥΠΟΓΡΑΜΜΙΖΟΝΤΑΣ συνεπώς την ανάγκη συνεχών, συστηματικών και προοδευτικών προσπαθειών για τη μείωση των πυρηνικών όπλων σε παγκόσμιο επίπεδο, με τελικό σκοπό την εξάλειψη των όπλων αυτών και το γενικό και πλήρη αφοπλισμό κάτω από διεθνή αυστηρό και αποτελεσματικό έλεγχο,

ΑΝΑΓΝΩΡΙΖΟΝΤΑΣ ότι η διακοπή όλων των πειραματικών εκρήξεων πυρηνικών όπλων και όλων των άλλων πυρηνικών εκρήξεων, βάζοντας φραγμούς στην ανάπτυξη και την ποιοτική βελτίωση των πυρηνικών όπλων και διακόπτοντας την ανάπτυξη νέων, πιο εξελιγμένων τύπων πυρηνικών όπλων, θα συμβάλλει αποτελεσματικά στον πυρηνικό αφοπλισμό και στον μη πολλαπλασιασμό κάθε είδους,

ΑΝΑΓΝΩΡΙΖΟΝΤΑΣ επίσης ότι η οριστική διακοπή όλων των παρόμοιων πυρηνικών εκρήξεων θα αποτελέσει σημαντική πρόοδο για τη βαθμιαία και συστηματική υλοποίηση του πυρηνικού αφοπλισμού,

ΠΕΠΕΙΣΜΕΝΑ ότι το πιο αποτελεσματικό μέσο για τη διακοπή των πυρηνικών δοκιμών είναι η σύναψη διεθνούς συνθήκης για την πλήρη απαγόρευση αυτών των δοκιμών, που θα είναι διεθνώς και αποτελεσματικώς επαληθεύσιμη, πράγμα που αποτελεί εδώ και πολύ καιρό έναν από τους στόχους πρώτης προτεραιότητας της διεθνούς κοινότητας στον τομέα του αφοπλισμού και του μη πολλαπλασιασμού,

ΣΗΜΕΙΩΝΟΝΤΑΣ ότι τα Μέρη της Συνθήκης του 1963 που απαγορεύει τις δοκιμές πυρηνικών όπλων στην ατμόσφαιρα, στο εξω-ατμοσφαιρικό διάστημα και κάτω από το νερό εξέφρασαν την επιθυμία να διασφαλίσουν τη διακοπή όλων των πειραματικών εκρήξεων πυρηνικών όπλων για πάντα,

ΣΗΜΕΙΩΝΟΝΤΑΣ επίσης τις απόψεις που εκφράστηκαν σύμφωνα με τις οποίες η παρούσα Συνθήκη μπορεί να συνεισφέρει στην προστασία του περιβάλλοντος,

ΔΗΛΩΝΟΝΤΑΣ την πρόθεση να φροντίσουν για την προσχώρηση όλων των κρατών στην παρούσα Συνθήκη και στο σκοπό αυτής, δηλαδή στην αποτελεσματική συνεισφορά προς την πρόληψη του πολλαπλασιασμού των πυρηνικών όπλων κάθε είδους, στη διάρκεια του πυρηνικού αφοπλισμού, αρχίζοντας από την ενίσχυση της διεθνούς ειρήνης και ασφάλειας,

ΣΥΜΦΩΝΗΣΑΝ ως εξής:

ΠΡΩΤΟ ΑΡΘΡΟ
ΘΕΜΕΛΙΩΔΕΙΣ ΥΠΟΧΡΕΩΣΕΙΣ

1. Κάθε Κράτος μέρος δεσμεύεται να μην πραγματοποιεί πειραματικές εκρήξεις πυρηνικών όπλων ή άλλες πυρηνικές εκρήξεις και να απαγορεύει και να εμποδίζει κάθε έκρηξη τέτοιου είδους σε κάθε μέρος που βρίσκεται κάτω από τη δικαιοδοσία ή τον έλεγχό του.

2. Κάθε Κράτος μέρος δεσμεύεται επίσης να μην προκαλεί ούτε να ενθαρρύνει την εκτέλεση - ή να συμμετέχει με κάποιο τρόπο στην εκτέλεση - κάθε πειραματικής έκρηξης πυρηνικών όπλων ή κάθε άλλης πυρηνικής έκρηξης.

ΑΡΘΡΟ II
ΟΡΓΑΝΙΣΜΟΣ
Α. ΓΕΝΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

1. Τα Κράτη μέρη συνιστούν δια του παρόντος τον Οργανισμό της Συνθήκης για την πλήρη απαγόρευση των πυρηνικών δοκιμών (εφεξής αποκαλούμενος "Οργανισμός") με σκοπό να υλοποιήσουν το στόχο και το σκοπό της Συνθήκης, να εξασφαλίσουν την εφαρμογή των διατάξεών της, συμπεριλαμβανομένων αυτών που αφορούν τη διεθνή επαλήθευση του σεβασμού της Συνθήκης, και να δημιουργήσουν ένα πλαίσιο στο οποίο θα μπορούν να συζητούν και να συνεργάζονται μεταξύ τους.

2. Όλα τα Κράτη μέρη είναι μέλη του Οργανισμού. Κανένα Κράτος μέρος δεν μπορεί να στερηθεί της ιδιότητας του μέλους του Οργανισμού.

3. Ο Οργανισμός έχει έδρα στη Βιέννη (Δημοκρατία της Αυστρίας).

4. Δημιουργείται δια του παρόντος η Διάσκεψη των Κρατών μερών, το Εκτελεστικό Συμβούλιο και η Τεχνική Γραμματεία, η οποία περιλαμβάνει το Διεθνές Κέντρο Δεδομένων, που αποτελούν τα όργανα του Οργανισμού.

5. Κάθε Κράτος μέρος συνεργάζεται με τον Οργανισμό για την επίτευξη του έργου του, σύμφωνα με την παρούσα Συνθήκη. Τα Κράτη μέρη κάνουν διαβουλεύσεις απευθείας μεταξύ τους ή μέσω του Οργανισμού ή ακολουθώντας άλλες κατάλληλες διεθνείς διαδικασίες, κυρίως διαδικασίες που καθιερώθηκαν στο πλαίσιο του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών και σύμφωνα με τη Χάρτα των Ηνωμένων Εθνών, για κάθε θέμα που αφορά το αντικείμενο και το σκοπό της Συνθήκης ή την εκτέλεση των διατάξεών της.

6. Ο Οργανισμός πραγματοποιεί τις δραστηριότητες επαλήθευσης που προβλέπονται στην παρούσα Συνθήκη με τον λιγότερο αδιάκριτο δυνατό τρόπο, σύμφωνο με την επίτευξη των στόχων τους μέσα στις επιθυμητές προθεσμίες και με την επιθυμητή αποτελεσματικότητα. Ζητά τις πληροφορίες και τα δεδομένα που του είναι απαραίτητα για να εκτελέσει τις υποχρεώσεις που του ανατέθηκαν από τη Συνθήκη. Λαμβάνει όλες τις προφυλάξεις που επιβάλλονται για την προστασία του απόρρητου των πληροφοριών που αφορούν τις πολιτικές και στρατιωτικές δραστηριότητες και εγκαταστάσεις για τις οποίες έχει γνώση στο πλαίσιο της εφαρμογής της Συνθήκης και, συγκεκριμένα, τηρεί τις διατάξεις της Συνθήκης που αφορούν το απόρρητο.

7. Κάθε Κράτος μέρος χειρίζεται με απόρρητο και ιδιαίτερο τρόπο τις πληροφορίες και τα δεδομενα που λαμβάνει εμπιστευτικά απο τον Οργανισμό σχετικά με την εφαρμογή της παρούσας Συνθήκης. Χειρίζεται τις πληροφορίες και τα δεδομένα αποκλειστικά στο πλαίσιο των δικαιωμάτων και υποχρεώσεών του σύμφωνα με τη Συνθήκη.

8. Ο Οργανισμός, ως ανεξάρτητη ενότητα, προσπαθεί να χρησιμοποιεί με πρόσφορο τρόπο τις τεχνικές ικανότητες και τις υφιστάμενες εγκαταστάσεις και να μεγιστοποιεί τη σχέση κόστους και αποτελεσματικότητας κάνοντας ρυθμίσεις συνεργασίας με άλλους διεθνείς οργανισμούς, όπως ο Διεθνής Οργανισμός Ατομικής Ενέργειας. Οι ρυθμίσεις που γίνονται για το σκοπό αυτόν, εκτός των τρεχουσών ρυθμίσεων δευτερεύουσας σημασίας με αμιγώς εμπορική ή συμβατική φύση, πρέπει να συνομολογούνται σε συμφωνίες που υποβάλλονται κατόπιν στη Διάσκεψη των Κρατών μερών για έγκριση.

9. Το κόστος των δραστηριοτήτων του Οργανισμού καλύπτεται ετησίως από τα Κράτη μέρη σύμφωνα με τον κατάλογο μεριδίων του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών, προσαρμοσμένο λαμβάνοντας υπόψη τις διαφορές μεταξύ του αριθμού των Κρατών μελών του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών και του αριθμού των Κρατών μερών του Οργανισμού.

10. Οι οικονομικές εισφορές των Κρατών μερών της Προπαρασκευαστικής Επιτροπής αφαιρούνται με αναλογικό τρόπο ως προς τις εισφορές τους στον τακτικό προϋπολογισμό.

11. Μέλος του Οργανισμού που καθυστερεί την καταβολή της εισφοράς του στα έξοδά του δεν μπορεί να συμμετέχει στις ψηφοφορίες του Οργανισμού, αν το ποσό των οφειλών του είναι ίσο ή μεγαλύτερο από την εισφορά που οφείλει για τα δύο προηγούμενα πλήρη έτη. Η Διάσκεψη των Κρατών μερών μπορεί ωστόσο να επιτρέψει στο μέλος αυτό να ψηφίσει, αν διαπιστώσει ότι η παραβίαση αυτή οφείλεται σε περιστάσεις ανεξάρτητες από τη θέλησή του.

Β. ΔΙΑΣΚΕΨΗ ΤΩΝ ΚΡΑΤΩΝ ΜΕΡΩΝ

Σύνθεση, διαδικασία και λήψη αποφάσεων

12. Η Διάσκεψη των Κρατών μερών (εφεξής αποκαλούμενη "Διάσκεψη") αποτελείται από όλα τα Κράτη μέρη. Κάθε Κράτος μέρος έχει έναν αντιπρόσωπο στη Διάσκεψη, που μπορεί να συνοδεύεται από βοηθούς και συμβούλους.

13. Η αρχική συνεδρίαση της Διάσκεψης συγκαλείται από το Θεματοφύλακα το αργότερο 30 ημέρες μετά την έναρξη ισχύος της παρούσας Συνθήκης.

14. Η Διάσκεψη πραγματοποιεί τακτικές συνεδριάσεις κάθε χρόνο, εκτός αν αποφασίσει διαφορετικά.

15. Έκτακτη συνεδρίαση της Διάσκεψης συγκαλείται:

α) με απόφαση της Διάσκεψης,

β) με αίτηση του Εκτελεστικού Συμβουλίου ή

γ) με αίτηση κάθε Κράτους μέρους που υποστηρίζεται από την πλειοψηφία των Κρατών μερών.

Η έκτακτη συνεδρίαση συγκαλείται μέσα σε 30 ημέρες μετά την απόφαση της Διάσκεψης, την αίτηση του Εκτελεστικού Συμβουλίου ή τη λήψη της απαιτούμενης υποστήριξης, εκτός αν περιέχεται αντίθετη ένδειξη στην απόφαση ή την αίτηση.

16. Η Διάσκεψη μπορεί επίσης να συγκαλέσει συνεδρίαση τροποποίησης, σύμφωνα με το άρθρο VII.

17. Η Διάσκεψη μπορεί επίσης να συγκαλέσει συνεδρίαση εξέτασης, σύμφωνα με το άρθρο VIII.

18. Οι συνεδριάσεις της Διάσκεψης λαμβάνουν χώρα στην έδρα του Οργανισμού, εκτός αν η Διάσκεψη αποφασίσει διαφορετικά.

19. Η Διάσκεψη υιοθετεί τον εσωτερικό κανονισμό της. Στην αρχή κάθε συνεδρίασης εκλέγει τον πρόεδρό της και άλλα μέλη του συμβουλίου ανάλογα με τις ανάγκες. Τα μέλη του συμβουλίου εκτελούν τα καθήκοντά τους έως ότου εκλεγεί νέος πρόεδρος και άλλα μέλη, κατά την επόμενη συνεδρίαση.

20. Η απαρτία για τη Διάσκεψη συγκροτείται από την πλειοψηφία των Κρατών μερών.

21. Κάθε Κράτος μέρος διαθέτει μία ψήφο.

22. Η Διάσκεψη λαμβάνει αποφάσεις σχετικά με τα θέματα της ημερήσιας διάταξης κατά πλειοψηφία των μελών που παρίστανται και ψηφίζουν. Οι αποφάσεις που αφορούν βασικά θέματα πρέπει να λαμβάνονται κατά το δυνατόν με ομοφωνία. Αν δεν υπάρχει ομοφωνία όταν πρόκειται να ληφθεί απόφαση για ένα τέτοιο θέμα, ο πρόεδρος αναβάλλει την ψηφοφορία για 24 ώρες, δεν κάνει καμία προσπάθεια εν τω μεταξύ για να διευκολύνει τη λήψη ομοφωνίας και αναφέρεται στη Διάσκεψη πριν τη λήξη της προθεσμίας αναβολής. Αν δεν είναι δυνατόν να επιτευχθεί ομοφωνία μέσα σε αυτές τις 24 ώρες, η Διάσκεψη λαμβάνει την απόφαση κατά πλειοψηφία των δύο τρίτων των μελών που παρίστανται και ψηφίζουν, εκτός αν η παρούσα Συνθήκη προβλέπει διαφορετικά. Σε περίπτωση αμφιβολίας για το αν πρόκειται για βασικό θέμα ή όχι, το θέμα αντιμετωπίζεται ως βασικό θέμα, εκτός αν αποφασιστεί διαφορετικά από την πλειοψηφία που απαιτείται για αποφάσεις επί βασικών θεμάτων.

23. Κατά την άσκηση των καθηκόντων που της ανατίθενται δυνάμει της παραγράφου 26, σημείο κ), η Διάσκεψη αποφασίζει για την εγγραφή του ονόματος κάθε Κράτους στον κατάλογο του Παραρτήματος 1 της παρούσας Συνθήκης σύμφωνα με τη διαδικασία που καθορίζεται στην παράγραφο 22 για τη λήψη αποφάσεων επί βασικών θεμάτων. Παρά τις διατάξεις της παραγράφου 22, η Διάσκεψη αποφασίζει με ομοφωνία για κάθε άλλη τροποποίηση του Παραρτήματος 1 της Συνθήκης.

Εξουσίες και καθήκοντα

24. Η Διάσκεψη είναι το βασικό όργανο του Οργανισμού. Εξετάζει, σύμφωνα με την παρούσα Συνθήκη, κάθε θέμα, κάθε ζήτημα και κάθε πρόβλημα που εμπίπτει στο πεδίο εφαρμογής της Συνθήκης, συμπεριλαμβανομένων και αυτών που αφορούν τις εξουσίες και τα καθήκοντα του Εκτελεστικού Συμβουλίου και της Τεχνικής Γραμματείας. Μπορεί να κάνει προτάσεις και να αποφανθεί για κάθε θέμα, κάθε ζήτημα και κάθε πρόβλημα που εμπίπτει στο πεδίο εφαρμογής της Συνθήκης που θέτει Κράτος μέρος ή που θέτει υπόψη της το Εκτελεστικό Συμβούλιο.

25. Η Διάσκεψη επιβλέπει την εφαρμογή της παρούσας Συνθήκης, ανασκοπεί την κατάσταση όσον αφορά το σεβασμό των διατάξεών της και εργάζεται για την υλοποίηση του στόχου και του σκοπού της. Επίσης, επιβλέπει τις δραστηριότητες του Εκτελεστικού Συμβουλίου και της Τεχνικής Γραμματείας και μπορεί να απευθύνει οδηγίες στα όργανα αυτά για την επίτευξη των καθηκόντων τους.

26. Η Διάσκεψη:

α) Εξετάζει και υιοθετεί την έκθεση του Οργανισμού σχετικά με την εφαρμογή της παρούσας Συνθήκης, καθώς και τον ετήσιο προγραμματικό προϋπολογισμό του Οργανισμού, που της παρουσιάζει το Εκτελεστικό Συμβούλιο, και εξετάζει άλλες εκθέσεις.

β) Αποφασίζει σχετικά με τον κατάλογο μεριδίων των Κρατών μερών σύμφωνα με την παράγραφο 9.

γ) Εκλέγει τα μέλη του Εκτελεστικού Συμβουλίου.

δ) Διορίζει το Γενικό Διευθυντή της Τεχνικής Γραμματείας (εφεξής αποκαλούμενος "Γενικός Διευθυντής").

ε) Εξετάζει και εγκρίνει τον εσωτερικό κανονισμό του Εκτελεστικού Συμβουλίου που της παρουσιάζει το εν λόγω Συμβούλιο.

στ) Εξετάζει και ανασκοπεί τις επιστημονικές και τεχνικές καινοτομίες που μπορεί να έχουν επιπτώσεις στη λειτουργία της παρούσας Συνθήκης. Στο πλαίσιο αυτό, η Διάσκεψη μπορεί να αναθέσει στο Γενικό Διευθυντή να δημιουργήσει γνωμοδοτικό επιστημονικό συμβούλιο, που να του επιτρέπει, κατά την άσκηση των καθηκόντων του, να παρέχει στη Διάσκεψη, στο Εκτελεστικό Συμβούλιο ή στα Κράτη μέρη εξειδικευμένες γνώμες σε επιστημονικούς και τεχνικούς τομείς που αφορούν τη Συνθήκη. Το γνωμοδοτικό επιστημονικό συμβούλιο που δημιουργείται κατ' αυτόν τον τρόπο αποτελείται από ανεξάρτητους ειδικούς που συμμετέχουν με προσωπική ιδιότητα και διορισμένους σύμφωνα με την εντολή που δίνει η Διάσκεψη, βάσει των ικανοτήτων και της εμπειρίας τους στους συγκεκριμένους επιστημονικούς τομείς που αφορούν την εφαρμογή της Συνθήκης.

ζ) Λαμβάνει τα μέτρα που είναι απαραίτητα για να διασφαλιστεί ο σεβασμός της παρούσας Συνθήκης και για να επανορθωθεί και να διορθωθεί κάθε κατάσταση που αντίκειται στις διατάξεις του παρόντος εγγράφου, σύμφωνα με το άρθρο V.

η) Εξετάζει και εγκρίνει κατά την αρχική της συνεδρίαση όλα τα σχέδια συμφωνιών, διακανονισμών, διάθεσης, διαδικασίας, λειτουργικών εγχειριδίων ή οδηγιών, καθώς και κάθε άλλο έγγραφο που επεξεργάζεται και προτείνει η Προπαρασκευαστική Επιτροπή.

θ) Εξετάζει και εγκρίνει τις συμφωνίες ή τους διακανονισμούς που διαπραγματεύεται η Τεχνική Γραμματεία με τα Κράτη μέρη, με άλλα Κράτη και με διεθνείς οργανισμούς, τους οποίους το Εκτελεστικό Συμβούλιο καλείται να συνάψει στο όνομα του Οργανισμού σύμφωνα με την παράγραφο 38, σημείο η).

ι) Δημιουργεί τα επικουρικά όργανα που θεωρεί απαραίτητα για την επίτευξη των εργασιών που της ανατίθενται από την παρούσα Συνθήκη.

κ) Ενημερώνει το Παράρτημα 1 της παρούσας Συνθήκης ανάλογα με τις ανάγκες, σύμφωνα με την παράγραφο 23.

Γ. ΤΟ ΕΚΤΕΛΕΣΤΙΚΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ

Σύνθεση, διαδικασία και λήψη αποφάσεων

27. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο αποτελείται από 51 μέλη. Κάθε Κράτος μέρος έχει το δικαίωμα, σύμφωνα με τις διατάξεις του παρόντος άρθρου, να συμμετέχει στο Συμβούλιο.

28. Λαμβανομένης υπόψη της ανάγκης δίκαιης γεωγραφικής κατανομής των εδρών, το Εκτελεστικό Συμβούλιο περιλαμβάνει:

α) Δέκα Κράτη μέρη από την Αφρική.

β) Επτά Κράτη μέρη από την Ανατολική Ευρώπη.

γ) Εννέα Κράτη μέρη από τη Λατινική Αμερική και την Καραϊβική.

δ) Επτά Κράτη μέρη από τη Μέση Ανατολή και τη Νότια Ασία.

ε) Δέκα Κράτη μέρη από τη Βόρεια Αμερική και τη Δυτική Ευρώπη.

στ) Οκτώ Κράτη μέρη από τη Νοτιο-ανατολική Ασία, τον Ειρηνικό και την Άπω Ανατολή.

Όλα τα κράτη των άνωθι γεωγραφικών περιοχών απαριθμούνται στο Παράρτημα 1 της παρούσας Συνθήκης. Το Παράρτημα 1 ενημερώνεται από τη Διάσκεψη ανάλογα με τις ανάγκες, σύμφωνα με την παράγραφο 23 και την παράγραφο 26, σημείο κ). Δεν μπορεί να τροποποιηθεί ή να μεταβληθεί σύμφωνα με τις διαδικασίες που προβλέπει το άρθρο VII.

29. Τα μέλη του Εκτελεστικού Συμβουλίου εκλέγονται από τη Διάσκεψη. Για το σκοπό αυτόν, κάθε περιφερειακή ομάδα κατονομάζει τα Κράτη μέρη της εν λόγω περιφέρειας που θα είναι υποψήφια για εκλογή στο Συμβούλιο ως εξής:

α) Τουλάχιστον ένα τρίτο των εδρών που αποδίδονται σε κάθε γεωγραφική περιφέρεια χορηγούνται, λαμβάνοντας υπόψη τα πολιτικά συμφέροντα και την ασφάλεια, στα Κράτη μέρη της εν λόγω περιφέρειας που ορίζονται βάσει πυρηνικών ικανοτήτων που αφορούν τη Συνθήκη, όπως ορίζονται από τα διεθνή δεδομένα, καθώς και βάσει του συνόλου ή ορισμένων από τα ακόλουθα ενδεικτικά κριτήρια, κατά τη σειρά προτεραιότητας που ορίζει κάθε περιφερειακή ομάδα:

i) ο αριθμός των εγκαταστάσεων επίβλεψης του διεθνούς συστήματος επιτήρησης,

ii) οι ικανότητες και η εμπειρία στους τομείς που καλύπτουν οι τεχνικές επιτήρησης,

iii) η συνεισφορά στον ετήσιο προϋπολογισμό του Οργανισμού.

β) Μία από τις έδρες που αποδίδονται σε κάθε γεωγραφική περιφέρεια χορηγείται σύμφωνα με την αρχή της εναλλαγής από το Κράτος μέρος που σύμφωνα με την αγγλική αλφαβητική σειρά είναι πρώτο μεταξύ των Κρατών μερών της εν λόγω περιφέρειας που δεν έχουν έδρα στο Εκτελεστικό Συμβούλιο στη διάρκεια του μεγαλύτερου αριθμού ετών από την ημερομηνία λήξης της τελευταίας τους εντολής ή, εναλλακτικά, από την ημερομηνία κατά την οποία έγιναν μέρη. Το Κράτος μέρος που ορίζεται στη βάση αυτή μπορεί να αποφασίσει να εκχωρήσει τη σειρά του, στην οποία περίπτωση αποστέλλει στο Γενικό Διευθυντή μια επιστολή αποποίησης. Ορίζεται κατόπιν το Κράτος μέρος που κατέχει τη δεύτερη θέση, σύμφωνα με τις διατάξεις του παρόντος σημείου.

γ) Οι υπόλοιπες έδρες που αποδίδονται σε κάθε γεωγραφική περιφέρεια χορηγούνται στα Κράτη μέρη που ορίζονται μεταξύ όλων αυτών που αποτελούν την εν λόγω περιφέρεια, σύμφωνα με την αρχή της εναλλαγής ή με εκλογές.

30. Κάθε μέλος του Εκτελεστικού Συμβουλίου έχει έναν αντιπρόσωπο στο όργανο αυτό, που μπορεί να συνοδεύεται από βοηθούς και συμβούλους.

31. Κάθε μέλος του Εκτελεστικού Συμβουλίου ασκεί τα καθήκοντά του από τη λήξη της συνεδρίασης της Διάσκεψης στην οποία εκλέχθηκε έως τη λήξη της δεύτερης ετήσιας τακτικής συνεδρίασης που διεξάγει κατόπιν η Διάσκεψη, αν και, κατά την πρώτη εκλογή του Συμβουλίου, θα εκλεγούν 26 Κράτη μέρη που θα ασκήσουν τα καθήκοντά τους έως τη λήξη της τρίτης ετήσιας τακτικής συνεδρίασης της Διάσκεψης, τηρώντας τις αριθμητικές αναλογίες που προβλέπει η παράγραφος 28.

32. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο επεξεργάζεται τον εσωτερικό κανονισμό του και τον υποβάλλει στη Διάσκεψη για έγκριση.

33. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο εκλέγει τον πρόεδρό του μεταξύ των μελών του.

34. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο διεξάγει τακτικές συνεδριάσεις. Μεταξύ των τακτικών συνεδριάσεων, συγκαλείται όσο συχνά το επιβάλλει η άσκηση των εξουσιών και καθηκόντων του.

35. Κάθε μέλος του Εκτελεστικού Συμβουλίου διαθέτει μία ψήφο.

36. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο λαμβάνει αποφάσεις σχετικά με διαδικαστικά θέματα κατά πλειοψηφία του συνόλου των μελών του. Λαμβάνει αποφάσεις για βασικά θέματα κατά πλειοψηφία δύο τρίτων του συνόλου των μελών του, εκτός αν η παρούσα Συνθήκη προβλέπει διαφορετικά. Σε περίπτωση αμφιβολίας για το αν πρόκειται για βασικό θέμα ή όχι, το εν λόγω θέμα αντιμετωπίζεται ως βασικό θέμα, εκτός αν αποφασιστεί διαφορετικά από την πλειοψηφία που απαιτείται για βασικά θέματα.

Εξουσίες και καθήκοντα

37. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο είναι το εκτελεστικό όργανο του Οργανισμού. Προέρχεται από τη Διάσκεψη. Ασκεί τις εξουσίες και τα καθήκοντα που του αναθέτει η παρούσα Συνθήκη. Κατά την άσκηση αυτών ενεργεί σύμφωνα με τις προτάσεις, τις αποφάσεις και τις οδηγίες της Διάσκεψης και φροντίζει να εφαρμόζονται όπως πρέπει.

38. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο:

α) Εργάζεται για την αποτελεσματική εφαρμογή και το σεβασμό των διατάξεων της παρούσας Συνθήκης.

β) Επιβλέπει τις δραστηριότητες της Τεχνικής Γραμματείας.

γ) Κάνει προς τη Διάσκεψη συστάσεις, ανάλογα με τις ανάγκες, που αφορούν την εξέταση νέων προτάσεων σχετικά με την υλοποίηση του στόχου και σκοπού της Συνθήκης.

δ) Συνεργάζεται με τις εθνικές αρχές κάθε Κράτους μέρους.

ε) Εξετάζει και παρουσιάζει στη Διάσκεψη το σχέδιο του ετήσιου προγραμματικού προϋπολογισμού του Οργανισμού, το σχέδιο έκθεσης του Οργανισμού για την εφαρμογή της Συνθήκης, την έκθεση για την εκτέλεση των δικών του δραστηριοτήτων και άλλες εκθέσεις που θεωρεί απαραίτητες ή που ζητά η Διάσκεψη.

στ) Κάνει τις απαραίτητες ρυθμίσεις για την οργάνωση των συνεδριάσεων της Διάσκεψης και συγκεκριμένα για τη σύνταξη του σχεδίου ημερήσιας διάταξης.

ζ) Εξετάζει τις προτάσεις που επιφέρουν διοικητικές ή τεχνικές τροποποιήσεις στο Πρωτόκολλο ή στα Παραρτήματά του, σε εφαρμογή του άρθρου VII, και κάνει προς τα Κράτη μέρη προτάσεις σχετικά με την υιοθέτησή τους.

η) Συνάπτει στο όνομα του Οργανισμού, με την επιφύλαξη προηγούμενης έγκρισης από τη Διάσκεψη, συμφωνίες ή διακανονισμούς με τα Κράτη μέρη, με άλλα Κράτη και διεθνείς οργανισμούς, εκτός αυτών που προβλέπονται στο σημείο θ), και επιβλέπει την εφαρμογή τους.

θ) Εγκρίνει τις συμφωνίες ή τους διακανονισμούς με τα Κράτη μέρη και με άλλα Κράτη που αφορούν την εκτέλεση δραστηριοτήτων επαλήθευσης και επιβλέπει τη λειτουργία τους.

ι) Εγκρίνει κάθε νέο λειτουργικό εγχειρίδιο που προτείνει η Τεχνική Γραμματεία και κάθε τροποποίηση που προτείνει η Γραμματεία στα υφιστάμενα λειτουργικά εγχειρίδια.

39. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο μπορεί να ζητήσει τη διεξαγωγή έκτακτης συνεδρίασης της Διάσκεψης.

40. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο:

α) Διευκολύνει, με ανταλλαγή πληροφοριών, τη συνεργασία μεταξύ των Κρατών μερών και μεταξύ των Κρατών μερών και της Τεχνικής Γραμματείας, σχετικά με την εφαρμογή της παρούσας Συνθήκης.

β) Διευκολύνει τις συζητήσεις και διευκρινήσεις μεταξύ των Κρατών μερών σύμφωνα με το άρθρο IV.

γ) Λαμβάνει και εξετάζει αιτήσεις επιτόπιας επιθεώρησης, καθώς και εκθέσεις επιθεώρησης και αποφασίζει για τις ενέργειές του σχετικά με τις εν λόγω αιτήσεις και εκθέσεις σύμφωνα με το άρθρο IV.

41. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο εξετάζει κάθε λόγο ανησυχίας Κράτους μέρους σχετικά με την πιθανή μη εκτέλεση της παρούσας Συνθήκης και την κατάχρηση των δικαιωμάτων που θεσπίζει. Για το σκοπό αυτόν συζητά με τα αναμεμιγμένα Κράτη μέρη και, αν χρειάζεται, ζητά από Κράτος μέρος να λάβει μέτρα για την επανόρθωση της κατάστασης μέσα σε καθορισμένη προθεσμία. Όταν το Εκτελεστικό Συμβούλιο κρίνει απαραίτητο να ασχοληθεί περαιτέρω με το θέμα, λαμβάνει ένα ή περισσότερα από τα εξής μέτρα:

α) Ενημερώνει όλα τα Κράτη μέρη για το πρόβλημα ή το θέμα.

β) Θέτει το πρόβλημα ή το θέμα υπόψη της Διάσκεψης.

γ) Κάνει προς τη Διάσκεψη προτάσεις ή λαμβάνει απόφαση, ανάλογα με την περίπτωση, που αφορά τα μέτρα επανόρθωσης της κατάστασης και διασφάλισης των διατάξεων της Συνθήκης σύμφωνα με το άρθρο V.

Δ. Η ΤΕΧΝΙΚΗ ΓΡΑΜΜΑΤΕΙΑ

42. Η Τεχνική Γραμματεία βοηθά τα Κράτη μέρη στην εφαρμογή της παρούσας Συνθήκης. Βοηθά τη Διάσκεψη και το Εκτελεστικό Συμβούλιο στην εκτέλεση των καθηκόντων τους. Η Τεχνική Γραμματεία ασκεί καθήκοντα επαλήθευσης και άλλα καθήκοντα που της ανατίθενται από τη Συνθήκη, καθώς και καθήκοντα που της αναθέτει η Διάσκεψη ή το Εκτελεστικό Συμβούλιο σύμφωνα με τις διατάξεις της Συνθήκης. Περιλαμβάνει το διεθνές κέντρο δεδομένων, που αποτελεί αναπόσπαστο τμήμα της.

43. Όσον αφορά την επαλήθευση του σεβασμού των διατάξεων της παρούσας Συνθήκης, η Τεχνική Γραμματεία, σύμφωνα με το άρθρο IV και το Πρωτόκολλο, μεταξύ των άλλων καθηκόντων της:

α) Είναι υπεύθυνη για την επιτήρηση και το συντονισμό της εκμετάλλευσης του διεθνούς συστήματος επιτήρησης.

β) Εκμεταλλεύεται το διεθνές κέντρο δεδομένων.

γ) Λαμβάνει, επεξεργάζεται και αναλύει τακτικά τα δεδομένα του διεθνούς συστήματος επιτήρησης και κάνει τακτικές αναφορές σχετικά με τα δεδομένα αυτά.

δ) Παρέχει τεχνική βοήθεια και υποστήριξη για την εγκατάσταση και εκμετάλλευση σταθμών επιτήρησης.

ε) Βοηθά το Εκτελεστικό Συμβούλιο στη διευκόλυνση των συζητήσεων και διευκρινήσεων μεταξύ των Κρατών μερών.

στ) Λαμβάνει αιτήσεις επιτόπιας επιθεώρησης και τις εξετάζει, διευκολύνει την εξέταση των αιτήσεων αυτών από το Εκτελεστικό Συμβούλιο, εξασφαλίζει την προετοιμασία των επιτόπιων επιθεωρήσεων και παρέχει τεχνική υποστήριξη στη διάρκεια αυτών και κάνει αναφορά προς το Εκτελεστικό Συμβούλιο.

ζ) Διαπραγματεύεται και, με την επιφύλαξη προηγούμενης έγκρισης του Εκτελεστικού Συμβουλίου, συνάπτει με τα Κράτη μέρη, τα άλλα Κράτη και τους διεθνείς οργανισμούς συμφωνίες ή διακανονισμούς σχετικά με τις δραστηριότητες επαλήθευσης.

η) Βοηθά τα Κράτη μέρη, μέσω των εθνικών αρχών τους, σχετικά με άλλα προβλήματα που θέτει η επαλήθευση της εκτέλεσης της Συνθήκης.

44. Η Τεχνική Γραμματεία επεξεργάζεται και ενημερώνει, με την επιφύλαξη της έγκρισης του Εκτελεστικού Συμβουλίου, τα λειτουργικά εγχειρίδια που δημιουργούνται για την καθοδήγηση της εκμετάλλευσης των διαφόρων συστατικών στοιχείων του καθεστώτος επαλή-

θευσης, σύμφωνα με το άρθρο IV και το Πρωτόκολλο. Τα εν λόγω εγχειρίδια δεν αποτελούν αναπόσπαστο τμήμα της Συνθήκης ούτε του Πρωτοκόλλου και μπορούν να τροποποιηθούν από την Τεχνική Γραμματεία, με την επιφύλαξη της έγκρισης του Εκτελεστικού Συμβουλίου. Η Τεχνική Γραμματεία ενημερώνει χωρίς καθυστέρηση τα Κράτη μέρη για κάθε αλλαγή των λειτουργικών εγχειριδίων.

45. Όσον αφορά τα διοικητικά θέματα, η Τεχνική Γραμματεία, μεταξύ των άλλων καθηκόντων της:

α) Επεξεργάζεται και παρουσιάζει στο Εκτελεστικό Συμβούλιο το σχέδιο του προγραμματικού προϋπολογισμού του Οργανισμού.

β) Επεξεργάζεται και παρουσιάζει στο Εκτελεστικό Συμβούλιο το σχέδιο έκθεσης του Οργανισμού σχετικά με την εφαρμογή της Συνθήκης και κάθε άλλη έκθεση που ζητά η Διάσκεψη ή το Εκτελεστικό Συμβούλιο.

γ) Παρέχει διοικητική και τεχνική υποστήριξη στη Διάσκεψη, στο Εκτελεστικό Συμβούλιο και στα επικουρικά όργανα.

δ) Απευθύνει και λαμβάνει, στο όνομα του Οργανισμού, έγγραφα σχετικά με την εφαρμογή της Συνθήκης.

ε) Εκτελεί διοικητικά καθήκοντα σε σχέση με όλες τις συμφωνίες που συνάπτονται μεταξύ του Οργανισμού και άλλων διεθνών οργανισμών.

46. Όλες οι αιτήσεις και γνωστοποιήσεις που απευθύνονται στον Οργανισμό από τα Κράτη μέρη αποστέλλονται στο Γενικό Διευθυντή μέσω των εθνικών αρχών. Οι αιτήσεις και γνωστοποιήσεις πρέπει να συντάσσονται σε μία από τις επίσημες γλώσσες της Συνθήκης. Η απάντηση του Γενικού Διευθυντή συντάσσεται στην ίδια γλώσσα.

47. Για τη σύνταξη του σχεδίου προγραμματικού προϋπολογισμού του Οργανισμού και την παρουσίαση αυτού στο Εκτελεστικό Συμβούλιο, η Τεχνική Γραμματεία τηρεί σαφείς λογαριασμούς όλων των εξόδων που αφορούν κάθε εγκατάσταση του διεθνούς συστήματος επιτήρησης. Ενεργεί με ανάλογο τρόπο για κάθε άλλη δραστηριότητα του Οργανισμού που εμφανίζεται στο σχέδιο του προγραμματικού προϋπολογισμού.

48. Η Τεχνική Γραμματεία ενημερώνει χωρίς καθυστέρηση το Εκτελεστικό Συμβούλιο για κάθε πρόβλημα που συνάντησε κατά την άσκηση των καθηκόντων της, που διαπίστωσε κατά την εκτέλεση των δραστηριοτήτων της και που ανακάλυψε σε συζητήσεις με τα ενδιαφερόμενα Κράτη μέρη.

49. Η Τεχνική Γραμματεία περιλαμβάνει ένα γενικό γραμματέα, που είναι επικεφαλής της διοίκησης, καθώς και επιστημονικό, τεχνικό και άλλο προσωπικό, ανάλογα με τις ανάγκες. Ο Γενικός Διευθυντής διορίζεται από τη Διάσκεψη μετά από πρόταση του Εκτελεστικού Συμβουλίου για τέσσερα έτη. Η θητεία του μπορεί να ανανεωθεί μία μόνο φορά. Ο πρώτος Γενικός Διευθυντής διορίζεται από τη Διάσκεψη κατά την αρχική της συνεδρίαση με πρόταση της Προπαρασκευαστικής Επιτροπής.

50. Ο Γενικός Διευθυντής είναι υπεύθυνος για το διορισμό των μελών του προσωπικού, καθώς και για την οργάνωση και λειτουργία της Τεχνικής Γραμματείας, και αναφέρεται στη Διάσκεψη και στο Εκτελεστικό Συμβούλιο. Ο κυρίαρχος παράγοντας για την πρόσληψη και τον καθορισμό των συνθηκών απασχόλησης του προσωπικού είναι η ανάγκη εξασφάλισης των υψηλότερων προσόντων επαγγελματικών γνώσεων, εμπειρίας, αποτελεσματικότητας, ικανότητας και ακεραιότητας. Μόνο οι υπήκοοι των Κρατών μερών μπορούν να διοριστούν ως γενικός διευθυντής ή να προσληφθούν ως επιθεωρητές, στελέχη ή διοικητικοί υπάλληλοι. Λαμβάνεται υπόψη η σημασία προσλήψεων που γίνονται με όσο το δυνατόν ευρύτερη γεωγραφική βάση. Για το σκοπό των προσλήψεων λαμβάνεται υπόψη η αρχή, σύμφωνα με την οποία τα μεγέθη πρέπει να τηρούνται στο ελάχιστο που είναι απαραίτητο, έτσι ώστε η Τεχνική Γραμματεία να μπορεί να εκτελεί άνετα τις υποχρεώσεις της.

51. Ο Γενικός Διευθυντής μπορεί, μετά από γνωμοδότηση του Εκτελεστικού Συμβουλίου, να δημιουργήσει, σε προσωρινή βάση και ανάλογα με τις ανάγκες, ομάδες εργασίας επιστημόνων ειδικών για να κάνουν προτάσεις σχετικά με συγκεκριμένα προβλήματα.

52. Κατά την άσκηση των καθηκόντων τους, ο Γενικός Γραμματέας, οι επιθεωρητές, οι βοηθοί επιθεώρησης και τα μέλη του προσωπικού δεν ζητούν ούτε δέχονται οδηγίες από καμία κυβέρνηση ούτε από κανέναν άλλο φορέα εκτός του Οργανισμού. Απέχουν από κάθε ενέργεια που μπορεί να ακυρώσει το καθεστώς τους ως διεθνείς υπάλληλοι που προέρχονται αποκλειστικά από τον Οργανισμό. Ο Γενικός Διευθυντής αναλαμβάνει την ευθύνη των δραστηριοτήτων ομάδας επιθεώρησης.

53. Κάθε Κράτος μέρος σέβεται τον αποκλειστικά διεθνή χαρακτήρα των υποχρεώσεων που ανατίθενται στο Γενικό Διευθυντή, στους επιθεωρητές, στους βοηθούς επιθεώρησης και στα μέλη του προσωπικού και δεν προσπαθεί να τους επηρεάσει στην εκτέλεση των καθηκόντων τους.

Ε. ΠΡΟΝΟΜΙΑ ΚΑΙ ΑΣΥΛΙΕΣ

54. Ο Οργανισμός απολαμβάνει, στην επικράτεια και σε κάθε άλλο μέρος υπό τη δικαιοδοσία ή τον έλεγχο Κράτους μέρους, δικαστική ικανότητα και προνόμια και ασυλίες που του είναι απαραίτητες για την άσκηση των καθηκόντων του.

55. Οι αντιπρόσωποι των Κρατών μερών, καθώς και οι βοηθοί και σύμβουλοί τους, οι αντιπρόσωποι των μελών που εκλέχθηκαν στο Εκτελεστικό Συμβούλιο, καθώς και οι βοηθοί και σύμβουλοί τους, ο Γενικός Διευθυντής, οι επιθεωρητές, οι βοηθοί επιθεώρησης και τα μέλη του προσωπικού του Οργανισμού απολαμβάνουν προνόμια και ασυλίες που τους είναι απαραίτητα για την άσκηση, με κάθε ανεξαρτησία, των καθηκόντων τους σε σχέση με τον Οργανισμό.

56. Η δικαστική ικανότητα και τα προνόμια και ασυλίες που αναφέρονται στο παρόν άρθρο καθορίζονται στις συμφωνίες μεταξύ του Οργανισμού και των Κρατών μερών, καθώς και σε συμφωνία μεταξύ του Οργανισμού και της χώρας στην οποία βρίσκεται η έδρα του Οργανισμού. Οι συμφωνίες αυτές εξετάζονται και εγκρίνονται σύμφωνα με την παράγραφο 26, σημεία η) και ζ).

57. Παρά το περιεχόμενο των παραγράφων 54 και 55, ο Γενικός Διευθυντής, οι επιθεωρητές, οι βοηθοί επιθεώρησης και τα μέλη του προσωπικού της Τεχνικής Γραμματείας απολαμβάνουν, στη διάρκεια της εκτέλεσης των δραστηριοτήτων επαλήθευσης, τα προνόμια και τις ασυλίες που αναφέρονται στο Πρωτόκολλο.

ΑΡΘΡΟ III
ΕΘΝΙΚΑ ΜΕΤΡΑ ΕΦΑΡΜΟΓΗΣ

1. Κάθε Κράτος μέρος λαμβάνει, σύμφωνα με τις διαδικασίες που προβλέπονται στο Σύνταγμά του, κάθε μέτρο που απαιτείται για την εκτέλεση των υποχρεώσεων που του ανατέθηκαν δυνάμει της παρούσας Συνθήκης. Συγκεκριμένα, κάνει ό,τι είναι απαραίτητο:

α) Για να απαγορεύει σε φυσικά και νομικά πρόσωπα που βρίσκονται σε κάποιο σημείο της επικράτειάς του ή σε κάθε άλλο μέρος κάτω από τη δικαιοδοσία του, όπως αυτή αναγνωρίζεται από το διεθνές δίκαιο, να

κάνουν οποιαδήποτε δραστηριότητα που απαγορεύεται σε Κράτος μέρος από την παρούσα Συνθήκη.

β) Για να απαγορεύει σε φυσικά και νομικά πρόσωπα να κάνουν οποιαδήποτε δραστηριότητα τέτοιου είδους σε μέρος κάτω από τον έλεγχό του.

γ) Για να απαγορεύει σε φυσικά πρόσωπα που διαθέτουν την υπηκοότητά του, σύμφωνα με το διεθνές δίκαιο, να κάνουν οποιαδήποτε δραστηριότητα τέτοιου είδους σε οποιοδήποτε μέρος.

2. Κάθε Κράτος μέρος συνεργάζεται με τα άλλα Κράτη μέρη και παρέχει την επιθυμητή δικαστική συνδρομή για τη διευκόλυνση της εκτέλεσης των υποχρεώσεων που αναφέρονται στην παράγραφο 1.

3. Κάθε Κράτος μέρος ενημερώνει τον Οργανισμό για τα μέτρα που έλαβε σε εφαρμογή του παρόντος άρθρου.

4. Για να εκτελέσει τις υποχρεώσεις που του ανατέθηκαν δυνάμει της Συνθήκης, κάθε Κράτος μέρος ορίζει ή δημιουργεί εθνική αρχή και ενημερώνει σχετικά τον Οργανισμό κατά το χρόνο που η Συνθήκη τίθεται σε ισχύ όσον αφορά το Κράτος αυτό. Η εθνική αρχή λειτουργεί ως εθνικό κέντρο διασφάλισης του συνδέσμου με τον Οργανισμό και τα άλλα Κράτη μέρη.

ΑΡΘΡΟ IV
ΕΠΑΛΗΘΕΥΣΗ

Α. ΓΕΝΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

1. Για να επαληθεύεται ο σεβασμός προς τις διατάξεις της παρούσας Συνθήκης, δημιουργείται ένα καθεστώς επαλήθευσης που στηρίζεται στα εξής στοιχεία:

α) Ένα διεθνές σύστημα επιτήρησης

β) Συζητήσεις και διευκρινήσεις

γ) Επιτόπιες επιθεωρήσεις

δ) Μέτρα εμπιστοσύνης.

Κατά την έναρξη ισχύος της Συνθήκης, το καθεστώς επαλήθευσης μπορεί να ικανοποιήσει τις απαιτήσεις της όσον αφορά την επαλήθευση.

2. Οι δραστηριότητες επαλήθευσης βασίζονται σε αντικειμενικές πληροφορίες, περιορίζονται στο αντικείμενο της παρούσας Συνθήκης και διεξάγονται με κάθε σεβασμό προς την κυριαρχία των Κρατών μερών και με τον κατά το δυνατόν λιγότερο αδιάκριτο τρόπο, συμβατό με την υλοποίηση των στόχων της, μέσα στις επιθυμητές προθεσμίες και με την επιθυμητή αποτελεσματικότητα. Κάθε Κράτος μέρος απέχει από την κατάχρηση με οποιονδήποτε τρόπο του δικαιώματος επαλήθευσης.

3. Κάθε Κράτος μέρος συνεργάζεται, σύμφωνα με την παρούσα Συνθήκη, μέσω της εθνικής αρχής που δημιουργείται σε εφαρμογή της παραγράφου 4 του άρθρου III, με τον Οργανισμό και τα άλλα Κράτη μέρη για να διευκολύνει την επαλήθευση του σεβασμού της Συνθήκης, συγκεκριμένα:

α) Δημιουργώντας τους απαραίτητους μηχανισμούς για να συμμετάσχει σε αυτά τα μέτρα επαλήθευσης και θεσπίζοντας τις απαραίτητες επικοινωνίες.

β) Παρέχοντας τα δεδομένα που λαμβάνει από τους εθνικούς σταθμούς που έχουν ενσωματωθεί στο διεθνές σύστημα επιτήρησης.

γ) Συμμετέχοντας, ανάλογα με τις ανάγκες, σε μια διαδικασία συζητήσεων και διευκρινήσεων.

δ) Εξουσιοδοτώντας επιτόπιες επιθεωρήσεις.

ε) Συμμετέχοντας, ανάλογα με τις ανάγκες, σε μέτρα εμπιστοσύνης.

4. Άσχετα με τα τεχνικά και οικονομικά τους μέσα, όλα τα Κράτη μέρη έχουν, με συνθήκες ισότητας, το δικαίωμα επαλήθευσης και την υποχρέωση αποδοχής της επαλήθευσης.

5. Για το σκοπό της παρούσας Συνθήκης, δεν απαγορεύεται σε κανένα Κράτος μέρος να χρησιμοποιήσει τις πληροφορίες που έλαβε με εθνικά τεχνικά μέσα επαλήθευσης με τρόπο συμβατό με τις γενικά αναγνωρισμένες αρχές του διεθνούς δικαίου, συμπεριλαμβανομένης της αρχής του σεβασμού της κυριαρχίας των Κρατών.

6. Με την επιφύλαξη του δικαιώματος των Κρατών μερών να προστατεύουν ευαίσθητες εγκαταστάσεις, δραστηριότητες και μέρη που δεν αφορούν την παρούσα Συνθήκη, τα Κράτη μέρη δεν φέρνουν εμπόδια στα στοιχεία του καθεστώτος επαλήθευσης της Συνθήκης, ούτε στα εθνικά τεχνικά μέσα επαλήθευσης που εκμεταλλεύονται σύμφωνα με την παράγραφο 5.

7. Κάθε Κράτος μέρος έχει το δικαίωμα να λαμβάνει μέτρα για να προστατεύσει ευαίσθητες εγκαταστάσεις και για να εμποδίσει την αποκάλυψη απόρρητων πληροφοριών και δεδομένων που δεν αφορούν την παρούσα Συνθήκη.

8. Επίσης, λαμβάνονται όλα τα επιθυμητά μέτρα για να προστατευτεί το απόρρητο κάθε πληροφορίας που αφορά τις πολιτικές και στρατιωτικές δραστηριότητες και εγκαταστάσεις, η οποία έγινε γνωστή στη διάρκεια δραστηριοτήτων επαλήθευσης.

9. Με την επιφύλαξη της παραγράφου 8, οι πληροφορίες που λαμβάνει ο Οργανισμός στο πλαίσιο του καθεστώτος επαλήθευσης που δημιουργεί η παρούσα Συνθήκη τίθενται στη διάθεση όλων των Κρατών μερών, σύμφωνα με τις διατάξεις που αφορούν τη Συνθήκη και το Πρωτόκολλο.

10. Οι διατάξεις της παρούσας Συνθήκης δεν πρέπει να ερμηνεύεται ότι περιορίζουν τη διεθνή ανταλλαγή δεδομένων για επιστημονικούς σκοπούς.

11. Κάθε Κράτος μέρος συνεργάζεται με τον Οργανισμό και τα άλλα Κράτη μέρη για τη βελτίωση του καθεστώτος επαλήθευσης και για τη μελέτη των δυνατοτήτων που προσφέρουν άλλες τεχνικές επιτήρησης στο επίπεδο της επαλήθευσης, όπως η ανίχνευση ηλεκτρομαγνητικής ώσης ή η επιτήρηση με δορυφόρο, για να θεσπίσουν, αν χρειαστεί, συγκεκριμένα μέτρα που αποσκοπούν στην ενδυνάμωση της αποτελεσματικότητας και της απόδοσης των λειτουργιών επαλήθευσης της εκτέλεσης της Συνθήκης. Όταν συμφωνηθούν, τα μέτρα αυτά ενσωματώνονται στις υφιστάμενες διατάξεις της Συνθήκης και στις διατάξεις του Πρωτοκόλλου ή αποτελούν αντικείμενο νέων τμημάτων του Πρωτοκόλλου, σύμφωνα με το άρθρο VII, ή ακόμα, αν χρειαστεί, περιλαμβάνονται σε λειτουργικά εγχειρίδια σύμφωνα με την παράγραφο 44 του άρθρου II.

12. Τα Κράτη μέρη δεσμεύονται να προωθήσουν συνεργασία μεταξύ τους για να βοηθήσουν και να συμμετάσχουν στην κατά το δυνατόν πληρέστερη ανταλλαγή τεχνολογιών που χρησιμοποιούνται για την επαλήθευση της παρούσας Συνθήκης, έτσι ώστε να επιτραπεί σε όλα τα Κράτη μέρη να ενισχύσουν την εθνική υλοποίηση μέτρων επαλήθευσης και να ωφεληθούν από την εφαρμογή των τεχνολογιών αυτών για ειρηνικούς σκοπούς.

13. Οι διατάξεις της παρούσας Συνθήκης πρέπει να υλοποιηθούν με τέτοιον τρόπο ώστε να αποφευχθεί η παρεμπόδιση της οικονομικής και τεχνολογικής ανάπτυξης των Κρατών μερών εν όψει της ανάπτυξης των εφαρμογών της ατομικής ενέργειας για ειρηνικούς σκοπούς.

Καθήκοντα της Τεχνικής Γραμματείας στο θέμα της επαλήθευσης

14. Για να εκτελέσει τα καθήκοντά της στο θέμα της επαλήθευσης, όπως καθορίζονται στην παρούσα Συνθήκη και το Πρωτόκολλο, η Τεχνική Γραμματεία, σε συνεργασία με τα Κράτη μέρη και για τις ανάγκες της Συνθήκης:

α) Κάνει διακανονισμούς για την παραλαβή και διανομή δεδομένων και εκθέσεων που ενδιαφέρουν την επαλήθευση της εκτέλεσης της Συνθήκης, σύμφωνα με αυτήν, και για τη διάθεση υποδομής παγκόσμιων τηλεπικοινωνιών προσαρμοσμένη για το σκοπό αυτόν.

β) Στο πλαίσιο των τακτικών δραστηριοτήτων της και μέσω του διεθνούς κέντρου δεδομένων της, που είναι κατ' αρχήν το κεντρικό στοιχείο της Τεχνικής Γραμματείας για την αποθήκευση δεδομένων και την επεξεργασία δεδομένων:

i) Δέχεται και παρουσιάζει αιτήσεις δεδομένων που εκδίδονται από το διεθνές σύστημα επιτήρησης.

ii) Δέχεται, ανάλογα με τις ανάγκες, δεδομένα που προέρχονται από τη διαδικασία συζητήσεων και διευκρινήσεων, από τις επιτόπιες επιθεωρήσεις και από τα μέτρα εμπιστοσύνης.

iii) Δέχεται άλλα δεδομένα σχετικά με τα Κράτη μέρη και τους διεθνείς οργανισμούς σύμφωνα με τη Συνθήκη και το Πρωτόκολλο.

γ) Επιβλέπει, συντονίζει και διασφαλίζει την εκμετάλλευση του διεθνούς συστήματος επιτήρησης και των συστατικών στοιχείων του, καθώς και του διεθνούς κέντρου δεδομένων, σύμφωνα με τα σχετικά λειτουργικά εγχειρίδια.

δ) Στο πλαίσιο των τακτικών δραστηριοτήτων της, επεξεργάζεται και αναλύει τα δεδομένα που προέρχονται από το διεθνές σύστημα επιτήρησης και κάνει εκθέσεις για το θέμα τους σύμφωνα με τις συμφωνημένες διαδικασίες, έτσι ώστε να επιτρέψει μία αποτελεσματική διεθνή επαλήθευση της εκτέλεσης της Συνθήκης και να διευκολύνει την ταχεία διάλυση των ανησυχιών όσον αφορά το σεβασμό των διατάξεων της Συνθήκης.

ε) Θέτει όλα τα δεδομένα, και τα πρόχειρα και τα επεξεργασμένα, καθώς και όλες τις εκθέσεις, στη διάθεση όλων των Κρατών μερών. Κάθε Κράτος μέρος λαμβάνει την ευθύνη της χρήσης των δεδομένων του διεθνούς συστήματος επιτήρησης σύμφωνα με την παράγραφο 7 του άρθρου II, και με τις παραγράφους 8 και 13 του παρόντος άρθρου.

στ) Εξασφαλίζει για όλα τα Κράτη μέρη, με συνθήκες ισότητας και έγκαιρα, ελεύθερη πρόσβαση σε όλα τα αποθηκευμένα δεδομένα.

ζ) Αποθηκεύει όλα τα δεδομένα, πρόχειρα και επεξεργασμένα, καθώς και όλα τα έγγραφα και εκθέσεις.

η) Συντονίζει και διευκολύνει τις αιτήσεις συμπληρωματικών δεδομένων από το διεθνές σύστημα επιτήρησης.

θ) Συντονίζει τις αιτήσεις συμπληρωματικών δεδομένων που απευθύνει ένα Κράτος μέρος σε άλλο Κράτος μέρος.

ι) Παρέχει στο Κράτος που τις ζητά, βοήθεια και υποστήριξη για την τοποθέτηση και εκμετάλλευση εγκαταστάσεων επιτήρησης και αντίστοιχων μέσων επικοινωνίας.

κ) Θέτει στη διάθεση κάθε Κράτους μέρους που τις ζητά, τεχνικές που χρησιμοποιεί η ίδια και το διεθνές κέντρο δεδομένων της για τη συλλογή, αποθήκευση, επεξεργασία και ανάλυση των δεδομένων που συλλέγονται στο πλαίσιο του καθεστώτος επαλήθευσης και κάνει αναφορά για το θέμα αυτό.

λ) Επιτηρεί και αξιολογεί τη γενική λειτουργία του διεθνούς συστήματος επιτήρησης και του διεθνούς κέντρου δεδομένων και κάνει αναφορά για το θέμα αυτό.

15. Οι κατάλληλες διαδικασίες που πρέπει να ακολουθεί η Τεχνική Γραμματεία για να εκτελέσει τα καθήκοντα επαλήθευσης, που προβλέπει η παράγραφος 14 και αναφέρονται λεπτομερώς στο Πρωτόκολλο, περιγράφονται επακριβώς στα σχετικά λειτουργικά εγχειρίδια.

B. ΔΙΕΘΝΕΣ ΣΥΣΤΗΜΑ ΕΠΙΤΗΡΗΣΗΣ

16. Το διεθνές σύστημα επιτήρησης περιλαμβάνει εγκαταστάσεις για σεισμολογική επιτήρηση, για την επιτήρηση ραδιονουκλειδίων, συμπεριλαμβανομένων των εγκεκριμένων εργαστηρίων, για την υδροακουστική επιτήρηση και για την επιτήρηση με ανίχνευση υπερήχων, καθώς και τα αντίστοιχα μέσα επικοινωνίας. Υποστηρίζεται από το διεθνές κέντρο δεδομένων της Τεχνικής Γραμματείας.

17. Το διεθνές σύστημα επιτήρησης βρίσκεται υπό την εξουσία της Τεχνικής Γραμματείας. Όλες οι εγκαταστάσεις επιτήρησης του συστήματος αυτού είναι ιδιοκτησία των Κρατών τα οποία τις φιλοξενούν ή τα οποία αναλαμβάνουν την ευθύνη τους με άλλο τρόπο και τα οποία τις εκμεταλλεύονται, σύμφωνα με το Πρωτόκολλο.

18. Κάθε Κράτος μέρος έχει το δικαίωμα να συμμετέχει στη διεθνή ανταλλαγή δεδομένων και να έχει πρόσβαση σε όλα τα δεδομένα που τίθενται στη διάθεση του διεθνούς κέντρου δεδομένων. Κάθε Κράτος μέρος συνεργάζεται με το διεθνές κέντρο δεδομένων μέσω της εθνικής αρχής του.

Χρηματοδότηση του διεθνούς συστήματος επιτήρησης

19. Όσον αφορά τις εγκαταστάσεις που ενσωματώνονται στο διεθνές σύστημα επιτήρησης και εγγράφονται στους πίνακες 1-Α, 2-Α, 3 και 4 του Παραρτήματος 1 του Πρωτοκόλλου, καθώς και τη λειτουργία τους, στο βαθμό που το ενδιαφερόμενο Κράτος και ο Οργανισμός συμφωνούν ότι θα παρέχουν δεδομένα στο διεθνές κέντρο δεδομένων, σύμφωνα με τις τεχνικές απαιτήσεις που αναφέρονται στο Πρωτόκολλο και στα σχετικά εγχειρίδια, ο Οργανισμός, όπως καθορίζεται στις συμφωνίες ή τους διακανονισμούς που έγιναν σε εφαρμογή της παραγράφου 4 του πρώτου τμήματος του Πρωτοκόλλου, αναλαμβάνει το κόστος των ακόλουθων εργασιών:

α) Τοποθέτηση όλων των νέων εγκαταστάσεων και εξέλιξη των υφιστάμενων εγκαταστάσεων, εκτός αν το Κράτος που είναι υπεύθυνο αναλάβει το ίδιο το αντίστοιχο κόστος.

β) Εκμετάλλευση και συντήρηση των εγκαταστάσεων του διεθνούς συστήματος επιτήρησης, συμπεριλαμβανομένης της διατήρησης της υλικής τους ασφάλειας και η εφαρμογή κατάλληλων διαδικασιών επικύρωσης των δεδομένων.

γ) Μετάδοση των δεδομένων (πρόχειρων ή επεξεργασμένων) από το διεθνές σύστημα επιτήρησης στο διεθνές κέντρο δεδομένων με τα πιο άμεσα και αποδοτικά μέσα που είναι διαθέσιμα, ειδικότερα, αν είναι απαραίτητο, μέσω των κατάλληλων κόμβων επικοινωνίας, από τους σταθμούς επιτήρησης, τα εργαστήρια, τις εγκαταστάσεις ανάλυσης ή τα εθνικά κέντρα δεδομένων ή μετάδοση των δεδομένων αυτών (συμπεριλαμβανομένων δειγμάτων αν χρειαστεί) στα εργαστήρια και τις εγκαταστάσεις ανάλυσης από τις εγκαταστάσεις επιτήρησης.

δ) Ανάλυση δειγμάτων για λογαριασμό του Οργανισμού.

20. Όσον αφορά τους σεισμικούς σταθμούς του επικουρικού δικτύου που αναφέρονται στον πίνακα 1-Β του Παραρτήματος 1 του Πρωτοκόλλου, ο Οργανισμός, όπως καθορίζεται στις συμφωνίες ή τους διακανονισμούς που γίνονται σε εφαρμογή της παραγράφου 4 του πρώτου τμήματος του Πρωτοκόλλου, αναλαμβάνει μόνο το κόστος των εξής εργασιών:

α) Μετάδοση των δεδομένων στο διεθνές κέντρο δεδομένων.

β) Επικύρωση των δεδομένων που προέρχονται από τους σταθμούς αυτούς.

γ) Εξέλιξη των σταθμών έτσι ώστε να ικανοποιούν τα απαραίτητα τεχνικά πρότυπα, εκτός αν το Κράτος που είναι υπεύθυνο γι' αυτούς αναλάβει το ίδιο το αντίστοιχο κόστος.

δ) Αν είναι απαραίτητο, δημιουργία νέων σταθμών για τους σκοπούς της Συνθήκης εκεί όπου δεν υπάρχουν ακόμα, εκτός αν το Κράτος που καλείται να είναι υπεύθυνο αναλάβει το ίδιο το αντίστοιχο κόστος.

ε) Κάθε άλλη δαπάνη σχετική με την παροχή δεδομένων που ζητά ο Οργανισμός όπως ορίζεται στα σχετικά λειτουργικά εγχειρίδια.

21. Επίσης, ο Οργανισμός αναλαμβάνει το κόστος παροχής, σε κάθε Κράτος μέρος, εκθέσεων και υπηρεσιών που επέλεξε από το τυποποιημένο φάσμα του διεθνούς κέντρου δεδομένων, σύμφωνα με το τμήμα ΣΤ του πρώτου μέρους του Πρωτοκόλλου. Το κόστος της προετοιμασίας και της μετάδοσης όλων των πρόσθετων προϊόντων ή δεδομένων βαρύνει το Κράτος μέρος που τα ζητά.

22. Οι συμφωνίες ή οι διακανονισμοί που γίνονται με τα Κράτη μέρη ή με τα Κράτη υποδοχείς των εγκαταστάσεων του διεθνούς συστήματος επιτήρησης ή με αυτά που αναλαμβάνουν την ευθύνη με άλλον τρόπο, περιέχουν διατάξεις σχετικές με την ανάληψη του κόστους. Οι διατάξεις αυτές μπορούν να προβλέπουν διατυπώσεις βάσει των οποίων ένα Κράτος μέρος αναλαμβάνει ένα οποιοδήποτε τμήμα των εξόδων που προβλέπονται στην παράγραφο 19, σημείο α) και στην παράγραφο 20, σημεία γ) και δ), για εγκαταστάσεις των οποίων είναι υποδοχέας ή για τις οποίες είναι υπεύθυνο και επωφελείται ως αντάλλαγμα μιας αναλογικής έκπτωσης της οικονομικής εισφοράς που οφείλει στον Οργανισμό. Το ποσό αυτής της έκπτωσης δεν μπορεί να είναι μεγαλύτερο από το μισό του ποσού της ετήσιας οικονομικής εισφοράς που οφείλει το Κράτος αυτό, αλλά μπορεί να κατανεμηθεί σε αρκετά συνεχή έτη. Ένα Κράτος μέρος μπορεί να μοιραστεί την έκπτωση με ένα άλλο Κράτος μέρος με συμφωνία ή διακανονισμό και με τη συγκατάθεση του Εκτελεστικού Συμβουλίου. Οι συμφωνίες ή οι διακανονισμοί που προβλέπονται στην παρούσα παράγραφο εγκρίνονται σύμφωνα με την παράγραφο 26, σημείο η) και την παράγραφο 38, σημείο θ) του άρθρου II.

Τροποποιήσεις του διεθνούς συστήματος επιτήρησης

23. Κάθε μέτρο που προβλέπει η παράγραφος 11 και έχει επίπτωση στο διεθνές σύστημα επιτήρησης, επειδή το συμπληρώνει με άλλες τεχνικές επιτήρησης ή καταργεί μία ή περισσότερες τεχνικές που χρησιμοποιούνται, ενσωματώνεται στις διατάξεις της παρούσας Συνθήκης και του Πρωτοκόλλου, σύμφωνα με τη διαδικασία που αναφέρεται στις παραγράφους 1 έως 6 του άρθρου VII.

24. Οι ακόλουθες τροποποιήσεις που προτείνονται για το διεθνές σύστημα επιτήρησης συζητούνται, με την επιφύλαξη της συμφωνίας των Κρατών που μετέχουν άμεσα, σαν να αναφέρονται σε διοικητικά ή τεχνικά θέματα για τους σκοπούς των παραγράφων 7 και 8 του άρθρου VII:

α) Τροποποιήσεις του αριθμού των εγκαταστάσεων που χρησιμοποιούν μια δεδομένη τεχνική επιτήρησης, όπως καθορίζεται στο Πρωτόκολλο.

β) Τροποποιήσεις σε άλλες ενδείξεις που αφορούν μια δεδομένη εγκατάσταση, όπως αναφέρονται στους πίνακες του Παραρτήματος I του Πρωτοκόλλου (συγκεκριμένα το Κράτος που είναι υπεύθυνο για την εγκατάσταση, η τοποθεσία της εγκατάστασης, το όνομα ή ο τύπος της, καθώς και η σχέση της με το βασικό ή το επικουρικό σεισμολογικό δίκτυο).

Κατ' αρχήν, αν προτείνεται, σύμφωνα με την παράγραφο 8, σημείο δ) του άρθρου VII, να υιοθετηθούν τέτοιες τροποποιήσεις, το Εκτελεστικό Συμβούλιο προτείνει να τεθούν σε ισχύ οι εν λόγω τροποποιήσεις από τη στιγμή που ο Γενικός Διευθυντής γνωστοποιήσει την έγκρισή τους, σύμφωνα με την παράγραφο 8, σημείο ζ) του άρθρου αυτού.

25. Όσον αφορά κάθε πρόταση που προβλέπεται στην παράγραφο 24, ο Γενικός Διευθυντής αποστέλλει στο Εκτελεστικό Συμβούλιο και στα Κράτη μέρη, εκτός από τις πληροφορίες και την αξιολόγηση που προβλέπονται στην παράγραφο 8, σημείο β), του άρθρου VII:

α) Τεχνική αξιολόγηση της πρότασης.

β) Κατάσταση των διοικητικών και οικονομικών στοιχείων της πρότασης.

γ) Έκθεση σχετικά με τις συζητήσεις που έκανε με τα Κράτη που επηρεάζονται άμεσα από την πρόταση, όπου αναφέρεται συγκεκριμένα η πιθανή συμφωνία των Κρατών αυτών.

Προσωρινοί διακανονισμοί

26. Σε περίπτωση σημαντικής βλάβης σε μια εγκατάσταση επιτήρησης που αναφέρεται στους πίνακες του Παραρτήματος 1 του Πρωτοκόλλου ή ανεπανόρθωτης επιδείνωσης μιας τέτοιας εγκατάστασης ή για να αντισταθμιστεί η προσωρινή μείωση του πεδίου που καλύπτουν οι εγκαταστάσεις επιτήρησης, ο Γενικός Διευθυντής κάνει, μετά από συζήτηση και με τη συμφωνία των Κρατών που επηρεάζονται, άμεσα, καθώς και με την έγκριση του Εκτελεστικού Συμβουλίου, προσωρινούς διακανονισμούς που δεν διαρκούν περισσότερο από ένα έτος, αλλά που μπορούν να ανανεωθούν μια φορά μόνο σε περίπτωση ανάγκης, με τη συμφωνία του Εκτελεστικού Συμβουλίου και των Κρατών που επηρεάζονται άμεσα. Ο αριθμός των εγκαταστάσεων του διεθνούς συστήματος επιτήρησης σε εκμετάλλευση δεν πρέπει, λόγω τέτοιων διακανονισμών, να ξεπερνά τον αριθμό που καθορίζεται για το εν λόγω δίκτυο. Οι εν λόγω διακανονισμοί ικανοποιούν όσο γίνεται τις τεχνικές και λειτουργικές απαιτήσεις που καθορίζονται στο λειτουργικό εγχειρίδιο για το εν λόγω δίκτυο. Εκτελούνται χωρίς υπέρβαση των πιστώσεων του προϋπολογισμού του Οργανισμού. Επίσης, ο Γενικός Διευθυντής λαμβάνει μέτρα για να αποκαταστήσει την κατάσταση και κάνει προτάσεις για την οριστική διευθέτησή της. Γνωστοποιεί σε όλα τα Κράτη μέρη κάθε απόφαση που ελήφθη σύμφωνα με την παρούσα παράγραφο.

Συνεργαζόμενες εθνικές εγκαταστάσεις

27. Τα Κράτη μέρη μπορούν επίσης να κάνουν ξεχωριστούς διακανονισμούς συνεργασίας με τον Οργα-

νισμό για να θέσουν στη διάθεση του διεθνούς κέντρου δεδομένων συμπληρωματικά δεδομένα που προέρχονται από τους εθνικούς σταθμούς επιτήρησης, τα οποία δεν αποτελούν επίσημο μέρος του διεθνούς συστήματος επιτήρησης.

28. Αυτοί οι διακανονισμοί συνεργασίας μπορούν να γίνουν ως εξής:

α) Με αίτηση ενός Κράτους μέρους και με δαπάνες αυτού, η Τεχνική Γραμματεία κάνει ό,τι είναι απαραίτητο για να πιστοποιήσει ότι μια δεδομένη εγκατάσταση επιτήρησης πληροί τις τεχνικές και λειτουργικές απαιτήσεις, που καθορίζονται στα σχετικά λειτουργικά εγχειρίδια για τις εγκαταστάσεις του διεθνούς συστήματος επιτήρησης, και κάνει ενέργειες για την επικύρωση των δεδομένων της. Με την επιφύλαξη της συμφωνίας του Εκτελεστικού Συμβουλίου καθορίζει επίσημα αυτή την εγκατάσταση ως συνεργαζόμενη εθνική εγκατάσταση. Κάνει ό,τι είναι απαραίτητο για να επιβεβαιώσει ξανά, αν είναι απαραίτητο, την πιστοποίησή της.

β) Η Τεχνική Γραμματεία τηρεί ενημερωμένο κατάλογο των συνεργαζόμενων εθνικών εγκαταστάσεων και τον γνωστοποιεί σε όλα τα Κράτη μέρη.

γ) Αν ένα Κράτος μέρος κάνει σχετική αίτηση, το διεθνές κέντρο δεδομένων ανατρέχει στα δεδομένα που προέρχονται από συνεργαζόμενες εθνικές εγκαταστάσεις για να διευκολύνει τις συζητήσεις και διευκρινήσεις, καθώς και την εξέταση των αιτήσεων επιτόπιων επιθεωρήσεων. Το κόστος μετάδοσης των δεδομένων βαρύνει το εν λόγω Κράτος μέρος.

Οι προϋποθέσεις σύμφωνα με τις οποίες τα συμπληρωματικά δεδομένα που προέρχονται από αυτές τις εγκαταστάσεις διατίθενται στο κέντρο και σύμφωνα με τις οποίες το κέντρο μπορεί να ζητήσει γνωστοποίηση των δεδομένων αυτών ή της επιταχυμένης μετάδοσής τους ή διευκρίνησης, καθορίζονται στο λειτουργικό εγχειρίδιο για το αντίστοιχο δίκτυο επιτήρησης.

Γ. ΣΥΖΗΤΗΣΕΙΣ ΚΑΙ ΔΙΕΥΚΡΙΝΗΣΕΙΣ

29. Με την επιφύλαξη του δικαιώματος κάθε Κράτους μέρους να ζητήσει επιτόπια επιθεώρηση, τα Κράτη μέρη πρέπει, κάθε φορά που αυτό είναι δυνατόν, να αρχίζουν κάνοντας ό,τι είναι απαραίτητο για να διευκρινήσουν και να διευθετήσουν μεταξύ τους ή με τον Οργανισμό ή μέσω αυτού κάθε θέμα που προκαλεί ανησυχίες σχετικά με την πιθανή μη εκτέλεση των θεμελιωδών υποχρεώσεων που θεσπίζει η παρούσα Συνθήκη.

30. Το Κράτος μέρος που λαμβάνει απευθείας από άλλο Κράτος μέρος μία αίτηση, σε εφαρμογή της παραγράφου 29, παρέχει διευκρινήσεις στο αιτούν Κράτος μέρος το συντομότερο δυνατόν και σε κάθε περίπτωση 48 ώρες μετά την παραλαβή της αίτησης. Το αιτούν και το αιτούμενο Κράτος μέρος μπορούν να ενημερώσουν το Εκτελεστικό Συμβούλιο και το Γενικό Διευθυντή για την αίτηση και τη συνέχεια που δόθηκε.

31. Το Κράτος μέρος έχει το δικαίωμα να ζητήσει από το Γενικό Διευθυντή να το βοηθήσει να διευκρινήσει κάθε θέμα που προκαλεί ανησυχίες σχετικά με πιθανή μη εκτέλεση των θεμελιωδών υποχρεώσεων που θεσπίζει η παρούσα Συνθήκη. Ο Γενικός Διευθυντής παρέχει τις σχετικές πληροφορίες που διαθέτει η Τεχνική Γραμματεία για το θέμα αυτό. Ενημερώνει το Εκτελεστικό Συμβούλιο για την αίτηση, καθώς και τις πληροφορίες που έδωσε σε συνέχεια αυτής, αν το ζητήσει το αιτούν Κράτος μέρος.

32. Το Κράτος μέρος έχει το δικαίωμα να ζητήσει από το Εκτελεστικό Συμβούλιο να πάρει από άλλο Κράτος μέρος διευκρινήσεις για κάθε θέμα που προκαλεί ανησυχίες σχετικά με πιθανή μη εκτέλεση των θεμελιωδών υποχρεώσεων που θεσπίζει η παρούσα Συνθήκη. Στην περίπτωση αυτή ισχύουν οι εξής ρυθμίσεις:

α) Το Εκτελεστικό Συμβούλιο διαβιβάζει την αίτηση διευκρινήσεων στο Κράτος μέρος μέσω του Γενικού Διευθυντή το αργότερο 24 ώρες μετά την παραλαβή αυτής.

β) Το αιτούμενο Κράτος μέρος παρέχει διευκρινήσεις στο Εκτελεστικό Συμβούλιο το ταχύτερο δυνατόν και σε κάθε περίπτωση το αργότερο σε 48 ώρες μετά από την παραλαβή της αίτησης.

γ) Το Εκτελεστικό Συμβούλιο σημειώνει τις διευκρινήσεις και τις διαβιβάζει στο αιτούν Κράτος μέρος το αργότερο σε 24 ώρες μετά την παραλαβή αυτών.

δ) Αν θεωρήσει ανεπαρκείς τις διευκρινήσεις, το αιτούν Κράτος μέρος έχει το δικαίωμα να ζητήσει από το Εκτελεστικό Συμβούλιο να πάρει από το αιτούμενο Κράτος μέρος πρόσθετες λεπτομέρειες.

Το Εκτελεστικό Συμβούλιο ενημερώνει χωρίς καθυστέρηση όλα τα άλλα Κράτη μέρη για κάθε αίτηση διευκρινήσεων που γίνεται σύμφωνα με την παρούσα παράγραφο, καθώς και για κάθε απάντηση που έδωσε το αιτούμενο Κράτος μέρος.

33. Αν το αιτούν Κράτος μέρος θεωρήσει ότι οι λεπτομέρειες που έλαβε σύμφωνα με την παράγραφο 33, σημείο δ) δεν είναι ικανοποιητικές, έχει το δικαίωμα να ζητήσει σύγκληση συνεδρίασης του Εκτελεστικού Συμβουλίου, στην οποία έχουν δικαίωμα συμμετοχής τα Κράτη μέρη που εμπλέκονται και δεν είναι μέλη του Εκτελεστικού Συμβουλίου. Στη συνεδρίαση αυτή, το Εκτελεστικό Συμβούλιο εξετάζει το θέμα και μπορεί να προτείνει κάθε μέτρο που προβλέπεται στο άρθρο V.

Δ. ΕΠΙΤΟΠΙΑ ΕΠΙΘΕΩΡΗΣΗ

Αίτηση επιτόπιας επιθεώρησης

34. Κάθε Κράτος μέρος έχει το δικαίωμα, σύμφωνα με τις διατάξεις του παρόντος άρθρου και του δεύτερου μέρους του Πρωτοκόλλου, να ζητήσει επιτόπια επιθεώρηση στην επικράτεια ή σε άλλο τόπο που βρίσκεται κάτω από τη δικαιοδοσία ή τον έλεγχο κάθε άλλου Κράτους μέρους ή σε ζώνη που δεν ανήκει στη δικαιοδοσία ή τον έλεγχο κανενός Κράτους.

35. Μοναδικός σκοπός της επιτόπιας επιθεώρησης είναι να καθορίσει αν έγινε πειραματική έκρηξη πυρηνικού όπλου ή κάθε άλλη πυρηνική έκρηξη κατά παράβαση των διατάξεων του πρώτου άρθρου και, στο βαθμό που αυτό είναι δυνατόν, να συλλέξει όλα τα πραγματικά δεδομένα που μπορεί να βοηθήσουν στην επισήμανση πιθανής παραβίασης.

36. Το αιτούν Κράτος μέρος πρέπει να φροντίσει ώστε η αίτηση επιτόπιας επιθεώρησης να μην εξέρχεται από το πλαίσιο της παρούσας Συμφωνίας και να παρέχει στην αίτηση τις πληροφορίες που προβλέπει η παράγραφος 37. Απέχει από αιτήσεις επιθεώρησης χωρίς θεμελίωση ή καταχρηστικές.

37. Η αίτηση επιτόπιας επιθεώρησης βασίζεται σε δεδομένα που συλλέχθηκαν από το διεθνές σύστημα επιτήρησης, σε κάθε σχετική τεχνική πληροφορία που λήφθηκε με τρόπο σύμφωνο με τις γενικώς αναγνωρισμένες αρχές του διεθνούς δικαίου με εθνικά τεχνικά μέσα επαλήθευσης ή με συνδυασμό αυτών των δύο τύπων πληροφοριών. Η αίτηση επιτόπιας επιθεώρησης περιέχει τις πληροφορίες που προβλέπει η παράγραφος 41 του δεύτερου μέρους του Πρωτοκόλλου.

38. Το αιτούν Κράτος μέρος παρουσιάζει την αίτηση επιτόπιας επιθεώρησης στο Εκτελεστικό Συμβούλιο και, ταυτόχρονα, στο Γενικό Διευθυντή έτσι ώστε ο Γενικός Διευθυντής να δώσει αμέσως συνέχεια στην αίτηση.

Συνέχεια που δίδεται σε αίτηση επιτόπιας επιθεώρησης

39. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο αρχίζει την εξέταση αμέσως μετά την παραλαβή της αίτησης επιτόπιας επιθεώρησης.

40. Ο Γενικός Διευθυντής βεβαιώνει την παραλαβή της αίτησης επιτόπιας επιθεώρησης που απευθύνει το αιτούν Κράτος μέρος μέσα σε δύο ώρες και τη διαβιβάζει μέσα σε έξι ώρες στο Κράτος μέρος στο οποίο ζητείται η επιθεώρηση. Εξασφαλίζει ότι η αίτηση πληροί τις προϋποθέσεις της παραγράφου 41 του δεύτερου μέρους του Πρωτοκόλλου και βοηθά, αν χρειαστεί, το αιτούν Κράτος μέρος να παρουσιάσει την αίτηση στη συνέχεια.

Τη διαβιβάζει στο Εκτελεστικό Συμβούλιο και σε όλα τα άλλα Κράτη μέρη μέσα σε 24 ώρες.

41. Εφόσον η αίτηση επιτόπιας επιθεώρησης πληροί τις προυποθέσεις αυτές, η Τεχνική Γραμματεία αρχίζει χωρίς καθυστέρηση την προπαρασκευή της επιτόπιας επιθεώρησης.

42. Όταν λαμβάνει αίτηση επιτόπιας επιθεώρησης, που αφορά ζώνη που βρίσκεται υπό τη δικαιοδοσία ή τον έλεγχο ενός Κράτους μέρους, ο Γενικός Διευθυντής ζητά αμέσως διευκρινήσεις από το εν λόγω Κράτος μέρος για να επεξηγήσει τα γεγονότα και να διαλύσει τις ανησυχίες που εκφράστηκαν στην αίτηση.

43. Το Κράτος μέρος που λαμβάνει αίτηση διευκρινήσεων, σε εφαρμογή της παραγράφου 42, παρέχει στο Γενικό Διευθυντή επεξηγήσεις και κάθε άλλη σχετική διαθέσιμη πληροφορία το ταχύτερο δυνατόν και σε κάθε περίπτωση το αργότερο σε 72 ώρες μετά την παραλαβή της εν λόγω αίτησης.

44. Πριν αποφανθεί το Εκτελεστικό Συμβούλιο σχετικά με την αίτηση επιτόπιας επιθεώρησης, ο Γενικός Διευθυντής του διαβιβάζει αμέσως κάθε διαθέσιμη πρόσθετη πληροφορία που προέρχεται από το διεθνές σύστημα επιτήρησης ή που χορηγείται από Κράτος μέρος που αφορά το θέμα της αίτησης, συγκεκριμένα κάθε επεξήγηση που παρέχεται σύμφωνα με τις παραγράφους 42 και 43, καθώς και κάθε άλλη πληροφορία που προέρχεται από την Τεχνική Γραμματεία, τις οποίες ο Γενικός Γραμματέας θεωρεί χρήσιμες ή τις οποίες ζήτησε το Εκτελεστικό Συμβούλιο.

45. Αν το αιτούν Κράτος μέρος δεν θεωρήσει ότι οι ανησυχίες που εξέφρασε στην αίτηση επιτόπιας επιθεώρησης διαλύθηκαν και δεν την αποσύρει, το Εκτελεστικό Συμβούλιο αποφαίνεται σχετικά με την αίτηση σύμφωνα με την παράγραφο 46.

Αποφάσεις του Εκτελεστικού Συμβουλίου

46. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο αποφαίνεται σχετικά με την αίτηση επιτόπιας επιθεώρησης το αργότερο σε 96 ώρες μετά την παραλαβή της από το αιτούν Κράτος μέρος. Λαμβάνει την απόφαση έγκρισης της επιτόπιας επιθεώρησης με 30 ψήφους τουλάχιστον. Αν το Εκτελεστικό Συμβούλιο δεν εγκρίνει την επιθεώρηση, διακόπτονται τα προπαρασκευαστικά και δεν δίδεται καμία συνέχεια στην αίτηση.

47. Το αργότερο σε 25 ημέρες μετά την έγκριση της επιτόπιας επιθεώρησης σύμφωνα με την παράγραφο 46, η ομάδα επιθεώρησης κάνει αναφορά στο Εκτελεστικό Συμβούλιο μέσω του Γενικού Διευθυντή σχετικά με την έναρξη της επιθεώρησης.

Η συνέχιση της επιθεώρησης θεωρείται εγκεκριμένη, εκτός αν το Εκτελεστικό Συμβούλιο, το αργότερο σε 72 ώρες μετά την παραλαβή της προσωρινής αναφοράς, αποφασίσει κατά πλειοψηφία του συνόλου των μελών του ότι δεν πρέπει να συνεχιστεί η επιθεώρηση. Αν το Εκτελεστικό Συμβούλιο αποφασίσει να μη συνεχιστεί, διακόπτεται και η ομάδα επιθεώρησης εγκαταλείπει τη ζώνη επιθεώρησης και την επικράτεια του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους μόλις κάνει ό,τι μπορεί σύμφωνα με τις παραγράφους 109 και 110 του δεύτερου μέρους του Πρωτοκόλλου.

48. Στη διάρκεια της επιτόπιας επιθεώρησης, η ομάδα επιθεώρησης μπορεί να προτείνει στο Εκτελεστικό Συμβούλιο μέσω του Γενικού Διευθυντή να κάνει γεωτρήσεις. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο αποφαίνεται σχετικά με την εν λόγω πρόταση το αργότερο σε 72 ώρες μετά την παραλαβή της. Λαμβάνει την απόφαση έγκρισης γεωτρήσεων κατά πλειοψηφία του συνόλου των μελών του.

49. Η ομάδα επιθεώρησης μπορεί να ζητήσει από το Εκτελεστικό Συμβούλιο μέσω του Γενικού Διευθυντή να παραταθεί η επιθεώρηση κατά 70 ημέρες το πολύ πέραν της προθεσμίας των 60 ημερών που καθορίζει η παράγραφος 4 του δεύτερου μέρους του Πρωτοκόλλου, αν κρίνει ότι η παράταση αυτή είναι απαραίτητη για την εκτέλεση των καθηκόντων της. Η ομάδα επιθεώρησης αναφέρει στην αίτησή της τις δραστηριότητες και τεχνικές που απαριθμούνται στην παράγραφο 69 του δεύτερου μέρους του Πρωτοκόλλου, τις οποίες προτίθεται να ακολουθήσει ή να χρησιμοποιήσει στη διάρκεια της περιόδου παράτασης. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο αποφαίνεται σχετικά με την αίτηση παράτασης το αργότερο μέσα σε 72 ώρες μετά την παραλαβή της. Λαμβάνει την απόφαση έγκρισης της παράτασης της επιθεώρησης κατά πλειοψηφία του συνόλου των μελών του.

50. Ανά πάσα στιγμή μετά την έγκριση της συνέχισης της επιτόπιας επιθεώρησης, σύμφωνα με την παράγραφο 47, η ομάδα επιθεώρησης μπορεί να προτείνει στο Εκτελεστικό Συμβούλιο μέσω του Γενικού Διευθυντή να διακοπεί η επιθεώρηση. Η πρόταση αυτή θεωρείται εγκεκριμένη, εκτός αν το Εκτελεστικό Συμβούλιο, το αργότερο μέσα σε 72 ώρες μετά την παραλαβή της, αποφασίσει κατά πλειοψηφία δύο τρίτων του συνόλου των μελών του ότι δεν πρέπει να διακοπεί η επιθεώρηση. Αν αποφασίσει τη διακοπή της επιθεώρησης, η ομάδα επιθεώρησης εγκαταλείπει τη ζώνη επιθεώρησης και την επικράτεια του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους αφού κάνει ό,τι μπορεί σύμφωνα με τις παραγράφους 109 και 110 του δευτέρου μέρους του Πρωτοκόλλου.

51. Το αιτούν Κράτος μέρος και το Κράτος μέρος του οποίου ζητείται η επιθεώρηση μπορούν να συμμετέχουν σε συζητήσεις του Εκτελεστικού Συμβουλίου σχετικές με την αίτηση επιτόπιας επιθεώρησης χωρίς να συμμετέχουν στην ψηφοφορία. Το αιτούν Κράτος μέρος και το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος μπορούν επίσης να συμμετέχουν χωρίς ψήφο σε κάθε μεταγενέστερη συζήτηση του Εκτελεστικού Συμβουλίου σχετική με την επιθεώρηση.

52. Ο Γενικός Διευθυντής ενημερώνει μέσα σε 24 ώρες όλα τα Κράτη μέρη για κάθε απόφαση που έλαβε το Εκτελεστικό Συμβούλιο σύμφωνα με τις παραγράφους 46 έως 50 και για κάθε αναφορά, πρόταση, αίτηση και σύσταση που απευθύνθηκε σε αυτό σύμφωνα με τις ίδιες παραγράφους.

Συνέχεια που δίδεται στην έγκριση επιτόπιας επιθεώρησης από το Εκτελεστικό Συμβούλιο

53. Επιτόπια επιθεώρηση που εγκρίθηκε από το Εκτελεστικό Συμβούλιο πραγματοποιείται χωρίς καθυστέρηση και σύμφωνα με τις διατάξεις της παρούσας

Συνθήκης και του Πρωτοκόλλου από ομάδα επιθεώρησης που ορίζει ο Γενικός Διευθυντής. Η ομάδα επιθεώρησης φθάνει στο σημείο εισόδου το αργότερο μέσα σε έξι ημέρες μετά την παραλαβή της αίτησης επιθεώρησης του αιτούντος Κράτους μέρους από το Εκτελεστικό Συμβούλιο.

54. Ο Γενικός Διευθυντής παραδίδει εντολή για τη διεξαγωγή της επιτόπιας επιθεώρησης. Η εντολή αυτή περιέχει τις πληροφορίες που προβλέπει η παράγραφος 42 του δεύτερου μέρους του Πρωτοκόλλου.

55. Ο Γενικός Διευθυντής γνωστοποιεί την επιθεώρηση στο επιθεωρούμενο Κράτος μέρος τουλάχιστον 24 ώρες πριν την προβλεπόμενη άφιξη της ομάδας επιθεώρησης στο σημείο εισόδου, σύμφωνα με την παράγραφο 43 του δεύτερου μέρους του Πρωτοκόλλου.

Διεξαγωγή της επιτόπιας επιθεώρησης

56. Κάθε Κράτος μέρος εξουσιοδοτεί τον Οργανισμό να προχωρήσει σε επιτόπια επιθεώρηση στην επικράτειά του ή σε τόπους που βρίσκονται κάτω από τη δικαιοδοσία ή τον έλεγχό του, σύμφωνα με τις διατάξεις της παρούσας Συνθήκης και του Πρωτοκόλλου. Πάντως, κανένα Κράτος μέρος δεν υποχρεούται να αποδεχθεί ταυτόχρονες επιθεωρήσεις στην επικράτειά του ή σε τέτοιους τόπους.

57. Το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος έχει, σύμφωνα με τις διατάξεις της παρούσας συνθήκης και του Πρωτοκόλλου:

α) Το δικαίωμα και την υποχρέωση να κάνει ό,τι μπορεί ευλόγως για να αποδείξει ότι σέβεται τη Συνθήκη και, για το σκοπό αυτόν, για να επιτρέψει στην ομάδα επιθεώρησης να εκτελέσει το καθήκον της.

β) Το δικαίωμα να λάβει τα μέτρα που θεωρεί απαραίτητα για να προστατεύσει τα συμφέροντα που αφορούν την εθνική του ασφάλεια και να εμποδίσει την αποκάλυψη απόρρητων πληροφοριών που δεν αφορούν το σκοπό της επιθεώρησης.

γ) Την υποχρέωση να δώσει πρόσβαση στο εσωτερικό της ζώνης επιθεώρησης με μοναδικό σκοπό τη διαπίστωση των γεγονότων που αφορούν το σκοπό της επιθεώρησης, λαμβάνοντας υπόψη τις διατάξεις του σημείου β) και όλων των συνταγματικών υποχρεώσεων τις οποίες πρέπει να ικανοποιήσει σε σχέση με τα αποκλειστικά δικαιώματα ή σε σχέση με τη λεπτομερή έρευνα και κατάσχεση.

δ) Την υποχρέωση να μην επικαλεστεί τις διατάξεις της παρούσας παραγράφου ή της παραγράφου 8 του δεύτερου μέρους του Πρωτοκόλλου για να καλύψει οποιαδήποτε παραβίαση των υποχρεώσεών του δυνάμει του πρώτου άρθρου.

ε) Την υποχρέωση να μην εμποδίσει την ομάδα επιθεώρησης από το να μετακινείται στο εσωτερικό της ζώνης επιθεώρησης και να κάνει δραστηριότητες επιθεώρησης σύμφωνα με την παρούσα Συνθήκη και το Πρωτόκολλο.

Στο πλαίσιο επιτόπιας επιθεώρησης, ως "πρόσβαση" νοείται η ίδια η πρόσβαση της ομάδας επιθεώρησης και του υλικού της στη ζώνη επιθεώρησης και η διεξαγωγή δραστηριοτήτων επιθεώρησης στο εσωτερικό της εν λόγω ζώνης.

58. Η επιτόπια επιθεώρηση πραγματοποιείται με τον κατά το δυνατόν λιγότερο αδιάκριτο τρόπο, συμβατό με την εκτέλεση της εντολής επιθεώρησης μέσα στις επιθυμητές προθεσμίες και με την επιθυμητή αποτελεσματικότητα και σύμφωνα με τις διαδικασίες που ορίζει το Πρωτόκολλο. Κάθε φορά που αυτό είναι δυνατόν, η ομάδα επιθεώρησης αρχίζει με τις λιγότερο αδιάκριτες διαδικασίες και περνά σε περισσότερο αδιάκριτες διαδικασίες μόνο όταν το κρίνει απαραίτητο για να συλλέξει επαρκείς πληροφορίες έτσι ώστε να διαλύσει τις ανησυχίες σχετικά με πιθανή μη εκτέλεση της παρούσας Συνθήκης. Οι επιθεωρητές ερευνούν μόνο τις πληροφορίες και τα δεδομένα που απαιτούνται για το σκοπό της επιθεώρησης και προσπαθούν να διαταράσσουν κατά το δυνατόν λιγότερο τις συνήθεις λειτουργίες του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους.

59. Το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος συνδράμει την ομάδα επιθεώρησης καθ' όλη τη διάρκεια της επιθεώρησης και διευκολύνει το έργο της.

60. Αν το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος, ενεργώντας σύμφωνα με τις παραγράφους 86 έως 96 του δεύτερου μέρους του Πρωτοκόλλου, περιορίσει την πρόσβαση στο εσωτερικό της ζώνης επιθεώρησης, κάνει ό,τι μπορεί ευλόγως, σε διαβούλευση με την ομάδα επιθεώρησης, για να αποδείξει με άλλα μέσα ότι σέβεται την παρούσα Συνθήκη.

Παρατηρητής

61. Η συμμετοχή παρατηρητή διέπεται από τις ακόλουθες διατάξεις:

α) Με την επιφύλαξη της Συμφωνίας του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους, το αιτούν Κράτος μέρος μπορεί να αποστείλει έναν αντιπρόσωπο για να παρατηρεί τη διεξαγωγή της επιτόπιας επιθεώρησης. Ο παρατηρητής είναι υπήκοος του αιτούντος Κράτους μέρους ή τρίτου Κράτους μέρους.

β) Το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος ενημερώνει το Γενικό Διευθυντή, μέσα σε προθεσμία 12 ωρών από την έγκριση της επιτόπιας επιθεώρησης από το Εκτελεστικό Συμβούλιο, για την αποδοχή ή την άρνησή του σχετικά με τον προτεινόμενο παρατηρητή.

γ) Σε περίπτωση αποδοχής, το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος παρέχει πρόσβαση στον παρατηρητή σύμφωνα με το Πρωτόκολλο.

δ) Κατ' αρχήν, το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος αποδέχεται τον προτεινόμενο παρατηρητή, αλλά αν το Κράτος αυτό αρνηθεί, το γεγονός αναφέρεται στην έκθεση επιθεώρησης.

Όταν περισσότερα του ενός Κράτη μέρη ζητούν επιθεώρηση, οι παρατηρητές που συμμετέχουν δεν είναι περισσότεροι από τρεις.

Εκθέσεις επιτόπιας επιθεώρησης

62. Οι εκθέσεις επιθεώρησης περιλαμβάνουν:

α) Περιγραφή των δραστηριοτήτων που πραγματοποιεί η ομάδα επιθεώρησης.

β) Τα γεγονότα που έχουν σχέση με το σκοπό της επιθεώρησης που διαπίστωσε η ομάδα επιθεώρησης.

γ) Αναφορά της συνδρομής που δόθηκε στη διάρκεια της επιτόπιας επιθεώρησης.

δ) Τεκμηριωμένη περιγραφή του εύρους της πρόσβασης που δόθηκε, και ιδιαίτερα των άλλων μέσων που δόθηκαν στην ομάδα, στη διάρκεια της επιτόπιας επιθεώρησης.

ε) Κάθε άλλη λεπτομέρεια που έχει σχέση με το σκοπό της επιθεώρησης. Αν υπάρχουν διαφορετικές παρατηρήσεις εκ μέρους των επιθεωρητών, μπορούν να αναπαραχθούν σε παράρτημα της έκθεσης.

63. Ο Γενικός Διευθυντής θέτει το σχέδιο έκθεσης επιθεώρησης στη διάθεση του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους.

Το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος έχει το δικαίωμα να χορηγήσει στο Γενικό Διευθυντή, μέσα σε προθεσμία

48 ωρών, τις παρατηρήσεις και επεξηγήσεις του και να επισημάνει κάθε πληροφορία και δεδομένο που, κατά τη γνώμη του, δεν έχουν σχέση με το σκοπό της επιθεώρησης και δεν πρέπει να μεταδοθούν εκτός της Τεχνικής Γραμματείας. Ο Γενικός Διευθυντής εξετάζει τις προτάσεις τροποποίησης του σχεδίου έκθεσης που έκανε το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος και, κατά το δυνατόν, τις ενσωματώνει στο σχέδιο. Επίσης συμπεριλαμβάνει τις παρατηρήσεις και επεξηγήσεις που έδωσε το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος σε παράρτημα της έκθεσης επιθεώρησης.

64. Ο Γενικός Διευθυντής διαβιβάζει χωρίς καθυστέρηση την έκθεση επιθεώρησης στο αιτούν Κράτος μέρος, στο επιθεωρούμενο Κράτος μέρος, στο Εκτελεστικό Συμβούλιο και σε όλα τα άλλα Κράτη μέρη. Επίσης, διαβιβάζει χωρίς καθυστέρηση στο Εκτελεστικό Συμβούλιο και σε όλα τα άλλα Κράτη μέρη τα αποτελέσματα όλων των αναλύσεων δειγμάτων που έκαναν τα καθορισμένα εργαστήρια, σύμφωνα με την παράγραφο 104 του δεύτερου μέρους του Πρωτοκόλλου, τα σχετικά δεδομένα που προέρχονται από το διεθνές σύστημα επιτήρησης, την αξιολόγηση του αιτούντος Κράτους μέρους και την αξιολόγηση του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους, καθώς και κάθε άλλη πληροφορία που κρίνει σχετική. Ο Γενικός Διευθυντής διαβιβάζει την προσωρινή έκθεση, η οποία αναφέρεται στην παράγραφο 47, στο Εκτελεστικό Συμβούλιο μέσα στις προθεσμίες που προβλέπει η ίδια παράγραφος.

65. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο, ενεργώντας σύμφωνα με τις εξουσίες και τα καθήκοντά του, εξετάζει την έκθεση επιθεώρησης και κάθε έγγραφο που χορηγήθηκε σε εφαρμογή της παραγράφου 64, και επεξεργάζεται κάθε λόγο ανησυχίας έτσι ώστε να καθορίσει:

α) Αν υπάρχει μη εκτέλεση της Συνθήκης.

β) Αν υπάρχει κατάχρηση του δικαιώματος αίτησης επιτόπιας επιθεώρησης.

66. Αν το Εκτελεστικό Συμβούλιο, ενεργώντας σύμφωνα με τις εξουσίες και τα καθήκοντά του, καταλήξει στο συμπέρασμα ότι μπορεί να είναι απαραίτητο να δοθεί συνέχεια στην υπόθεση λαμβάνοντας υπόψη την παράγραφο 65, λαμβάνει τα μέτρα που επιβάλλονται σύμφωνα με το άρθρο V.

Απερίσκεπτη ή καταχρηστική αίτηση επιτόπιας επιθεώρησης

67. Αν δεν εγκρίνει την επιτόπια επιθεώρηση, επειδή η αίτηση επιθεώρησης είναι απερίσκεπτη ή καταχρηστική, ή αν διακόψει την επιθεώρηση για τους ίδιους λόγους, το Εκτελεστικό Συμβούλιο εξετάζει και αποφαίνεται σχετικά με το θέμα του αν πρέπει να ληφθούν μέτρα αποκατάστασης της κατάστασης και συγκεκριμένα:

α) Να απαιτήσει από το αιτούν Κράτος μέρος να αναλάβει το κόστος όλων των προπαρασκευαστικών που έκανε η Τεχνική Γραμματεία.

β) Να αναστείλει, για περίοδο που ορίζει το ίδιο, την άσκηση εκ μέρους του αιτούντος Κράτους μέρους του δικαιώματος αίτησης επιθεώρησης.

γ) Να αναστείλει, για καθορισμένη περίοδο, την άσκηση εκ μέρους του αιτούντος Κράτους μέρους του δικαιώματος συμμετοχής στο Συμβούλιο.

Ε. ΜΕΤΡΑ ΕΜΠΙΣΤΟΣΥΝΗΣ

68. Με σκοπό:

α) Να βοηθήσει στην ταχεία διάλυση όλων των ανησυχιών σχετικά με το θέμα του σεβασμού της συνθήκης που μπορεί να προκαλέσει μια λανθασμένη ερμηνεία των δεδομένων που καταγράφουν τα μέσα επαλήθευσης, σχετικά με τις χημικές εκρήξεις.

β) Να βοηθήσει στη βαθμονόμηση των σταθμών που συμμετέχουν στα δίκτυα που αποτελούν το διεθνές σύστημα επιτήρησης·

κάθε Κράτος μέρος δεσμεύεται να συνεργάζεται με τον Οργανισμό και με τα άλλα Κράτη μέρη για την εκτέλεση των επιθυμητών μέτρων που ορίζονται στο τρίτο μέρος του Πρωτοκόλλου.

ΑΡΘΡΟ V
ΜΕΤΡΑ ΑΠΟΚΑΤΑΣΤΑΣΗΣ ΜΙΑΣ ΚΑΤΑΣΤΑΣΗΣ ΚΑΙ ΕΓΓΥΗΣΗΣ ΤΟΥ ΣΕΒΑΣΜΟΥ ΤΩΝ ΔΙΑΤΑΞΕΩΝ ΤΗΣ ΣΥΝΘΗΚΗΣ, ΣΥΜΠΕΡΙΛΑΜΒΑΝΟΜΕΝΩΝ ΚΥΡΩΣΕΩΝ

1. Η Διάσκεψη, λαμβάνοντας συγκεκριμένα υπόψη τις συστάσεις του Εκτελεστικού Συμβουλίου, λαμβάνει τα απαραίτητα μέτρα, όπως προβλέπεται στις παραγράφους 2 και 3, για να διασφαλίσει το σεβασμό των διατάξεων της παρούσας Συνθήκης και για να αποκαταστήσει και να διορθώσει κάθε κατάσταση που αντιβαίνει στις διατάξεις της Συνθήκης.

2. Σε περίπτωση που ένα Κράτος μέρος, από το οποίο η Διάσκεψη ή το Εκτελεστικό Συμβούλιο ζήτησε την αποκατάσταση μιας κατάστασης που προκαλεί προβλήματα σχετικά με το σεβασμό της παρούσας Συνθήκης, δεν ικανοποιήσει το αίτημα αυτό μέσα στις καθορισμένες προθεσμίες, η Διάσκεψη μπορεί συγκεκριμένα να αποφασίσει να περιορίσει ή να αναστείλει την άσκηση, από το Κράτος αυτό, των δικαιωμάτων και των προνομίων τα οποία απολαμβάνει δυνάμει της Συνθήκης έως ότου η Διάσκεψη αποφασίσει διαφορετικά.

3. Σε περίπτωση που υπάρχει κίνδυνος να θιγεί η παρούσα Συνθήκη λόγω παραβίασης των θεμελιωδών υποχρεώσεων που θεσπίζει, η Διάσκεψη μπορεί να συστήσει στα Κράτη μέρη συλλογικά μέτρα που συμφωνούν με το διεθνές δίκαιο.

4. Η Διάσκεψη ή, σε περίπτωση επείγοντος, το Εκτελεστικό Συμβούλιο μπορεί να θέσει το ζήτημα, συμπεριλαμβανομένων των σχετικών πληροφοριών και συμπερασμάτων, υπόψη του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

ΑΡΘΡΟ V
ΡΥΘΜΙΣΗ ΔΙΑΦΟΡΩΝ

1. Οι διαφορές που δημιουργούνται σχετικά με την εφαρμογή ή την ερμηνεία της παρούσας Συνθήκης ρυθμίζονται σύμφωνα με τις σχετικές διατάξεις της Συνθήκης και με τρόπο σύμφωνο με τις διατάξεις της Χάρτας των Ηνωμένων Εθνών.

2. Σε περίπτωση διαφοράς μεταξύ δύο ή περισσότερων Κρατών μερών ή μεταξύ ενός ή περισσότερων Κρατών μερών και του Οργανισμού, όσον αφορά την εφαρμογή ή την ερμηνεία της παρούσας Συνθήκης, τα ενδιαφερόμενα μέρη συζητούν για να ρυθμίσουν γρήγορα τη διαφορά αυτή μέσω διαπραγματεύσεων ή με άλλο ειρηνικό μέσο που επιθυμούν, συγκεκριμένα προσφεύγοντας στα κατάλληλα όργανα της Συνθήκης και, με αμοιβαία συγκατάθεση, ανατρέχοντας στο Διεθνές Δικαστήριο σύμφωνα με το Καταστατικό αυτού. Τα μέρη που εμπλέκονται ενημερώνουν το Εκτελεστικό Συμβούλιο για τα μέτρα που ελήφθησαν.

3. Το Εκτελεστικό Συμβούλιο μπορεί να συνεισφέρει στη ρύθμιση διαφοράς που αφορά την εφαρμογή ή την ερμηνεία της παρούσας Συνθήκης με κάθε μέσο που θεωρεί κατάλληλο, συγκεκριμένα προσφέροντας τις υ-

πηρεσίες του, καλώντας τα Κράτη που εμπλέκονται στη διαφορά να αναζητήσουν ρύθμιση με τον τρόπο που επιθυμούν, θέτοντας το ζήτημα υπόψη της Διάσκεψης και προτείνοντας προθεσμία εκτέλεσης κάθε συμφωνημένης διαδικασίας.

4. Η Διάσκεψη εξετάζει, όσον αφορά τις διαφορές, τα θέματα που τίθενται από τα Κράτη μέρη ή που τίθενται υπόψη της από το Εκτελεστικό Συμβούλιο. Αν το κρίνει απαραίτητο, η Διάσκεψη δημιουργεί όργανα στα οποία αναθέτει να συνεισφέρουν στη ρύθμιση των διαφορών ή αναθέτει το έργο αυτό σε υφιστάμενα όργανα, σύμφωνα με την παράγραφο 26, σημείο ι) του άρθρου II.

5. Η Διάσκεψη και το Εκτελεστικό Συμβούλιο εξουσιοδοτούνται ξεχωριστά, με την επιφύλαξη της έγκρισης της Γενικής Συνέλευσης των Ηνωμένων Εθνών, να ζητήσουν από το Διεθνές Δικαστήριο να δώσει συμβουλευτική γνώμη για κάθε θέμα δικαίου εντός του πλαισίου των δραστηριοτήτων του Οργανισμού. Ο Οργανισμός συνάπτει συμφωνία με τον Οργανισμό Ηνωμένων Εθνών για το σκοπό αυτόν, σύμφωνα με την παράγραφο 38, σημείο η), του άρθρου II.

6. Οι διατάξεις του παρόντος άρθρου υφίστανται με την επιφύλαξη των διατάξεων των άρθρων IV και V.

ΑΡΘΡΟ VII
ΤΡΟΠΟΠΟΙΗΣΕΙΣ

1. Ανά πάσα στιγμή μετά την έναρξη ισχύος της παρούσας Συνθήκης, κάθε Κράτος μέρος μπορεί να προτείνει τροποποιήσεις της Συνθήκης, του Πρωτοκόλλου ή των Παραρτημάτων του Πρωτοκόλλου. Κάθε Κράτος μέρος μπορεί επίσης να προτείνει σχετικές τροποποιήσεις του Πρωτοκόλλου ή των Παραρτημάτων σε εφαρμογή της παραγράφου 7. Οι προτάσεις τροποποιήσεων διέπονται από τη διαδικασία των παραγράφων 2 έως 6. Οι προτάσεις τροποποίησης που γίνονται σε εφαρμογή της παραγράφου 7 διέπονται από τη διαδικασία της παραγράφου 8.

2. Η προτεινόμενη τροποποίηση μπορεί να γίνει αποδεκτή και να υιοθετηθεί μόνο από διάσκεψη τροποποίησης.

3. Κάθε πρόταση τροποποίησης γνωστοποιείται στο Γενικό Διευθυντή ο οποίος τη διαβιβάζει σε όλα τα Κράτη μέρη, καθώς και στο Θεματοφύλακα και ρωτά τα Κράτη μέρη αν, κατά τη γνώμη τους, πρέπει να συγκληθεί διάσκεψη τροποποίησης για να την εξετάσει. Αν η πλειοψηφία των Κρατών μερών ενημερώσει το Γενικό Διευθυντή, το αργότερο μέσα σε 30 ημέρες μετά τη διανομή του κειμένου της πρότασης, ότι είναι υπέρ της εξέτασης της πρότασης, ο Γενικός Διευθυντής συγκαλεί διάσκεψη τροποποίησης στην οποία καλούνται όλα τα Κράτη μέρη.

4. Η διάσκεψη τροποποίησης λαμβάνει χώρα αμέσως μετά την τακτική συνεδρίαση της Διάσκεψης, εκτός αν όλα τα Κράτη μέρη που είναι υπέρ της σύγκλησης διάσκεψης τροποποίησης ζητήσουν να γίνει σε πλησιέστερη ημερομηνία. Η διάσκεψη τροποποίησης δεν γίνεται σε καμία περίπτωση λιγότερο από 60 ημέρες μετά τη διανομή του κειμένου της προτεινόμενης τροποποίησης.

5. Οι τροποποιήσεις υιοθετούνται από τη διάσκεψη τροποποίησης με θετική ψήφο της πλειοψηφίας των Κρατών μερών, χωρίς αρνητική ψήφο κανενός Κράτους μέρους.

6. Οι τροποποιήσεις τίθενται σε ισχύ όσον αφορά όλα τα Κράτη μέρη την τριακοστή ημέρα που ακολουθεί την κατάθεση των εγγράφων επικύρωσης ή αποδοχής από όλα τα Κράτη που έδωσαν θετική ψήφο στη διάρκεια της διάσκεψης τροποποίησης.

7. Για να διατηρηθεί η βιωσιμότητα και η αποτελεσματικότητα της παρούσας Συνθήκης, το πρώτο και τρίτο μέρος του Πρωτοκόλλου και τα Παραρτήματα 1 και 2 του Πρωτοκόλλου μπορούν να τροποποιηθούν σύμφωνα με την παράγραφο 8, αν οι προτεινόμενες τροποποιήσεις αφορούν αποκλειστικά διοικητικά ή τεχνικά θέματα. Καμία άλλη διάταξη του Πρωτοκόλλου ή των σχετικών Παραρτημάτων δεν μπορεί να τροποποιηθεί δυνάμει της παραγράφου 8.

8. Οι προτάσεις τροποποίησης που αναφέρονται στην παράγραφο 8 ακολουθούν την εξής διαδικασία:

α) Το κείμενο της πρότασης τροποποίησης διαβιβάζεται στο Γενικό Διευθυντή συνοδευόμενο από τις απαραίτητες πληροφορίες. Κάθε Κράτος μέρος και ο Γενικός Διευθυντής μπορούν να δώσουν συμπληρωματικές πληροφορίες για το σκοπό της εξέτασης της πρότασης. Ο Γενικός Διευθυντής διαβιβάζει χωρίς καθυστέρηση σε όλα τα Κράτη μέρη, στο Εκτελεστικό Συμβούλιο και στο Θεματοφύλακα την εν λόγω πρόταση και πληροφορίες.

β) Το αργότερο 60 ημέρες μετά την παραλαβή της πρότασης, ο Γενικός Διευθυντής την εξετάζει για να καθορίσει όλες τις συνέπειες που μπορεί να επιφέρει στις διατάξεις της παρούσας Συνθήκης και στην εφαρμογή τους και γνωστοποιεί όλες τις σχετικές πληροφορίες σε όλα τα Κράτη μέρη και στο Εκτελεστικό Συμβούλιο.

γ) Το Εκτελεστικό Συμβούλιο μελετά την πρόταση υπό το φως όλων των πληροφοριών που διαθέτει και καθορίζει συγκεκριμένα αν πληροί τις προϋποθέσεις της παραγράφου 7. Το αργότερο 90 ημέρες μετά την παραλαβή της πρότασης, γνωστοποιεί σε όλα τα Κράτη μέρη τη σύστασή του, που συνοδεύεται από τις επιθυμητές επεξηγήσεις, προς εξέταση. Τα Κράτη μέρη βεβαιώνουν την παραλαβή της μέσα σε 10 ημέρες.

δ) Αν το Εκτελεστικό Συμβούλιο συστήσει σε όλα τα Κράτη μέρη να υιοθετήσουν την πρόταση, η πρόταση θεωρείται συγκεκριμένη αν κανένα Κράτος μέρος δεν εκφράσει την αντίθεσή του μέσα σε προθεσμία 90 ημερών από την παραλαβή της σύστασης. Αν το Εκτελεστικό Συμβούλιο συστήσει την απόρριψη της πρότασης, η πρόταση θεωρείται ότι απορρίφθηκε αν κανένα Κράτος μέρος δεν εκφράσει την αντίθεσή του μέσα σε προθεσμία 90 ημερών από την απόρριψη της πρότασης.

ε) Αν η σύσταση του Εκτελεστικού Συμβουλίου δεν συγκεντρώσει την απαιτούμενη έγκριση, σύμφωνα με τις διατάξεις του σημείου δ), η Διάσκεψη αποφαίνεται κατά την επόμενη συνεδρίασή της σχετικά με την πρόταση αυτή σε σχέση με την ουσία, συγκεκριμένα σε σχέση με το θέμα αν πληροί τις προϋποθέσεις της παραγράφου 7.

στ) Ο Γενικός Διευθυντής γνωστοποιεί σε όλα τα Κράτη μέρη και στο Θεματοφύλακα κάθε απόφαση που ελήφθη δυνάμει της παρούσας παραγράφου.

ζ) Οι τροποποιήσεις που εγκρίθηκαν σύμφωνα με την άνωθι διαδικασία τίθενται σε ισχύ όσον αφορά όλα τα Κράτη μέρη την εκατοστή ογδοηκοστή ημέρα που ακολουθεί την ημερομηνία κατά την οποία ο Γενικός Διευθυντής γνωστοποίησε την έγκρισή τους, εκτός αν άλλη προθεσμία προταθεί από το Εκτελεστικό Συμβούλιο ή αποφασισιεί από τη Διάσκεψη.

ΑΡΘΡΟ VIII
ΕΞΕΤΑΣΗ ΤΗΣ ΣΥΝΘΗΚΗΣ

1. Εκτός από την περίπτωση που η πλειοψηφία των Κρατών μερών αποφασίσει διαφορετικά, 10 έτη μετά

την έναρξη ισχύος της παρούσας Συνθήκης, διεξάγεται διάσκεψη των Κρατών μερών για να εξετάσει τη λειτουργία και την αποτελεσματικότητα της Συνθήκης, έτσι ώστε να εξασφαλίσει ότι οι στόχοι και οι σκοποί που αναφέρονται στον πρόλογο και στις διατάξεις της Συνθήκης βρίσκονται στο δρόμο της υλοποίησης. Η εξέταση αυτή λαμβάνει υπόψη όλες τις επιστημονικές και τεχνολογικές καινοτομίες που αφορούν τη Συνθήκη. Βάσει αίτησης που καταθέτει οποιοδήποτε Κράτος μέρος, η διάσκεψη εξέτασης μελετά τη δυνατότητα εξουσιοδότησης της πραγματοποίησης υπόγειων πυρηνικών εκρήξεων για ειρηνικούς σκοπούς. Αν η διάσκεψη εξέτασης αποφασίσει ομόφωνα ότι μπορούν να εξουσιοδοτηθούν τέτοιες πυρηνικές εκρήξεις, αρχίζει αμέσως τις εργασίες της για να προτείνει στα Κράτη μέρη κατάλληλη τροποποίηση της Συνθήκης, η οποία να εμποδίζει την απόκτηση στρατιωτικών πλεονεκτημάτων από τις εν λόγω πυρηνικές εκρήξεις. Κάθε πρόταση σχετικής τροποποίησης γνωστοποιείται στο Γενικό Διευθυντή από οποιοδήποτε Κράτος μέρος και ακολουθεί τη διαδικασία που προβλέπουν οι αντίστοιχες διατάξεις του άρθρου VII.

2. Στη συνέχεια, σε διαστήματα 10 ετών, μπορούν να συγκαλούνται άλλες διασκέψεις εξέτασης με το ίδιο θέμα, αν η Διάσκεψη αποφασίσει σχετικά κατά το προηγούμενο έτος με την πλειοψηφία που απαιτείται για διαδικαστικά θέματα. Διάσκεψη με τέτοιο θέμα μπορεί να συγκληθεί μετά από διάστημα λιγότερο των 10 ετών, αν η Διάσκεψη αποφασίσει σχετικά σύμφωνα με τη διαδικασία που προβλέπεται για βασικά θέματα.

3. Οι διασκέψεις εξέτασης διεξάγονται κανονικά μετά την τακτική ετήσια συνεδρίαση της Διάσκεψης που προβλέπεται στο άρθρο II.

ΑΡΘΡΟ IX
ΔΙΑΡΚΕΙΑ ΚΑΙ ΑΠΟΧΩΡΗΣΗ

1. Η παρούσα Συνθήκη έχει απεριόριστη διάρκεια.

2. Κάθε Κράτος μέρος, κατά την άσκηση της εθνικής του κυριαρχίας, έχει το δικαίωμα να αποχωρήσει από την παρούσα Συνθήκη αν κρίνει ότι έκτακτα συμβάντα που έχουν σχέση με το αντικείμενο της Συνθήκης διακυβεύουν τα ύπατα συμφέροντά του.

3. Η αποχώρηση γίνεται με κατάθεση γνωστοποίησης έξι μήνες πριν που απευθύνεται σε όλα τα άλλα Κράτη μέρη, στο Εκτελεστικό Συμβούλιο, στο Θεματοφύλακα και στο Συμβούλιο Ασφαλείας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών. Η εν λόγω γνωστοποίηση περιέχει μια έκθεση του έκτακτου συμβάντος ή συμβάντων το οποίο το Κράτος μέρος θεωρεί ότι διακυβεύει τα ύπατα συμφέροντά του.

ΑΡΘΡΟ X
ΚΑΘΕΣΤΩΣ ΤΟΥ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΥ
ΚΑΙ ΤΩΝ ΠΑΡΑΡΤΗΜΑΤΩΝ

Τα Παραρτήματα της παρούσας Συνθήκης, το Πρωτόκολλο και τα Παραρτήματα του Πρωτοκόλλου αποτελούν αναπόσπαστο τμήμα της Συνθήκης. Κάθε αναφορά στη Συνθήκη παραπέμπει επίσης στα Παραρτήματα της Συνθήκης, στο Πρωτόκολλο και στα Παραρτήματα του Πρωτοκόλλου.

ΑΡΘΡΟ XI
ΥΠΟΓΡΑΦΗ

Η παρούσα Συνθήκη είναι ανοικτή στην υπογραφή όλων των Κρατών πριν τεθεί σε ισχύ.

ΑΡΘΡΟ XII
ΕΠΙΚΥΡΩΣΗ

Η παρούσα Συνθήκη υποβάλλεται σε επικύρωση από τα υπογράφοντα Κράτη σύμφωνα με τους αντίστοιχους συνταγματικούς κανόνες τους.

ΑΡΘΡΟ XIII
ΠΡΟΣΧΩΡΗΣΗ

Κάθε Κράτος που δεν υπέγραψε την παρούσα Συνθήκη πριν τεθεί σε ισχύ μπορεί να προσχωρήσει ανά πάσα στιγμή στη συνέχεια.

ΑΡΘΡΟ XIV
ΕΝΑΡΞΗ ΙΣΧΥΟΣ

1. Η παρούσα Συνθήκη τίθεται σε ισχύ την εκατοστή ογδοηκοστή ημέρα που ακολουθεί την ημερομηνία κατάθεσης των εγγράφων επικύρωσης όλων των Κρατών που αναφέρονται στο Παράρτημα 2 της Συνθήκης, αλλά σε καμία περίπτωση πριν τη λήξη προθεσμίας δύο ετών από την ημερομηνία που άνοιξε προς υπογραφή.

2. Αν η παρούσα Συνθήκη δεν τεθεί σε ισχύ τρία έτη μετά την ημερομηνία που άνοιξε προς υπογραφή, ο Θεματοφύλακας συγκαλεί, με αίτηση της πλειοψηφίας των Κρατών που έχουν ήδη καταθέσει το έγγραφο επικύρωσής τους, μια διάσκεψη των εν λόγω Κρατών. Τα εν λόγω Κράτη καθορίζουν κατά τη διάσκεψη αυτή σε ποιο βαθμό πληρείται η προϋπόθεση της παραγράφου 1, κατόπιν εξετάζουν και αποφαίνονται ομόφωνα σχετικά με τα μέτρα που μπορούν να ληφθούν σύμφωνα με το διεθνές δίκαιο για την επιτάχυνση της διαδικασίας επικύρωσης και για τη διευκόλυνση της έναρξης ισχύος της Συνθήκης σε πλησιέστερη ημερομηνία.

3. Εκτός αν αποφασιστεί διαφορετικά στη διάσκεψη που προβλέπει η παράγραφος 2 ή σε άλλες διασκέψεις παρόμοιας φύσης, η διαδικασία αυτή γίνεται ξανά σε μετέπειτα επετείους της ημερομηνίας κατά την οποία άνοιξε προς υπογραφή η παρούσα Συνθήκη, έως ότου τεθεί σε ισχύ.

4. Όλα τα υπογράφοντα Κράτη καλούνται να μετέχουν ως παρατηρητές στη διάσκεψη που προβλέπει η παράγραφος 2 και σε κάθε μετέπειτα διάσκεψη που γίνεται σύμφωνα με την παράγραφο 3.

5. Όσον αφορά τα Κράτη το έγγραφο επικύρωσης ή προσχώρησης των οποίων κατατίθεται μετά την έναρξη ισχύος της παρούσας Συνθήκης, η Συνθήκη τίθεται σε ισχύ την τριακοστή ημέρα που ακολουθεί την ημερομηνία κατάθεσης του εγγράφου αυτού.

ΑΡΘΡΟ XV
ΕΠΙΦΥΛΑΞΕΙΣ

Δεν μπορούν να τεθούν επιφυλάξεις σε σχέση με τα άρθρα και τα Παραρτήματα της παρούσας Συνθήκης. Δεν μπορούν να τεθούν επιφυλάξεις σε σχέση με τις διατάξεις του Πρωτοκόλλου και των Παραρτημάτων του Πρωτοκόλλου, οι οποίες δεν είναι συμβατές με το αντικείμενο και το σκοπό της Συνθήκης.

ΑΡΘΡΟ XVI
ΘΕΜΑΤΟΦΥΛΑΚΑΣ

1. Ο Γενικός Γραμματέας του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών είναι ο Θεματοφύλακας της παρούσας Συνθήκης. Καταγράφει τις υπογραφές και λαμβάνει τα έγγραφα επικύρωσης ή προσχώρησης.

2. Ο Θεματοφύλακας ενημερώνει χωρίς καθυστέρηση όλα τα Κράτη που υπέγραψαν την παρούσα Συνθήκη ή που προσχώρησαν σχετικά με την ημερομηνία κάθε υπογραφής, την ημερομηνία κατάθεσης κάθε εγγράφου επικύρωσης ή προσχώρησης και την ημερομηνία έναρξης ισχύος της Συνθήκης και σχετικά με κάθε σχετική τροποποίηση ή αλλαγή, καθώς και σχετικά με την παραλαβή κάθε άλλης γνωστοποίησης.

3. Ο Θεματοφύλακας χορηγεί στις κυβερνήσεις των Κρατών που υπέγραψαν την παρούσα Συνθήκη ή που προσχώρησαν επίσημα αντίγραφα του κειμένου της Συνθήκης.

4. Η παρούσα Συνθήκη εγγράφεται από το Θεματοφύλακα σε εφαρμογή του Άρθρου 102 της Χάρτας των Ηνωμένων Εθνών.

ΑΡΘΡΟ XVII
ΑΥΘΕΝΤΙΚΑ ΚΕΙΜΕΝΑ

Η παρούσα Συνθήκη, τα κείμενα της οποίας στην Αγγλική, Αραβική, Κινεζική, Ισπανική, Γαλλική και Ρωσική γλώσσα είναι εξίσου αυθεντικά, κατατίθεται στο Γενικό Γραμματέα του Οργανισμού Ηνωμένων Εθνών.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 1 ΤΗΣ ΣΥΝΘΗΚΗΣ

ΚΑΤΑΛΟΓΟΣ ΚΡΑΤΩΝ ΠΟΥ ΣΥΝΤΑΧΘΗΚΕ ΣΕ ΕΦΑΡΜΟΓΗ ΤΗΣ ΠΑΡΑΓΡΑΦΟΥ 28 ΤΟΥ ΑΡΘΡΟΥ II

Αφρική

Νότια Αφρική, Αλγερία, Αγκόλα, Μπενίν, Μποτσουάνα, Μπουρκίνα Φάσο, Μπουρούντι, Καμερούν, Πράσινο Ακρωτήριο, Καμόρες, Κονγκό, Ακτή Ελεφαντοστού, Τζιμπουτί, Αίγυπτος, Ερυθραία, Αιθιοπία, Γκαμπόν, Γκάμπια, Γκάνα, Γουινέα, Γουινέα Μπισάου, Ισημερινή Γουινέα, Λιβυκή Αραβική Τζαμαχιρίγια, Κένυα, Λεσόθο, Λιβερία, Μαδαγασκάρη, Μαλάουι, Μαλί, Μαρόκο, Μαυρίκιος, Μαυριτανία, Μοζαμβίκη, Ναμίμπια, Νίγηρας, Νιγηρία, Ουγκάντα, Κεντροαφρικανική Δημοκρατία, Ηνωμένη Δημοκρατία Τανζανίας, Ρουάντα, Σάο Τομέ-και-Πρενσίπ, Σενεγάλη, Σεϋχέλλες, Σιέρα Λεόνε, Σομαλία, Σουδάν, Σουαζιλάνδη, Τσαντ, Τόγκο, Τυνησία, Ζαΐρ, Ζάμπια, Ζιμπάμπουε.

Ανατολική Ευρώπη

Αλβανία, Αρμενία, Αζερμπαϊτζάν, Λευκορωσία, Βοσνία-Ερζεγοβίνη, Βουλγαρία, Κροατία, Εσθονία, πρώην Γιουγκοσλαβική Δημοκρατία Μακεδονίας, Ρωσική Ομοσπονδία, Γεωργία, Ουγγαρία, Λεττονία, Λιθουανία, Πολωνία, Δημοκρατία Μολδαβίας, Τσεχική Δημοκρατία, Ρουμανία, Σλοβακία, Σλοβενία, Ουκρανία, Γιουγκοσλαβία.

Λατινική Αμερική και Καραϊβική

Αντίγκουα-και-Μπαρμπούντα, Αργεντινή, Μπαχάμες, Μπαρμπάντος, Μπελίζ, Βολιβία, Βραζιλία, Χιλή, Κολομβία, Κόστα Ρίκα, Κούβα, Δομίνικος, Ελ Σαλβαντόρ, Ισημερινός, Γρενάδα, Γουατεμάλα, Γουιάνα, Αϊτή, Ονδούρα, Τζαμάικα, Μεξικό, Νικαράγουα, Παναμάς, Παραγουάη, Περού, Δομινικανή Δημοκρατία, Σάντα Λουτσία, Σεν Κιτς-και-Νέβις, Σεν Βισέντ και Γρεναδίνες, Σουρινάμ, Τρίνινταντ και Τομπάγκο, Ουρουγουάη, Βενεζουέλα.

Μέση Ανατολή και Νότια Ασία

Αφγανιστάν, Σαουδική Αραβία, Μπαχρέιν, Μπανγκλαντές, Μπουτάν, Ηνωμένα Αραβικά Εμιράτα, Ινδία, Ιράν (Ισλαμική Δημοκρατία), Ιράκ, Ισραήλ, Ιορδανία, Καζακστάν, Κιργκιζιστάν, Κουβέιτ, Λίβανος, Μαλβίδες, Νεπάλ, Ομάν, Ουζμπεκιστάν, Πακιστάν, Κατάρ, Συριακή Αραβική Δημοκρατία, Σρι Λάνκα, Τατζικιστάν, Τουρκμενιστάν, Υεμένη.

Βόρεια Αμερική και Δυτική Ευρώπη

Γερμανία, Ανδόρα, Αυστρία, Βέλγιο, Καναδάς, Κύπρος, Δανία, Ισπανία, Ηνωμένες Πολιτείες Αμερικής, Φινλανδία, Γαλλία, Ελλάδα, Ιρλανδία, Ισλανδία, Ιταλία, Λιχτενστάιν, Λουξεμβούργο, Μάλτα, Μονακό, Νορβηγία, Κάτω Χώρες, Πορτογαλία, Ηνωμένο Βασίλειο Μεγάλης Βρετανίας και Βόρειας Ιρλανδίας, Άγιος Μαρίνος, Αγία Έδρα, Σουηδία, Ελβετία, Τουρκία.

Νοτιο-Ανατολική Ασία, Ειρηνικός και Άπω Ανατολή

Αυστραλία, Μπρουνέι Νταρουσαλάμ, Καμπότζη, Κίνα, Φίτζι, Νήσοι Κουκ, Νήσοι Μάρσαλ, Νήσοι Σολομώντος, Ινδονησία, Ιαπωνία, Κιριμπάτι, Μαλαισία, Μικρονησία (Ομοσπονδιακά Κράτη), Μογγολία, Μιανμάρη, Ναουρού, Νιουέ, Νέα Ζηλανδία, Παλάος, Παπούα-Νέα Γουινέα, Φιλιππίνες, Δημοκρατία Κορέας, Λαική Δημοκρατία Λάος, Λαϊκή Δημοκρατία Κορέας, Σαμόα, Σιγκαπούρη, Ταϊλάνδη, Τόνγκα, Τουβαλού, Βανουάτου, Βιετνάμ.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 2 ΤΗΣ ΣΥΝΘΗΚΗΣ

ΚΑΤΑΛΟΓΟΣ ΚΡΑΤΩΝ ΠΟΥ ΣΥΝΤΑΧΘΗΚΕ ΣΕ ΕΦΑΡΜΟΓΗ ΤΟΥ ΑΡΘΡΟΥ XIV

Κατάλογος των Κρατών μελών της Διάσκεψης για τον αφοπλισμό της 18ης Ιουνίου 1996, που συμμετείχαν επίσημα στις εργασίες της συνεδρίασης 1996 του οργάνου αυτού και το όνομα των οποίων περιλαμβάνεται στον πίνακα 1 της έκδοσης του Διεθνούς Οργανισμού Ατομικής Ενέργειας, που είναι αφιερωμένη στους πυρηνικούς αντιδραστήρες ισχύος στον κόσμο ("Nuclear Power Reactors in the World") (έκδοση Απριλίου 1996), καθώς και των Κρατών μελών της Διάσκεψης για τον αφοπλισμό της 18ης Ιουνίου 1996, που συμμετείχαν επίσημα στις εργασίες της συνεδρίασης 1996 του οργάνου αυτού και το όνομα των οποίων περιλαμβάνεται στον πίνακα 1 της έκδοσης του Διεθνούς Οργανισμού Ατομικής Ενέργειας, που είναι αφιερωμένη στους πυρηνικούς ερευνητικούς αντιδραστήρες στον κόσμο ("Nuclear Research Reactors in the World") (έκδοση Δεκεμβρίου 1995):

Νότια Αφρική, Αλγερία, Γερμανία, Αργεντινή, Αυστραλία, Αυστρία, Μπανγκλαντές, Βέλγιο, Βραζιλία, Βουλγαρία, Καναδάς, Χιλή, Κίνα, Κολομβία, Αίγυπτος, Ισπανία, Ηνωμένες Πολιτείες Αμερικής, Ρωσική Ομοσπονδία, Φινλανδία, Γαλλία, Ουγγαρία, Ινδία, Ινδονησία, Ιράν (Ισλαμική Δημοκρατία), Ισραήλ, Ιταλία, Ιαπωνία, Μεξικό, Νορβηγία, Πακιστάν, Κάτω Χώρες, Περού, Πολωνία, Δημοκρατία Κορέας, Λαϊκή Δημοκρατία Κορέας, Ρουμανία, Ηνωμένο Βασίλειο Μεγάλης Βρετανίας και Βόρειας Ιρλανδίας, Σλοβακία, Σουηδία, Ελβετία, Τουρκία, Ουκρανία, Βιετνάμ, Ζαΐρ.

ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟ ΣΧΕΤΙΚΟ ΜΕ ΤΗ ΣΥΝΘΗΚΗ ΓΙΑ ΤΗΝ ΠΛΗΡΗ ΑΠΑΓΟΡΕΥΣΗ ΤΩΝ ΠΥΡΗΝΙΚΩΝ ΔΟΚΙΜΩΝ

ΠΡΩΤΟ ΜΕΡΟΣ ΤΟ ΔΙΕΘΝΕΣ ΣΥΣΤΗΜΑ ΕΠΙΤΗΡΗΣΗΣ ΚΑΙ ΤΑ ΚΑΘΗΚΟΝΤΑ ΤΟΥ ΔΙΕΘΝΟΥΣ ΚΕΝΤΡΟΥ ΔΕΔΟΜΕΝΩΝ

Α. ΓΕΝΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

1. Το διεθνές σύστημα επιτήρησης περιλαμβάνει τις εγκαταστάσεις επιτήρησης που προβλέπονται στην παράγραφο 16 του άρθρου IV, καθώς και τα αντίστοιχα μέσα επικοινωνίας.

2. Οι εγκαταστάσεις επιτήρησης που είναι ενσωματωμένες στο διεθνές σύστημα επιτήρησης είναι αυτές που αναφέρονται στο Παράρτημα 1 του παρόντος Πρωτοκόλλου. Το διεθνές σύστημα επιτήρησης πληροί τις τεχνικές και λειτουργικές απαιτήσεις που καθορίζονται στα σχετικά λειτουργικά εγχειρίδια.

3. Σύμφωνα με το άρθρο II, ο Οργανισμός, ενεργώντας σε συνεργασία και με συζητήσεις με τα Κράτη μέρη, με άλλα Κράτη και με άλλους διεθνείς οργανισμούς, ανάλογα με τις ανάγκες, δημιουργεί στο διεθνές σύστημα επιτήρησης, συντονίζει την εκμετάλλευση και συντήρησή του και επιφέρει μετέπειτα κάθε απαιτούμενη αλλαγή και τροποποίησή του.

4. Σύμφωνα με τις σχετικές συμφωνίες ή διακανονισμούς και διαδικασίες, το Κράτος - μέρος ή όχι - που είναι υποδοχέας των εγκαταστάσεων του διεθνούς συστήματος επιτήρησης ή που αναλαμβάνει την ευθύνη του με άλλο τρόπο έρχεται σε συμφωνία και συνεργάζεται με την Τεχνική Γραμματεία για την εγκαθίδρυση, εκμετάλλευση, εξέλιξη, χρηματοδότηση και συντήρηση των εγκαταστάσεων επιτήρησης, των σχετικών εγκεκριμένων εργαστηρίων και των αντίστοιχων μέσων επικοινωνίας στις ζώνες που βρίσκονται κάτω από τη δικαιοδοσία ή τον έλεγχό του ή, άλλως, σύμφωνα με το διεθνές δίκαιο. Αυτή η συνεργασία πρέπει να συμφωνεί με τους κανόνες που αφορούν την ασφάλεια και την επικύρωση, καθώς και με τις τεχνικές προδιαγραφές που αναφέρονται στα σχετικά λειτουργικά εγχειρίδια. Αυτό το Κράτος δίνει στην Τεχνική Γραμματεία δικαίωμα πρόσβασης σε εγκατάσταση επιτήρησης για να επαληθεύσει το υλικό και τους συνδέσμους επικοινωνίας και αποδέχεται να επιφέρει στο υλικό και στις διαδικασίες εκμετάλλευσης τις τροποποιήσεις που είναι απαραίτητες, έτσι ώστε να πληρούν τις συμφωνημένες προδιαγραφές. Η Τεχνική Γραμματεία προσφέρει στο Κράτος αυτό την τεχνική αρωγή που το Εκτελεστικό Συμβούλιο θεωρεί απαραίτητο για την καλή λειτουργία της εγκατάστασης μέσα στο πλαίσιο του διεθνούς συστήματος επιτήρησης.

5. Οι διατυπώσεις της συνεργασίας αυτής μεταξύ του Οργανισμού και του Κράτους - μέρους ή όχι - που είναι υποδοχέας εγκαταστάσεων του διεθνούς συστήματος επιτήρησης ή που αναλαμβάνει την ευθύνη τους με άλλο τρόπο ορίζονται στις συμφωνίες ή τους διακανονισμούς, ανάλογα με τις ανάγκες κάθε περίπτωσης.

Β. ΣΕΙΣΜΟΛΟΓΙΚΗ ΕΠΙΤΗΡΗΣΗ

6. Κάθε Κράτος μέρος δεσμεύεται να συνεργάζεται σε διεθνή ανταλλαγή δεδομένων έτσι ώστε να βοηθήσει στην επαλήθευση του σεβασμού της Συνθήκης. Η συνεργασία αυτή περιλαμβάνει την εγκατάσταση και εκμετάλλευση παγκόσμιου δικτύου βασικών και επικουρικών σταθμών σεισμολογικής επιτήρησης. Οι σταθμοί αυτοί παρέχουν δεδομένα στο διεθνές κέντρο δεδομένων σύμφωνα με τις συμφωνημένες διαδικασίες.

7. Το δίκτυο βασικών σταθμών αποτελείται από 50 σταθμούς που αναφέρονται στον πίνακα 1-Α του Παραρτήματος 1 του παρόντος Πρωτοκόλλου. Οι σταθμοί αυτοί πληρούν τις τεχνικές και λειτουργικές απαιτήσεις που καθορίζονται στο λειτουργικό εγχειρίδιο για τη σεισμολογική επιτήρηση και τη διεθνή ανταλλαγή σεισμολογικών δεδομένων. Τα δεδομένα που παρέχονται αδιάκοπα από τους βασικούς σταθμούς διαβιβάζονται σε γραμμή στο διεθνές κέντρο δεδομένων είτε απευθείας ή μέσω εθνικού κέντρου δεδομένων.

8. Για τη συμπλήρωση του βασικού δικτύου, ένα επικουρικό δίκτυο που περιλαμβάνει 120 σταθμούς παρέχει δεδομένα στο διεθνές κέντρο δεδομένων, μετά από αίτηση αυτού, είτε απευθείας ή μέσω εθνικού κέντρου δεδομένων. Οι επικουρικοί σταθμοί που θα χρησιμοποιηθούν απαριθμούνται στον πίνακα 1-Β του Παραρτήματος 1 του παρόντος Πρωτοκόλλου. Οι επικουρικοί σταθμοί πληρούν τις τεχνικές και λειτουργικές απαιτήσεις που καθορίζονται στο λειτουργικό εγχειρίδιο για τη σεισμολογική επιτήρηση και τη διεθνή ανταλλαγή σεισμολογικών δεδομένων. Τα δεδομένα των επικουρικών σταθμών μπορούν να ζητηθούν ανά πάσα στιγμή από το διεθνές κέντρο δεδομένων και είναι άμεσα διαθέσιμα μέσω απευθείας συνδέσεων ηλεκτρονικών υπολογιστών.

Γ. ΕΠΙΤΗΡΗΣΗ ΡΑΔΙΟΝΟΥΚΛΕΪΔΙΩΝ

9. Κάθε Κράτος μέρος δεσμεύεται να συνεργάζεται σε διεθνή ανταλλαγή δεδομένων για τα ραδιονουκλεΐδια στην ατμόσφαιρα έτσι ώστε να βοηθήσει στην επαλήθευση του σεβασμού της Συνθήκης. Η συνεργασία αυτή περιλαμβάνει τη δημιουργία και εκμετάλλευση παγκόσμιου δικτύου σταθμών επιτήρησης ραδιονουκλειδίων και εγκεκριμένων εργαστηρίων. Το δίκτυο παρέχει δεδομένα στο διεθνές κέντρο δεδομένων σύμφωνα με τις συμφωνημένες διαδικασίες.

10. Το δίκτυο των σταθμών που μετρούν τα ραδιονουκλεΐδια στην ατμόσφαιρα περιλαμβάνει ένα παγκόσμιο δίκτυο 80 σταθμών, όπως αναφέρονται στον πίνακα 2-Α του Παραρτήματος 1 του παρόντος Πρωτοκόλλου. Όλοι οι σταθμοί έχουν την απαραίτητη ικανότητα ανίχνευσης της παρουσίας σχετικών σωματιδίων στην ατμόσφαιρα. Σαράντα από αυτούς έχουν επίσης, κατά τη στιγμή έναρξης ισχύος της Συνθήκης, την απαιτούμενη ικανότητα ανίχνευσης της παρουσίας σχετικών σπανίων αερίων. Για το σκοπό αυτόν, η Προπαρασκευαστική Επιτροπή υποβάλλει προς έγκριση της Διάσκεψης, κατά τη διάρκεια της αρχικής συνεδρίασης, μια πρόταση που αφορά αυτούς τους 40 σταθμούς, επιλεγμένους μεταξύ αυτών που αναφέρονται στον πίνακα 2-Α του Παραρτήματος 1 του παρόντος Πρωτοκόλλου. Στη διάρκεια της πρώτης ετήσιας τακτικής συνεδρίασής της, η Διάσκεψη εξετάζει και αποφαίνεται σχετικά με σχέδιο υλοποίησης των ικανοτήτων ανίχνευσης σπανίων αερίων για όλο το δίκτυο. Ο Γενικός Διευθυντής συντάσσει προς τη Διάσκεψη μια έκθεση σχετικά με τις διατυπώσεις της υλοποίησης αυτών των ικανοτήτων. Όλοι οι σταθμοί πληρούν τις τεχνικές και λειτουργικές απαιτήσεις που καθορίζονται στο λειτουργικό εγχειρίδιο για την επιτήρηση των ραδιονουκλεΐδίων και τη διεθνή ανταλλαγή δεδομένων για τα ραδιονουκλεΐδια.

11. Το δίκτυο των σταθμών επιτήρησης ραδιονουκλεΐδίων υποστηρίζεται από εργαστήρια που έχουν ε-

γκριθεί από την Τεχνική Γραμματεία, σύμφωνα με το σχετικό λειτουργικό εγχειρίδιο, με σκοπό την ανάλυση, με σύμβαση με τον Οργανισμό και με πληρωμή δειγμάτων που προέρχονται από τους σταθμούς επιτήρησης ραδιονουκλεϊδίων. Στα εργαστήρια, κατάλληλα εξοπλισμένα, που αναφέρονται στον πίνακα 2-Β του Παραρτήματος 1 του παρόντος Πρωτοκόλλου ανατίθεται επίσης, ανάλογα με τις ανάγκες, από την Τεχνική Γραμματεία η πραγματοποίηση συμπληρωματικών αναλύσεων δειγμάτων που προέρχονται από τους σταθμούς επιτήρησης ραδιονουκλεϊδίων. Με τη συμφωνία του Εκτελεστικού Συμβουλίου, άλλα εργαστήρια μπορούν να εγκριθούν από την Τεχνική Γραμματεία αν υπάρχει ανάγκη, για το σκοπό της τακτικής ανάλυσης δειγμάτων που προέρχονται από σταθμούς επιτήρησης που λειτουργούν με χειροκίνητο τρόπο. Όλα τα εγκεκριμένα εργαστήρια παρέχουν τα αποτελέσματα των αναλύσεών τους στο διεθνές κέντρο δεδομένων τηρώντας τις τεχνικές και λειτουργικές απαιτήσεις που καθορίζονται στο λειτουργικό εγχειρίδιο για την επιτήρηση ραδιονουκλεϊδίων και τη διεθνή ανταλλαγή δεδομένων για τα ραδιονουκλεΐδια.

Δ. ΥΔΡΟ-ΑΚΟΥΣΤΙΚΗ ΕΠΙΤΗΡΗΣΗ

12. Κάθε Κράτος μέρος δεσμεύεται να συνεργάζεται σε διεθνή ανταλλαγή υδρο-ακουστικών δεδομένων έτσι ώστε να βοηθήσει στην επαλήθευση του σεβασμού της Συνθήκης. Η συνεργασία αυτή περιλαμβάνει την εγκατάσταση και εκμετάλλευση παγκόσμιου δικτύου σταθμών υδρο-ακουστικής επιτήρησης. Οι σταθμοί αυτοί παρέχουν δεδομένα στο διεθνές κέντρο δεδομένων σύμφωνα με τις συμφωνημένες διαδικασίες.

13. Το δίκτυο των υδρο-ακουστικών σταθμών αποτελείται από τους σταθμούς που αναφέρονται στον πίνακα 3 του Παραρτήματος 1 του παρόντος Πρωτοκόλλου και περιλαμβάνει συνολικά έξι σταθμούς με υδρόφωνα και πέντε σταθμούς ανίχνευσης φάσεων Τ. Οι σταθμοί αυτοί πληρούν τις τεχνικές και λειτουργικές απαιτήσεις που καθορίζονται στο λειτουργικό εγχειρίδιο για την υδρο-ακουστική επιτήρηση και τη διεθνή ανταλλαγή υδρο-ακουστικών δεδομένων.

Ε. ΕΠΙΤΗΡΗΣΗ ΥΠΕΡΗΧΩΝ

14. Κάθε Κράτος μέρος δεσμεύεται να συνεργάζεται σε διεθνή ανταλλαγή υπερηχητικών δεδομένων έτσι ώστε να βοηθήσει στην επαλήθευση του σεβασμού της Συνθήκης. Η συνεργασία αυτή περιλαμβάνει την εγκατάσταση και εκμετάλλευση παγκόσμιου δικτύου σταθμών ανίχνευσης υπερήχων. Οι σταθμοί αυτοί παρέχουν δεδομένα στο διεθνές κέντρο δεδομένων σύμφωνα με τις συμφωνημένες διαδικασίες.

15. Το δίκτυο των σταθμών ανίχνευσης υπερήχων αποτελείται από τους σταθμούς που αναφέρονται στον πίνακα 4 του Παραρτήματος 1 του παρόντος Πρωτοκόλλου και περιλαμβάνει συνολικά 60 σταθμούς. Οι σταθμοί αυτοί πληρούν τις τεχνικές και λειτουργικές απαιτήσεις που καθορίζονται στο λειτουργικό εγχειρίδιο για την επιτήρηση υπερήχων και τη διεθνή ανταλλαγή υπερηχητικών δεδομένων.

ΣΤ. ΚΑΘΗΚΟΝΤΑ ΤΟΥ ΔΙΕΘΝΟΥΣ ΚΕΝΤΡΟΥ ΔΕΔΟΜΕΝΩΝ

16. Το διεθνές κέντρο δεδομένων λαμβάνει, συλλέγει, επεξεργάζεται, αναλύει και αρχειοθετεί τα δεδομένα που προέρχονται από τις εγκαταστάσεις του διεθνούς συστήματος επιτήρησης, συμπεριλαμβανομένων των αποτελεσμάτων των αναλύσεων που κάνουν τα εγκεκριμένα εργαστήρια, και κάνει εκθέσεις για αυτά τα δεδομένα και αποτελέσματα.

17. Οι διαδικασίες και τα κριτήρια συνήθους φιλτραρίσματος των συμβάντων που πρέπει να ακολουθήσει το διεθνές κέντρο δεδομένων για να εκτελέσει τα καθήκοντα που συμφωνήθηκε να του ανατεθούν, συγκεκριμένα για να παράγει δεδομένα και πρότυπα έγγραφα και για να παρέχει στα Κράτη μέρη ένα καθορισμένο φάσμα υπηρεσιών, καθορίζονται στο λειτουργικό εγχειρίδιο για το διεθνές κέντρο δεδομένων και εξελίσσονται προοδευτικά. Οι διαδικασίες και τα κριτήρια που όρισε αρχικά η Προπαρασκευαστική Επιτροπή υποβάλλονται προς έγκριση στη Διάσκεψη στη διάρκεια της αρχικής της συνεδρίασης.

Συνήθη προϊόντα του διεθνούς κέντρου δεδομένων

18. Το διεθνές κέντρο δεδομένων εφαρμόζει τακτικά στα ακατέργαστα δεδομένα που προέρχονται από το διεθνές σύστημα επιτήρησης μεθόδους αυτόματης επεξεργασίας και διαλογικής ανάλυσης με ανθρώπινη παρέμβαση για να παράγει και να αρχειοθετήσει τα συνήθη δεδομένα και έγγραφά του για λογαριασμό όλων των Κρατών μερών. Τα προϊόντα αυτά, που παρέχονται δωρεάν στα Κράτη μέρη και δεν επηρεάζουν τις οριστικές αποφάσεις που λαμβάνονται σχετικά με τη φύση κάθε συμβάντος - οι οποίες προέρχονται από τα Κράτη μέρη - περιλαμβάνουν:

α) Ενσωματωμένους καταλόγους όλων των σημάτων που ανίχνευσε το διεθνές σύστημα επιτήρησης, καθώς και σταθερούς καταλόγους και δελτία συμβάντων όπου αναφέρονται οι σχετικές τιμές και ασάφειες, υπολογισμένες για κάθε συμβάν που το διεθνές κέντρο δεδομένων έχει εντοπίσει βασιζόμενο σε ένα σταθερό σύνολο παραμέτρων.

β) Σταθερά δελτία φιλτραρισμένων συμβάντων, που προκύπτουν από την εφαρμογή σταθερών κριτηρίων φιλτραρίσματος σε κάθε συμβάν από το διεθνές κέντρο δεδομένων, το οποίο βοηθείται για το σκοπό αυτόν από τις παραμέτρους χαρακτηρισμού που αναφέρονται στο Παράρτημα 2 του παρόντος Πρωτοκόλλου. Σκοπός είναι ο χαρακτηρισμός, η παροχή αποδείξεων στο σταθερό δελτίο και επίσης η απόρριψη συμβάντων που θεωρούνται ότι αποτελούν φυσικά φαινόμενα ή τεχνητά μη πυρηνικά φαινόμενα. Το σταθερό δελτίο συμβάντων υποδεικνύει με νούμερα το βαθμό στον οποίο κάθε συμβάν ανταποκρίνεται ή δεν ανταποκρίνεται στα κριτήρια φιλτραρίσματος συμβάντων. Για το σκοπό του σταθερού φιλτραρίσματος των συμβάντων, το διεθνές κέντρο δεδομένων εφαρμόζει κριτήρια που ισχύουν διεθνώς και συμπληρωματικά κριτήρια για να λάβει υπόψη τις τοπικές παραλλαγές, όπου αυτό είναι δυνατόν. Βελτιώνει τις τεχνικές ικανότητές του αποκτώντας εμπειρία στην εκμετάλλευση του διεθνούς συστήματος επιτήρησης.

γ) Περιλήψεις των δεδομένων που αποκτήθηκαν και αρχειοθετήθηκαν από το διεθνές κέντρο δεδομένων, των προϊόντων του κέντρου, καθώς και της λειτουργίας και της λειτουργικής ικανότητας του διεθνούς συστήματος επιτήρησης και του κέντρου.

δ) Αποσπάσματα ή υποσύνολα των σταθερών προϊόντων του κέντρου που προβλέπονται στα σημεία α) έως γ), ανάλογα με τις αιτήσεις των Κρατών μερών.

19. Το διεθνές κέντρο δεδομένων πραγματοποιεί ειδικές μελέτες, με αίτηση του Οργανισμού ή ενός Κράτους μέρους, χωρίς οικονομική επιβάρυνση των Κρατών μερών για να καταλήξει, χάρη στην τεχνική ανάλυση σε βάθος που κάνουν οι ειδικοί στα δεδομένα

του διεθνούς συστήματος επιτήρησης, σε πιο επακριβή ορισμό των τιμών των σταθερών παραμέτρων για τα δεδομένα σήματα και συμβάντα.

Υπηρεσίες που παρέχονται στα Κράτη μέρη από το διεθνές κέντρο δεδομένων

20. Το διεθνές κέντρο δεδομένων εξασφαλίζει στα Κράτη μέρη, με συνθήκες ισότητας και σε ωφέλιμο χρόνο, ελεύθερη και άνετη πρόσβαση σε όλα τα δεδομένα του διεθνούς συστήματος επιτήρησης, ακατέργαστα ή επεξεργασμένα, σε όλα τα προϊόντα του και σε όλα τα άλλα δεδομένα που προέρχονται από το διεθνές σύστημα επιτήρησης που βρίσκονται στα αρχεία του ή ενεργεί ως μεσολαβητής, για την πρόσβαση με τις ίδιες συνθήκες, σε δεδομένα που βρίσκονται στα αρχεία των εγκαταστάσεων του διεθνούς συστήματος επιτήρησης. Οι υπηρεσίες που αποσκοπούν στη διευκόλυνση της πρόσβασης στα δεδομένα και στην παροχή δεδομένων είναι συγκεκριμένα οι εξής:

α) Η αυτόματη και τακτική μετάδοση σε Κράτος μέρος των προϊόντων του διεθνούς κέντρου δεδομένων ή των προϊόντων που επέλεξε το Κράτος μέρος και, μετά από αίτηση, των δεδομένων του διεθνούς συστήματος επιτήρησης που επέλεξε το Κράτος μέρος.

β) Η παροχή δεδομένων ή προϊόντων προς τα Κράτη μέρη που ζήτησαν ειδικά να εξαχθούν δεδομένα και προϊόντα από τα αρχεία του διεθνούς κέντρου δεδομένων και τις εγκαταστάσεις του διεθνούς συστήματος επιτήρησης και με ηλεκτρονική διαλογική πρόσβαση στη βάση δεδομένων του κέντρου.

γ) Η τεχνική ανάλυση από ειδικούς για ένα Κράτος μέρος, χωρίς οικονομική επιβάρυνση του αιτούντος για εύλογα αιτήματα, δεδομένων που προέρχονται από το διεθνές σύστημα επιτήρησης και άλλων σχετικών δεδομένων που δίνει ο αιτών, έτσι ώστε να βοηθηθεί στην επισήμανση της πηγής συγκεκριμένων συμβάντων. Το αποτέλεσμα κάθε τεχνικής ανάλυσης τέτοιου είδους θεωρείται ως προϊόν του αιτούντος Κράτους μέρους, αλλά είναι στη διάθεση όλων των Κρατών μερών.

Οι υπηρεσίες του διεθνούς κέντρου δεδομένων που προβλέπονται στα σημεία α) και β) προσφέρονται δωρεάν σε κάθε Κράτος μέρος. Ο όγκος των δεδομένων που διατίθενται και ο τρόπος παρουσίασής τους αναφέρονται στο λειτουργικό εγχειρίδιο για το διεθνές κέντρο δεδομένων.

Εθνικό φιλτράρισμα συμβάντων

21. Αν ένα Κράτος μέρος το ζητήσει, το διεθνές κέντρο δεδομένων εφαρμόζει τακτικά και αυτόματα σε οποιοδήποτε από τα σταθερά προϊόντα του εθνικά κριτήρια φιλτραρίσματος που καθορίζει το εν λόγω Κράτος μέρος και του γνωστοποιεί τα αποτελέσματα της ανάλυσης αυτής. Η υπηρεσία αυτή χορηγείται χωρίς οικονομική επιβάρυνση του αιτούντος Κράτους μέρους. Το αποτέλεσμα του εθνικού φιλτραρίσματος συμβάντων θεωρείται ως προϊόν του αιτούντος Κράτους μέρους.

Τεχνική βοήθεια

22. Το διεθνές κέντρο δεδομένων παρέχει μεμονωμένα και μετά από αίτηση τεχνική βοήθεια στα Κράτη μέρη:

α) Βοηθώντας τα να ορίσουν τις δικές τους ανάγκες σχετικά με την επιλογή και το φιλτράρισμα δεδομένων και προϊόντων.

β) Εγκαθιστώντας στο διεθνές κέντρο δεδομένων, χωρίς οικονομική επιβάρυνση του αιτούντος Κράτους μέρους για εύλογα αιτήματα, πληροφορικών αλγορίθμων ή λογισμικού που παρέχει το Κράτος αυτό για τον υπολογισμό, όσον αφορά τα σήματα και τα συμβάντα, των παραμέτρων που δεν αναφέρονται στο λειτουργικό εγχειρίδιο για το διεθνές κέντρο δεδομένων. Τα αποτελέσματα θεωρούνται ως προϊόντα του αιτούντος Κράτους μέρους.

γ) Βοηθώντας τα Κράτη μέρη να αναπτύξουν, σε εθνικό κέντρο δεδομένων, την ικανότητα να λαμβάνουν, να επεξεργάζονται και να αναλύουν τα δεδομένα που προέρχονται από το διεθνές σύστημα επιτήρησης.

23. Το διεθνές κέντρο δεδομένων επιτηρεί και γνωστοποιεί συνεχώς την κατάσταση λειτουργίας των εγκαταστάσεων του διεθνούς συστήματος επιτήρησης, των συνδέσμων επικοινωνίας και των δικών του συστημάτων επεξεργασίας. Ενημερώνει αμέσως τους υπεύθυνους σε περίπτωση που ένα οποιοδήποτε συστατικό στοιχείο δεν λειτουργεί στο συμφωνημένο επίπεδο που αναφέρεται στο σχετικό λειτουργικό εγχειρίδιο.

ΔΕΥΤΕΡΟ ΜΕΡΟΣ
ΕΠΙΤΟΠΙΕΣ ΕΠΙΘΕΩΡΗΣΕΙΣ

Α. ΓΕΝΙΚΕΣ ΔΙΑΤΑΞΕΙΣ

1. Οι διαδικασίες που αναφέρονται στο πρώτο μέρος εφαρμόζονται σύμφωνα με τις διατάξεις που αφορούν τις επιτόπιες επιθεωρήσεις που αναφέρονται στο άρθρο IV.

2. Η επιτόπια επιθεώρηση γίνεται στη ζώνη όπου έγινε το συμβάν που προκάλεσε την αίτηση επιτόπιας επιθεώρησης.

3. Η ζώνη επιτόπιας επιθεώρησης πρέπει να ανήκει σε έναν μόνο κάτοχο και το εμβαδόν της να μην υπερβαίνει τα 1.000 τετραγωνικά χιλιόμετρα. Δεν πρέπει να έχει γραμμική απόσταση μεγαλύτερη των 50 χιλιομέτρων σε οποιαδήποτε κατεύθυνση.

4. Η επιτόπια επιθεώρηση δεν διαρκεί περισσότερο από 60 ημέρες αρχίζοντας από την ημερομηνία της αίτησης επιτόπιας επιθεώρησης σύμφωνα με την παράγραφο 46 του άρθρου IV, αλλά μπορεί να παραταθεί κατά 70 ημέρες το πολύ σύμφωνα με την παράγραφο 49 του άρθρου IV.

5. Αν η ζώνη επιθεώρησης που καθορίζεται στην εντολή επιθεώρησης εκτείνεται στην επικράτεια ή σε άλλο τόπο υπό τη δικαιοδοσία ή τον έλεγχο περισσότερων Κρατών μερών, εφαρμόζονται οι διατάξεις σχετικά με την επιτόπια επιθεώρηση, ανάλογα με τις ανάγκες, για καθένα από τα εν λόγω Κράτη μέρη.

6. Σε περίπτωση που η ζώνη επιθεώρησης είναι υπό τη δικαιοδοσία ή τον έλεγχο του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους, αλλά βρίσκεται στην επικράτεια άλλου Κράτους μέρους ή αν οι επιθεωρητές πρέπει να περάσουν από την επικράτεια άλλου Κράτους μέρους για να φθάσουν στη ζώνη επιθεώρησης από το σημείο εισόδου, το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος ασκεί τα δικαιώματά του και εκτελεί τις υποχρεώσεις σχετικά με τις επιθεωρήσεις αυτές σύμφωνα με το παρόν Πρωτόκολλο. Σε παρόμοια περίπτωση, το Κράτος μέρος, στην επικράτεια του οποίου βρίσκεται η ζώνη επιθεώρησης, διευκολύνει την επιθεώρηση και παρέχει την απαραίτητη υποστήριξη για να επιτρέψει στην ομάδα επιθεώρησης να εκτελέσει τα καθήκοντά της μέσα στις επιθυμητές προθεσμίες και με την επιθυμητή αποτελεσματικότητα. Τα Κράτη μέρη από την επικράτεια των οποίων πρέπει να περάσουν οι επιθεωρητές για να φθάσουν στη ζώνη επιθεώρησης διευκολύνουν το πέρασμα αυτό.

7. Σε περίπτωση που η ζώνη επιθεώρησης είναι υπό τη δικαιοδοσία ή τον έλεγχο του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους αλλά βρίσκεται στην επικράτεια Κράτους που δεν είναι μέρος της συνθήκης, το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος λαμβάνει όλα τα απαραίτητα μέτρα ώστε να μπορεί να πραγματοποιηθεί η επιθεώρηση σύμφωνα με το παρόν Πρωτόκολλο. Κράτος μέρος που έχει υπό τη δικαιοδοσία ή τον έλεγχό του μια ή περισσότερες ζώνες που βρίσκονται στην επικράτεια Κράτους μη μέρους της Συνθήκης λαμβάνει όλα τα απαραίτητα μέτρα για να εξασφαλίσει την αποδοχή, από το Κράτος στην επικράτεια του οποίου βρίσκεται η ζώνη επιθεώρησης, των επιθεωρητών και βοηθών επιθεώρησης που προορίζονται για το εν λόγω Κράτος μέρος. Αν ένα επιθεωρούμενο Κράτος μέρος δεν μπορεί να εξασφαλίσει την πρόσβαση, αποδεικνύει ότι έλαβε όλα τα απαραίτητα μέτρα για να το καταφέρει.

8. Σε περίπτωση που η ζώνη επιθεώρησης βρίσκεται στην επικράτεια ενός Κράτους μέρους αλλά είναι υπό τη δικαιοδοσία ή τον έλεγχο Κράτους που δεν είναι μέρος της συνθήκης, το Κράτος μέρος λαμβάνει όλα τα απαραίτητα μέτρα που απαιτούνται από επιθεωρούμενο Κράτος μέρος και από Κράτος μέρος στην επικράτεια του οποίου βρίσκεται η ζώνη επιθεώρησης, με την επιφύλαξη των κανόνων και πρακτικών του διεθνούς δικαίου, για να μπορέσει να πραγματοποιηθεί η επιτόπια επιθεώρηση σύμφωνα με το παρόν Πρωτόκολλο. Αν το Κράτος μέρος δεν μπορεί να εξασφαλίσει την πρόσβαση στη ζώνη επιθεώρησης, αποδεικνύει ότι έλαβε όλα τα απαραίτητα μέτρα για να το καταφέρει, με την επιφύλαξη των κανόνων και πρακτικών του διεθνούς δικαίου.

9. Η ομάδα επιθεώρησης περιορίζεται στον ελάχιστο αριθμό μελών ώστε η εντολή επιθεώρησης να εκτελεστεί όπως πρέπει. Ο συνολικός αριθμός των μελών της ομάδας επιθεώρησης που είναι παρόντα την ίδια στιγμή στην επικράτεια του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους δεν πρέπει να υπερβαίνει τα 40, εκτός από τις εργασίες γεώτρησης. Κανένας υπήκοος του αιτούντος Κράτους μέρους ή του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους δεν γίνεται μέλος της ομάδας επιθεώρησης.

10. Ο Γενικός Διευθυντής καθορίζει τη σύνθεση της ομάδας επιθεώρησης και επιλέγει τα μέλη της μεταξύ των επιθεωρητών και των βοηθών επιθεώρησης που αναφέρονται στον κατάλογο, λαμβάνοντας υπόψη τις περιστάσεις της συγκεκριμένης αίτησης.

11. Το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος παρέχει ή κάνει ό,τι είναι απαραίτητο για να δοθούν στην ομάδα επιθεώρησης αυτά που της είναι απαραίτητα, δηλαδή μέσα επικοινωνίας, υπηρεσίες διερμηνείας, μέσα μεταφοράς, γραφεία, κατάλυμα, γεύματα και ιατρική περίθαλψη.

12. Ο Οργανισμός καταβάλλει στο επιθεωρούμενο Κράτος μέρος, μέσα σε εύλογη προθεσμία μετά την ολοκλήρωση της επιθεώρησης, όλες τις δαπάνες για την παραμονή της ομάδας επιθεώρησης και την εκτέλεση των επίσημων δραστηριοτήτων της στην επικράτεια του εν λόγω Κράτους, συμπεριλαμβανομένων των διευκολύνσεων που προβλέπονται στις παραγράφους 11 και 49.

13. Οι διαδικασίες εκτέλεσης επιτόπιων επιθεωρήσεων αναφέρονται λεπτομερώς στο λειτουργικό εγχειρίδιο για επιτόπιες επιθεωρήσεις.

Β. ΔΙΑΡΚΕΙΣ ΚΑΝΟΝΙΣΜΟΙ

Καθορισμός επιθεωρητών και βοηθών επιθεώρησης

14. Η ομάδα επιθεώρησης μπορεί να αποτελείται από επιθεωρητές και βοηθούς επιθεώρησης. Η επιτόπια επιθεώρηση γίνεται μόνο από αρμόδιους επιθεωρητές, ειδικά καθορισμένους για το σκοπό αυτόν. Μπορούν να βοηθούνται από βοηθούς επιθεώρησης ειδικά καθορισμένους για το σκοπό αυτόν, για παράδειγμα τεχνικό και διοικητικό προσωπικό, μέλη πληρώματος και διερμηνείς.

15. Οι επιθεωρητές και οι βοηθοί επιθεώρησης προτείνονται για διορισμό από τα Κράτη μέρη ή, στην περίπτωση του προσωπικού της Τεχνικής Γραμματείας, από το Γενικό Διευθυντή, βάσει των προσόντων και της εμπειρίας τους σε σχέση με το αντικείμενο και τις εργασίες των επιτόπιων επιθεωρήσεων. Ο διορισμός των εν λόγω ατόμων εγκρίνεται εκ των προτέρων από τα Κράτη μέρη σύμφωνα με την παράγραφο 18.

16. Το αργότερο 30 ημέρες μετά την έναρξη ισχύος της Συνθήκης σε σχέση με αυτό, κάθε Κράτος μέρος ενημερώνει το Γενικό Διευθυντή σχετικά με το όνομα, την ημερομηνία γέννησης, το φύλο, το βαθμό, καθώς και τα προσόντα και την επαγγελματική εμπειρία των ατόμων που προτείνει να διορίσει ως επιθεωρητές και βοηθούς επιθεώρησης.

17. Το αργότερο 60 ημέρες μετά την έναρξη ισχύος της Συνθήκης, η Τεχνική Γραμματεία γνωστοποιεί γραπτώς σε όλα τα Κράτη μέρη έναν αρχικό κατάλογο που αναφέρει το όνομα, την υπηκοότητα, την ημερομηνία γέννησης, το φύλο και το βαθμό των επιθεωρητών και των βοηθών επιθεώρησης, ο διορισμός των οποίων προτείνεται από το Γενικό Διευθυντή και τα Κράτη μέρη, και αναφέρει επίσης τα προσόντα και την επαγγελματική εμπειρία τους.

18. Κάθε Κράτος μέρος βεβαιώνει αμέσως την παραλαβή του αρχικού καταλόγου επιθεωρητών και βοηθών επιθεώρησης ο διορισμός των οποίων προτείνεται. Κάθε επιθεωρητής ή βοηθός επιθεώρησης που υπάρχει στον κατάλογο θεωρείται ότι έγινε αποδεκτός αν το Κράτος μέρος δεν εκφράσει την άρνησή του γραπτώς το αργότερο 30 ημέρες μετά τη βεβαίωση παραλαβής του καταλόγου. Το Κράτος μέρος μπορεί να αναφέρει το λόγο της αντίθεσής του. Σε περίπτωση άρνησης, ο προτεινόμενος επιθεωρητής ή βοηθός επιθεώρησης δεν μπορεί να κάνει ή να συμμετέχει σε δραστηριότητες επιτόπιας επιθεώρησης στην επικράτεια του Κράτους μέρους το οποίο έφερε αντίρρηση ούτε σε άλλο τόπο που βρίσκεται υπό τη δικαιοδοσία ή τον έλεγχο του Κράτους αυτού. Η Τεχνική Γραμματεία βεβαιώνει αμέσως την παραλαβή της γνωστοποίησης αντίρρησης.

19. Κάθε φορά που ο Γενικός Διευθυντής ή ένα Κράτος μέρος προτείνει προσθήκες ή τροποποιήσεις του καταλόγου επιθεωρητών και βοηθών επιθεώρησης, οι επιθεωρητές και οι βοηθοί επιθεώρησης που διορίζονται στη θέση τους ορίζονται με τον ίδιο τρόπο όπως στην περίπτωση των ατόμων που περιέχονται στον αρχικό κατάλογο. Αν ένας επιθεωρητής ή βοηθός επιθεώρησης που προτάθηκε από ένα Κράτος μέρος δεν μπορεί πλέον να εκτελέσει τα καθήκοντα του επιθεωρητή ή του βοηθού επιθεώρησης, το Κράτος μέρος ενημερώνει έγκαιρα σχετικώς την Τεχνική Γραμματεία.

20. Η Τεχνική Γραμματεία ενημερώνει τον κατάλογο επιθεωρητών και βοηθών επιθεώρησης και ενημερώνει όλα τα Κράτη μέρη για κάθε προσθήκη ή τροποποίηση του καταλόγου.

21. Το Κράτος μέρος που ζητά επιτόπια επιθεώρηση μπορεί να προτείνει ότι ένας επιθεωρητής το όνομα του οποίου εμφανίζεται στον κατάλογο επιθεωρητών και βοηθών επιθεώρησης να εκτελέσει χρέη παρατηρητή για το εν λόγω Κράτος σύμφωνα με την παράγραφο 61 του άρθρου IV.

22. Με την επιφύλαξη των διατάξεων της παραγράφου 23, ένα Κράτος μέρος έχει το δικαίωμα να εγείρει ανά πάσα στιγμή ένσταση κατά επιθεωρητή ή βοηθού επιθεώρησης που έχει ήδη γίνει αποδεκτός. Γνωστοποιεί γραπτώς την ένστασή του στην Τεχνική Γραμματεία και μπορεί να εκθέσει τους λόγους του. Η ένσταση τίθεται σε ισχύ 30 ημέρες μετά την παραλαβή της γνωστοποίησης από την Τεχνική Γραμματεία. Η Τεχνική Γραμματεία βεβαιώνει αμέσως την παραλαβή της γνωστοποίησης ένστασης και ενημερώνει το Κράτος μέρος που έθεσε την ένσταση, καθώς και το Κράτος μέρος που πρότεινε το διορισμό του ενδιαφερομένου σχετικά με την ημερομηνία κατά την οποία ο επιθεωρητής ή ο βοηθός επιθεώρησης θα πάψει να είναι διορισμένος για το εν λόγω Κράτος.

23. Το Κράτος μέρος στο οποίο γνωστοποιήθηκε επιθεώρηση δεν προσπαθεί να απομακρύνει από την ομάδα επιθεώρησης οποιονδήποτε από τους επιθεωρητές ή βοηθούς επιθεώρησης που αναφέρονται στην εντολή επιθεώρησης.

24. Ο αριθμός των επιθεωρητών και των βοηθών επιθεώρησης που αποδέχεται ένα Κράτος μέρος πρέπει να είναι επαρκής ώστε να επιτρέπει την ύπαρξη κατάλληλου αριθμού επιθεωρητών και βοηθών επιθεώρησης. Αν ο Γενικός Διευθυντής θεωρεί ότι η απόρριψη ενός Κράτους μέρους των προτεινόμενων επιθεωρητών ή βοηθών επιθεώρησης εμποδίζει το διορισμό επαρκούς αριθμού επιθεωρητών και βοηθών επιθεώρησης ή εμποδίζει με άλλο τρόπο την αποτελεσματική υλοποίηση των σκοπών της επιτόπιας επιθεώρησης, συγκαλεί το Εκτελεστικό Συμβούλιο σχετικά με το θέμα.

25. Κάθε επιθεωρητής το όνομα του οποίου εμφανίζεται στον κατάλογο επιθεωρητών και βοηθών επιθεώρησης παρακολουθεί επαρκή κατάρτιση. Η κατάρτιση αυτή παρέχεται από την Τεχνική Γραμματεία σύμφωνα με τις διαδικασίες που καθορίζονται στο λειτουργικό εγχειρίδιο για τις επιτόπιες επιθεωρήσεις. Η Τεχνική Γραμματεία συντονίζει, σε συμφωνία με τα Κράτη μέρη, ένα πρόγραμμα κατάρτισης για τους επιθεωρητές.

<u>Προνόμια και ασυλίες</u>

26. Αφού αποδεχθεί τον αρχικό κατάλογο επιθεωρητών και βοηθών επιθεώρησης, όπως προβλέπεται στην παράγραφο 18 ή τον τροποποιημένο κατάλογο σύμφωνα με την παράγραφο 19, κάθε Κράτος μέρος πρέπει να δώσει, σύμφωνα με τις εθνικές διαδικασίες και μετά από αίτηση επιθεωρητή ή βοηθού επιθεώρησης, πολλαπλές βίζες εισόδου/εξόδου ή διακίνησης και κάθε άλλο σχετικό έγγραφο που επιτρέπει σε κάθε επιθεωρητή ή βοηθό επιθεώρησης να μπει και να παραμείνει στην επικράτειά του για τον αποκλειστικό σκοπό της πραγματοποίησης δραστηριοτήτων επιθεώρησης. Κάθε Κράτος μέρος χορηγεί τις βίζες ή τα έγγραφα ταξιδίου που είναι απαραίτητα για το σκοπό αυτόν το αργότερο 48 ώρες μετά την παραλαβή της αίτησης ή κατά την άφιξη της ομάδας επιθεώρησης στο σημείο εισόδου της επικράτειάς του. Η διάρκεια ισχύος των εγγράφων αυτών πρέπει να είναι αυτή που απαιτείται, ώστε ο επιθεωρητής ή ο βοηθός επιθεώρησης να μπορεί να παραμείνει στην επικράτεια του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους με αποκλειστικό σκοπό την πραγματοποίηση δραστηριοτήτων επιθεώρησης.

27. Για να μπορέσουν να εκτελέσουν αποτελεσματικά τα καθήκοντά τους, τα μέλη της ομάδας επιθεώρησης έχουν τα προνόμια και τις ασυλίες που αναφέρονται στα σημεία α) έως θ).

Τα προνόμια και οι ασυλίες χορηγούνται στα μέλη της ομάδας επιθεώρησης σύμφωνα με τη Συνθήκη και όχι για προσωπικό τους όφελος. Τα μέλη της ομάδας επιθεώρησης έχουν τα εν λόγω προνόμια και ασυλίες στη διάρκεια όλης της περιόδου από τη στιγμή που φθάνουν στην επικράτεια του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους έως τη στιγμή που φεύγουν και για τις ενέργειες που έκαναν προηγουμένως, κατά την άσκηση των επίσημων καθηκόντων τους:

α) Τα μέλη της ομάδας επιθεώρησης έχουν το απαραβίαστο που χορηγείται στους διπλωματικούς παράγοντες σύμφωνα με το άρθρο 29 της Συνθήκης της Βιέννης περί διπλωματικών σχέσεων, με ημερομηνία 18 Απριλίου 1961.

β) Ο τόπος διανομής και τα γραφεία που καταλαμβάνει η ομάδα επιθεώρησης, που κάνει δραστηριότητες επιθεώρησης σύμφωνα με τη συνθήκη, έχουν το απαραβίαστο και την προστασία που χορηγούνται στην ιδιωτική κατοικία των διπλωματικών παραγόντων σύμφωνα με το άρθρο 30 παράγραφος 1 της Συνθήκης της Βιέννης περί διπλωματικών σχέσεων.

γ) Τα έγγραφα και η αλληλογραφία της ομάδας επιθεώρησης, συμπεριλαμβανομένων των εγγραφών της, έχουν το απαραβίαστο που χορηγείται σε όλα τα έγγραφα και την αλληλογραφία των διπλωματικών παραγόντων σύμφωνα με το άρθρο 30 παράγραφος 2 της Συνθήκης της Βιέννης περί διπλωματικών σχέσεων. Η ομάδα επιθεώρησης έχει το δικαίωμα να χρησιμοποιεί κωδικούς για την επικοινωνία της με την Τεχνική Γραμματεία.

δ) Τα δείγματα και το εγκεκριμένο υλικό που μεταφέρουν τα μέλη της ομάδας επιθεώρησης είναι απαραβίαστα με την επιφύλαξη των διατάξεων της Συνθήκης και απαλλάσσονται από κάθε τελωνειακό δασμό. Τα επικίνδυνα δείγματα μεταφέρονται σύμφωνα με το σχετικό κανονισμό.

ε) Τα μέλη της ομάδας επιθεώρησης έχουν τις ασυλίες που χορηγούνται στους διπλωματικούς παράγοντες σύμφωνα με το άρθρο 31 παράγραφοι 1, 2 και 3 της Συνθήκης της Βιέννης περί διπλωματικών σχέσεων.

στ) Τα μέλη της ομάδας επιθεώρησης που εκτελούν τις δραστηριότητες που τους έχουν ανατεθεί σύμφωνα με τη Συνθήκη έχουν την απαλλαγή από κάθε τέλος και φόρο που χορηγείται στους διπλωματικούς παράγοντες σύμφωνα με το άρθρο 34 της Συνθήκης της Βιέννης περί διπλωματικών σχέσεων.

ζ) Τα μέλη της ομάδας επιθεώρησης είναι εξουσιοδοτημένα να φέρουν στην επικράτεια του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους, χωρίς τελωνειακούς δασμούς ούτε άλλα τέλη, τα αντικείμενα που προορίζονται για προσωπική τους χρήση, με εξαίρεση τα είδη η εισαγωγή ή εξαγωγή των οποίων απαγορεύεται από το νόμο ή διέπεται από κανονισμούς καραντίνας.

η) Τα μέλη της ομάδας επιθεώρησης έχουν τις ίδιες διευκολύνσεις, από νομισματική και συναλλαγματική άποψη, με αυτές που χορηγούνται στους εκπροσώπους ξένων κυβερνήσεων σε προσωρινή επίσημη αποστολή.

θ) Τα μέλη της ομάδας επιθεώρησης δεν πρέπει να ασκούν επαγγελματική ή εμπορική δραστηριότητα για προσωπικό όφελος στην επικράτεια του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους.

28. Όταν περνούν από την επικράτεια άλλων Κρατών μερών εκτός από το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος, τα μέλη της ομάδας επιθεώρησης έχουν τα προνόμια και τις ασυλίες που χορηγούνται στους διπλωματικούς παράγοντες σύμφωνα με το άρθρο 40 παράγραφος 1 της Συνθήκης της Βιέννης περί διπλωματικών σχέσεων. Τα έγγραφα και η αλληλογραφία, συμπεριλαμβανομένων των εγγραφών, τα δείγματα και το εγκεκριμένο υλικό

που μεταφέρουν έχουν το απαραβίαστο και την απαλλαγή που ορίζονται στα σημεία γ) και δ) της παραγράφου 27.

29. Με την επιφύλαξη των προνομίων και ασυλιών τους, τα μέλη της ομάδας επιθεώρησης πρέπει να σέβονται τους νόμους και τους κανονισμούς του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους και, στο βαθμό που αυτό είναι συμβατό με την εντολή επιθεώρησης, δεν πρέπει να εμπλέκονται στις εσωτερικές υποθέσεις του εν λόγω Κράτους. Αν το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος θεωρεί ότι υπήρξε κατάχρηση των προνομίων και ασυλιών που καθορίζονται στο παρόν Πρωτόκολλο, γίνονται διαβουλεύσεις μεταξύ του εν λόγω Κράτους μέρους και του Γενικού Διευθυντή, ώστε να διαπιστωθεί αν όντως υπήρξε κατάχρηση και, αν ναι, να εμποδιστεί η επανάληψή της.

30. Ο Γενικός Διευθυντής μπορεί να άρει την ασυλία δικαιοδοσίας που χορηγείται στα μέλη της ομάδας επιθεώρησης όταν, κατά τη γνώμη του, αυτή η ασυλία εμποδίζει τη δικαιοσύνη και όταν μπορεί να αρθεί χωρίς να εμποδιστεί η εφαρμογή των διατάξεων της Συνθήκης. Η άρση της ασυλίας πρέπει πάντα να είναι ρητή.

31. Οι παρατηρητές έχουν τα ίδια προνόμια και ασυλίες που χορηγούνται στα μέλη της ομάδας επιθεώρησης σύμφωνα με το παρόν τμήμα, με εξαίρεση αυτών που χορηγούνται σύμφωνα με το σημείο δ) της παραγράφου 27.

Σημεία εισόδου

32. Κάθε Κράτος μέρος καθορίζει τα σημεία εισόδου του και παρέχει στην Τεχνική Γραμματεία τις απαραίτητες πληροφορίες το αργότερο 30 ημέρες μετά την έναρξη ισχύος της Συνθήκης σε σχέση με αυτό. Αυτά τα σημεία εισόδου επιλέγονται με τέτοιο τρόπο ώστε η ομάδα επιθεώρησης να μπορεί, τουλάχιστον από ένα από αυτά, να φθάσει σε κάθε ζώνη επιθεώρησης μέσα σε 24 ώρες. Η Τεχνική Γραμματεία γνωστοποιεί σε όλα τα Κράτη μέρη πού βρίσκονται τα σημεία εισόδου. Τα σημεία εισόδου μπορούν να χρησιμοποιηθούν επίσης και ως σημεία εξόδου.

33. Κάθε Κράτος μέρος μπορεί να τροποποιήσει τα σημεία εισόδου του με την προϋπόθεση να ενημερώσει την Τεχνική Γραμματεία. Οι τροποποιήσεις αυτές τίθενται σε ισχύ 30 ημέρες μετά τη σχετική ενημέρωση της Τεχνικής Γραμματείας, έτσι ώστε να μπορεί να ενημερώσει δεόντως όλα τα Κράτη μέρη.

34. Αν η Τεχνική Γραμματεία θεωρήσει ότι δεν υπάρχουν επαρκή σημεία εισόδου για να διασφαλιστεί η πραγματοποίηση των επιθεωρήσεων εντός του επιθυμητού χρόνου, ή ότι οι τροποποιήσεις των σημείων εισόδου που προτείνει ένα Κράτος μέρος μπορεί να εμποδίσουν την πραγματοποίησή τους εντός του επιθυμητού χρόνου, αρχίζει διαβουλεύσεις με το ενδιαφερόμενο Κράτος μέρος έτσι ώστε να διευθετηθεί το πρόβλημα.

Διακανονισμοί σχετικοί με τη χρήση αεροσκαφών που πραγματοποιούν μη τακτικές πτήσεις

35. Σε περίπτωση που η ομάδα επιθεώρησης δεν είναι σε θέση να φθάσει στο σημείο εισόδου εντός του επιθυμητού χρόνου με τακτικές εμπορικές πτήσεις, μπορεί να χρησιμοποιήσει αεροσκάφη που πραγματοποιούν μη τακτικές πτήσεις. Το αργότερο 30 ημέρες μετά την έναρξη ισχύος της Συνθήκης σε σχέση με αυτό, κάθε Κράτος μέρος γνωστοποιεί στην Τεχνική Γραμματεία έναν διαρκή αριθμό διπλωματικής εξουσιοδότησης για τις μη τακτικές πτήσεις αεροσκαφών που μεταφέρουν ομάδα επιθεώρησης και το υλικό που είναι απαραίτητο για την επιθεώρηση. Το δρομολόγιο που ακολουθείται χρησιμοποιεί τις διεθνείς εναέριες πορείες που συμφωνήθηκαν μεταξύ του Κράτους μέρους και της Τεχνικής Γραμματείας ως βάση της διπλωματικής εξουσιοδότησης.

Εγκεκριμένο υλικό επιθεώρησης

36. Η Διάσκεψη εξετάζει και εγκρίνει στην αρχική της συνεδρίαση έναν κατάλογο υλικών που προορίζονται να χρησιμοποιηθούν στη διάρκεια των επιτόπιων επιθεωρήσεων.

Κάθε Κράτος μέρος υποβάλλει προτάσεις σχετικά με τη χρήση του υλικού του καταλόγου. Οι προδιαγραφές χρήσης του υλικού, που αναφέρονται λεπτομερώς στο λειτουργικό εγχειρίδιο για τις επιτόπιες επιθεωρήσεις, λαμβάνουν υπόψη τα ζητήματα ασφάλειας και μυστικότητας σε σχέση με τα μέρη όπου θα χρησιμοποιηθεί το εν λόγω υλικό.

37. Το υλικό που προορίζεται να χρησιμοποιηθεί στη διάρκεια επιτόπιων επιθεωρήσεων αποτελείται από βασικό υλικό για τις δραστηριότητες και τις τεχνικές επιθεώρησης που καθορίζονται στην παράγραφο 69 και από επικουρικό υλικό που είναι απαραίτητο για την πραγματοποίηση επιτόπιων επιθεωρήσεων μέσα στις προθεσμίες.

38. Η Τεχνική Γραμματεία φροντίζει ώστε όλοι οι τύποι εγκεκριμένου υλικού να είναι διαθέσιμοι για τις επιτόπιες επιθεωρήσεις στον επιθυμητό χρόνο. Όταν απαιτείται υλικό για επιτόπια επιθεώρηση, η Τεχνική Γραμματεία πρέπει να πιστοποιήσει δεόντως ότι το υλικό είναι διακριβωμένο, συντηρημένο και προστατευμένο. Για να διευκολυνθεί η επιβεβαίωση του υλικού στο σημείο εισόδου από το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος, η Τεχνική Γραμματεία παρέχει έγγραφα και θέτει σφραγίδες για τη γνησιότητα της πιστοποίησης.

39. Κάθε υλικό που διατηρείται μονίμως βρίσκεται υπό τη φύλαξη της Τεχνικής Γραμματείας. Η Τεχνική Γραμματεία είναι υπεύθυνη για τη συντήρηση και τη διακρίβωση του υλικού αυτού.

40. Ανάλογα με τις ανάγκες, η Τεχνική Γραμματεία κάνει διακανονισμούς με τα Κράτη μέρη έτσι ώστε να παρέχουν το υλικό που αναφέρεται στον κατάλογο. Αυτά τα Κράτη μέρη είναι υπεύθυνα για τη συντήρηση και τη διακρίβωση του εν λόγω υλικού.

Γ. ΑΙΤΗΣΗ ΕΠΙΤΟΠΙΑΣ ΕΠΙΘΕΩΡΗΣΗΣ, ΕΝΤΟΛΗ ΕΠΙΘΕΩΡΗΣΗΣ ΚΑΙ ΓΝΩΣΤΟΠΟΙΗΣΗ ΕΠΙΘΕΩΡΗΣΗΣ

Αίτηση επιτόπιας επιθεώρησης

41. Σύμφωνα με την παράγραφο 37 του άρθρου IV, η αίτηση επιτόπιας επιθεώρησης περιέχει τουλάχιστον τις εξής πληροφορίες:

α) Τις γεωγραφικές και κάθετες συντεταγμένες του τόπου του συμβάντος που αποτέλεσε το έναυσμα της αίτησης, με ένδειξη του πιθανού περιθωρίου σφάλματος.

β) Τα προτεινόμενα όρια της ζώνης επιθεώρησης, χαραγμένα σε χάρτη και σύμφωνα με τις παραγράφους 2 και 3.

γ) Το Κράτος μέρος ή τα Κράτη μέρη που θα επιθεωρηθούν ή την ένδειξη ότι η ζώνη επιθεώρησης ή ένα τμήμα της ζώνης αυτής δεν βρίσκεται υπό τη δικαιοδοσία ή τον έλεγχο κανενός Κράτους.

δ) Το πιθανό περιβάλλον του συμβάντος που αποτέλεσε έναυσμα της αίτησης.

ε) Τον εκτιμώμενο χρόνο του συμβάντος που αποτέλεσε έναυσμα της αίτησης, με ένδειξη του πιθανού περιθωρίου σφάλματος.

στ) Όλα τα δεδομένα στα οποία στηρίζεται η αίτηση.

ζ) Όλες τις χρήσιμες πληροφορίες σχετικά με τον προτεινομενο παρατηρητή.

η) Τα αποτελέσματα καθε διαδικασίας συζητήσεων και διευκρινίσεων που έγινε σύμφωνα με το άρθρο IV η αναφορα των λόγων για τους οποίους δεν έγινε διαδικασία τέτοιου είδους.

Εντολή επιθεώρησης

42. Η εντολή επιτόπιας επιθεώρησης περιέχει τις εξής πληροφορίες:

α) Την απόφαση του Εκτελεστικού Συμβουλίου σχετικά με την αίτηση επιτόπιας επιθεώρησης.

β) Το όνομα του Κράτους μέρους ή των Κρατών μερών που θα επιθεωρηθούν ή την ένδειξη ότι η ζώνη επιθεώρησης ή τμήμα αυτής της ζώνης δεν βρίσκεται υπό τη δικαιοδοσία ή τον έλεγχο κανενός Κράτους.

γ) Τον τόπο και τα όρια της ζώνης επιθεώρησης που υποδεικνύονται σε χάρτη λαμβανομένων υπόψη όλων των πληροφοριών στις οποίες βασίστηκε η αίτηση και κάθε άλλο διαθέσιμο δεδομένο τεχνικών πληροφοριών, μετά από διαβούλευση με το αιτούν Κράτος μέρος.

δ) Τους προβλεπόμενους τύπους δραστηριότητας της ομάδας επιθεώρησης στη ζώνη επιθεώρησης.

ε) Το σημείο εισόδου που θα χρησιμοποιήσει η ομάδα επιθεώρησης.

στ) Τα σημεία διαβασης ή τις βάσεις, ανάλογα με τις ανάγκες.

ζ) Το όνομα του αρχηγού της ομάδας επιθεώρησης.

η) Τα ονόματα των μελών της ομάδας επιθεώρησης.

θ) Το όνομα του προτεινόμενου παρατηρητή.

ι) Τον κατάλογο των υλικών που θα χρησιμοποιηθούν στη ζώνη επιθεώρησης.

Αν η απόφαση που έλαβε το Εκτελεστικό Συμβούλιο σε εφαρμογή των παραγράφων 46 έως 49 του άρθρου IV απαιτεί τροποποίηση της εντολής επιθεώρησης, ο Γενικός Διευθυντής μπορεί να ενημερώσει την εντολή όσον αφορά τα σημεία δ), η) και ι) ανάλογα με τις ανάγκες. Ο Γενικός Διευθυντής ενημερώνει αμέσως το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος για την τροποποίηση αυτή.

Γνωστοποίηση επιθεώρησης

43. Η γνωστοποίηση που κάνει ο Γενικός Διευθυντής σε εφαρμογή της παραγράφου 55 του άρθρου IV περιλαμβάνει τις εξής πληροφορίες:

α) Την εντολή επιθεώρησης.

β) Την προβλεπόμενη ημερομηνία και την ώρα άφιξης της ομάδας επιθεώρησης στο σημείο εισόδου.

γ) Τα μέσα μεταφοράς στο σημείο εισόδου.

δ) Αν χρειαστεί, το διαρκή αριθμό διπλωματικής εξουσιοδότησης για τις μη τακτικές πτήσεις.

ε) Τον κατάλογο όλων των υλικών που ο Γενικός Διευθυντής ζητά από το επιθεωρούμενο Κράτος μέλος να θέσει στη διάθεση της ομάδας επιθεώρησης για να χρησιμοποιηθούν στη ζώνη επιθεώρησης.

44. Το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος βεβαιώνει την παραλαβή της γνωστοποίησης του Γενικού Διευθυντή το αργότερο 12 ώρες μετά την παραλαβή της εν λόγω γνωστοποίησης.

Δ. ΔΡΑΣΤΗΡΙΟΤΗΤΕΣ ΠΡΙΝ ΤΗΝ ΕΠΙΘΕΩΡΗΣΗ

Είσοδος στην επικράτεια του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους, δραστηριότητες στο σημείο εισόδου και μεταφορά ως τη ζώνη επιθεώρησης

45. Το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος που ενημερώθηκε για την άφιξη ομάδας επιθεώρησης κάνει ό,τι είναι απαραίτητο ώστε η ομάδα να μπορέσει να μπει αμέσως στην επικράτειά του.

46. Σε περίπτωση χρήσης αεροσκάφους που πραγματοποιεί μη τακτικές πτήσεις για να εξασφαλιστεί η μεταφορά έως το σημείο εισόδου, η Τεχνική Γραμματεία παρέχει στο επιθεωρούμενο Κράτος μέρος, μέσω της εθνικής αρχής, πρόγραμμα πτήσης του αεροσκάφους μεταξύ του τελευταίου αεροδρομίου πριν τη διείσδυση στον εναέριο χώρο του εν λόγω Κράτους μέρους και του σημείου εισόδου, τουλάχιστον έξι ώρες πριν την προβλεπόμενη ώρα αναχώρησης από το εν λόγω αεροδρόμιο. Το πρόγραμμα αυτό εγγράφεται σύμφωνα με τις διαδικασίες του Διεθνούς Οργανισμού Πολιτικής Αεροπορίας που ισχύουν για πολιτικά αεροσκάφη. Η Τεχνική Γραμματεία αναφέρει στο τμήμα κάθε προγράμματος πτήσης που αφορά τις παρατηρήσεις το διαρκή αριθμό διπλωματικής εξουσιοδότησης και την κατάλληλη ένδειξη που ορίζει το αεροσκάφος ως αεροσκάφος επιθεώρησης.

Αν χρησιμοποιηθεί στρατιωτικό αεροσκάφος, η Τεχνική Γραμματεία ζητά προηγουμένως από το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος να δώσει εξουσιοδότηση διείσδυσης στον εναέριο χώρο του.

47. Τουλάχιστον τρεις ώρες πριν την προβλεπόμενη αναχώρηση της ομάδας επιθεώρησης από το τελευταίο αεροδρόμιο πριν τη διείσδυση στον εναέριο χώρο του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους, το εν λόγω Κράτος κάνει ό,τι είναι απαραίτητο για να εγκριθεί το πρόγραμμα πτήσεων που έχει κατατεθεί σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 46, έτσι ώστε η ομάδα επιθεώρησης να μπορεί να φθάσει στο σημείο εισόδου την προβλεπόμενη ώρα.

48. Αν χρειαστεί, ο αρχηγός της ομάδας επιθεώρησης και ο εκπρόσωπος του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους υποδεικνύουν μια βάση και ένα πρόγραμμα πτήσεων από το σημείο εισόδου μέχρι τη βάση αυτή και μέχρι τη ζώνη επιθεώρησης.

49. Το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος παρέχει ή κάνει τις απαραίτητες προβλέψεις για να εξασφαλίσει, στο σημείο εισόδου και, αν χρειαστεί, στη βάση καθώς και μέσα στη ζώνη επιθεώρησης, τις διευκολύνσεις που ζητά η Τεχνική Γραμματεία για τη στάθμευση, την ασφάλεια, τη συνεχή συντήρηση και την παροχή καυσίμων των αεροσκαφών της ομάδας επιθεώρησης. Τα αεροσκάφη αυτά δεν υπόκεινται σε φόρους προσγείωσης ή απογείωσης και σε άλλα παρόμοια τέλη. Οι διατάξεις της παρούσας παραγράφου ισχύουν επίσης για τα αεροσκάφη που χρησιμοποιούνται για την υπέρπτηση στη διάρκεια της επιτόπιας επιθεώρησης.

50. Με την επιφύλαξη των διατάξεων της παραγράφου 51, το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος δεν επιβάλλει κανέναν περιορισμό στην ομάδα επιθεώρησης σε σχέση με τη μεταφορά στην επικράτεια του εν λόγω Κράτους του εγκεκριμένου υλικού, σύμφωνα με την εντολή επιθεώρησης ή με τη χρήση αυτού σύμφωνα με τις διατάξεις της Συνθήκης και του παρόντος Πρωτοκόλλου.

51. Το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος έχει το δικαίωμα, με την επιφύλαξη των προθεσμιών που ορίζονται στην παραγραφο 54, να επαληθεύσει ενώπιον των μελών της ομάδας επιθεώρησης στο σημείο εισόδου ότι το υλικό έχει εγκριθεί σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 38. Το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος μπορεί να απορρίψει το υλικό που δεν τηρεί την εντολή επιθεώρησης ή που δεν έχει εγκριθεί σύμφωνα με τις διατάξεις της παραγράφου 38.

52. Από την άφιξή του στο σημείο εισόδου και με την επιφύλαξη των προθεσμιών που ορίζονται στην παράγραφο 54, ο αρχηγός της ομάδας επιθεώρησης καταθέτει στον εκπρόσωπο του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους την εντολή επιθεώρησης και το αρχικό πρόγραμμα επιθεώρησης που έφτιαξε η ομάδα επιθεώρησης, στο οποίο καθορίζονται οι δραστηριότητες που θα κάνει. Οι εκπρόσωποι του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους δίνουν στην ομάδα επιθεώρησης, με τη βοήθεια χαρτών η άλλων εγγράφων, γενικές πληροφορίες για τα χαρακτηριστικά του φυσικού εδάφους, για θέματα ασφάλειας και απορρήτου και για τους διακανονισμούς διοικητικής μέριμνας σχετικά με την επιθεώρηση. Το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος μπορεί να υποδείξει τόπους που βρίσκονται μέσα στη ζώνη επιθεώρησης, οι οποίοι, κατά τη γνώμη του, δεν έχουν σχέση με το αντικείμενο της επιθεωρησης.

53. Μετά την παροχή των πληροφοριών πριν την επιθεώρηση, η ομάδα επιθεώρησης τροποποιεί, αν χρειαστεί, το αρχικό πρόγραμμα επιθεώρησης λαμβάνοντας υπόψη όλες τις παρατηρήσεις που έκανε το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος. Το τροποποιημένο πρόγραμμα επιθεώρησης τίθεται στη διάθεση του εκπροσώπου του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους.

54. Το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος κάνει ό,τι μπορεί για να βοηθήσει την ομάδα επιθεώρησης και για να εξασφαλίσει την ασφάλεια της μεταφοράς της ομάδας, του εγκεκριμένου υλικού που ορίζεται στις παραγράφους 50 και 51, καθώς και των αποσκευών, από το σημείο εισόδου έως τη ζώνη επιθεώρησης, το αργότερο 36 ώρες μετά την άφιξη στο σημείο εισόδου, εκτός αν συμφωνηθεί διαφορετικά μέσα στις προθεσμίες που αναφέρονται στην παράγραφο 57.

55. Για να επιβεβαιώσει ότι ο τόπος όπου οδηγείται αντιστοιχεί με τη ζώνη επιθεώρησης που καθορίζεται στην εντολή επιθεώρησης, η ομαδα επιθεώρησης έχει το δικαίωμα να χρησιμοποιήσει εγκεκριμένο υλικό προσανατολισμού. Το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος τη βοηθά για το σκοπό αυτόν.

Ε. ΔΙΕΞΑΓΩΓΗ ΤΩΝ ΕΠΙΘΕΩΡΗΣΕΩΝ

Γενικοί κανόνες

56. Η ομάδα επιθεώρησης εκτελεί τα καθήκοντά της σύμφωνα με τις διατάξεις της Συνθήκης και του παρόντος Πρωτοκόλλου.

57. Η ομάδα επιθεώρησης αρχίζει τις δραστηριότητές της στη ζώνη επιθεώρησης μόλις αυτό είναι δυνατόν και, σε κάθε περίπτωση, το αργότερο 72 ώρες μετά την άφιξή της στο σημείο εισόδου.

58. Οι δραστηριότητες της ομάδας επιθεώρησης οργανώνονται έτσι ώστε τα μέλη της να μπορούν να εκτελέσουν τα καθήκοντά τους μέσα στις επιθυμητές προθεσμίες και με την επιθυμητή αποτελεσματικότητα και έτσι ώστε να ενοχλούν κατά το λιγότερο δυνατόν το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος και να διαταράσσουν ελάχιστα την επιθεωρούμενη ζώνη.

59. Αν ζητήθηκε από το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος, σε εφαρμογή του σημείου ε) της παραγράφου 43 ή στη διάρκεια της επιθεώρησης, να θέσει στη διάθεση της ομάδας επιθεώρησης καθε χρήσιμο υλικο στη ζώνη επιθεώρησης, το επιθεωρουμενο Κρατος μερος ικανοποιεί το αιτημα αυτό κάνοντας ό,τι μπορεί.

60. Στη διάρκεια της επιτόπιας επιθεώρησης, η ομάδα επιθεώρησης έχει συγκεκριμένα:

α) Το δικαίωμα να καθορίσει πώς θα εκτελεστεί η επιθεώρηση, λαμβάνοντας υπόψη την εντολή επιθεώρησης και όλα τα μέτρα που έλαβε το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος σύμφωνα με τις διατάξεις που αφορούν την ελεγχόμενη πρόσβαση.

β) Το δικαίωμα να τροποποιήσει το πρόγραμμα επιθεώρησης, αν αυτό είναι απαραιτητο, για να εγγυηθεί την καλή εκτέλεση της επιθεώρησης.

γ) Την υποχρέωση να λάβει υπόψη τις εισηγήσεις που κάνει το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος σχετικά με το πρόγραμμα επιθεώρησης, καθώς και τις τροποποιήσεις που προτείνει.

δ) Το δικαίωμα να ζητήσει διευκρινήσεις για τυχόν ασάφειες που μπορεί να προκύψουν στη διάρκεια της επιθεώρησης.

ε) Την υποχρέωση να ανατρέχουν αποκλειστικά στις τεχνικές που προβλέπονται στην παράγραφο 69 και να μην κάνουν δραστηριότητες που δεν έχουν σχέση με το αντικείμενο της επιθεωρησης. Η ομάδα συλλέγει και διαπιστώνει τα σημαντικά γεγονότα που έχουν σχέση με το αντικείμενο της επιθεώρησης, αλλα δεν προσπαθεί να διαπιστώσει σημαντικά δεδομένα πληροφοριών που είναι φανερό ότι δεν έχουν σχέση με αυτό. Κάθε υλικό που συλλέγεται και θεωρείται στη συνεχεια ότι δεν είναι σχετικό, επιστρέφεται στο επιθεωρούμενο Κράτος μέρος.

στ) Την υποχρέωση να λαμβάνει υπόψη τα δεδομένα και τις εξηγήσεις σχετικά με τη φύση του συμβάντος που αποτέλεσε έναυσμα της αίτησης, τα οποία έδωσε το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος από τα εθνικά του δίκτυα επιτήρησης ή από άλλες πηγές, και να ενσωματώνει τα εν λόγω δεδομένα και εξηγήσεις στην έκθεσή του.

ζ) Την υποχρέωση να δώσει στο επιθεωρούμενο Κράτος μέρος, αν το ζητήσει, αντίγραφο των πληροφοριών και των δεδομένων που συλλέχθηκαν στη ζώνη επιθεώρησης.

η) Την υποχρέωση να σέβεται τους κανονισμούς του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους όσον αφορά το απόρρητο, καθώς και την ασφάλεια και υγεία.

61. Στη διάρκεια της επιτόπιας επιθεώρησης, το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος έχει συγκεκριμένα:

α) Το δικαίωμα να κάνει ανά πάσα στιγμή εισηγήσεις προς την ομάδα επιθεώρησης σχετικά με την πιθανή τροποποίηση του προγράμματος επιθεώρησης.

β) Το δικαίωμα και την υποχρέωση να ορίσει εκπρόσωπο για να διασφαλιστεί ο σύνδεσμος με την ομάδα επιθεώρησης.

γ) Το δικαίωμα να ορίσει εκπροσώπους για τη συνοδεία της ομάδας επιθεώρησης στη διάρκεια της εκτέλεσης των καθηκόντων της και να παρακολουθούν οι εκπρόσωποι αυτοί όλες τις δραστηριότητες επιθεώρησης που κάνει η ομάδα. Αυτό δεν πρέπει να καθυστερεί ούτε να ενοχλεί με άλλον τρόπο την ομάδα επιθεώρησης κατά την άσκηση των καθηκόντων της.

δ) Το δικαίωμα να δίνει νέα στοιχεία πληροφοριών και να ζητά να συλλέγονται και να διαπιστωνονται πρόσθετα σημαντικά γεγονότα που θεωρεί χρήσιμα για την επιθεώρηση.

ε) Το δικαίωμα να εξετάζει όλα τα φωτογραφικά και μετρολογικά προιόντα, καθώς και τα δείγματα και να

προστατεύει κάθε φωτογραφία ή τμήμα φωτογραφίας που δείχνει ευαίσθητα σημεία που δεν έχουν σχέση με το σκοπό της επιθεώρησης. Το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος έχει το δικαίωμα να λαμβάνει αντίγραφο κάθε φωτογραφικού και μετρολογικού προιόντος.

Έχει το δικαίωμα να προστατεύει τα πρωτότυπα και τα προιόντα πρώτης γενιάς των φωτογραφιών και να θέτει τις φωτογραφίες ή τα τμήματα των φωτογραφιών υπό κοινή σφραγίδα σε τόπο που βρίσκεται στην επικράτειά του. Έχει το δικαίωμα να παρέχει το δικό του χειριστή για τη λήψη φωτογραφιών ή βίντεο που ζητά η ομάδα επιθεώρησης. Αν δεν το κάνει, οι εργασίες αυτές εκτελούνται από τα μέλη της ομάδας επιθεώρησης.

στ) Το δικαίωμα να δίνει στην ομάδα επιθεώρησης δεδομένα και εξηγήσεις σχετικά με τη φύση του συμβάντος που αποτέλεσε έναυσμα της αίτησης, για τα οποία ανατρέχει στα εθνικά δίκτυα επιτήρησης ή σε άλλες πηγές.

ζ) Την υποχρέωση να δίνει στην ομάδα επιθεώρησης όλες τις απαραίτητες διευκρινήσεις για την άρση όλων των ασαφειών που προκύπτουν στη διάρκεια της επιθεώρησης.

Επικοινωνίες

62. Τα μέλη της ομάδας επιθεώρησης έχουν το δικαίωμα να επικοινωνούν μεταξύ τους και με την Τεχνική Γραμματεία ανά πάσα στιγμή στη διάρκεια της επιτόπιας επιθεώρησης. Για το σκοπό αυτόν, μπορούν να χρησιμοποιούν το δικό τους υλικό, δεόντως εγκεκριμένο, με τη συγκατάθεση του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους, αν αυτό δεν τους δώσει πρόσβαση σε άλλα μέσα τηλεπικοινωνιών.

Παρατηρητής

63. Σε εφαρμογή των διατάξεων της παραγράφου 61 του άρθρου IV, το αιτούν Κράτος μέρος εξασφαλίζει το σύνδεσμο με την Τεχνική Γραμματεία για το συντονισμό της άφιξης του παρατηρητή στο ίδιο σημείο εισόδου ή στην ίδια βάση με την ομάδα επιθεώρησης σε εύλογη προθεσμία σε σχέση με την άφιξη της ομάδας.

64. Ο παρατηρητής έχει το δικαίωμα, σε όλη τη διάρκεια της επιθεώρησης, να βρίσκεται σε επικοινωνία με την πρεσβεία του αιτούντος Κράτους μέρους που βρίσκεται στο επιθεωρούμενο Κράτος μέρος ή, αν δεν υπάρχει πρεσβεία, με το ίδιο το αιτούν Κράτος μέρος.

65. Ο παρατηρητής έχει το δικαίωμα να φθάσει στη ζώνη επιθεώρησης και να έχει πρόσβαση σε αυτήν και στο εσωτερικό αυτής όπως η πρόσβαση χορηγήθηκε από το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος.

66. Ο παρατηρητής έχει το δικαίωμα να κάνει εισηγήσεις στην ομάδα επιθεώρησης σε όλη τη διάρκεια της επιθεώρησης.

67. Σε όλη τη διάρκεια της επιθεώρησης η ομάδα επιθεώρησης ενημερώνει τον παρατηρητή για τη διεξαγωγή της επιθεώρησης και για τα αποτελέσματα.

68. Σε όλη τη διάρκεια της επιθεώρησης, το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος παρέχει ή κάνει τις απαραίτητες προβλέψεις για να εξασφαλίσει στον παρατηρητή διευκολύνσεις ανάλογες με αυτές που έχει η ομάδα επιθεώρησης και που περιγράφονται στην παράγραφο 11. Όλα τα έξοδα διαμονής του παρατηρητή στην επικράτεια του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους βαρύνουν το αιτούν Κράτος μέρος.

Δραστηριότητες και τεχνικές επιθεώρησης

69. Οι δραστηριότητες επιθεώρησης που αναφέρονται κάτωθι μπορούν να εκτελεστούν και οι τεχνικές να εφαρμοστούν σύμφωνα με τις διατάξεις που αφορούν την ελεγχόμενη πρόσβαση, για τη λήψη, το χειρισμό και την ανάλυση δειγμάτων, καθώς και για τις υπερπτήσεις:

α) Θέση σε σχέση με τον αέρα ή την επιφάνεια για να επιβεβαιωθούν τα όρια της ζώνης επιθεώρησης και για να διαπιστωθούν οι συντεταγμένες των σημείων όπου βρίσκονται, με τη βοήθεια δραστηριοτήτων επιθεώρησης.

β) Οπτική παρατήρηση, λήψη φωτογραφιών και βίντεο και πολυφασματικών εικόνων, συγκεκριμένα μετρήσεις στο υπέρυθρο, στην επιφάνεια, κάτω από την επιφάνεια ή στον αέρα, για την έρευνα ανωμαλιών ή τεχνουργημάτων.

γ) Μετρήσεις του επιπέδου ραδιενέργειας πάνω από την επιφάνεια, στην επιφάνεια ή κάτω από την επιφάνεια, με έλεγχο της γάμα ακτινοβολίας και ανάλυση ενέργειας στον αέρα, στην επιφάνεια ή κάτω από την επιφάνεια, για την έρευνα και την επισήμανση ανωμαλιών ακτινοβολίας.

δ) Λήψη δειγμάτων στο περιβάλλον και ανάλυση στερεών, ρευστών και αερίων πάνω από την επιφάνεια, στην επιφάνεια ή κάτω από την επιφάνεια για την επισήμανση ανωμαλιών.

ε) Παθητική σεισμολογική επιτήρηση αντιδράσεων που γίνεται για να εντοπιστεί η ζώνη έρευνας και για να διευκολυνθεί ο καθορισμός της φύσης του συμβάντος.

στ) Σεισμομετρία παλμικών δονήσεων και ενεργή σεισμική ανίχνευση θέσης κοιτασμάτων για την έρευνα και τον εντοπισμό υπόγειων ανωμαλιών, συγκεκριμένα κοιλοτήτων και ζωνών θραυσμάτων.

ζ) Χαρτογράφηση του μαγνητικού πεδίου και του πεδίου βαρύτητας, μετρήσεις με ραντάρ που διεισδύει στο έδαφος και μετρήσεις της ηλεκτρικής αγωγιμότητας στην επιφάνεια και στον αέρα, ανάλογα με τις απαιτήσεις, για τον εντοπισμό ανωμαλιών ή τεχνουργημάτων.

η) Γεωτρήσεις για τη λήψη ραδιενεργών δειγμάτων.

70. Στις 25 ημέρες που ακολουθούν την έγκριση της επιτόπιας επιθεώρησης, σύμφωνα με την παράγραφο 46 του άρθρου IV, η ομάδα επιθεώρησης έχει το δικαίωμα να κάνει όλες τις δραστηριότητες και να εφαρμόσει όλες τις τεχνικές που αναφέρονται στα σημεία α) έως ε) της παραγράφου 69. Όταν εγκριθεί η συνέχιση της επιθεώρησης σύμφωνα με την παράγραφο 47 του άρθρου IV, η ομάδα επιθεώρησης έχει το δικαίωμα να κάνει όλες τις δραστηριότητες και να εφαρμόσει όλες τις τεχνικές που αναφέρονται στα σημεία α) έως ζ) της παραγράφου 69. Η ομάδα επιθεώρησης μπορεί να κάνει γεωτρήσεις μόνο αν το Εκτελεστικό Συμβούλιο δώσει τη συγκατάθεσή του σύμφωνα με την παράγραφο 48 του άρθρου IV. Αν η ομάδα επιθεώρησης ζητήσει την παράταση της επιθεώρησης, σύμφωνα με την παράγραφο 49 του άρθρου IV, αναφέρει επακριβώς στην αίτησή της ποιες δραστηριότητες προτίθεται να κάνει και ποιες τεχνικές σκοπεύει να εφαρμόσει, μεταξύ αυτών που αναφέρονται στην παράγραφο 69, για να μπορέσει να εκτελέσει τα καθήκοντά της.

Υπερπτήσεις

71. Η ομάδα επιθεώρησης έχει το δικαίωμα να κάνει, στη διάρκεια της επιτόπιας επιθεώρησης, υπέρπτηση

στη ζώνη επιθεώρησης για να κάνει γενικό εντοπισμό της ζώνης, να οριοθετήσει και να επισημάνει καλύτερα τα σημεία των δραστηριοτήτων επιθεώρησης στο έδαφος και να διευκολύνει τη συλλογή τεκμηριωμένων αποδείξεων, χρησιμοποιώντας το υλικό που αναφέρεται στην παράγραφο 79.

72. Η υπέρπτηση στη ζώνη επιθεώρησης γίνεται όταν αυτό είναι δυνατόν, λαμβάνοντας υπόψη τις περιστάσεις. Δεν διαρκεί περισσότερο από 12 ώρες συνολικά.

73. Οι πρόσθετες υπερπτήσεις, στη διάρκεια των οποίων χρησιμοποιείται το υλικό που αναφέρεται στις παραγράφους 79 και 80, μπορούν να γίνουν με την επιφύλαξη της συμφωνίας του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους.

74. Η ζώνη που καλύπτουν οι υπερπτήσεις δεν εκτείνεται πέραν της ζώνης επιθεώρησης.

75. Το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος έχει το δικαίωμα να περιορίσει ή, κατ' εξαίρεση και με εύλογη αιτία, να απαγορεύσει την υπέρπτηση σε ευαίσθητες περιοχές, που δεν έχουν σχέση με το σκοπό της επιθεώρησης. Μπορεί να περιοριστεί το ύψος της πτήσης, ο αριθμός των κυκλικών διαβάσεων και περασμάτων, η διάρκεια της στάσιμης πτήσης, ο τύπος του αεροσκάφους που χρησιμοποιείται, ο αριθμός των επιθεωρητών που επιβιβάζονται και ο τύπος της μέτρησης ή της παρατήρησης που γίνεται. Αν η ομάδα επιθεώρησης θεωρεί ότι ο περιορισμός ή η απαγόρευση της υπέρπτησης σε ευαίσθητες περιοχές παρεμποδίζουν την εκτέλεση των καθηκόντων της, το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος κάνει ό,τι μπορεί εύλογα για να δώσει άλλα μέσα επιθεώρησης.

76. Οι υπερπτήσεις γίνονται σύμφωνα με πρόγραμμα πτήσης που ανακοινώνεται δεόντως και εγκρίνεται σύμφωνα με τους κανόνες και τους κανονισμούς του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους σχετικά με την εναέρια κυκλοφορία. Οι κανονισμοί του Κράτους αυτού σχετικά με την ασφάλεια της αεροπλοΐας γίνονται αυστηρά σεβαστοί σε όλη τη διάρκεια των πτήσεων.

77. Στη διάρκεια υπερπτήσεων, η προσγείωση εγκρίνεται κανονικά μόνο για ενδιάμεσες στάσεις ή ανεφοδιασμό.

78. Οι υπερπτήσεις γίνονται σε ύψη που έχει ζητήσει η ομάδα επιθεώρησης, σύμφωνα με τις δραστηριότητες που θα εκτελεστούν και με τις συνθήκες ορατότητας, καθώς και σύμφωνα με τους κανονισμούς του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους σχετικά με την εναέρια κυκλοφορία και την ασφάλεια και το ίδιο δικαίωμά του να προστατεύει ευαίσθητες πληροφορίες που δεν έχουν σχέση με το σκοπό της επιθεώρησης. Οι πτήσεις γίνονται σε μέγιστο ύψος 1500 μέτρων πάνω από την επιφάνεια.

79. Όταν πρόκειται για υπερπτήσεις που γίνονται σε εφαρμογή των παραγράφων 71 και 72, το κάτωθι υλικό μπορεί να χρησιμοποιηθεί μέσα στο αεροσκάφος:

α) κυάλια

β) υλικό παθητικού εντοπισμού

γ) βιντεοκάμερες

δ) φωτογραφικές μηχανές χειρός.

80. Όταν πρόκειται για πρόσθετες υπερπτήσεις που γίνονται σε εφαρμογή της παραγράφου 73, οι επιθεωρητές που βρίσκονται μέσα στο αεροσκάφος μπορούν επίσης να χρησιμοποιήσουν φορητό υλικό με εύκολη εγκατάσταση για να κάνουν τα εξής:

α) πολυφασματικές εικόνες (ειδικά στο υπέρυθρο)

β) γάμα φασματοσκόπηση

γ) χαρτογράφηση του μαγνητικού πεδίου.

81. Οι υπερπτήσεις γίνονται με αεροσκάφος σχετικά αργό με σταθερή ή στρεφόμενη αεροτομή. Το αεροσκάφος πρέπει να επιτρέπει ευρεία και καθαρή θέαση της επιφάνειας πάνω από την οποία γίνεται η υπέρπτηση.

82. Το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος έχει το δικαίωμα να δώσει το δικό του αεροσκάφος, κατάλληλα εξοπλισμένο εκ των προτέρων, σύμφωνα με τις τεχνικές απαιτήσεις που περιέχονται στο σχετικό εγχειρίδιο, καθώς και πλήρωμα. Διαφορετικά, το αεροσκάφος παρέχεται ή ενοικιάζεται από την Τεχνική Γραμματεία.

83. Αν το αεροσκάφος παρέχεται η ενοικιάζεται από την Τεχνική Γραμματεία, το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος έχει το δικαίωμα να το ελέγξει για να εξασφαλίσει ότι είναι εξοπλισμένο με εγκεκριμένο υλικό επιθεώρησης. Ο έλεγχος αυτός γίνεται μέσα στην προθεσμία που αναφέρεται στην παράγραφο 57.

84. Το προσωπικό που βρίσκεται μέσα στο αεροσκάφος περιλαμβάνει:

α) Τον ελάχιστο αριθμό μελών πληρώματος που είναι απαραίτητος για να λειτουργήσει με ασφάλεια το αεροσκάφος.

β) Έως τέσσερα μέλη της ομάδας επιθεώρησης.

γ) Έως δύο εκπροσώπους του επιθεωρουμένου Κράτους μέρους.

δ) Έναν παρατηρητή, αν υπάρχει, με την επιφύλαξη της συγκατάθεσης του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους.

ε) Έναν διερμηνέα, αν χρειάζεται.

85. Οι διαδικασίες εκτέλεσης των υπερπτήσεων αναφέρονται λεπτομερώς στο εγχειρίδιο για τις επιτόπιες επιθεωρήσεις.

Ελεγχόμενη πρόσβαση

86. Η ομάδα επιθεώρησης έχει το δικαίωμα να έχει πρόσβαση στη ζώνη επιθεώρησης σύμφωνα με τις διατάξεις της Συνθήκης και του παρόντος Πρωτοκόλλου.

87. Το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος εξασφαλίζει την πρόσβαση στο εσωτερικό της ζώνης επιθεώρησης μέσα στην προθεσμία που ορίζει η παράγραφος 57.

88. Σύμφωνα με την παράγραφο 57 του άρθρου IV και την παράγραφο 86 άνωθι, το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος έχει συγκεκριμένα τα εξής δικαιώματα και υποχρεώσεις:

α) Το δικαίωμα να λάβει μέτρα για να προστατεύσει ευαίσθητες εγκαταστάσεις και τοποθεσίες, σύμφωνα με το παρόν Πρωτόκολλο.

β) Την υποχρέωση, όταν η πρόσβαση στο εσωτερικό της ζώνης επιθεώρησης είναι περιορισμένη, να κάνει ό,τι είναι εύλογα δυνατόν για να ικανοποιήσει τις απαιτήσεις της εντολής επιθεώρησης με άλλα μέσα. Η διευθέτηση όλων των θεμάτων που αφορούν μία ή περισσότερες εργασίες επιθεώρησης δεν πρέπει να καθυστερεί ούτε να εμποδίζει την εκτέλεση άλλων δραστηριοτήτων επιθεώρησης.

γ) Το δικαίωμα να αποφασίζει οριστικά για κάθε πρόσβαση που χορηγείται στην ομάδα επιθεώρησης, λαμβάνοντας υπόψη τις υποχρεώσεις του δυνάμει της Συνθήκης και τις διατάξεις που αφορούν την ελεγχόμενη πρόσβαση.

89. Σύμφωνα με την παράγραφο 57, σημείο β), με το άρθρο IV και με την παράγραφο 88, σημείο α) άνωθι, το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος έχει το δικαίωμα να λάβει σε όλη τη ζώνη επιθεώρησης μέτρα για να προστατεύσει τις ευαίσθητες εγκαταστάσεις και τοποθεσίες και να εμποδίσει την αποκάλυψη απόρρητων πληροφοριών που δεν έχουν σχέση με το σκοπό της επιθεώρησης. Τα μέτρα αυτά μπορούν να είναι τα εξής:

α) Κάλυψη ευαίσθητων αφισών, αποθεμάτων και υλικού.

β) Περιορισμός των μετρήσεων δραστηριότητας των

ραδιονουκλειδίων και της πυρηνικής ακτινοβολίας στον καθορισμό της παρουσίας ή απουσίας τύπων και ενεργειών ακτινοβολίας που έχουν σχέση με το σκοπό της επιθεώρησης.

γ) Περιορισμός της λήψης και ανάλυσης δειγμάτων στον καθορισμό της παρουσίας ή απουσίας ραδιενεργών ή άλλων προϊόντων που έχουν σχέση με το σκοπό της επιθεώρησης.

δ) Έλεγχος της πρόσβασης σε κτίρια και άλλες κατασκευές, σύμφωνα με τις παραγράφους 90 και 91.

ε) Γνωστοποίηση των σημείων περιορισμένης πρόσβασης, σύμφωνα με τις διατάξεις των παραγράφων 92 έως 96.

90. Η πρόσβαση στα κτίρια και τις άλλες κατασκευές αναβάλλεται έως ότου η συνέχιση της επιτόπιας επιθεώρησης εγκριθεί, σύμφωνα με την παράγραφο 47 του άρθρου IV, εκτός από την πρόσβαση σε κτίρια και άλλες κατασκευές που στεγάζουν την είσοδο ορυχείου, άλλων εκσκαφών η μεγάλων σπηλαίων που δεν είναι προσβάσιμα με άλλο τρόπο. Η ομάδα επιθεώρησης περνά απλώς από αυτά τα κτίρια και κατασκευές ακολουθώντας τις οδηγίες του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους για να διεισδύσει στα ορυχεία, τα σπήλαια ή τις άλλες εκσκαφές.

91. Αν, μετά την έγκριση της συνέχισης της επιθεώρησης σύμφωνα με την παράγραφο 47 του άρθρου IV, η ομάδα επιθεώρησης αποδείξει ευλόγως στο επιθεωρουμενο Κρατος μερος ότι της είναι απαραίτητο να έχει πρόσβαση σε κτίρια και άλλες κατασκευές για να εκτελέσει την εντολή επιθεώρησης και ότι οι δραστηριότητες που απαιτουνται και εξουσιοδοτούνται από την εντολή δεν μπορουν να εκτελεστούν απ' έξω, έχει το δικαίωμα να έχει πρόσβαση στα εν λόγω κτίρια και κατασκευές. Ο αρχηγός της ομάδας επιθεώρησης ζητά την πρόσβαση σε συγκεκριμένο κτίριο ή κατασκευή και αναφέρει το σκοπό, τον ακριβή αριθμό των επιθεωρητών, καθώς και τις δραστηριότητες που θα γίνουν.

Οι διατυπώσεις της πρόσβασης αποτελούν αντικείμενο διαπραγμάτευσης μεταξυ της ομάδας επιθεώρησης και του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους. Το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος έχει το δικαίωμα να περιορίσει ή, κατ' εξαίρεση με εύλογη αιτία, να απαγορεύσει την πρόσβαση σε κτίρια και αλλες κατασκευές.

92. Καμία από τις τοποθεσίες περιορισμένης πρόσβασης που δηλώθηκαν, σύμφωνα με την παράγραφο 89, σημείο ε), δεν πρέπει να έχει διαστάσεις μεγαλύτερες των 4 τετραγωνικών χιλιομέτρων. Το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος έχει το δικαίωμα να δηλώσει έως 50 τετραγωνικά χιλιόμετρα τοποθεσιών περιορισμένης πρόσβασης. Αν δηλωθούν περισσότερες της μίας τοποθεσίες περιορισμένης πρόσβασης, κάθε τοποθεσία πρέπει να χωρίζεται από την άλλη τοποθεσία με ελάχιστη απόσταση 20 μέτρων. Κάθε τοποθεσία περιορισμένης πρόσβασης έχει σαφώς καθορισμένα και προσβάσιμα όρια.

93. Το εμβαδόν, ο τόπος και τα όρια των τοποθεσιών περιορισμένης πρόσβασης γνωστοποιούνται στον αρχηγό της ομάδας επιθεώρησης το αργότερο όταν η ομάδα ζητά πρόσβαση σε ένα μέρος που περιλαμβάνει μια τέτοια τοποθεσία ή που περιλαμβάνει τμήμα αυτής.

94. Η ομάδα επιθεώρησης έχει το δικαίωμα να τοποθετήσει υλικό και να λάβει άλλα μέτρα που είναι απαραίτητα για τη διεξαγωγή της επιθεώρησης πηγαίνοντας έως τα όρια μιας τοποθεσίας περιορισμένης πρόσβασης.

95. Η ομάδα επιθεώρησης είναι εξουσιοδοτημένη να παρατηρεί οπτικά όλα τα ανοικτά μέρη στο εσωτερικό μιας τοποθεσίας περιορισμένης πρόσβασης από τα όρια αυτής.

96. Η ομάδα επιθεώρησης κάνει ό,τι είναι εύλογα δυνατόν για να εκτελέσει την εντολή επιθεώρησης εκτός των τοποθεσιών που έχουν δηλωθεί ως περιορισμένης πρόσβασης πριν ζητήσει πρόσβαση στις τοποθεσίες αυτές. Αν, ανά πάσα στιγμή, η ομάδα επιθεώρησης αποδείξει εύλογα στο επιθεωρούμενο Κράτος μέρος ότι οι δραστηριότητες που απαιτεί και εξουσιοδοτεί η εντολή επιθεώρησης δεν μπορούν να εκτελεστούν απ' έξω και ότι της είναι απαραίτητο, για να εκτελέσει την εντολή, να έχει πρόσβαση σε μια τοποθεσία περιορισμένης πρόσβασης, η πρόσβαση χορηγείται σε μέλη της ομάδας επιθεώρησης για να εκτελέσουν συγκεκριμένες εργασίες στο εσωτερικό μιας τοποθεσίας. Το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος έχει το δικαίωμα να καλύψει ή να προστατεύσει με άλλον τρόπο το ευαίσθητο υλικό, εξοπλισμό και αντικείμενα που δεν έχουν σχέση με το σκοπό της επιθεώρησης.

Ο αριθμός των επιθεωρητών περιορίζεται στον ελάχιστο που είναι απαραίτητος για την επίτευξη των εργασιών που συνδέονται με την επιθεώρηση. Οι διατυπώσεις της πρόσβασης είναι αντικείμενο διαπραγματεύσεων μεταξύ της ομάδας επιθεώρησης και του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους.

<u>Λήψη, χειρισμός και ανάλυση δειγμάτων</u>

97. Με την επιφύλαξη των διατάξεων των παραγράφων 86 έως 96 και 98 έως 100, η ομάδα επιθεώρησης έχει το δικαίωμα να παίρνει στη ζώνη επιθεώρησης κατάλληλα δείγματα και να τα εξάγει από τη ζώνη.

98. Κάθε φορά που αυτό είναι δυνατόν, η ομάδα επιθεώρησης αναλύει τα δείγματα επί τόπου. Εκπρόσωποι του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους έχουν το δικαίωμα να είναι παρόντες κατά την επιτόπια ανάλυση των δειγμάτων. Με αίτηση της ομάδας επιθεώρησης, το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος παρέχει, σύμφωνα με τις συμφωνημένες διαδικασίες, βοήθεια για την επιτόπια ανάλυση των δειγμάτων. Η ομάδα επιθεώρησης έχει το δικαίωμα να αποστείλει τα δείγματα προς ανάλυση εκτός της ζώνης, σε εργαστήρια που καθορίζει ο Οργανισμός, μόνο αν αποδείξει ότι η απαιτούμενη ανάλυση δεν μπορεί να γίνει επί τόπου.

99. Το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος έχει το δικαίωμα να κρατήσει ένα τμήμα όλων των δειγμάτων, όταν αναλύονται αυτά τα δείγματα, και μπορεί να πάρει αντίγραφα των δειγμάτων.

100. Το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος έχει το δικαίωμα να ζητήσει την επιστροφή κάθε δείγματος ή τμήματος δείγματος που δεν χρησιμοποιήθηκε.

101. Τα καθορισμένα εργαστήρια κάνουν χημική και φυσική ανάλυση των δειγμάτων που αποστέλλονται εκτός της ζώνης προς ανάλυση. Οι διατυπώσεις αυτής της ανάλυσης αναφέρονται λεπτομερώς στο λειτουργικό εγχειρίδιο για τις επιτόπιες επιθεωρήσεις.

102. Ο Γενικός Διευθυντής είναι υπεύθυνος σε πρώτο βαθμό για την ασφάλεια, την ακεραιότητα και τη διατήρηση των δειγμάτων. Πρέπει επίσης να φροντίζει ώστε να προστατεύεται το απόρρητο των δειγμάτων που αποστέλονται εκτός ζώνης προς ανάλυση. Για το σκοπό αυτόν, ο Γενικός Διευθυντής τηρεί τις διαδικασίες που αναφέρονται στο λειτουργικό εγχειρίδιο για τις επιτόπιες επιθεωρήσεις. Σε κάθε περίπτωση είναι υπεύθυνος για τα εξής:

α) Για να θεσπίζει αυστηρό καθεστώς σχετικά με τη λήψη, το χειρισμό, τη μεταφορά και την ανάλυση των δειγμάτων.

β) Για να εγκρίνει τα καθορισμένα εργαστήρια που θα κάνουν διαφόρους τύπους αναλύσεων.

γ) Για να επιβλέπει την τυποποίηση του υλικού και των μεθόδων που χρησιμοποιούνται στα καθορισμένα εργαστήρια, καθώς και του κινητού υλικού ανάλυσης και των μεθοδων που χρησιμοποιούνται σε σχέση με το εν λόγω κινητό υλικό.

δ) Για να παρακολουθεί τον έλεγχο της ποιότητας και γενικής εφαρμογής των κανόνων όσον αφορά την έγκριση των εργαστηρίων αυτών και όσον αφορά το κινητό υλικό και τις μεθόδους που χρησιμοποιούνται.

ε) Για να επιλέγει μεταξύ των καθορισμένων εργαστηρίων αυτά που καλούνται να κάνουν αναλύσεις ή άλλες εργασίες που συνδέονται με τις καθορισμένες έρευνες.

103. Όταν πρέπει να γίνει ανάλυση εκτός ζώνης, τα δείγματα πρέπει να αναλύονται σε τουλάχιστον δύο καθορισμένα εργαστήρια. Η Τεχνική Γραμματεία φροντίζει ώστε οι αναλύσεις να γίνονται γρήγορα. Τα δείγματα πρέπει να καταγράφονται από την Τεχνική Γραμματεία και κάθε δείγμα ή τμήμα δείγματος που δεν χρησιμοποιήθηκε πρέπει να αποστέλλεται στην Τεχνική Γραμματεία.

104. Η Τεχνική Γραμματεία συγκεντρώνει τα αποτελέσματα των αναλύσεων των δειγμάτων που έχουν σχέση με το σκοπό της επιθεώρησης. Σύμφωνα με την παράγραφο 63 του άρθρου IV, ο Γενικός Διευθυντής διαβιβάζει γρήγορα τα αποτελέσματα αυτά στο επιθεωρούμενο Κράτος μέρος για να διατυπώσει τις παρατηρήσεις του, μετά στο Εκτελεστικό Συμβούλιο και σε όλα τα άλλα Κράτη μέρη παρέχοντας λεπτομερή δεδομένα για το υλικό και τις μεθόδους που χρησιμοποίησαν τα καθορισμένα εργαστήρια που έκαναν τις αναλύσεις.

Διεξαγωγή επιθεωρήσεων στις ζώνες που δεν βρίσκονται υπό τη δικαιοδοσία ή τον έλεγχο κανενός Κράτους

105. Όταν πρέπει να γίνει επιθεώρηση σε μια ζώνη που δεν βρίσκεται υπό τη δικαιοδοσία ή τον έλεγχο κανενός Κράτους, ο Γενικός Διευθυντής προχωρά σε διαβουλεύσεις με τα επιθυμητά Κράτη μέρη για να καθορίσουν όλα τα σημεία διόδου και τις βάσεις που επιτρέπουν στην ομάδα επιθεώρησης να φθάσει γρήγορα στη ζώνη επιθεώρησης.

106. Τα Κράτη μέρη στην επικράτεια των οποίων βρίσκονται τα σημεία διόδου και οι βάσεις προσφέρουν κατά το δυνατόν τη συνδρομή τους για να διευκολύνουν την επιθεώρηση, συγκεκριμένα οδηγώντας την ομάδα επιθεώρησης, τις αποσκευές και το υλικό της έως τη ζώνη επιθεώρησης και προσφέροντας τις επιθυμητές διευκολύνσεις που προβλέπονται στην παράγραφο 11.

Ο Οργανισμός καταβάλλει στα Κράτη μέρη που πρόσφεραν τη συνδρομή τους όλα τα έξοδα στα οποία υποβλήθηκαν.

107. Με την επιφύλαξη της έγκρισης από το Εκτελεστικό Συμβούλιο, ο Γενικός Διευθυντής μπορεί να διαπραγματευθεί διαρκείς διακανονισμούς με τα Κράτη μέρη, έτσι ώστε να διευκολυνθεί η παροχή βοήθειας σε περίπτωση επιτόπιας επιθεώρησης σε ζώνη που δεν βρίσκεται υπό τη δικαιοδοσία ή τον έλεγχο κανενός Κράτους.

108. Αν ένα ή περισσότερα Κράτη μέρη έκαναν έρευνες για ένα ασαφές συμβάν σε μια ζώνη που δεν βρίσκεται υπό τη δικαιοδοσία ή τον έλεγχο κανενός Κράτους πριν κατατεθεί αίτηση επιθεώρησης στην εν λόγω ζώνη, το Εκτελεστικό Συμβούλιο μπορεί να λάβει υπόψη όλα τα αποτελέσματα των ερευνών τους για τις διαβουλεύσεις του σύμφωνα με το άρθρο IV.

Διαδικασία που ακολουθείται κατά τη λήξη της επιθεώρησης

109. Κατά τη λήξη της επιθεώρησης, η ομάδα επιθεώρησης συναντάται με τον εκπρόσωπο του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους για να κάνει ανασκόπηση των προκαταρκτικών αποτελεσμάτων της ομάδας και για να άρει πιθανές ασάφειες. Η ομάδα επιθεώρησης γνωστοποιεί εγγράφως στον εκπρόσωπο του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους τα προκαταρκτικά αποτελέσματά της, τηρώντας δεδομένο πρότυπο παρουσίασης. Του παρέχει επίσης έναν κατάλογο όλων των δειγμάτων που πήρε και άλλων στοιχείων που έλαβε από τη ζώνη επιθεώρησης σύμφωνα με την παράγραφο 98. Το έγγραφο αυτό υπογράφεται από τον αρχηγό της ομάδας επιθεώρησης. Ο εκπρόσωπος του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους το προσυπογράφει για να δείξει ότι έλαβε γνώση του περιεχομένου του. Η συνάντηση γίνεται το αργότερο 24 ώρες μετά το τέλος της επιθεώρησης.

Αναχώρηση

110. Όταν ολοκληρωθεί η διαδικασία που ακολουθείται κατά τη λήξη της επιθεώρησης, η ομάδα επιθεώρησης και ο παρατηρητής φεύγουν από την επικράτεια του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους αμέσως μόλις μπορέσουν. Το επιθεωρούμενο Κράτος μέρος κάνει ό,τι μπορεί για να βοηθήσει την ομάδα επιθεώρησης και για να εξασφαλίσει την ασφάλεια της μεταφοράς αυτής, του υλικού και των αποσκευών της στο σημείο εξόδου. Εκτός αν υπάρχει αντίθετη συμφωνία μεταξύ του επιθεωρούμενου Κράτους μέρους και της ομάδας επιθεώρησης, το σημείο που χρησιμοποιείται για την έξοδο είναι αυτό που χρησιμοποιήθηκε για την είσοδο.

ΤΡΙΤΟ ΜΕΡΟΣ
ΜΕΤΡΑ ΕΜΠΙΣΤΟΣΥΝΗΣ

1. Σε εφαρμογή της παραγράφου 68 του άρθρου IV, κάθε Κράτος μέρος γνωστοποιεί στην Τεχνική Γραμματεία κάθε χημική έκρηξη που χρησιμοποιεί 300 ή περισσότερους τόννους εκρηκτικών, αντίστοιχου του TNT, που γίνεται με μία βολή, η οποία έγινε σε οποιοδήποτε σημείο της επικράτειάς του ή σε τόπο που βρίσκεται υπό τη δικαιοδοσία ή τον έλεγχό του. Η γνωστοποίηση γίνεται εκ των προτέρων, αν αυτό είναι δυνατόν. Το Κράτος μέρος παρέχει για το σκοπό αυτόν, λεπτομέρειες για τον τόπο, την ώρα και την ημερομηνία της βολής, την ποσότητα και τον τύπο των εκρηκτικών που χρησιμοποιήθηκαν, καθώς και για τη διάταξη της βολής και το σκοπό για τον οποίο πρέπει ή έπρεπε να γίνει.

2. Κάθε Κράτος μέρος παρέχει ελεύθερα στην Τεχνική Γραμματεία, αμέσως μόλις αυτό είναι δυνατόν μετά την έναρξη ισχύος της Συνθήκης, πληροφορίες που αφορούν όλες τις άλλες χημικές εκρήξεις που χρησιμοποιούν περισσότερους από 300 τόννους εκρηκτικών αντίστοιχων του TNT, που πραγματοποιήθηκαν σε εθνικό επίπεδο. Αυτή η πρώτη γνωστοποίηση ακολουθείται από ετήσια ενημέρωση.

Συγκεκριμένα, το Κράτος μέρος προσπαθεί να της χορηγήσει τις εξής πληροφορίες:

α) Τις γεωγραφικές συντεταγμένες των σημείων στα οποία έγιναν οι βολές.

β) Τη φυση των δραστηριοτήτων στο πλαίσιο των οποίων έγιναν οι βολές, καθώς και τη γενική περιγραφή και συχνότητα των βολών αυτών.

γ) Κάθε άλλη σχετική πληροφορία που διαθέτει.

Προσπαθεί επίσης να βοηθήσει την Τεχνική Γραμματεία να διαλευκάνει την προέλευση κάθε συμβάντος παρόμοιας φύσης που επισημάνθηκε από το διεθνές σύστημα επιτήρησης.

3. Το Κράτος μέρος μπορεί να καλέσει ελεύθερα, σύμφωνα με κοινώς αποδεκτές διατυπώσεις, εκπροσώπους της Τεχνικής Γραμματείας ή άλλων Κρατών μερών να επισκεφθούν τις τοποθεσίες, που προβλέπονται στις παραγράφους 1 και 2, που βρίσκονται στην επικράτειά του.

4. Για τη διακρίβωση του διεθνούς συστήματος επιτήρησης, τα Κράτη μέρη μπορούν να συνεργαστούν με την Τεχνική Γραμματεία για την πραγματοποίηση χημικών εκρήξεων διακρίβωσης ή για την παροχή πληροφοριών σχετικά με τις χημικές εκρήξεις που γίνονται για άλλο σκοπό.

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 1 ΤΟΥ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΥ

Πίνακας 1-Α

Κατάλογος των σεισμολογικών σταθμών που αποτελούν το βασικό δίκτυο

	Κράτος υπεύθυνο για το σταθμό	Τοποθεσία	Γεωγραφικό πλάτος	Γεωγραφικό μήκος	Τύπος
1	Αργεντινή	PLCA Paso Flores	40,7 S	70,6 O	3-C
2	Αυστραλία	WRA Warramunga, NT	19,9 S	134,3 E	μίνι-δίκτυο
3	Αυστραλία	ASAR Alice Springs, NT	23,7 S	133,9 E	μίνι-δίκτυο
4	Αυστραλία	STKA Stephens Creek, SA	31,9 S	141,5 E	3-C
5	Αυστραλία	MAW Mawson, Ανταρκτική	67,6 S	62,9 E	3-C
6	Βολιβία	LPAZ La Paz	16,3 S	68,1 O	3-C
7	Βραζιλία	BDFB Βραζιλία	15,6 S	48,0 O	3-C
8	Καναδάς	ULMC Lac du Bonnet, Man	50,2 N	95,9 O	3-C
9	Καναδάς	YKAG Yellowknife, TN-O	62,5 N	114,6 O	μίνι-δίκτυο
10	Καναδάς	SCH Scheffervilie, Κεμπέκ	54,8 N	66,8 O	3-C
11	Κεντρο-αφρικανική Δημοκρατία	BGCA Bangui	05,2 N	18,4 E	3-C
12	Κίνα	HAI Hailar	49,3 N	119,7 E	3-C > μίνι-δίκτυο
13	Κίνα	LZH Lanzhou	36,1 N	103,8 E	3-C > μίνι-δίκτυο
14	Κολομβία	XSA El Rosal	04,9 N	74.3 O	3-C
15	Ακτή Ελεφαντοστού	DBIC Dimbroko	06,7 N	04,9 O	3-C
16	Αίγυπτος	LXEG Louqsor	26,0 N	33,0 E	μίνι-δίκτυο

	Κράτος υπεύθυνο για το σταθμό	Τοποθεσία	Γεωγραφικό πλάτος	Γεωγραφικό μήκος	Τύπος
17	Φινλανδία	FINES Lahti	61,4 N	26,1 E	μίνι-δίκτυο
18	Γαλλία	PPT Ταϊτή	17,6 S	149,6 O	3-C
19	Γερμανία	GEC2 Freyung	48,9 N	13,7 E	μίνι-δίκτυο
20	Θα καθοριστεί	θα καθοριστεί	θα καθοριστεί	θα καθοριστεί	θα καθοριστεί
21	Ιράν (Ισλαμική Δημοκρατία)	THR Τεχεράνη	35,8 N	51,4 E	3-C
22	Ιαπωνία	MJAR Matsushiro	36,5 N	138,2 E	μίνι-δίκτυο
23	Καζακστάν	MAK Makantchi	46,8 N	82,0 E	μίνι-δίκτυο
24	Κένυα	KMBO Kilimambogo	01,1 S	37,2 E	3-C
25	Μογγολία	JAVM Javhiant	48,0 N	106,8 E	3-C > μίνι-δίκτυο
26	Νίγηρας	Νέο μέρος	θα καθοριστεί	θα καθοριστεί	3-C > μίνι-δίκτυο
27	Νορβηγία	NAO Hamar	60,8 N	10,8 E	μίνι-δίκτυο
28	Νορβηγία	ARAO Karasjok	69,5 N	25,5 E	μίνι-δίκτυο
29	Πακιστάν	PRPK Pari	33,7 N	73,3 E	μίνι-δίκτυο
30	Παραγουάη	CPUP Villa Florida	26,3 S	57,3 O	3-C
31	Δημοκρατία Κορέας	KSRS Wonju	37,5 N	127,9 E	μίνι-δίκτυο
32	Ρωσική Ομοσπονδία	KBZ Khabaz	43,7 N	42,9 E	3-C
33	Ρωσική Ομοσπονδία	ZAL Zalessovo	53,9 N	84,8 E	3-C > μίνι-δίκτυο
34	Ρωσική Ομοσπονδία	NRI Norilsk	69,0 N	88,0 E	3-C
35	Ρωσική Ομοσπονδία	PDY Peledouy	59,6 N	112,6 E	3-C > μίνι-δίκτυο

	Κράτος υπεύθυνο για το σταθμό	Τοποθεσία	Γεωγραφικό πλάτος	Γεωγραφικό μήκος	Τύπος
36	Ρωσική Ομοσπονδία	PET Petropavlovsk-Kamtchatsky	53,1 N	157,8 E	3-C > μίνι-δίκτυο
37	Ρωσική Ομοσπονδία	USK Oussouriisk	44,2 N	132,0 E	3-C > μίνι-δίκτυο
38	Σαουδική Αραβία	νέο μέρος	θα καθοριστεί	θα καθοριστεί	μίνι-δίκτυο
39	Νότια Αφρική	BOSA Boshof	28,6 S	25,8 E	3-C
40	Ισπανία	ESDC Sonseca	39,7 N	04,0 O	μίνι-δίκτυο
41	Ταϊλάνδη	CMTO Chiang Mai	18,3 N	99,0 E	μίνι-δίκτυο
42	Τυνησία	THA Thaia	35,6 N	08,7 E	3-C
43	Τουρκία	BRTR Belbashi Το μίνι-δίκτυο μπορεί να μετακινηθεί στο Keskin	39,9 N	32,3 E	μίνι-δίκτυο
44	Τουρκμενιστάν	GEYT Alibeck	37,9 N	58,1 E	μίνι-δίκτυο
45	Ουκρανία	AKSG Maline	50,4 N	29,1 E	μίνι-δίκτυο
46	ΗΠΑ	LJTX Lajitas, TX	29,3 N	103,7 O	μίνι-δίκτυο
47	ΗΠΑ	MNV Mina, NV	38,4 N	118,2 O	μίνι-δίκτυο
48	ΗΠΑ	PIWY Pinedale, WY	42,8 N	109,6 O	μίνι-δίκτυο
49	ΗΠΑ	ELAK Eielson, AK	64,8 N	146,9 O	μίνι-δίκτυο
50	ΗΠΑ	VNDA Vanda, Ανταρκτική	77,5 S	161,9 E	3-C

Λεζάντα: 3-C > μίνι-δίκτυο: Αυτή η αναφορά δείχνει ότι ο σταθμός μπορεί να αρχίσει να λειτουργεί στο διεθνές σύστημα επιτήρησης ως σταθμός τριών συστατικών στοιχείων και να μετατραπεί τελικά για να γίνει μίνι-δίκτυο.

Πίνακας 1-Β

Κατάλογος σεισμολογικών σταθμών που αποτελούν το επικουρικό δίκτυο

	Κράτος υπεύθυνο για το σταθμό	Τοποθεσία	Γεωγραφικό πλάτος	Γεωγραφικό μήκος	Τύπος
1	Αργεντινή	CFA Coronel Fontana	31,6 S	68,2 O	3-C
2	Αργεντινή	USHA Ushuaia	55,0 S	68,0 O	3-C
3	Αρμενία	GNI Garni	40,1 N	44,7 E	3-C
4	Αυστραλία	CTA Charters Towers, QLD	20,1 S	146,3 E	3-C
5	Αυστραλία	FITZ Fitzroy Crossing, WA	18,1 S	125,6 E	3-C
6	Αυστραλία	NWAO Narrogin, WA	32,9 S	117,2 E	3-C
7	Μπαγκλαντές	CHT Chittagong	22,4 N	91,8 E	3-C
8	Βολιβία	SIV San Ignacio	16,0 S	61,1 O	3-C
9	Μποτσουάνα	LBTB Lobatse	25,0 S	25,6 E	3-C
10	Βραζιλία	PTGA Pitinga	0,7 S	60,0 O	3-C
11	Βραζιλία	RGNB Rio Grande do Norte	6,9 S	37,0 O	3-C
12	Καναδάς	FRB Iqaluit, TN-O	63,7 N	68,5 O	3-C
13	Καναδάς	DLBC Dease Lake CB	58,4 N	130,0 O	3-C
14	Καναδάς	SADO Sadowa, Ont.	44,3 N	79,1 O	3-C
15	Καναδάς	BBB Bella Bella, CB	52,2 N	128,1 O	3-C
16	Καναδάς	MBC Mould Bay, TN-O	76,2 N	119,4 O	3-C
17	Καναδάς	INK Inuvik, TN-O	68,3 N	133,5 O	3-C

	Κράτος υπεύθυνο για το σταθμό	Τοποθεσία	Γεωγραφικό πλάτος	Γεωγραφικό μήκος	Τύπος
18	Χιλή	RPN Νήσος Πάσχα	27,2 S	109,4 O	3-C
19	Χιλή	LVC Limon Verde	22,6 S	68,9 O	3-C
20	Κίνα	BJT Baijiatuan	40,0 N	116,2 E	3-C
21	Κίνα	KMI Kunming	15,2 N	102,8 E	3-C
22	Κίνα	SSE Sheshan	31,1 N	121,2 E	3-C
23	Κίνα	XAN Xi'an	34,0 N	108,9 E	3-C
24	Νήσοι Κουκ	RAR Rarotonga	21,2 S	159,8 O	3-C
25	Κόστα Ρίκα	JTS Las Juntas de Abangares	10,3 N	85,0 O	3-C
26	Τσεχική Δημοκρατία	VRAC Vrancv	49,3 N	16,6 E	3-C
27	Δανία	SFJ Sondre Stromfjord, Γροιλανδία	67,0 N	50,6 O	3-C
28	Τζιμπουτί	ATD Arta Tunnel	11,5 N	42,9 E	3-C
29	Αίγυπτος	KEG Kottamya	29,9 N	31,8 E	3-C
30	Αιθιοπία	FURI Furi	8,9 N	38,7 E	3-C
31	Φίτζι	MSVF Monasavu, Viti Levu	18,7 S	178,1 E	3-C
32	Γαλλία	NCUC Port Laguerre, Νέα Καληδονία	22,1 S	166,3 E	3-C
33	Γαλλία	KOG Kourou, Γουινέα	5,2 N	52,7 O	3-C
34	Γκαμπόν	BAMB Bambay	1,7 S	13,6 E	3-C
35	Γερμανία / Νότια Αφρική	Σταθμός SANE Ανταρκτική	71,7 S	2,9 O	3-C

	Κράτος υπεύθυνο για το σταθμό	Τοποθεσία	Γεωγραφικό πλάτος	Γεωγραφικό μήκος	Τύπος
36	Ελλάδα	ΙΔΗ Ανώγεια, Κρήτη	35,3 N	24,9 E	3-C
37	Γουατεμάλα	RDG Rabir	15,0 N	90,5 O	3-C
38	Ισλανδία	BORG Borgarnes	64,8 N	21,3 O	3-C
39	Θα καθοριστεί	θα καθοριστεί	θα καθοριστεί	θα καθοριστεί	θα καθοριστεί
40	Ινδονησία	PACI Cibinong, Ιάβα Barat	6,5 S	107,0 E	3-C
41	Ινδονησία	JAY Jayapura, Irian Jaya	2,5 S	140,7 E	3-C
42	Ινδονησία	SWI Sorong, Irian Jaya	0,9 S	131,3 E	3-C
43	Ινδονησία	PSI Parapat, Sumatera	2,7 N	98,9 E	3-C
44	Ινδονησία	KAPI Kappang, Sulawesi Selatan	5,0 S	119,8 E	3-C
45	Ινδονησία	KUG Kupang, Nusatenggara Timur	10,2 S	123,6 E	3-C
46	Ιράν (Ισλαμική Δημοκρατία)	KRM Kerman	30,3 N	57,1 E	3-C
47	Ιράν (Ισλαμική Δημοκρατία)	MSN Masjed-e-Soleuman	31,9 N	49,3 E	3-C
48	Ισραήλ	MBH Eilat	29,8 N	34,9 E	3-C
49	Ισραήλ	PARD Parod	32,6 N	35,3 E	μίνι-δίκτυο
50	Ιταλία	ENAS Enna, Σικελία	37,5 N	14,3 E	3-C
51	Ιαπωνία	JNU Ohita, Kyushu	33,1 N	130,9 E	3-C
52	Ιαπωνία	JCW Kunigami, Οκινάβα	26,8 N	128,3 E	3-C

	Κράτος υπεύθυνο για το σταθμό	Τοποθεσία	Γεωγραφικό πλάτος	Γεωγραφικό μήκος	Τύπος
53	Ιαπωνία	JHJ Hachijojima, Νήσοι Izu	33,1 N	139,8 E	3-C
54	Ιαπωνία	JKA Kamikawa-asahi, Hokkaido	44,1 N	142,6 E	3-C
55	Ιαπωνία	JCJ Chichijima, Ogasawara	27,1 N	142,2 E	3-C
56	Ιορδανία	Ashqof	32,5 N	37,6 E	3-C
57	Καζακστάν	BRVK Borovoye	53,1 N	70,3 E	μίνι-δίκτυο
58	Καζακστάν	KURK Kourtchatov	50,7 N	78,6 E	μίνι-δίκτυο
59	Καζακστάν	AKTO Aktyoubinsk	50,4 N	58,0 E	3-C
60	Κιργκιζιστάν	AAK Ala-Archa	42,6 N	74,5 E	3-C
61	Μαδαγασκάρη	TAN Antananarive	18,9 S	47,6 E	3-C
62	Μάλι	KOWA Kowa	14,5 N	4,0 O	3-C
63	Μεξικό	TEYN Tepich, Yucatan	20,2 N	88,3 O	3-C
64	Μεξικό	TUVM Tuzandepeti, Veracruz	18,0 N	94,4 O	3-C
65	Μεξικό	LPBM La Paz, Baja California Sur	24,2 N	110,2 O	3-C
66	Μαρόκο	MDT Midelt	32,8 N	4,6 O	3-C
67	Ναμίμπια	TSUM Tsumeb	19,1 S	17,4 E	3-C
68	Νεπάλ	EVN Έβερεστ	28,0 N	86,3 E	3-C
69	Νέα Ζηλανδία	EWZ Erewhon Νήσος Sud	43,5 S	170,9 E	3-C
70	Νέα Ζηλανδία	RAO Νήσος Raoul	29,2 S	177,9 O	3-C

	Κράτος υπεύθυνο για το σταθμό	Τοποθεσία	Γεωγραφικό πλάτος	Γεωγραφικό μήκος	Τύπος
71	Νέα Ζηλανδία	URZ Urewera, Νήσος Nord	38,3 S	177,1 E	3-C
72	Νορβηγία	SPITS Spitsberg	78,2 N	16,4 E	μίνι-δίκτυο
73	Νορβηγία	JMI Jan Mayen	70,9 N	8,7 O	3-C
74	Ομάν	WSAR Wasi Sarin	23,0 N	58,0 E	3-C
75	Παπούα- Νέα Γουινέα	PMG Port Moresby	9,4 S	147,2 E	3-C
76	Παπούα- Νέα Γουινέα	BIAL Bialia	5,3 S	151,1 E	3-C
77	Περού	CAJP Cajamarca	7,0 S	78,0 O	3-C
78	Περού	NNA Nana	12,0 S	76,8 O	3-C
79	Φιλιππίνες	DAV Davao, Mindanao	7,1 N	125,6 E	3-C
80	Φιλιππίνες	TGY Tagaytay, Lucon	14,1 N	120,9 E	3-C
81	Ρουμανία	MLR Muntele Rosu	45,5 N	25,9 E	3-C
82	Ρωσική Ομοσπονδία	KIRV Kirov	58,6 N	49,4 E	3-C
83	Ρωσική Ομοσπονδία	KIVO Kislovodsk	44,0 N	42,7 E	μίνι-δίκτυο
84	Ρωσική Ομοσπονδία	OSN Obninsk	55,1 N	36,6 E	3-C
85	Ρωσική Ομοσπονδία	ARU Arti	56,4 N	58,6 E	3-C
86	Ρωσική Ομοσπονδία	SEY Seymtchan	62,9 N	152,4 E	3-C
87	Ρωσική Ομοσπονδία	TLY Talaya	51,7 N	103,6 E	3-C
88	Ρωσική Ομοσπονδία	YAK Yakoutsk	62,0 N	129,7 E	3-C
89	Ρωσική Ομοσπονδία	URG Ourgal	51,1 N	132,3 E	3-C

	Κράτος υπεύθυνο για το σταθμό	Τοποθεσία	Γεωγραφικό πλάτος	Γεωγραφικό μήκος	Τύπος
90	Ρωσική Ομοσπονδία	BIL Bilibino	68,0 N	166,4 E	3-C
91	Ρωσική Ομοσπονδία	TIXI Tiksi	71,6 N	128,9 E	3-C
92	Ρωσική Ομοσπονδία	YSS Youjno-Sakhalinsk	47,0 N	142,8 E	3-C
93	Ρωσική Ομοσπονδία	MA2 Magadan	59,6 N	150,8 E	3-C
94	Ρωσική Ομοσπονδία	ZIL Zilime	53,9 N	57,0 E	3-C
95	Σαμόα	AFI Afiamalu	13,9 S	171,8 O	3-C
96	Σαουδική Αραβία	RAYN Ar Rayn	23,6 N	45,6 E	3-C
97	Σενεγάλη	MBO M'Bour	14,4 N	17,0 O	3-C
98	Νήσοι Σολομώντος	HNR Honiara Guadalcanal	9,4 S	160,0 E	3-C
99	Νότια Αφρική	SUR Sutherland	32,4 S	20,8 E	3-C
100	Σρι Λάνκα	CCC Colombo	6,9 N	79,9 E	3-C
101	Σουηδία	HFS Hagfors	60,1 N	13,7	μίνι-δίκτυο
102	Ελβετία	DAVOS Νταβός	46,8 N	9,8 E	3-C
103	Ουγκάντα	MBRU Mbarara	0,4 S	30,4 E	3-C
104	Ηνωμένο Βασίλειο	EKA Eskdalemuir	55,3 N	3,2 O	μίνι-δίκτυο
105	ΗΠΑ	GUMO Guam, Νήσοι Mariannes	13,6 N	144,9 E	3-C
106	ΗΠΑ	PMSA Σταθμός Palmer, Ανταρκτική	64,8 S	64,1 O	3-C
107	ΗΠΑ	TKL Tuchaleechee Caverns, TN	35,7 N	83,8 O	3-C

	Κράτος υπεύθυνο για το σταθμό	Τοποθεσία	Γεωγραφικό πλάτος	Γεωγραφικό μήκος	Τύπος
108	ΗΠΑ	PFCA Pinon Flat, CA	33,6 N	116,5 O	3-C
109	ΗΠΑ	YBH Yreka, CA	41,7 N	122,7 O	3-C
110	ΗΠΑ	KDC Tie Kodiak, AK	57,8 N	152,5 O	3-C
111	ΗΠΑ	ALQ Albuquerque, NM	35,0 N	106,5 O	3-C
112	ΗΠΑ	ATTU Tie Attu, AK	52,8 N	172,7 E	3-C
113	ΗΠΑ	ELK Elko, NV	40,7 N	115,2 O	3-C
114	ΗΠΑ	SPA Νότιος Πόλος, Ανταρκτική	90,0 S	-	3-C
115	ΗΠΑ	NEW Newport, WA	48,3 N	117,1 O	3-C
116	ΗΠΑ	SJG San Juan, PR	18,1 N	66,2 O	3-C
117	Βενεζουέλα	SDV Santo Domingo	8,9 N	70,6 O	3-C
118	Βενεζουέλα	PCRV Puerto la Cruz	10,2 N	64,6 O	3-C
119	Ζάμπια	LSZ Lusaka	15,3 S	28,2 E	3-C
120	Ζιμπάμπουε	BUL Bulawayo	θα καθοριστεί	θα καθοριστεί	3-C

Πίνακας 2-Α

Κατάλογος σταθμών επιτήρησης ραδιονουκλεϊδίων

	Κράτος υπεύθυνο για το σταθμό	Τοποθεσία	Γεωγραφικό πλάτος	Γεωγραφικό μήκος
1	Αργεντινή	Μπουένος Άιρες	34,0 S	58,0 O
2	Αργεντινή	Salta	24,0 S	65,0 O
3	Αργεντινή	Bariloche	41,1 S	71,3 O
4	Αυστραλία	Μελβούρνη, VIC	37,5 S	144,6 O
5	Αυστραλία	Mawson, Ανταρκτική	67,6 S	62,5 E
6	Αυστραλία	Townsville, QLD	19,2 S	146,8 E
7	Αυστραλία	Νήσος Macquarie	54,0 S	159,0 E
8	Αυστραλία	Νήσοι Cocos	12,0 S	97,0 E
9	Αυστραλία	Darwin, NT	12,4 S	130,7 E
10	Αυστραλία	Περθ, WA	31,9 S	116,0 E
11	Βραζιλία	Ρίο ντε Τζανέιρο	22,5 S	43,1 O
12	Βραζιλία	Recife	8,0 S	35,0 O
13	Καμερούν	Douaia	4,2 N	9,9 E
14	Καναδάς	Βανκούβερ, CB	49,3 N	123,2 O
15	Καναδάς	Resolute, TN-O	74,7 N	94,9 O
16	Καναδάς	Yellowknife, TN-O	62,5 N	114,5 O
17	Καναδάς	St.John's, TN	47,0 N	53,0 O
18	Χιλή	Punta Arenas	53,1 S	70,6 O
19	Χιλή	Hanga-Roa, Νήσος Πάσχα	27,1 S	108,4 O
20	Κίνα	Πεκίνο	39,8 N	116,2 E
21	Κίνα	Lanzhou	35,8 N	103,3 E
22	Κίνα	Guangziou	23,0 N	113,3 E
23	Νήσοι Κουκ	Rarotonga	21,2 S	159,8 O
24	Ισημερινός	Νήσος San Cristobal, Γκαλαπάγκος	1,0 S	89,2 O
25	Αιθιοπία	Riltu	5,5 N	42,7 E
26	Φίτζι	Nandi	18,0 S	177,5 E
27	Γαλλία	Papeete, Ταϊτή	17,0 S	150,0 O
28	Γαλλία	Pointe-a-Pitre, Γουαδαλούπη	17,0 N	62,0 O
29	Γαλλία	Reunion	21,2 S	55,6 E
30	Γαλλία	Port-aux-Francais, Kerguelen	49,0 S	70,0 E

	Κράτος υπεύθυνο για το σταθμό	Τοποθεσία	Γεωγραφικό πλάτος	Γεωγραφικό μήκος
31	Γαλλία	Cayenne, Γαλλική Γουιάνα	5,0 N	52,0 O
32	Γαλλία	Dumont d'Urville, Ανταρκτική	66,0 S	140,0 E
33	Γερμανία	Schauinsland/Fribourg	47,9 N	7,9 E
34	Ισλανδία	Ρέικιαβικ	64,4 N	21,9 O
35	Θα καθοριστεί	Θα καθοριστεί	Θα καθοριστεί	Θα καθοριστεί
36	Ιράν (Ισλαμική Δημοκρατία)	Τεχεράνη	35,0 N	52,0 E
37	Ιαπωνία	Οκινάουα	26,5 N	127,9 E
38	Ιαπωνία	Takasaki, Gunma	36,3 N	139,0 E
39	Κιριμπάτι	Κιριμπάτι	2,0 N	157,0 O
40	Κουβέιτ	Πόλη Κουβέιτ	29,0 N	48,0 E
41	Λιβύη	Misratah	32,5 N	15,0 E
42	Μαλαισία	Κουάλα Λουμπούρ	2,6 N	101,5 E
43	Μαυριτανία	Nouakchott	18,0 N	17,0 O
44	Μεξικό	Baja California	28,0 N	113,0 O
45	Μογγολία	Ulaanbaatar	47,5 N	107,0 E
46	Νέα Ζηλανδία	Νήσος Chatham	44,0 S	176,5 O
47	Νέα Ζηλανδία	Kaitaia	35,1 S	173,3 E
48	Νίγηρας	Bilma	18,0 N	13,0 E
49	Νορβηγία	Spitsberg	78,2 N	16,4 E
50	Παναμάς	Παναμάς	8,9 N	79,6 O
51	Παπούα-Νέα Γουινέα	New Hanover	3,0 S	150,0 E
52	Φιλιππίνες	Quezon City	14,5 N	121,0 E
53	Πορτογαλία	Ponta Delgada, Sao Miguel Αζόρες	37,4 N	25,4 O
54	Ρωσική Ομοσπονδία	Kirov	58,6 N	49,4 E
55	Ρωσική Ομοσπονδία	Norilsk	69,0 N	88,0 E
56	Ρωσική Ομοσπονδία	Peledouy	59,6 N	112,6 E
57	Ρωσική Ομοσπονδία	Bilibino	68,0 N	168,4 E
58	Ρωσική Ομοσπονδία	Oussouriisk	43,7 N	131,9 E
59	Ρωσική Ομοσπονδία	Zalesscvo	53,9 N	84,3 E
60	Ρωσική Ομοσπονδία	Petropavlovsk-Kamtchatsky	53,1 N	158,3 E
61	Ρωσική Ομοσπονδία	Doubna	56,7 N	37,3 E
62	Ρωσική Ομοσπονδία	Νήσος Marion	46,5 S	37,0 E

	Κράτος υπεύθυνο για το σταθμό	Τοποθεσία	Γεωγραφικό πλάτος	Γεωγραφικό μήκος
63	Σουηδία	Στοκχόλμη	59,4 N	18,0 E
64	Τανζανία	Νταρ Ελ Σαλάμ	6,0 S	39,0 E
65	Ταϊλάνδη	Μπανγκόκ	13,8 N	100,5 E
66	Ηνωμένο Βασίλειο	BIOT / Αρχιπέλαγος Chagos	7,0 S	72,0 E
67	Ηνωμένο Βασίλειο	Sainte Helene	16,0 S	6,0 O
68	Ηνωμένο Βασίλειο	Tristan da Cunha	37,0 S	12,3 O
69	Ηνωμένο Βασίλειο	Halley, Ανταρκτική	76,0 S	28,0 O
70	ΗΠΑ	Σακραμέντο, CA	38,7 N	121,4 O
71	ΗΠΑ	Sand Point, AK	55,0 N	160,0 O
72	ΗΠΑ	Μελβούρνη, FL	28,3 N	80,6 O
73	ΗΠΑ	Σταθμός Palmer, Ανταρκτική	64,5 S	64,0 O
74	ΗΠΑ	Ashland, KS	37,2 N	99,3 O
75	ΗΠΑ	Charlotsville, VA	38,0 N	78,0
76	ΗΠΑ	Salchaket, AK	64,4 N	147,1 O
77	ΗΠΑ	Νήσος Wake	19,3 N	166,6 E
78	ΗΠΑ	Νήσοι Midway	28,0 N	177,0 O
79	ΗΠΑ	Oahu, HI	21,5 N	158,0 O
80	ΗΠΑ	Upi, Guam	13,7 N	144,9 E

Πίνακας 2-Β

Κατάλογος εργαστηρίων ραδιονουκλεϊδίων

	Κράτος υπεύθυνο για το εργαστήριο	Όνομα και τοποθεσία του εργαστηρίου
1	Αργεντινή	Εθνικό γραφείο πυρηνικών ρυθμίσεων Μπουένος Άιρες
2	Αυστραλία	Αυστραλιανό Εργαστήριο Ακτινοβολίας Μελβούρνη, VIC
3	Αυστρία	Αυστριακό Ερευνητικό Κέντρο Seibersdorf
4	Βραζιλία	Ίδρυμα Προστασίας κατά της ακτινοβολίας και δοσιμετρίας Ρίο ντε Τζανέιρο
5	Καναδάς	Υγεία Καναδά Οτάβα, Ont.
6	Κίνα	Πεκίνο
7	Φινλανδία	Κέντρο ακτινολογικής και πυρηνικής ασφάλειας Ελσίνκι
8	Γαλλία	Επιτροπή Ατομικής Ενέργειας Montlhery
9	Ισραήλ	Κέντρο Πυρηνικών Ερευνών Soreq Yavne
10	Ιταλία	Εργαστήριο του εθνικού φορέα για την προστασία του περιβάλλοντος Ρώμη
11	Ιαπωνία	Ιαπωνικό ίδρυμα ερευνών πυρηνικής ενέργειας Tokai, Ibaraki
12	Νέα Ζηλανδία	Εθνικό εργαστήριο ακτινοβολίας Christchurch
13	Ρωσική Ομοσπονδία	Κεντρικό εργαστήριο ελέγχου ακτινοβολίας Ειδική υπηρεσία επαλήθευσης Υπουργείου Άμυνας Μόσχα
14	Νότια Αφρική	Επιχείρηση Ατομικής Ενέργειας Pelindaba
15	Ηνωμένο Βασίλειο	AWE Blacknest Chilton
16	ΗΠΑ	Κεντρικά Εργαστήρια McClellan Sacramento, CA

Πίνακας 3

Κατάλογος υδρο-ακουστικών σταθμών

	Κράτος υπεύθυνο για το σταθμό	Τοποθεσία	Γεωγραφικό πλάτος	Γεωγραφικό μήκος	Τύπος
1	Αυστραλία	Cape Leeuwin WA	34,4 S	115,1 E	υδρόφωνα
2	Καναδάς	Νήσος Reine, Charlotte, CB	53,3 N	132,5 O	Φάσεις T
3	Χιλή	Νήσοι Juan Fernandez	33,7 S	78,8 O	υδρόφωνα
4	Γαλλία	Νήσοι Crozet	46,5 S	52,2 E	υδρόφωνα
5	Γαλλία	Γουαδαλούπη	16,3 N	61,1 O	Φάσεις T
6	Μεξικό	Νήσος Clarion	18,2 N	114,6 O	Φάσεις T
7	Πορτογαλία	Flores	39,3 N	31,3 O	Φάσεις T
8	Ηνωμένο Βασίλειο	BIOT/ Αρχιπέλαγος Tchagos	7,3 S	72,4 E	υδρόφωνα
9	Ηνωμένο Βασίλειο	Tristan da Cunha	37,2 S	12,5 O	Φάσεις T
10	ΗΠΑ	Ascension	8,0 S	14,4 O	υδρόφωνα
11	ΗΠΑ	Νήκος Wake	19,3 N	166,6 E	υδρόφωνα

Πίνακας 4

Κατάλογος σταθμών ανίχνευσης υπέρηχων

	Κράτος υπεύθυνο για το σταθμό	Τοποθεσία	Γεωγραφικό πλάτος	Γεωγραφικό μήκος
1	Αργεντινή	Paso Flores	40,7 S	70,6 O
2	Αργεντινή	Ushuaia	55,0 S	68,0 O
3	Αυστραλία	Βάση Davis, Ανταρκτική	68,4 S	77,6 E
4	Αυστραλία	Narrogin	32,9 S	117,2 E
5	Αυστραλία	Hobart, TAS	42,1 S	147,2 E
6	Αυστραλία	Νήσοι Cocos	12,3 S	97,0 E
7	Αυστραλία	Warramunga, NT	19,9 S	134,3 E
8	Βολιβία	La Paz	16,3 S	68,1 O
9	Βραζιλία	Brasilia	15,6 S	48,0 O
10	Καναδάς	Lac du Bonnet, Man.	50,2 N	85,9 O
11	Πράσινο Ακρωτήριο	Νήσοι Πράσινου Ακρωτηρίου	16,0 N	24,0 O
12	Κεντρο-αφρικανική Δημοκρατία	Bangui	5,2 N	18,4 E
13	Χιλή	Νήσος Πάσχα	27,0 S	109,2 O
14	Χιλή	Νήσοι Juan Fernandez	33,8 S	80,7 O
15	Κίνα	Πεκίνο	40,0 N	116,0 E
16	Κίνα	Kunming	25,0 N	102,8 E
17	Ακτή Ελεφαντοστού	Dimbokro	6,7 N	4,9 O
18	Δανία	Dundas, Groenland	76,5 N	68,7 O
19	Τζιμπουτί	Τζιμπουτί	11,3 N	43,5 E
20	Ισημερινός	Νήσοι Γκαλάπαγος	0,0 N	91,7 O
21	Γαλλία	Νήσοι Marquises	10,0 S	140,0 O
22	Γαλλία	Port Laguerres, Νέα Καληδονία	22,1 S	166,3 E
23	Γαλλία	Kerguelen	49,2 S	69,1 E
24	Γαλλία	Ταϊτή	17,6 S	149,6 O
25	Γαλλία	Kourou, Γαλλική Γουιάνα	5,2 N	52,7 O
26	Γερμανία	Freyung	48,9 N	13,7 E
27	Γερμανία	Georg von Neumayer, Ant.	70,6 S	8,4 O
28	Θα καθοριστεί	Θα καθοριστεί	Θα καθοριστεί	Θα καθοριστεί
29	Ιράν (Ισλαμική Δημοκρατία)	Τεχεράνη	35,7 N	51,4 E
30	Ιαπωνία	Tsukuba	36,0 N	140,1 E
31	Καζακστάν	Aktyoubinsk	50,4 N	58,0 E
32	Κένυα	Kilimanbogo	1,3 S	36,8 E
33	Μαδαγασκάρη	Antananarive	18,8 S	47,5 E
34	Μογγολία	Javhlant	48,0 N	106,8 E
35	Ναμίμπια	Tsumeb	19,1 S	17,4 E

	Κράτος υπεύθυνο για το σταθμό	Τοποθεσία	Γεωγραφικό πλάτος	Γεωγραφικό μήκος
36	Νέα Ζηλανδία	Νήσοι Chatham	44,0 S	176,5 O
37	Νορβηγία	Karasjok	69,5 N	25,5 E
38	Πακιστάν	Rahimyar Khan	28,2 N	70,3 E
39	Παλάος	Παλάος	7,5 N	134,5 E
40	Παπούα - Νέα Γουινέα	Rabaui	4,1 S	152,1 E
41	Παραγουάη	Villa Florida	26,3 S	57,3 O
42	Πορτογαλία	Αζόρες	37,8 N	25,5 O
43	Ρωσική Ομοσπονδία	Doubna	56,7 N	37,3 E
44	Ρωσική Ομοσπονδία	Petropavlovsk-Kamtchatsky	53,1 N	158,8 E
45	Ρωσική Ομοσπονδία	Oussouriisk	43,7 N	131,9 E
46	Ρωσική Ομοσπονδία	Zalessovo	53,9 N	84,3 E
47	Νότια Αφρική	Boshof	28,6 S	25,4 E
48	Τυνησία	Thala	35,6 N	8,7 E
49	Ηνωμένο Βασίλειο	Tristan da Cunha	37,0 S	12,3 O
50	Ηνωμένο Βασίλειο	Ascension	8,0 S	14,3 O
51	Ηνωμένο Βασίλειο	Βερμούδες	32,0 N	64,5 O
52	Ηνωμένο Βασίλειο	BIOT / Αρχιπέλαγος Tchagos	5,0 S	72,0 E
53	ΗΠΑ	Eielson, AK	64,3 N	146,9 O
54	ΗΠΑ	Βάση Siple, Ant.	75,5 S	83,6 O
55	ΗΠΑ	Windless Bight, Ant.	77,5 S	161,8 E
56	ΗΠΑ	Newport, WA	48,3 N	117,1 O
57	ΗΠΑ	Pinon Flats, CA	33,6 N	116,5 O
58	ΗΠΑ	Νήσοι Midway	28,1 N	177,2 O
59	ΗΠΑ	Χαβάη, HI	19,6 N	155,3 O
60	ΗΠΑ	Νήσος Wake	19,3 N	166,6 E

ΠΑΡΑΡΤΗΜΑ 2 ΤΟΥ ΠΡΩΤΟΚΟΛΛΟΥ

Κατάλογος των παραμέτρων χαρακτηρισμού για το σύνηθες φιλτράρισμα των συμβάντων στο διεθνές κέντρο δεδομένων

1. Τα κριτήρια του συνήθους φιλτραρίσματος των συμβάντων στο διεθνές κέντρο δεδομένων βασίζονται σε σταθερές παραμέτρους χαρακτηρισμού των συμβάντων, που διαπιστώνονται στη διάρκεια της συνδυασμένης επεξεργασίας των δεδομένων, που προέρχονται από όλες τις τεχνολογίες που συμμετέχουν στο διεθνές σύστημα επιτήρησης. Για το σύνηθες φιλτράρισμα των συμβάντων, το κέντρο εφαρμόζει κριτήρια που ισχύουν παγκοσμίως και συμπληρωματικά κριτήρια για να ληφθούν υπόψη οι τοπικές παρεκκλίσεις, όπου είναι δυνατόν.

2. Για τα συμβάντα που ανιχνεύει το σεισμολογικό τμήμα του διεθνούς συστήματος επιτήρησης, τα ακόλουθα κριτήρια, μεταξύ άλλων, μπορούν να χρησιμοποιηθούν:

- Τόπος του συμβάντος
- Βάθος του συμβάντος
- Σχέση μεταξύ του μεγέθους των κυμάτων της επιφάνειας και του μεγέθους των κυμάτων ήχου
- Περιεχόμενο συχνότητας των σημάτων
- Φασματώδεις σχέσεις των φάσεων
- Φασματώδεις αναπηδήσεις
- Πρώτη κίνηση του κύματος P
- Μηχανισμός εστίασης
- Κατάσταση σχετικού ερεθίσματος των σεισμικών φάσεων
- Συγκριτικές μετρήσεις άλλων συμβάντων και ομάδων συμβάντων
- Τοπικές διαφορές, όπου ισχύουν.

3. Για τα συμβάντα που ανιχνεύονται από το υδροακουστικό στοιχείο του διεθνούς συστήματος επιτήρησης, τα ακόλουθα κριτήρια, μεταξύ άλλων, μπορούν να χρησιμοποιηθούν:

- Περιεχόμενο συχνότητας των σημάτων, συν τη γωνιακή συχνότητα, την ενέργεια ευρείας ζώνης, τη μέση κεντρική συχνότητα και το πλάτος της ζώνης
- Διάρκεια του σήματος σε συνάρτηση με τη συχνότητα
- Φασματώδης σχέση
- Ενδείξεις σημάτων παλμών και καθυστέρησης παλμών.

4. Για τα συμβάντα που ανιχνεύονται από το υπερηχητικό στοιχείο του διεθνούς συστήματος επιτήρησης, τα ακόλουθα κριτήρια, μεταξύ άλλων, μπορούν να χρησιμοποιηθούν:

- Περιεχόμενο συχνότητας των σημάτων και μετάδοση
- Διάρκεια των σημάτων
- Εύρος των κορυφών.

5. Για τα συμβάντα που ανιχνεύονται από το στοιχείο ραδιονουκλειδίων του διεθνούς συστήματος επιτήρησης, τα ακόλουθα κριτήρια, μεταξύ άλλων, μπορούν να χρησιμοποιηθούν:

- Συγκέντρωση φυσικών και τεχνητών ραδιονουκλειδίων στον ήχο βάθους
- Συγκέντρωση συγκεκριμένων προιόντων σχάσης και ενεργοποίησης εκτός των τρεχουσών παρατηρήσεων
- Σχέση του ενός συγκεκριμένου προιόντος σχάσης και ενεργοποίησης με άλλο.

Άρθρο δεύτερο

Η ισχύς του παρόντος νόμου αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και της Συνθήκης που κυρώνεται από την πλήρωση των προϋποθέσεων του άρθρου XIV αυτής.

Παραγγέλλομε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως Νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 24 Φεβρουαρίου 1999

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΣΤΕΦΑΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΘΝΙΚΗΣ ΑΜΥΝΑΣ
Α. ΤΣΟΧΑΤΖΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ
Γ. Α. ΠΑΠΑΝΔΡΕΟΥ

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους

Αθήνα, 25 Φεβρουαρίου 1999

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
Ε. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ

ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ

ΕΦΗΜΕΡΙΔΑ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΚΑΠΟΔΙΣΤΡΙΟΥ 34 * ΑΘΗΝΑ 104 32 * TELEX 223211 YPET GR * FAX 52 34 312
ΗΛΕΚΤΡΟΝΙΚΗ ΔΙΕΥΘΥΝΣΗ: http: www.et.gr
INTERNET: hol.gr
e-mail: nvas @ hol.gr

ΥΠΗΡΕΣΙΕΣ ΕΞΥΠΗΡΕΤΗΣΗΣ ΠΟΛΙΤΩΝ

ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΥΠΗΡΕΣΙΑ Σολωμού 51		ΠΕΡΙΦΕΡΕΙΑΚΑ ΓΡΑΦΕΙΑ ΠΩΛΗΣΗΣ Φ.Ε.Κ.	
Πληροφορίες δημοσιευμάτων Α.Ε. - Ε.Π.Ε.	5225 761 5230 841	ΘΕΣΣΑΛΟΝΙΚΗ Βασ. Όλγας 227 - Τ.Κ. 54100	(031) 423 956
Πληροφορίες δημοσιευμάτων λοιπών Φ.Ε.Κ.	5225 713 5249 547	ΠΕΙΡΑΙΑΣ Νικήτα 6-8 Τ.Κ. 185 31	4135 228
Πώληση Φ.Ε.Κ.	5239 762	ΠΑΤΡΑ	
Φωτοαντίγραφα παλαιών Φ.Ε.Κ.	5248 141	Κορίνθου 327 - Τ.Κ. 262 23	(061) 6381 100
Βιβλιοθήκη παλαιών Φ.Ε.Κ.	5248 188	ΙΩΑΝΝΙΝΑ	
Οδηγίες για δημοσιεύματα Α.Ε. - Ε.Π.Ε.	5248 785	Διοικητήριο Τ.Κ. 450 44	(0651) 87215
Εγγραφή Συνδρομητών Φ.Ε.Κ. και αποστολή Φ.Ε.Κ.	5248 320	ΚΟΜΟΤΗΝΗ Δημοκρατίας 1 Τ.Κ. 691 00	(0531) 22 858
		ΛΑΡΙΣΑ Διοικητήριο Τ.Κ. 411 10	(041) 597449
		ΚΕΡΚΥΡΑ Σαμαρά 13 Τ.Κ. 491 00	(0661) 89 127 / 89 120
		ΗΡΑΚΛΕΙΟ Πλ. Ελευθερίας 1, Τ.Κ. 711 10	(081) 396 223
		ΛΕΣΒΟΣ Πλ. Κωνσταντινουπόλεως Τ.Κ. 811 00 Μυτιλήνη	(0251) 46 888 / 47 533

ΤΙΜΗ ΦΥΛΛΩΝ ΕΦΗΜΕΡΙΔΟΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ	
	- Μέχρι 8 σελίδες 200 δρχ.
	- Από 8 σελίδες και άνω προσαύξηση 100 δρχ. ανά 8σέλιδο ή μέρος αυτού

ΕΤΗΣΙΕΣ ΣΥΝΔΡΟΜΕΣ Φ.Ε.Κ.

Τεύχος	Κ.Α.Ε. Προϋπολογισμού 2531	Κ.Α.Ε. εσόδου υπέρ ΤΑΠΕΤ 3512
Α΄ (Νόμοι, Π.Δ., Συμβάσεις κ.λπ.)	60.000 δρχ.	3.000 δρχ.
Β΄ (Υπουργικές αποφάσεις κ.λπ.)	70.000 » .	3.500 » .
Γ΄ (Διορισμοί, απολύσεις κ.λπ. Δημ. Υπαλλήλων)	15.000 » .	750 » .
Δ΄ (Απαλλοτριώσεις, πολεοδομία κ.λπ.)	70.000 » .	3.500 » .
Αναπτυξιακών Πράξεων (Τ.Α.Π.Σ.)	30.000 » .	1.500 » .
Ν.Π.Δ.Δ. (Διορισμοί κ.λπ. προσωπικού Ν.Π.Δ.Δ.)	15.000 » .	750 » .
Παράρτημα (Προκηρύξεις θέσεων ΔΕΠ κ.τλ.)	5.000 » .	250 » .
Δελτίο Βιομηχανικής Ιδιοκτησίας (Δ.Ε.Β.Ι.)	10.000 » .	500 » .
Ανωτάτου Ειδικού Δικαστηρίου (Α.Ε.Δ.)	3.000 » .	150 » .
Προκηρύξεων Α.Σ.Ε.Π.	10.000 » .	500 » .
Ανωνύμων Εταιρειών & Ε.Π.Ε.	250.000 » .	12.500 » .
ΓΙΑ ΟΛΑ ΤΑ ΤΕΥΧΗ ΕΚΤΟΣ Α.Ε. & Ε.Π.Ε.	250.000 » .	12.500 » .

* Οι συνδρομές του εσωτερικού προπληρώνονται στα Δημόσια Ταμεία που δίνουν αποδεικτικό είσπραξης (διπλότυπο) το οποίο με τη φροντίδα του ενδιαφερομένου πρέπει να στέλνεται στην Υπηρεσία του Εθνικού Τυπογραφείου.
* Οι συνδρομές του εξωτερικού επιβαρύνονται, πέραν των ανωτέρω αναφερομένων ποσών, με τα ταχυδρομικά τέλη και μπορεί να στέλνονται με επιταγή και σε ανάλογο συνάλλαγμα στο Διευθυντή Διαχείρισης του Εθνικού Τυπογραφείου.
* Η πληρωμή του υπέρ ΤΑΠΕΤ ποσοστού που αντιστοιχεί σε συνδρομές, εισπράττεται από τα Δημόσια Ταμεία.
* Οι συνδρομητές του εξωτερικού μπορούν να στέλνουν το ποσό του ΤΑΠΕΤ μαζί με το ποσό της συνδρομής.
* Οι Νομαρχιακές Αυτοδιοικήσεις, οι Δήμοι, οι Κοινότητες ως και οι επιχειρήσεις αυτών πληρώνουν το μισό χρηματικό ποσό της συνδρομής και ολόκληρο το ποσό υπέρ του ΤΑΠΕΤ.
* Η συνδρομή ισχύει για ένα χρόνο, που αρχίζει την 1η Ιανουαρίου και λήγει την 31η Δεκεμβρίου του ίδιου χρόνου. Δεν εγγράφονται συνδρομητές για μικρότερο χρονικό διάστημα.
* Η εγγραφή ή ανανέωση της συνδρομής πραγματοποιείται το αργότερο μέχρι τον Μάρτιο κάθε έτους.
* Αντίγραφα διπλοτύπων, ταχυδρομικές επιταγές και χρηματικά γράμματια δεν γίνονται δεκτά.

Οι υπηρεσίες εξυπηρέτησης των πολιτών λειτουργούν καθημερινά από 08.00΄ έως 13.00΄

(ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ)